



SAMANTA SCHWEBLIN
ÉCRIRE LE QUOTIDIEN

TIMOTHÉE DE FOMBELLE
LA LIBERTÉ DE LA FICTION JEUNESSE

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES

Macron mise sur l'union des centres, LR se déchire

- Le président de la République a justifié mercredi sa dissolution de l'Assemblée nationale et appelle au « rassemblement » contre les « extrêmes »
- Journée rocambolesque à LR, après l'annonce du ralliement d'Eric Ciotti au RN à l'issue d'une rencontre avec Vincent Bolloré
- Edouard Philippe plaide pour que ses candidats aux législatives se présentent sous la bannière Horizons
- Les partis de gauche actent une première répartition des circonscriptions rééquilibrée par rapport à l'accord de 2022

PAGES 2 À 5

ÉDITORIAL

LA TRÈS INCERTAINE BATAILLE DU CENTRE

PAGE 28



Lors de la conférence de presse du 12 juin, à Paris. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Inquiétude chez les acteurs du secteur de la défense

Aide à l'Ukraine, préparation du sommet de l'OTAN... les dossiers urgents sont gelés ; l'incertitude plane sur le cabinet militaire de Matignon

PAGE 6

Le RN au pouvoir, scénario noir pour les défenseurs du climat

Acteurs des énergies renouvelables, militants et scientifiques s'inquiètent du « vide » des idées développées par le Rassemblement national en matière de lutte contre le réchauffement climatique

PAGE 7

International

Au G7, le Sud global invité à soutenir Kiev

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, est attendu pour le sommet qui se tient en Italie les 13 et 14 juin, où sont invités des pays non alignés

PAGE 10

Scrutin européen : l'extrême droite en force dans les pays fondateurs

LES RÉSULTATS du scrutin européen montrent que la poussée nationaliste a surtout concerné les six pays du traité de Rome, alors que, dans l'est et dans le nord, la tendance est moins nette.

Cette géographie s'expliquerait notamment par une mémoire des nationalismes encore vivace dans les pays qui ont rejoint l'Union au fil des élargissements. En Espagne et au Portugal, les dictatures franquiste et salazariste ne sont pas si loin, quand en Grèce on n'a pas

oublié le « régime des colonels ». En Europe centrale et orientale, c'est cette fois l'effet répulsif du communisme qui perdure (hormis en Hongrie et en Pologne), expliquant les scores modérés de l'extrême droite.

Dans les pays nordiques, les formations souverainistes ont reculé en Suède et en Finlande et stagné au Danemark, n'ayant pas réussi à convaincre leurs sympathisants d'aller voter.

PAGES 8-9

Europe

Colère de Pékin après la forte hausse des taxes sur l'automobile

La Commission européenne a annoncé le relèvement jusqu'à 48 % des droits de douane sur les véhicules électriques chinois, arguant qu'ils sont largement subventionnés. La Chine dénonce une « attitude protectionniste »

PAGE 14

Bronchiolite

Un vaccin pour les femmes enceintes est autorisé

PAGE 12

Culture

En Afrique du Sud, Robyn Orlin fait danser la jeunesse

PAGE 20

VU PAR DILEM (ALGÉRIE)

CARTOONING FOR PEACE



Enquête

Le « dépôt », la prison oubliée du Palais de justice de Paris

Cette gare de triage pour individus suspects a vu passer entre ses murs des centaines de milliers de personnes. Pendant l'Occupation, elle a surtout été un haut lieu de la persécution des juifs

PAGES 18-19

Mesdames et Messieurs les députés,
il est un siège que vous êtes sûrs de
conserver.

ENSEMBLE ROYAL
Fauteuil inclinable et son pouf
2490€

L80xP81xH101, pouf L38xP51xH39 cm, coque en bois noyer, cuir vachette fleur corrigée pigmentée, piètement alu. Fabriqué en Europe. Offre valable uniquement dans les coloris et cuir présentés. Ecopart incluse, prix hors livraison.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

LE PLUS GRAND ESPACE RELAXATION À PARIS
Distributeur officiel des fauteuils Stressless® et Himolla
63 rue de la Convention Paris 15 • 7J/7
M° Charles Michels • 01 45 77 80 40
54 cours de Vincennes • 7J/7 • M° Nation • 01 40 21 87 53
Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

Contre les « extrêmes », Macron appelle au « rassemblement »

Le président de la République a justifié, mercredi, sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Appelant les « forces républicaines » à s'unir autour de son camp, il a renvoyé dos à dos le « front populaire » des partis de gauche et l'extrême droite

Debout derrière son pupitre, dans un salon chic de la rue Cambon, à Paris, à un jet de pierre de l'Elysée – pour ne pas être suspecté d'utiliser les moyens de l'Etat –, Emmanuel Macron, une fois n'est pas coutume, fait profil bas, mercredi 12 juin. Venu justifier « avec gravité » sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale trois jours plus tôt, il invoque une « équation parlementaire difficilement tenable », la « colère » et le « ressentiment » exprimés par les Français le 9 juin, auxquels « nous ne pouvons rester indifférents ou sourds » et, enfin, la menace d'une motion de censure annoncée pour l'automne. Trois critères qui « imposaient » le « retour au peuple souverain », « la seule réponse républicaine », estime-t-il.

La dissolution ne serait donc pas le fruit, comme le suspectent ses contempteurs, d'un coup de sang ou d'un geste d'orgueil, assure-t-il devant un parterre de quelque 200 journalistes et un gouvernement l'écoutant sagement, mais d'une décision rationnelle. Elle permettrait même, vante-t-il, une « clarification ».

Emmanuel Macron a entendu le souhait de sa majorité et de ses alliés qu'il se mette en retrait pour les scrutins des 30 juin et 7 juillet, en raison du rejet que sa personne suscite. « Je ne ferai pas campagne aux législatives, de la même manière que je ne l'ai pas fait en 2017 et en 2022 », s'engage-t-il. C'est le premier ministre,

LA GAUCHE RADICALE
DE JEAN-LUC
MÉLENCHON
EST ACCUSÉE
D'« ANTISÉMITISME »
ET D'« ANTI-
PARLEMENTARISME »

Gabriel Attal, assis au premier rang, visage fermé, « qui va porter cette campagne », promet le chef de l'Etat. Son ancien premier ministre Edouard Philippe, absent, jugeait mardi « pas complètement sain » l'engagement du président de la République dans l'élection des députés. En retour, Emmanuel Macron raille « les ambitions personnelles des uns et des autres », « contrariées » par la dissolution. Ambiance.

LA « BATAILLE DES VALEURS »
Le président de la République, dont les troupes sont désormais prises en tenailles entre « deux blocs », a voulu lancer, ce mercredi, la « bataille des valeurs » contre les « extrêmes ». S'il ne ciblait, jusqu'au 9 juin, que le Rassemblement national (RN), il concentre désormais ses tirs contre La France insoumise (LFI), avec la même intensité. La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon est accusée d'« antisémitisme », d'« antiparlementarisme » et d'avoir « créé un désordre parfois constant » et « inquiétant » à l'Assemblée nationale. L'alliance

« front populaire », en cours de constitution entre le Parti socialiste, le Parti communiste, Les Écologistes et LFI, est jugée « indécente ». Emmanuel Macron dit avoir « eu une pensée, ces dernières vingt-quatre heures, pour Léon Blum [à la tête du gouvernement de Front populaire en 1936], qui a dû se retourner dans sa tombe ». « Comment des électeurs qui ont soutenu M. Glucksmann [la tête de liste Parti socialiste-Place publique aux européennes] peuvent-ils soutenir une alliance qui proposerait Mélenchon comme premier ministre ? », fait-il mine de s'interroger, prenant à témoin l'électorat de la gauche modérée.

Le « front populaire » et le Rassemblement national (RN), appelés dans un lapsus malheureux « les deux forces de gouvernement » au lieu de « forces d'opposition », sont renvoyés dos à dos par le chef de l'Etat. Leurs programmes économiques, s'ils étaient mis en œuvre, conduiraient à « mettre le système en banqueroute », met-il en garde.

Alors que « les masques tombent », selon lui, depuis dimanche, Emmanuel Macron dénonce des « alliances contre-nature aux deux extrêmes », des « bricolages d'appareils », des « accords de boutiques », qui ne seraient « en aucun cas des majorités pour gouverner ». En se ralliant au parti de Marine Le Pen, le patron déchu des Républicains (LR), Eric Ciotti, a fait « un pacte du diable » et « tourne le dos à l'héritage de De Gaulle, de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy », condamne-t-il.

Convaincu que de nombreux Français « ne se reconnaissent pas dans cette fièvre extrémiste », le chef de l'Etat propose de bâtir une « fédération de projets pour gouverner », qui rassemblerait « tous ceux qui ne peuvent pas se retrouver dans les extrêmes ». Affichant sa « volonté sincère et humble de bâtir des consensus et de tisser des compromis », il tend la main aux « sociaux-démocrates » d'une part, à la droite républicaine de l'autre. A charge pour les partis du camp présidentiel de construire ce « bloc central, progressiste et républicain », « avant et après les élections législatives ».

ACCENTS POPULISTES
Pour favoriser ce large « rassemblement » autour de son camp, il est prêt, dit-il, à « intégrer les propositions des forces républicaines », car « ce n'est pas qui m'aime me suive ». Ainsi pourrait-il se montrer « ouvert », laisse-t-il entendre, sur les « modalités » de la réforme de l'assurance-chômage, sans y renoncer. Le projet de loi constitutionnelle sur la Nouvelle-Calédonie est en revanche « suspendu », du fait de la dissolution, et les grandes régions, « découpées de manière arbitraire » par son prédécesseur François Hollande, pourraient être revues. M. Macron promet en outre de maintenir les pensions indexées sur l'inflation. S'il veut bien admettre sa « responsabilité » dans le mauvais score de la liste de la majorité présidentielle aux européennes (14,6 % des suffrages exprimés), le naturel revenant au galop après



LE CHEF DE L'ÉTAT
ESTIME QUE
LA « QUESTION
FONDAMENTALE
N'EST PAS
DE FAIRE BARRAGE,
MAIS QUI GOUVERNE
DEMAIN LE PAYS »

plus d'une heure trente de conférence de presse, Emmanuel Macron précise qu'il n'est « pas le seul responsable » de la montée des extrêmes en France. Retrouvant les accents populistes de sa campagne électorale de 2017, il s'en prend au « système » qui, avant la dissolution, « voyait monter l'eau de l'extrême droite », disait « l'extrême droite arrive. En 2027, il donnera les clés du pouvoir à M^{me} Le Pen, c'est déjà écrit » et « faisait ses petits calculs », « tirait ses bords », « me-

Le chef de l'Etat veut « supprimer un échelon » et mettre en place le conseiller territorial

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE a de la suite dans les idées. « Il faudra supprimer un échelon territorial pour ramener plus de simplicité et de liberté sur les territoires », a déclaré Emmanuel Macron, lors de sa conférence de presse, mercredi 12 juin. Cela faisait déjà partie de la lettre de mission adressée par le chef de l'Etat, fin 2023, à l'ex-député Renaissance de l'Oise Eric Woerth, chargé d'une mission sur la décentralisation. Mais l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy avait refusé de s'engager sur ce terrain. M. Woerth considère que c'était « un combat perdu d'avance », car il se nierait inévitablement dans des discussions stériles.

Ce que M. Woerth propose dans son rapport, c'est de faire renaître le conseiller territorial, créé par Nicolas Sarkozy, supprimé par son successeur François Hollande avant même d'être entré en vigueur : un seul élu pour deux collectivités, la région et le département. L'objectif est notamment de « mieux articuler » les deux échelons territoriaux. M. Woerth propose de conserver le vote par canton, qui permet d'élire les conseillers départementaux. Comme aujourd'hui, un homme et une femme seraient choisis simultanément dans chaque canton. Mais l'un d'eux siègerait seulement au conseil départemental, quand le second serait aussi membre du conseil régional.

Mercredi, le président de la République a endossé l'idée, considérant qu'il ne peut y avoir qu'« un seul élu entre le bloc communal et le ni-

veau national ». C'est la vieille idée des trois blocs : celui de la proximité (les communes et leurs regroupements, qui partagent déjà les mêmes élus) ; le développement territorial et la solidarité pour le duo département-région ; et le bloc régalien (Etat et Union européenne).

« Sentiment de dépossession »

Mais Emmanuel Macron veut-il aller plus loin, en fusionnant purement et simplement les départements et les régions ? Car il a bien précisé, mercredi, qu'il faudrait « supprimer un échelon ». Il n'a cependant précisé ni lequel ni comment. Mais il a considéré qu'il fallait « rouvrir la question de ces grandes régions ». Dans « beaucoup » d'entre elles, a-t-il justifié, « on a des compatriotes qui disent : "La région est trop grande." Ils ont un sentiment de dépossession parce que les centres de décision régionaux se sont éloignés ».

Mais ce sera aux citoyens de trancher, sur le terrain, la question de la taille des régions, pas à Paris de « les découper de manière arbitraire », a-t-il ajouté, rappelant que c'est ainsi qu'avait procédé son prédécesseur François Hollande. Or, un exemple existe déjà. Les Alsaciens demandent avec insistance à pouvoir sortir de la région Grand Est et retrouver l'autonomie perdue en 2016, lors de la création d'une nouvelle région avec la Lorraine et Champagne-Ardenne. Emmanuel Macron leur a cependant, à deux reprises, opposé une fin de non-recevoir. ■

BERNOÛT FLOC'H

Les retraites resteront indexées sur l'inflation, malgré les engagements budgétaires

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL (RN) et la majorité gouvernementale se disputent le précieux électorat des retraités. Attaqué depuis plusieurs semaines par l'extrême droite, qui l'accuse de préparer discrètement un coup de rabot sur les retraites pour faire des économies, Emmanuel Macron a démenti avoir un agenda caché. « Je vais être très clair, les retraites seront bien indexées sur l'inflation, le pouvoir d'achat des retraités, ce n'est pas une variable d'ajustement », a-t-il assuré, mercredi 12 juin, lors de sa conférence de presse, accusant les « blocs d'extrême gauche » et d'« extrême droite » de mettre le système de retraite « en banqueroute » en proposant de revenir sur la réforme de 2023.

La question de l'indexation des pensions sur l'inflation fait partie des pistes de réflexion dans la majorité et à Bercy pour le rétablissement des comptes publics depuis que les prix ont commencé à grimper, dans le sillage de la crise de l'énergie depuis près de trois ans. Le mécanisme est en effet très coûteux – plus de 14 milliards d'euros en 2024, du fait d'une inflation proche des 5 % en 2023 –, alors même que les salaires qui les financent ne sont pas indexés sur les prix.

Jusqu'ici, l'exécutif s'est pourtant refusé à toute remise en cause de ce mécanisme, arguant des tensions sur le pouvoir d'achat, alors même que le niveau de vie moyen des retraités est supérieur à celui des actifs, si l'on tient compte du fait qu'ils sont plus souvent propriétaires de leur logement. Le chef de l'Etat s'était

en outre alarmé explicitement du risque consistant à brandir cette hypothèse à quelques semaines du scrutin européen, du fait de son caractère fortement anxiogène pour les retraités, qui représentent 30 % à 40 % du corps électoral, selon les dernières données de l'Insee, et votent beaucoup plus que le reste de la population.

Ces dernières semaines, Bercy menait toutefois campagne pour convaincre le chef de l'Etat d'au moins « sous-indexer » les pensions dans le budget 2025, autrement dit de les faire progresser moins vite que l'inflation, ce qui aurait permis de dégager plusieurs milliards d'euros et de faire contribuer les retraités à l'effort collectif de redressement des comptes publics. Le prochain gouvernement devra donc trouver des économies ailleurs. Avant les élections, l'exécutif s'était engagé à réaliser 20 milliards d'euros d'économies en 2024 et 20 milliards d'euros en 2025, afin de réduire le déficit public qui a dépassé les 5 % du produit intérieur brut en 2023, et de le ramener sous les 3 % en 2027. Mais en dehors de la réforme de l'assurance-chômage, les pistes d'économies ne se sont pas matérialisées.

Le président de la République a agité mercredi la menace d'une faillite du système de retraites, si le RN restaurait la retraite à 60 ans, comme le promet son programme de 2022. Jordan Bardella a néanmoins affirmé mardi qu'en cas de victoire, la réforme des retraites ne pourrait avoir lieu que « dans un second temps ». ■

ELSA CONESA



naît sa barque», mais, au fond, «préfère l'ambiguïté» et s'arrangerait bien de la montée du RN. S'il a pris la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, c'est parce qu'il n'a, dit-il, «jamais été là pour protéger le système politique». Les médias et les réseaux sociaux font partie de ce «système», qui se voient accusés de «monter en épingle» les faits divers, de «ne voir que le jeu politique», de réduire le débat à «qui se marie avec Tartemolle ou Macheprot» aux lé-

gislatives et de se perdre dans la «contemplation du désastre». Interrogé sur le «barrage républicain» face au RN, dont il n'est plus question dans le discours présidentiel, le chef de l'Etat estime que la «question fondamentale n'est pas de faire barrage, mais qui gouverne demain le pays : l'extrême droite et quelques associés, ou le bloc démocratique, progressiste et républicain ?» Interrogé sur «le jour d'après», où il aura peut-être à choisir un premier ministre

parmi les rangs de l'extrême droite, puisqu'il serait «absurde», considère-t-il, de démissionner, Emmanuel Macron s'emporte contre «l'esprit de défaite», qui «a toujours été dans les élites». «Je ne veux pas donner les clés du pouvoir à l'extrême droite en 2027», martèle-t-il. Mais il ne sait pas dire quelle consigne de vote il donnera le 7 juillet, dans les circonscriptions où les «deux extrêmes» qu'il dénonce se feront face. ■

NATHALIE SEGAUNES

Lors de la conférence de presse d'Emmanuel Macron, à Paris, le 12 juin.
LAURENCE GEAI/MYOP
POUR «LE MONDE»

Accès des jeunes au logement : une réponse «trop timide» du gouvernement

LE CHEF DE L'ÉTAT l'a reconnu sans détour, lors de sa conférence de presse organisée mercredi 12 juin à Paris pour dévoiler son plan de bataille, à dix-huit jours des législatives anticipées. Sur «l'accès au logement des jeunes, nous n'avons pas assez avancé, notre réponse a été trop timide», a déclaré Emmanuel Macron, dans un rapide «mea culpa». «On a beaucoup reculé!», lui a aussitôt répondu, sur le réseau social X, Manuel Domergue, le directeur des études à la Fondation Abbé Pierre. Celle-ci vient, il est vrai, de publier, mi-mai, une enquête, intitulée «Les "Tanguy" : le retour», révélant que le nombre de jeunes adultes hébergés chez leurs parents a augmenté de 250 000 entre 2013 et 2020, pour atteindre désormais le chiffre de près de 5 millions. Et, parmi eux, 1,3 million de jeunes salariés, ce qui peut «réfléter des niveaux de loyer trop élevés ou des logements sociaux trop rares pour pouvoir décohabiter», analyse la Fondation.

Pénurie dans le parc privé
Au début de son premier quinquennat, en 2017, Emmanuel Macron avait lancé un plan de construction de 60 000 logements étudiants à échéance de cinq ans. A moitié accompli seulement, ce plan s'étalera finalement sur dix ans, 30 000 logements restant à construire. Fin 2023, la première ministre, Elisabeth Borne, avait annoncé un objectif légèrement rehaussé, fixé à 35 000 logements étudiants, principalement en résidences universitaires sociales, le

reste en résidences intermédiaires. Par ailleurs, 12 000 hébergements encore en attente de rénovation doivent être réhabilités avant la fin du quinquennat. Alors que 21 % des jeunes de moins de 25 ans vivent au-dessous du seuil de pauvreté, contre 12 % en population générale, selon l'Union sociale pour l'habitat, la production de logements à loyer abordable reste lacunaire. L'offre historique des Centres régionaux des œuvres scolaires et universitaires (Crous), avec 175 000 places, ne permet d'accueillir qu'un quart d'une population de 675 000 étudiants boursiers. Chaque année en moyenne, 2 000 nouveaux logements et près de 3 000 logements réhabilités s'ajoutent au parc universitaire, un tout petit pas au regard des besoins. Du foncier d'Etat non bâti a été identifié pour la construction de 11 200 logements étudiants, ce qui constitue une première avancée. Mais la nomination d'un délégué interministériel au logement étudiant, annoncée pour la fin 2023, se fait toujours attendre. Quant au parc privé, la crise du logement à l'œuvre depuis la remontée des taux d'intérêt, à la mi-2022, a encore accentué les difficultés des jeunes à la recherche d'un logement. Le dernier bilan sur le marché locatif de la plate-forme Seloger.com, publié en janvier, a conclu qu'une «pénurie de logements locatifs s'est installée et aggravée ces deux dernières années». ■

VÉRONIQUE CHOCRON ET SOAZIG LE NEVÉ

Grand flou autour de la réforme de l'assurance-chômage

Le chef de l'Etat s'est dit prêt, mercredi, à rediscuter du contenu des mesures. Le premier ministre a assuré, jeudi, qu'«un décret sera[it] pris d'ici au 1^{er} juillet»

EMMANUEL MACRON
A FAIT, LE 12 JUIN,
UNE ÉNIÈME
DÉMONSTRATION
DE SA RHÉTORIQUE
DU «EN MÊME TEMPS»

La réforme de l'assurance-chômage est-elle en train de se dissoudre? La question est désormais permise, après les déclarations d'Emmanuel Macron sur ce projet dénoncé par les syndicats et par de nombreuses forces politiques – de l'extrême droite à toute la gauche en passant par le centre droit. Lors de sa conférence de presse, mercredi 12 juin, le président de la République a martelé, à maintes reprises, qu'il assumait l'introduction de nouvelles règles ayant pour effet de réduire drastiquement les droits à indemnisation des demandeurs d'emploi. Mais il a aussi paru disposé à rediscuter du contenu des mesures, annoncées à la fin mai par le gouvernement, et même de la procédure pour les mettre en vigueur. Une énième démonstration de sa rhétorique du «en même temps» qui déconcerte les organisations de salariés, certaines y voyant de l'enfumage, tandis que d'autres se reprennent à espérer – un peu.

Jusqu'à maintenant, il était prévu que la réforme en question fasse l'objet d'un décret publié au Journal officiel avant le 30 juin, car les dispositions actuellement en vigueur expirent à ce moment-là. Un projet de texte a été rédigé. Il durcit fortement les conditions dans lesquelles des individus privés d'activité peuvent bénéficier de l'assurance-chômage.

Pour pouvoir toucher une allocation, ils devront avoir travaillé huit mois sur les vingt derniers (contre six sur vingt-quatre, aujourd'hui, pour ceux qui ne sont pas considérés comme des seniors). La période d'indemnisation sera, par ailleurs, raccourcie de dix-huit à quinze mois (les personnes d'au moins 57 ans étant soumises à un système plus favorable, avec une prise en charge qui passe de vingt-sept mois, à l'heure actuelle, à vingt-deux mois et demi, avec la réforme). Précision importante : ces règles seront mises en œuvre à compter du 1^{er} décembre, celles qui s'appliquent actuellement étant prolongées jusqu'à cette date.

Position indéchiffrable

Mercredi, M. Macron a exprimé son attachement à un tel projet, qu'il traduit la volonté de «lutter contre l'inactivité» et d'aller vers «une société de plein-emploi». «C'est une réforme qui est importante pour le pays, qui est indispensable», a-t-il souligné. Mais il a ensuite mentionné la possibilité de l'aménager, au nom de la «co-construction». «Je pense qu'on ne peut pas dire que c'est un "intangibles", a-t-il indiqué au sujet de la réforme. Sinon, on ne peut pas dire qu'on va négocier des choses. Et on doit ouvrir.» Evoquant le «temps électoral» – c'est-à-dire les législatives des 30 juin et 7 juillet –, il a précisé, à propos des changements de règles arbitrés en mai : «Ça doit se reprendre après. Est-ce que ça doit passer par l'Assemblée? Est-ce que ça doit passer par un décret? On le verra le lendemain [du scrutin].»

Faut-il y voir le début d'un rétropédalage? Une offre de dialogue adressée aux syndicats? Sur France Inter, Gabriel Attal, le premier ministre, a assuré, jeudi matin, qu'«un décret sera[it] pris d'ici au 1^{er} juillet». Sollicité, la veille, par

les journalistes pour fournir des éclaircissements, le ministère du travail avait répondu : «Le mieux est de [vous] tourner vers les équipes de communication de la campagne [des législatives]. Nous ne sommes autorisés qu'à traiter les affaires courantes.» Sous le sceau de l'anonymat, plusieurs sources au sein de l'exécutif comme de la majorité font cependant valoir que cette réforme est populaire et qu'il n'y a donc pas de raison de la retirer, a fortiori en période électorale. En résumé, la position du pouvoir en place sur ce chantier est, pour le moment, indéchiffrable.

Les syndicats, de leur côté, se montrent plus ou moins dubitatifs face à l'intervention nébuleuse du chef de l'Etat. «Il a réaffirmé son accord avec ce projet mais il est prêt, dans une future coalition – qui est quand même peu probable – à en reparler et à faire des concessions. Donc c'est une – petite – porte qui s'ouvre», confie Cyril Chabanier, président de la CFTC.

«Du Macron tout craché»

Les «paroles très sibyllines» du locataire de l'Élysée montrent qu'«il n'est plus aussi catégorique sur la nécessité d'engager cette réforme, peut-être parce qu'il sous-pèse le risque politique qu'elle représente», estime Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT. Celui-ci se demande si le dossier n'est pas devenu «un élément de la campagne des législatives», à des fins de «marchandage», dans un «calcul cynique».

«Si Emmanuel Macron était déterminé à 100 % à ce que la réforme soit mise en œuvre, il l'aurait dit clairement, enchaîne Olivier Guivarch, secrétaire national de la CFDT. Mais, à l'inverse, s'il avait voulu vraiment l'abandonner ou la mettre sur pause, il aurait également été clair.» François Hommeril, le président de la CFE-CGC, n'a «aucun doute», lui : «C'est du Macron tout craché. Il entretient le flou, laissant penser qu'il renvoie les choses à la future majorité. Mais au final, je suis convaincu que le décret sera publié.»

Quoi qu'il en soit, les organisations de salariés continuent de manifester leur hostilité au projet. Mercredi, elles ont diffusé un communiqué en ce sens qui associe les syndicats non représentatifs à l'échelon interprofessionnel – ce qui est très inhabituel et prouve la vigueur de leur opposition. La réforme les révolte car elle pourrait affecter «un peu plus d'un allocataire sur deux», selon une nouvelle étude présentée mercredi par l'Unédic, l'organisme qui gère le régime. Les jeunes, les salariés précaires (CDD ou intérim) et avec des rémunérations faibles seraient les plus touchés. ■

BERTRAND BISSUEL
ET THIBAUD MÉTAIS

Eric Ciotti exclu de LR après une folle journée

Au lendemain de l’annonce d’un accord avec l’extrême droite, le président du parti refuse de quitter son poste

Il faudra peut-être que vous m’aidiez à pousser. » Il est 17 h 15, mercredi 12 juin, Annie Genevard a beau avoir le double des clefs, le portail d’un parti comme Les Républicains (LR) pèse son poids, pas seulement symboliquement. A midi, Eric Ciotti avait demandé sa fermeture pour « garantir la sécurité du personnel ». Encore chef de parti, il s’est retranché dans son bureau parisien, lâché par tous, même ses plus proches collaborateurs, depuis sa décision, mardi, d’accepter une alliance électorale avec le Rassemblement national (RN) aux législatives anticipées.

Avec l’aide du député du Lot Aurélien Pradié, et du trésorier du parti, Daniel Fasquelle, la secrétaire générale finit par entrer, comme pour reprendre possession des lieux grâce au double donné par un ancien collaborateur de M. Ciotti. « Collabos! Vive la France! Ciotti président! », scande un jeune militant favorable à l’« union des droites ». Personne ne relève. Plus rien n’étonne en cette journée où LR se donne en spectacle. « On est chez les fous », soupire un employé du parti. Quelques minutes plus tôt, à l’issue d’un bureau politique, M^{me} Genevard avait annoncé l’exclusion à l’unanimité d’Eric Ciotti, « en rupture totale avec les statuts et la ligne portée par LR ».

Le nouveau siège du parti de droite, qui avait déménagé en début d’année place du Palais-Bourbon, à Paris, devait être l’occasion de tourner la page des défaites électorales associées à l’ancien QG, ce vaisseau devenu fantôme de la rue de Vaugirard. Lieu, aussi, du vaudeville politique entre François Fillon et Jean-François Copé pour la présidence de l’UMP en 2012. Raté.

Derrière le lourd portail bleu, Eric Ciotti n’est plus là. Il a rejoint ses locaux de la questure à l’Assemblée nationale. D’un bureau à l’autre, il refuse de démissionner, enfermé dans sa solitude. « Il a toujours été seul, c’était nous son seul entourage », soupire un ancien proche collaborateur, démissionnaire, comme presque toute cette jeune garde. Ils sont deux à



Michèle Tabarot, Bruno Retailleau, Annie Genevard et Laurent Wauquiez, au siège de LR, à Paris, le 12 juin. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

être restés auprès de leur patron. Dans la soirée, le Niçois dénonce un « putsch » sur CNews. « Je sais que j’ai la confiance des militants », avance-t-il. Et de dénoncer le bureau politique comme un « cénacle de chapeaux à plumes »

dont il nie la légalité et dont il annonce vouloir mener des « actions judiciaires ».

Eric Ciotti a-t-il assisté depuis son bureau à ce drôle de spectacle? En début d’après-midi, tous les ténors de LR descendaient la

petite rue Las Cases, dans le 7^e arrondissement, en direction du Musée social, lieu d’un bureau politique aux allures de procès par contumace du chef du parti. Un automobiliste s’impatiente, bloqué par un embouteillage de caméras, autour d’une Valérie Pécresse qui se retrousse les manches avant de lâcher : « Il n’y a pas de place pour les traîtres ni pour les putschs à la petite semaine. »

Un « petit dictateur »

A l’image de la candidate LR à la dernière présidentielle, chacun livre sa petite phrase assassine. « Il peut prendre sa carte au RN maintenant », lance Xavier Bertrand alors que la vice-présidente de LR, Florence Portelli, qualifie Eric Ciotti de « petit dictateur ». L’intéressé a, lui, envoyé deux huissiers pour contrôler la tenue de cette

réunion. Les membres du bureau politique exhument les articles 4, 23.2 et 24.2 des statuts pour démettre leur capitaine. Encore faut-il mettre en forme cette destitution, faire poser Gérard Larcher, Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez pour la photo, en soutien au duo composé d’Annie Genevard et de la tête de liste aux européennes, François-Xavier Bellamy, chargés de la gouvernance provisoire.

À l’intérieur, les barons baissent le pouce pour entériner le sort de leur président, élu fin 2022. Autour de la grande table blanche, chacun y va de son commentaire. Même l’ancienne ministre chiraquienne, Michèle Alliot-Marie, est sortie de sa réserve politique pour l’occasion. « Au moins, Eric Ciotti aura réussi à tous nous rassembler! », positive le maire de Meaux, Jean-François Copé. Au

« AU MOINS, ÉRIC CIOTTI AURA RÉUSSI À TOUS NOUS RASSEMBLER! »

JEAN-FRANÇOIS COPÉ
maire (LR) de Meaux

même moment, le président bientôt déchu revendique sur X avoir obtenu « 10 000 signatures » de militants en faveur d’un « rassemblement des droites » aux prochaines législatives.

Dans la foulée du bureau politique, une commission nationale investiture valide les 61 députés sortants, sauf deux : Eric Ciotti et une autre élue des Alpes-Maritimes, Christelle d’Intorni, favorable, elle aussi, à l’accord avec le RN. Mais le calvaire du Niçois comporte encore une étape. Olivier Marleix annonce la présence d’un candidat LR face à lui et le compare à Damien Abad, un de ses prédécesseurs à la tête du groupe LR à l’Assemblée : « Au moins, Abad avait eu la délicatesse de nous prévenir de sa trahison. »

« Tout cela n’a aucune existence juridique et légale », dénonce Eric Ciotti, et de promettre une bataille juridique et électorale. Lui dit pouvoir présenter 80 candidats sur sa ligne « RN compatible ». Du côté de LR canal historique, on moque des « volontaires trouvés dans le fichier de Guilhem Carayon », président des Jeunes Républicains, l’un des rares cadres à soutenir l’accord avec l’extrême droite. Le Monde a ainsi appris la candidature dans l’Hérault de Charles-Henri Alloncle, ancien président des Jeunes avec Nicolas Sarkozy. Sur CNews, Eric Ciotti croit que l’avenir lui donnera raison : « Il faut savoir avoir raison contre tous les autres. » Même sans le double des clefs d’un parti qui n’est plus le sien. Jeudi matin sur France 2, il annonçait son intention de retourner au siège de LR et vouloir mener des « actions judiciaires » contre les membres du bureau politique. ■

ALEXANDRE PEDRO

Comment Ciotti a orchestré avec Bolloré son ralliement au RN

Le milliardaire breton et le Niçois ont imaginé de concert l’annonce de son accord avec le parti d’extrême droite en vue des législatives

Lundi 10 juin, au lendemain des élections européennes, Eric Ciotti a pris contact avec Jordan Bardella et Marine Le Pen. Il s’est aussi rendu au 51, boulevard de Montmorency, dans le 16^e arrondissement à Paris, pour rencontrer Vincent Bolloré. Le président du parti Les Républicains (LR) n’a encore rien dit dans son propre parti de sa décision de faire alliance avec le Rassemblement national (RN), mais il est venu en imaginer l’annonce avec le grand patron, propriétaire notamment de CNews, Paris Match, Europe 1 et Le Journal du dimanche.

Cela fait longtemps que Vincent Bolloré caresse l’idée d’une « union des droites », comme il appelle cette potentielle alliance entre le RN et LR. A plusieurs reprises, il en a esquissé la possibilité devant des journalistes et des éditeurs, collaborateurs de son groupe. Devant quelques élus, aussi, qui viennent le visiter dans cet immeuble de trois étages sur le perron duquel flotte un dra-

peau breton et qui abrite sa holding familiale, La Compagnie de l’Odet. Eric Ciotti en fait partie.

Les deux hommes se connaissent depuis quelques années déjà. « Nous sommes tous deux préoccupés par la préservation de l’identité française », reconnaissait en novembre 2021 devant Le Monde le très droitier président de LR en évoquant ses liens avec le milliardaire. Chaque été, depuis des années, Eric Ciotti, qui rêve de conquérir Nice et domine la puissante fédération LR des Alpes-Maritimes, rencontre le patron breton, lorsque ce dernier vient passer les vacances dans sa maison de Saint-Tropez, dans le Var. Ils ont aussi pris l’habitude de déjeuner régulièrement ensemble à Paris.

Déjà, c’est quelques heures après un tête-à-tête avec Vincent Bolloré, à l’hiver 2021, qu’Eric Ciotti avait annoncé publiquement qu’il voterait Eric Zemmour au cas où le patron de Reconquête!, se retrouverait au second tour face à Emmanuel Macron, à la présidentielle.

Puis, sur CNews, il avait appelé « les soutiens et potentiels électeurs d’Eric Zemmour » à adhérer à LR afin de voter pour lui à la primaire de la droite où il était candidat... Las, Ciotti avait été battu au second tour de la primaire LR par Valérie Pécresse et, six mois plus tard, en avril 2022, Zemmour avait à peine dépassé les 7 % au premier tour.

« Combat civilisationnel »

Cette fois, la situation paraît bien plus favorable à leurs yeux. Le RN est arrivé franchement en tête des européennes, Les Républicains sont menacés de perdre plusieurs de leurs bastions et le rassemblement possible des gauches peut être un chiffon rouge pour les électeurs de droite. Une scission des Républicains est désormais possible, pensent-ils, et une bonne partie des cadres et des élus pourraient rejoindre le parti d’extrême droite. Vincent Bolloré l’espère depuis longtemps.

Jusqu’à l’orée des années 2000, on a cru le chef d’entreprise classi-

quement libéral, comme la plupart des patrons du CAC 40. Mais, depuis son arrivée dans les médias, il ne cache plus son engagement, en catholique fervent, dans la défense de « l’Occident chrétien ». Ce « combat civilisationnel », dont il parle parfois à ses visiteurs, tous les présidents qu’il a fréquentés, depuis Jacques Chirac et jusqu’à Emmanuel Macron, qu’il méprise, l’ont perdu, pense-t-il. C’est désormais à lui de le mener.

En 2022, Vincent Bolloré a cru avoir trouvé en Eric Zemmour le bon candidat pour prendre la tête de sa croisade. Marine Le Pen? « Elle est de gauche », fustigeait-il. Mais, depuis l’échec de Reconquête!, il s’est résolu à faire avec le Rassemblement national dont il apprécie bien plus le nouveau président, Jordan Bardella. Au RN, pense-t-il, il revient désormais de mener le combat contre l’immigration et l’islam, le retour à l’ordre et à la sécurité. En chef d’entreprise, cependant, il préférerait bien mieux voir aux manettes de

l’économie des ministres venus de la droite. Au fond, son idéal politique, ce serait une synthèse française de la première ministre italienne, Giorgia Meloni: anti-immigrés et réactionnaire, européenne et propatrons.

En quelques années, il a mis une partie de son groupe, qui s’étend des médias jusqu’à l’édition, au service de ce dessein politique. L’alliance entre Républicains et extrême droite? Elle est visible chaque jour sur les plateaux de CNews, où, régulièrement, Pascal Praud reçoit des figures LR et leur demande : « Mais puisque vous êtes d’accord avec Jordan Bardella sur l’immigration, pourquoi ne pas travailler avec lui? »

Seulement, il le sait, les cadres de LR résistent. Jusqu’à Nicolas Sarkozy, qui siège au conseil de surveillance du groupe Lagardère, désormais à la main de Vincent Bolloré, et ne veut pas entendre parler d’une alliance avec Le Pen. Ils résistent, sauf Eric Ciotti. C’est donc le président des Républicains

que Vincent Bolloré convie ce lundi. Cette fois, la situation est mûre. Dès le lendemain, le président de LR annonce, comme convenu entre eux, son ralliement au RN en vue des législatives.

Peut-être Eric Ciotti et Vincent Bolloré n’imaginaient-ils pas que les cadres de LR seraient si nombreux à s’insurger et que l’exclusion du président Ciotti serait votée à l’unanimité du bureau politique de son parti. C’est en tout cas de concert que les deux hommes ont imaginé, mercredi, de lancer une pétition pour soutenir ce rassemblement des droites. Comme une deuxième poussée, afin de faire céder cette muraille de Chine qui résiste encore au FN et exaspère Vincent Bolloré. Puis Eric Ciotti s’est rendu sur CNews moquer ses anciens « amis », « tellement décalés de la réalité lorsqu’ils fustigent le danger fasciste ». Avant de refuser de céder la présidence de LR, bien que son ancien parti lui ait retiré tous ses pouvoirs. ■

RAPHAËLLE BACQUÉ



« La droite que nous souhaitons reconstruire ne s’appelle plus LR »

Le député du Lot Aurélien Pradié voit dans la « trahison » d’Eric Ciotti l’occasion pour la droite républicaine de se reconstruire

ENTRETIEN

Lors de la réforme des retraites, en 2023, Aurélien Pradié (Les Républicains, LR) avait défié l’autorité d’Eric Ciotti. L’affaire lui avait coûté son poste de numéro deux du parti. Ce mercredi, il a voté, à l’unisson du bureau politique, l’exclusion du président de LR, après l’annonce de son accord avec le Rassemblement national (RN). Pour l’élu de 38 ans, cette crise doit être l’occasion pour la droite républicaine de se reconstruire. Et pourquoi pas avec un nouveau nom de parti.

Que signifie l’exclusion d’Eric Ciotti pour Les Républicains ?
Les responsables de la droite ont pris cette décision à l’unanimité. Peut-être que lorsque l’essentiel est en jeu, chacun arrive à effacer ses petites différences. Lorsque vous êtes un responsable politique comme Eric Ciotti et que, pour sauver votre petite place, vous sacrifiez l’histoire de la droite gaulliste qui ne s’est jamais associée avec l’extrême droite, vous êtes un des acteurs du pourrissement des comportements dans la vie politique et vous bafouez son code d’honneur. Nous nous sommes habitués aux trahisons. Quitter sa famille pour un poste ministériel est devenu la règle, quand, avant, c’était l’exception. Je craignais que cette ambiance générale donne des idées à certains. Cela a été le cas pour Eric Ciotti.

Vous l’avez toujours soupçonné d’être prêt à se « vendre » pour un poste de ministre…
Oui, je l’avais senti tenté par la Macronie après l’épisode des retraites. Mais tout cela ajoute à son déshonneur. Etre capable de vous vendre à n’importe qui, cela fait de vous un véritable opportuniste.

Cette crise peut-elle se révéler salutaire pour LR ?
La droite a trop hésité à affirmer son indépendance et se rêvant en parti de gouvernement qu’elle n’est plus, elle a cherché à gouverner à tout prix. Hier, en flirtant avec la Macronie, aujourd’hui, pour Eric Ciotti, en s’alliant avec Marine Le Pen. C’est le même phénomène. L’épisode Ciotti peut être l’année zéro de la refondation d’une droite républicaine ou alors la fin de l’histoire.

Eric Ciotti dit que les militants approuvent cet accord avec le RN et souhaite les faire voter. Craignez-vous que votre position soit désavouée par votre base ?
Comme tous les militants, ce qu’ils veulent, c’est gagner. S’ils en arrivent à penser que pour cela il faut se vendre à Marine Le Pen ou à Emmanuel Macron, c’est que nous avons perdu notre capacité à donner espoir. Je veux le leur redonner. Mais, au-delà des adhérents LR, je vois les Français. Je ne les laisserai pas étouffer entre M^{me} Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron. Depuis dimanche soir, on ne parle que tambouille politique, que ce soit entre le RN et Reconquête!, ou à gauche avec la « nouvelle » Nupes. Il faut mesurer la diversion et le divertissement dans lequel nous sommes en train de tomber. Plus les enjeux sont immenses, plus nous cédon au spectacle du cirque. Et M. Macron est celui qui remet à chaque fois un billet sur la table pour refaire un tour de piste.

« JE NE LAISSERAI PAS LES FRANÇAIS ÉTOUFFER ENTRE M^{ME} LE PEN, JEAN-LUC MÉLENCHON ET EMMANUEL MACRON »

Comment prenez-vous la main tendue par le président de la République aux LR qui n’ont pas cédé à l’appel du RN ?
Pour moi, Emmanuel Macron et Eric Ciotti appartiennent déjà au passé. Le premier a été le commanditaire du désastre, le second un des participants. Ce qui se reconstruira demain se fera sans Macron. Le jour où nous aurons compris que l’effacement artificiel des clivages conduit à la résurgence des lignes les plus dures, alors on cessera de vouloir faire ce dépassement qui n’existe pas. On referra le débat démocratique.

Que vous inspire la candidature de Laurent Wauquiez en Haute-Loire ?
Sa décision force le respect, parce que ce n’est pas simple. Il a sans doute compris qu’on ne pouvait plus rester en retrait dans les moments difficiles. Quand on veut tracer un chemin national, la première règle est de prendre un risque électoral.

Pensez-vous partir avec l’étiquette LR dans votre circonscription du Lot ?
Je n’en sais rien. C’est surtout une affaire juridique. Les Lotois savent où j’habite. Mais il y a de fortes chances que la droite que nous souhaitons reconstruire ne s’appelle plus Les Républicains. Et changer le nom sur le bocal ne suffit pas. La reconstruction du parti est en fait une refondation. Une révolution. Pour cela, il faut de la relève et faire confiance à la jeune génération, comme je l’ai dit au bureau politique.

Parlez-vous de vous ?
Je crois au temps long. Mon engagement politique au service de la France ne se fera pas en six mois. J’accepte de réussir ou d’échouer, et de parvenir peut-être à d’autres responsabilités.

Aspirez-vous à de nouvelles fonctions dans l’après-Ciotti ?
Il m’a rendu un immense service en me virant de la vice-présidence en 2023. J’aurais pu partir, mais je suis resté. Mais quand vous êtes maltraité, c’est en restant dans la maison que vous pouvez rebâtir. Il va falloir que ceux qui ne voulaient plus me parler me reparent et que je leur repare aussi. Et on a commencé.

Le 7 juillet, le RN peut accéder au pouvoir. Cette perspective vous effraie-t-elle ?
Oui. Mais il ne suffit pas de dire que c’est effroyable. Je mène bataille pour que la France populaire – qui massivement vote Rassemblement national – soit convaincue, demain, que la droite républicaine peut les représenter. J’ai des jugements moraux, mais ils sont inopérants. Vous menez la bataille en défendant cette France, en vous opposant à une réforme des retraites injuste par exemple. Pas à grands coups de « morale ». ■
PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE PEDRO

Philippe revendique davantage d’autonomie pour Horizons

L’ex-premier ministre, qui a toujours affirmé être « libre et loyal », plaide pour que ses candidats se présentent sous la bannière de son parti

Ce n’est pas encore le temps de la rupture, mais la prise de distance est inédite pour Edouard Philippe. A la faveur de la dissolution et de la campagne des législatives qui se préparent, le président d’Horizons plaide pour une plus grande autonomie pour sa formation. Théâtre des opérations : les négociations pour les investitures qui ont débuté mardi 11 juin avec ses partenaires de la coalition gouvernementale. L’ancien premier ministre, par la voix de son négociateur Pierre-Yves Bournazel, souhaite revenir sur les trois points ayant servi de base à l’accord déjà obtenu difficilement lors des élections législatives de 2022. D’abord, le nombre de circonscriptions à répartir entre alliés. Horizons en avait obtenu 58, contre 101 pour le Mouvement démocrate (MoDem) et 275 pour La République en marche (LRM, devenu Renaissance). Ensuite, surtout, avoir la possibilité de ne pas estampiller ses candidats comme issus de la « majorité présidentielle ». Enfin, le maire du Havre demande que les circonscriptions dans lesquelles les députés sortants ne se représentent pas ne soient pas préemptées par leur parti d’origine. Ces exigences ont désagréablement surpris au sein des autres composantes du camp présidentiel. « Il va faire quoi ? Présenter un candidat contre un autre de la majorité ? », fustige une source proche du dossier. Ils montrent les muscles, mais ce n’est pas le moment, personne n’est en position de force. » Réplique du camp Philippe : « Renaissance et le MoDem veulent rester sur la configuration de 2022. Mais tout le monde se rend compte que ça ne correspond plus aux équilibres d’aujourd’hui. » Les tensions interviennent alors que, ce mardi 12 juin, était publiée au Journal officiel la liste des partis politiques auxquels les candidats peuvent se rattacher. Pour l’édition 2022, LRM, le MoDem et Horizons s’étaient tous les trois regroupés sous l’étiquette Ensemble!. Mais, cette année, le parti d’Edouard Philippe fait bande à part, pendant que ses deux alliés restent sous bannière commune. A croire que la dissolution et la faiblesse dans les urnes du camp présidentiel ont donné l’envie à l’ancien premier ministre d’être un petit peu moins « loyal » et un petit peu plus « libre », son mantra jusqu’à présent. Dès lundi soir, en bureau politique, les dirigeants de la formation actaient la stratégie de leur campagne : « Jouer la carte Horizons à fond. » Les députés investis doivent pouvoir candidater sous l’étiquette seule du parti, et utiliser sur leurs affiches la photo de M. Philippe. « L’homme politique le plus populaire du pays », se persuade-t-on, quand l’image d’Emmanuel Macron agirait comme un repoussoir.

« CETTE STRATÉGIE NUIT À TOUT LE MONDE. LE MOT D’ORDRE DOIT ÊTRE “UNITÉ, UNITÉ, UNITÉ” »
FRANÇOIS PATRIAT
chef de file des sénateurs Renaissance

La prise de distance n’est pas du meilleur goût pour les fidèles du chef de l’Etat, alors que le navire n’a jamais autant tangué. « Cette stratégie nuit à tout le monde, tance le chef de file des sénateurs Renaissance, François Patriat. Le mot d’ordre doit être “unité, unité, unité”. » « Horizons est dans le coup d’après. Aujourd’hui, il faut de la responsabilité et de la clarté », abonde l’ex-députée des Yvelines Nadia Hai, qui déplore que le maire du Havre apparaisse sur les affiches de ses candidats : « A-t-il la volonté d’être premier ministre une nouvelle fois ? », fait-elle mine de s’interroger. « Nouvelle majorité » La stratégie trouve cependant écho dans une majorité présidentielle plus affaiblie que jamais. La panique n’est pas retombée au sein du groupe parlementaire où l’on se demande bien comment mener campagne quand « la marque Macron n’est plus porteuse », après la « connerie » de la dissolution. « Vous n’imaginez pas l’exaspération des députés Renaissance vis-à-vis de leur créateur », jure un conseiller d’Horizons. Le souhait d’Edouard Philippe de partir en campagne, chacun avec une identité politique affirmée, sans être pour autant contraint par la bannière présidentielle, trouve ses partisans. « Il vaut mieux avoir un râteau à plusieurs branches parce que la clientèle n’est pas partout la même », selon le sénateur des Hauts-de-Seine Hervé Marseille, dirigeant de l’Union des démocrates et indépendants, rangé dans le camp présidentiel depuis les élections européennes. Tandis que Territoire de progrès (TDP), le petit parti de l’an-

cien ministre du travail Olivier Dussopt, se verrait bien dupliquer la stratégie de M. Philippe pour sauver son contingent de dix-huit députés. « Le “en même temps”, ce n’est pas le parti unique, et Edouard Philippe a cette vision de travailler en faisant cohabiter les sensibilités de chacun », loue le sénateur des Hauts-de-Seine Xavier Lacovelli, le secrétaire général de TDP. Le psychodrame chez les Républicains (LR) est surveillé avec la plus grande attention. « La marque LR est carbonisée, dit pour les aguicher l’ex-député Alexandre Vincendet (Rhône), passé de LR à Horizons en mars. Mais ils peuvent reconstruire la droite républicaine et gaulliste avec nous, à Horizons. » Invité de BFM-TV, lundi 11 juin, M. Philippe a prévenu que l’attelage pour la campagne des législatives ne saurait être « la reproduction de l’architecture de la majorité telle qu’elle a été conçue en 2022 », avant de plaider pour établir une « nouvelle majorité ». L’ex-premier ministre a également formulé des critiques à demi-mot contre Emmanuel Macron, estimant qu’il n’était pas « complètement sain » qu’il s’implique dans la campagne. Le lendemain, il n’a pas assisté à la conférence de presse du chef de l’Etat, lors de laquelle étaient réunis les poids lourds de la majorité. Interrogé sur l’absence de son ancien premier ministre, M. Macron avait été contraint de faire bonne figure : « La majorité est unie, le secrétaire général du groupe Horizons [Christophe Béchu] est là. » Non sans prendre acte des « ambitions personnelles des uns et des autres (...) contrariées par les mouvements actuels ». A moins qu’elles n’aient été accélérées. ■
ROBIN D’ANGELO

Les partis de gauche actent une première répartition des circonscriptions

Un rééquilibrage entre PS, LFI et EELV a eu lieu par rapport à l’accord conclu en 2022

C’est pour bientôt. Mardi 11 juin, socialistes, « insoumis », communistes et écologistes se sont mis d’accord sur les volumes de circonscriptions octroyés à chaque formation en vue des législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Avec le programme, il s’agit du nerf de la guerre. Aulendemain d’un conseil national du Parti socialiste (PS) qui aura préféré reporter le vote sur le projet d’accord pour un « front populaire » à gauche, les partis se sont entendus sur des chiffres. La France insoumise (LFI), qui était candidate dans 326 circonscriptions en 2022, a revu sa copie sous la pression des résultats des européennes. Les « insoumis » candidateront dans 229 circonscriptions. Le Parti socialiste, qui était parti avec 70 candidats il y a deux ans, en présentera 175. Cette centaine supplémentaire est le reflet d’un nouveau rapport de force, tiré du score de 13,8 % de la liste PS-Place publique menée par Raphaël Glucksmann aux élections européennes, par opposition à 2022, quand Anne Hidalgo avait obtenu 1,75 % à l’élection présidentielle. Les Verts, 100 circonscriptions en 2022, en auront 92 cette année. Le Parti communiste, quant à lui, garde son quota de 50 circons-

criptions. Les discussions se font sur la base de 546 circonscriptions (sur 577 en France), et elles excluent les outre-mer et la Corse. Reconstitution des sortants Les circonscriptions où les partis détiennent un ou une députée sortante sont reconduites. Charge au parti de maintenir le même candidat ou d’en changer selon leur souhait. La question pourrait se poser pour Julien Bayou, député écologiste de Paris, démissionnaire d’Europe Ecologie-Les Verts, à la suite des accusations de harcèlement de son ex-compagne, et alors qu’une enquête in-

terne est en cours. En revanche, les discussions se poursuivent sur le profil des candidats circonscription par circonscription en dehors des territoires déjà conquis. Au Parti socialiste, les opposants au premier secrétaire, Olivier Faure, informés dans la matinée du résultat de l’accord, maintiennent la pression sur lui. « LFI garde les meilleures circonscriptions et le PS aura le reste », s’énervent un protagoniste. La reconduction des sortants induit de maintenir le député LFI du Nord Adrien Quatenens, condamné pour violences conjugales, et les trois élus LFI de Paris, Danièle Obono, Danielle Si-

monnet et Sophia Chikirou, considérées comme des « repoussoirs pour notre électoral ». Pourtant, à Paris, dans deux circonscriptions de l’Est, c’est LFI qui arrive en tête. Kamel Chibli (PS), vice-président de la région Occitanie, réclame aussi de pouvoir choisir les candidats les mieux armés pour battre le RN. Dans les zones rurales, l’extrême droite atteint des scores records. « Dans l’Aude, où nous avons trois députés, nous pouvons reprendre la circonscription de Julien Rancoule », affirme l’élu. En 2022, le candidat RN avait gagné face à l’« insoumise » Johanna Adda-Netter. « La bannière LFI pose beaucoup de problèmes chez nous », ajoute-t-il, redoutant que, en matière d’image, le « front populaire » ne soit déjà associé à LFI. Côté communiste, Pierre Lacaze, chargé des élections, fait valoir la valeur ajoutée des candidats communistes face au Rassemblement national : « Il n’y a que les communistes, la dernière fois, qui ont gagné contre un sortant RN. » A l’heure où les duels et les triangulaires comptant l’extrême droite s’annoncent nombreux, la force des candidats de gauche face au RN aura son importance. ■
JULIE CARRIAT
ET SANDRINE CASSINI

Olivier Faure « ne disqualifie pas » Jean-Luc Mélenchon pour Matignon
Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, a déclaré, jeudi 13 juin, qu’il « ne disqualifie pas » le leader de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, pour devenir premier ministre en cas de victoire de la gauche aux législatives anticipées. « Je ne le disqualifie pas, je dis juste que ce choix sera un choix collectif », a-t-il dit sur RMC, ajoutant n’avoir « pas de problème avec le fait que [M. Mélenchon] considère qu’il est de ceux qui peuvent prétendre à cette fonction ». Mercredi soir, sur France 2, le fondateur de LFI avait dit se sentir « capable » d’être premier ministre en cas de victoire du nouveau « front populaire » constitué par LFI, le PS, le Parti communiste et les écologistes. « Je ne m’élimine pas, mais je ne m’impose pas », avait ajouté celui qui était le candidat désigné pour Matignon de l’alliance de gauche aux législatives de 2022.

Les dossiers de la défense suspendus « en plein vol »

Des affaires cruciales se trouvent gelées à la veille de rendez-vous majeurs, tel le sommet de l'OTAN en juillet

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, dimanche 9 juin, par le président de la République, a pris au dépourvu de nombreux acteurs de la défense. Dans une période géopolitique particulièrement agitée, notamment du fait de la guerre en Ukraine, bon nombre de dossiers, malgré leur caractère urgent, ont été suspendus. Et ce, alors que plusieurs rendez-vous majeurs se bousculaient à l'orée de l'été : le sommet annuel de l'OTAN, à Washington, du 9 au 11 juillet, les cérémonies du 14-Juillet ou encore les Jeux olympiques.

« La machine était en plein vol, lancée à pleine vitesse », déplore Thomas Gassilloud, jusque-là député Renaissance du Rhône et président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. « Formellement, je ne suis plus en poste, mais je continue d'avoir beaucoup de contacts informels. Il y a besoin d'assurer une transition », détaille l'ex-député, qui ajoute aux victimes potentielles de la dissolution le salon de l'armement Eurosatory, du 17 au 19 juin, au Bourget (Seine-Saint-Denis), où les enjeux de « l'économie de guerre » risquent de facto de se retrouver en suspens.

La conséquence la plus immédiate pour l'ensemble des armées est surtout l'ajustement annuel de la programmation militaire – en clair, la révision qui a lieu chaque année, peu avant l'été, des moyens budgétaires attribués aux armées. Des débats souvent techniques, surveillés comme le lait sur le feu par les états-majors, car indispensables pour rattraper d'éventuels dérapages ou, au contraire, obtenir des rallonges pour des « urgences opérationnelles ». D'ordinaire assez opaque, cet exercice devait, cette année, pour la première fois, associer directement les parlementaires.

La question de l'aide à l'Ukraine

A Matignon, où le premier ministre dispose d'un cabinet militaire, l'usage est que le nouvel arrivant conserve son chef. Et ce, au nom de la « permanence des armées », censées assurer la défense de la France quelle que soit la couleur politique des autorités politiques. L'actuel tenant du poste, le général de division Frank Barrera, a pris ses fonctions en juillet 2021 et a déjà travaillé avec Jean Castex et Elisabeth



Sébastien Lecornu, ministre des armées, à l'Elysée, à Paris, le 7 juin. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Borne. Mais la dissolution gèle en partie le mercato des plus hauts postes de la hiérarchie militaire.

Elle suscite aussi un certain nombre d'interrogations à la tête des grands services régaliens rattachés administrativement à Matignon. Qu'il s'agisse du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, sorte de tour de contrôle des questions de sécurité sur le territoire national qui prépare notamment les conseils de défense ; de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), en première ligne sur les enjeux de cybersécurité nationaux ; ou encore du groupement interministériel de contrôle (GIC), chargé d'une bonne partie des interceptions pour le compte des services de renseignement.

Sur ces sujets, beaucoup de choses remontent au chef de l'Etat, mais l'autorité de tutelle de ces services peu connus du grand public et qui ont à leur main de puissants outils de collecte d'informations demeure Matignon. « La vraie question est de savoir si [en

fonction de la couleur politique du futur premier ministre] les gens qui tiennent ces affaires resteront ou partiront », décrypte une source proche du dossier. Certains, comme le patron de l'Anssi, Vincent Strubel, ont été nommés seulement en janvier 2023, mais le directeur du GIC, Pascal Chauve, est en poste depuis 2016. « S'ils restent, la continuité s'imposera assez largement au gouvernement. S'ils partent, le président aura les moyens de bloquer les nominations qui ne lui iront pas, au moins en partie », ajoute cette source.

Au sein de ces services, il existe de longue date des inquiétudes sur l'impact d'un changement politique, en particulier sur toutes les affaires d'ingérences étrangères. L'essentiel des demandes d'interceptions, par exemple, transite par le cabinet du premier ministre, qui peut donc être au courant des personnes ciblées, et valider ou s'opposer à l'utilisation de certaines techniques (écoutes, captation, etc.). Des filtres existent en amont et en aval de ces décisions,

DES INQUIÉTUDES EXISTENT SUR L'IMPACT D'UN CHANGEMENT POLITIQUE, SURTOUT SUR LES AFFAIRES D'INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

par le biais de la commission nationale des techniques de renseignement ou le Conseil d'Etat, mais, en fonction de la couleur politique du premier ministre, ce type de dossier peut être soumis à des interprétations variables.

La première question majeure qui risque de se poser concerne l'aide à l'Ukraine. Le 16 février, le chef de l'Etat et son homologue ukrainien ont signé un accord dans lequel la France s'engage à fournir dès 2024 jusqu'à 3 mil-

liards d'euros d'aide militaire supplémentaire à Kiev. Mais rien n'est gravé dans le marbre. « Emmanuel Macron pourrait se retrouver dans la même situation que Joe Biden, quand les républicains ont bloqué pendant six mois l'aide à l'Ukraine. Il peut y avoir un moment de vérité au cours de l'été », souligne François Heisbourg, conseiller spécial à la fondation pour la recherche stratégique.

Nombreux garde-fous

Et même si le nouveau gouvernement tient les engagements de la France vis-à-vis de l'Ukraine pour 2024, la question se reposera avec l'ouverture des débats parlementaires, initialement prévus à l'été, sur le projet de loi de finances 2025. La France a peu de marges de manœuvre budgétaires : 20 milliards d'économies ont été annoncées pour l'année en cours et 20 milliards supplémentaires pour 2025. Or, en principe, le financement de l'aide à Kiev doit être trouvé en dehors des 400 milliards accordés aux armées par la

loi de programmation militaire 2024-2030 votée en juillet 2023.

La décision d'engager les forces armées est un autre sujet de tension possible. Sur le papier, elle revient au président de la République sur la base de l'article 15 de la Constitution. Cependant, en cas d'opération extérieure de plus de quatre mois, le Parlement doit donner son autorisation. « La nature des personnalités compte beaucoup. Dans des cercles restreints, soit on peut travailler ensemble... soit non », relève un observateur. Ainsi, la défense peut devenir un champ de bataille politique ou un terrain de négociation maîtrisé. « Tout dépend si le premier ministre choisit d'en faire un marqueur de différence », note Camille Grand, politiste et chercheur en relations internationales, relevant le pragmatisme de Giorgia Meloni, la présidente d'extrême droite du conseil italien. « Elle est devenue atlantiste et s'est ralliée à la politique de l'Union européenne dès lors qu'elle a été élue [en octobre 2022] », rappelle-t-il.

En France, il existe par ailleurs de nombreux garde-fous. « Quand il a pris place au conseil de défense [lors de la première cohabitation entre 1986 et 1988], Jacques Chirac [devenu premier ministre] a commencé à vouloir mettre son grain de sel dans tous les dossiers, rappelle M. Heisbourg, de la Fondation pour la recherche stratégique. Il y a eu des moments de tension, mais François Mitterrand, tout en rappelant qu'il était le patron, a su habilement associer son premier ministre à la discussion. »

En attendant l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet, au cabinet du ministre des armées, Sébastien Lecornu, une réunion a eu lieu, mardi 11 juin, pour décider des dossiers à faire impérativement aboutir avant le futur gouvernement. Les sujets OTAN, notamment, ont figuré en haut de la pile, en raison du sommet crucial à venir, à Washington. En parallèle, le ministre, qui a toujours un mandat de sénateur et de conseiller départemental dans l'Eure, a déjà repris son bâton de pèlerin dans son fief. Mardi au soir, il était aux côtés du ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, à Pacy-sur-Eure (Eure), pour aider Julien Canin, candidat du camp présidentiel. ■

CHLOÉ HOORMAN
ET ÉLISE VINCENT

A la commission des comptes de campagne, la vigilance est de mise

Le contexte inédit des élections législatives est porteur de risques légaux pour les candidats, alerte l'organisme de contrôle

L'annonce les a jetés dans des abîmes de stupeur. Dimanche 9 juin, au soir d'une défaite cuisante aux élections européennes, Emmanuel Macron a décidé de la dissolution de l'Assemblée nationale. Pour les députés sortants, comme pour leurs adversaires, s'est enclenché un compte à rebours – moins de trois semaines avant le premier tour des élections législatives anticipées, le 30 juin –, avec une lourde machinerie à réamorcer.

Une campagne électorale, ce sont des idées, mais surtout des fournisseurs à démarcher, des milliers de papiers à imprimer (tracts, affiches, professions de foi, bulletins de vote), des sites Web à monter, des salles à louer, des comptes en banque à créer, des financements à solliciter... le tout en respectant le code électoral. Le carac-

tère impromptu de cette campagne complexifie le respect de ces obligations nombreuses pour les candidats. Interrogé par *Le Monde*, le président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), Jean-Philippe Vachia, liste plusieurs points de vigilance.

Compte bancaire spécifique

« Nous nous inquiétons de la capacité des candidats à ouvrir des comptes en banque dédiés à la campagne en si peu de temps, explique M. Vachia. J'ai d'ailleurs alerté le médiateur du crédit [chargé de faciliter les échanges entre les candidats et les banques] en ce sens. » L'ouverture d'un compte bancaire spécifique à la campagne, destiné à recueillir les dons et les prêts et à effectuer les dépenses principales, est en effet

une obligation légale visant à faciliter le contrôle. Elle permet aussi d'éviter aux candidats de confondre leur compte personnel et celui de la campagne. Prendre cette obligation à la légère comporte des risques : dans son rapport annuel paru jeudi 13 juin, la CNCCFP indique avoir exclu de tout remboursement par l'Etat les comptes de campagne de quatre prétendants au Sénat, en 2023, faute d'ouverture de compte spécifique ou du fait de « montants excessifs de paiements directs » n'ayant pas transité par ce compte.

« Nous nous attendons aussi à ce que les partis politiques jouent un rôle particulièrement important dans cette campagne, et ce pour des raisons pratiques évidentes liées au financement et à l'animation générale de la campagne », poursuit le président de la CNCCFP.

Pour répondre à cette problématique, les partis seront susceptibles de « prêter à leurs candidats sur leurs fonds propres ou d'effectuer un grand emprunt en leur nom, redistribué sous la forme de plus petits emprunts aux candidats », poursuit-il. La pratique est autorisée seulement si elle consiste en des « prêts miroirs », répercutés aux mêmes conditions qu'ils ont été contractés. Tout enrichissement, via un taux d'intérêt supérieur, est prohibé.

Les partis seront également susceptibles de mutualiser les devis et de fournir aux candidats du matériel de campagne standardisé. Si elle permet aux candidats de se concentrer sur le travail de terrain, cette possibilité n'est pas sans risque légal. « Certaines factures globales d'organisation de campagne clé en main peuvent

susciter des doutes quant à la réalité de ce qui est facturé », note M. Vachia, regrettant que la commission n'ait pas le droit d'interroger les fournisseurs et leurs sous-traitants, et doive se contenter de signalements à la justice.

Les kits de campagne du RN

En mars 2023, le Rassemblement national (RN) a été condamné en appel pour « recel d'abus de biens sociaux » à la suite des élections législatives de 2012. Le parti, qui s'est pourvu en Cassation, avait incité ses 572 candidats à prendre des kits de campagne fournis par un prestataire proche du parti pour une somme très importante – 16 650 euros pièce. Les candidats n'avaient pas à avancer un centime : Jeanne, une autre structure amie, leur proposait un prêt à un taux important mais sans dou-

leur, puisque toutes ces dépenses étaient destinées à être remboursées par l'Etat.

Le risque de surfacturation par des prestataires proches des équipes de campagne – dans un but d'enrichissement personnel ou de financement en fine d'actions militantes – est d'autant plus fort lors de cette campagne éclair. L'urgence permet de justifier des prix élevés, tout comme les tensions sur les stocks du papier « spécial élection », aux spécifications particulières. Ces stocks sont au plus bas sur tout le continent à la suite des élections européennes.

Enfin, d'autres points de vigilance, plus mineurs, seront examinés par la Commission, comme l'absence de sponsoring des publications des candidats sur les réseaux sociaux. ■

LAURA MOTET



URBÈS

Le RN au pouvoir, scénario noir des défenseurs du climat

L'absence d'ambition de l'extrême droite sur l'environnement alarme

Dimanche 9 juin, après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, sur WhatsApp, une boucle de coordination réunissant des dizaines d'activistes de différentes organisations, telles que Les Amis de la Terre, #NousToutes et d'autres collectifs, a changé de nom : « Pas de RN aux européennes » est devenu « Pas de RN à Matignon »... Un signe que le danger venait de changer de nature.

Dès le début de cette période à l'issue aléatoire, les militants du climat, les acteurs des énergies renouvelables, les scientifiques ont vu un scénario noir se dessiner : et si l'extrême droite, en campagne depuis des mois contre une prétendue « écologie punitive » imposée par Bruxelles, arrivait au pouvoir en France ? « Quand on a suivi les résultats des élections, nous n'étions pas heureux, mais pas non plus étonnés. Puis, quand on a entendu l'annonce de la dissolution, nous avons été stupéfaits », relate Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace, rejoint par le paléoclimatologue Jean Jouzel : « Je suis secoué, effrayé, abattu. »

Habituées à subir les soubresauts de l'exécutif, les différentes sphères de la cause environnementale ont d'abord recensé toutes les mesures mises à l'arrêt par cette crise politique. Le troisième plan national d'adaptation au changement climatique, décalé depuis des semaines, ne sera pas encore révélé puisqu'une nouvelle période de réserve s'est ouverte, lundi, avec le début de la campagne des élections législatives.

La stratégie nationale bas carbone, qui devait être dévoilée jeudi 13 juin, attendra. Et une énième concertation sur le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ne peut plus être lancée. Pendant plusieurs semaines encore, la France devra donc se passer de feuilles de route énergétique et climatique. « Techniquement, on peut essayer de tout faire en juillet, mais bon il faut déjà voir où on en sera tous à ce moment-là », glisse un conseiller de l'exécutif.

Ce temps suspendu provoque de multiples conséquences. « Cette situation est grave, car elle crée de l'incertitude, analyse Jules Nyssen, le président du syndicat des énergies renouvelables. Le gouvernement a pris, par exemple, des engagements oraux sur le développement de l'éolien en mer, mais il n'est pas possible de lancer un appel d'offres de 10 gigawatts [l'équivalent de la puissance de dix réacteurs nucléaires] d'ici à la fin de l'année sans PPE. » Fin avril, la Commission européenne a pourtant enjoint à la France de « clarifier » les mesures qu'elle entendait prendre pour respecter ses engagements en termes de déploiement des énergies renouvelables d'ici à 2030.

« Simpliste et populiste »

La parenthèse pourrait se refermer avec un Rassemblement national (RN) encore plus puissant. Une éventualité redoutée par les défenseurs de l'environnement. Dans son programme des élections européennes, le parti de Marine Le Pen veut abroger des pans entiers du pacte vert pour l'Europe, notamment l'interdiction de la vente de véhicules neufs à moteur thermique en 2035, et il y réaffirme sa volonté de mettre en place un moratoire sur l'éolien et le solaire. Aucun scénario de transition ne prévoit pourtant l'atteinte des objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre du pays sans une progression forte des renouvelables. « Le RN n'a aucune ambition en termes de lutte contre le changement climatique. C'est le vide. Soit les membres du parti sont climatosceptiques et nient le problème, soit ils l'ignorent », poursuit M. Jouzel.

De nombreux scientifiques n'ont pas oublié les déclarations de Thomas Ménagé, à l'époque député RN du Loiret, estimant, le 21 août 2023, sur France Inter, que le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avait « parfois tendance à exagérer », reprenant des propos de Marine Le Pen. « Il y a un vrai risque de ne pas se préparer au changement climatique qui

« LE RN FAIT CROIRE AUX ÉLECTEURS QUE L'ON PEUT ENLEVER TOUTES LES CONTRAINTES »

CYRIL DION
documentariste
et militant écologiste

frappe la France et qui ne va pas disparaître parce qu'on l'ignore, et de ne pas poursuivre la réduction des émissions », alerte la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, ancienne coprésidente du groupe 1 du GIEC.

En défendant juste le nucléaire, le RN propose une réponse « extrêmement simpliste et populiste, qui caresse les électeurs dans le sens du poil en leur faisant croire que l'on peut enlever toutes les contraintes », juge le documentariste et militant écologiste Cyril Dion. « Le RN n'a pas de compréhension globale des enjeux environnementaux, ils n'ont pas de cohérence ni de crédibilité sur ces questions », affirme Arnaud Schwartz, vice-président de France Nature Environnement.

En cas de nomination de Jordan Bardella à Matignon, les collectifs et associations de défense de l'environnement redoutent d'être dans le viseur. Lors de l'examen du projet de loi de finances (PLF) à l'automne 2023, des députés RN avaient déposé un amendement proposant de couper les subventions publiques à différents collectifs, notamment le Réseau Action Climat (RAC), Les Amis de la Terre et France Nature Environnement.

Dans ce PLF, mais aussi lors du récent examen du projet de loi d'orientation agricole, ils avaient aussi essayé de mettre fin aux recours fiscaux, le moyen de financement principal de plusieurs collectifs, pour les associations dont certains membres sont reconnus coupables « d'actes d'intrusion ou de dégradations ». Une initiative qui avait été vue comme une première tentative de restreindre la désobéissance civile revendiquée

par certains activistes. « Il y aurait sans doute une diminution drastique des autorisations de manifestations, une augmentation de la surveillance et une répression plus forte contre la désobéissance civile. Oui, notre vie pourrait devenir encore plus compliquée », pense M. Julliard.

Appeler à faire barrage ?

Restent plusieurs questions essentielles en réflexion. Comment s'engager dans cette campagne ? Faut-il appeler à faire barrage à l'extrême droite ? Comment contribuer à remettre les enjeux environnementaux, déjà éclipsés lors de la campagne des européennes, au cœur du débat ? Entre tous ces collectifs qui ont des rapports au monde politique très différents, chacun cherche sa ligne tout en réactivant des lieux d'échanges. « Chaque organisation a ses propres discussions en interne, et nous essaierons de définir une position commune de façon consensuelle », résume Anne Bringault, directrice des programmes du RAC.

La plate-forme du Pacte pour le pouvoir de vivre, créée après la crise des « gilets jaunes » en 2019, qui comptait beaucoup d'acteurs de la cause climatique comme la Fondation européenne pour le climat, devrait faire des propositions. Mardi soir, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a réuni de nombreuses structures – Oxfam, Greenpeace, Amnesty International, etc. – pour discuter de la meilleure façon de s'impliquer. Plusieurs textes sont en préparation, notamment un porté par la LDH pour appeler à faire barrage et un autre par Greenpeace sur les questions climatiques.

Dans le milieu des activistes, la question de l'engagement contre la montée en puissance du RN se pose depuis des mois. Au sein du mouvement Alternatiba, les sections Paris, Lyon et Montpellier ont fait scission pour fonder Action Justice Climat, notamment parce qu'ils considéraient qu'il fallait dénoncer plus frontalement les dangers de l'extrême droite. ■

AUDREY GARRIC, MATTHIEU GOAR ET PERRINE MOUTERDE

Audiovisuel public : l'indépendance budgétaire menacée

A la fin de l'année, le financement pérenne de l'Etat ne sera plus assuré

Pour les opposants au projet de la ministre de la culture, Rachida Dati, de réforme de la gouvernance des médias publics, la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée le 9 juin, qui suspend les textes en discussion, fait figure d'obstacle bienvenu. Mais si la route menant à la création d'une holding, puis d'une fusion de France Télévisions, de Radio France, de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et, selon les scénarios, de France Médias Monde, est pour l'instant coupée, un autre danger menace l'audiovisuel public de manière imminente : à la fin de l'année, son financement pérenne et indépendant de l'Etat ne sera plus assuré.

Lundi 10 juin, devaient commencer, en commission spéciale à l'Assemblée nationale, des travaux en vue de l'examen d'une proposition de loi organique censée mettre un terme à ce péril, créé par la suppression de la redevance en 2022. « En réalité, on a commencé à s'inquiéter dès que l'on a appris [en 2018] que la taxe d'habitation [à laquelle était adossée la redevance] allait disparaître [elle a été supprimée progressivement entre 2020 et 2023] », raconte Marie-Christine Saragosse, la PDG de France Médias Monde. Elaboré en catastrophe en 2022, le dispositif de financement par une fraction de TVA s'interrompra quoi qu'il arrive, à la fin de l'année.

Après avoir ambitionné, en 2023, de pérenniser ce système, les députés de la Loire Quentin Bataillon (Renaissance) et des Vosges Jean-Jacques Gaultier (Les Républicains) ont déposé, début mai, une nouvelle proposition de loi organique. Les deux élus souhaitent recourir à un prélèvement sur recettes pour constituer le budget des sociétés de médias publics (environ 4 milliards d'euros).

« Le financement par prélèvement sur recettes apparaissait comme la meilleure solution et convenait à l'ensemble des dirigeants de l'audiovisuel public », regrette Jean-Jacques Gaultier. Ces derniers jours, cependant, des élus de la commission des finances du Sénat avaient laissé filtrer leur opposition à ce dispositif, que la commission des affaires culturelles, présidée par Laurent Lafon (UDI), appelait au contraire de ses vœux. « Bercy avait donné son accord à cette proposition de la ministre de la culture », assure le sénateur du

Val-de-Marne, à l'origine de la proposition de loi sur la réforme de la gouvernance. Dans le scénario idéal échafaudé par Rachida Dati, les réformes de la gouvernance et du financement devaient être approuvées par les députés, de façon concomitante, avant l'été.

« C'est un château de cartes qui s'écroule, et une catastrophe, dit, sous le couvert de l'anonymat, un cadre de Radio France, qui partage l'inquiétude exprimée par la PDG, Sibylle Veil, lundi, devant ses équipes de direction. Ni Rachida Dati ni Delphine Ernotte, qui ont complètement priorisé la fusion, n'ont anticipé que le sujet principal était celui de notre financement, et donc de notre indépendance. »

« Crucial et vital »

La PDG de France Télévisions ne ménageait pas ses efforts, ces dernières semaines, pour persuader ses interlocuteurs du bien-fondé de la création d'une entreprise unique. Son financement, lui, ne semblait pas susciter d'inquiétude majeure : dans le courrier qu'elle a adressé à ses troupes, le 5 juin, deux phrases seulement sont consacrées au système de financement par prélèvement sur recettes, qualifié de « crucial et vital » et qui « amènerait une très forte garantie d'indépendance » (idem, en plus bref encore, dans une communication du PDG de l'INA, Laurent Vallet, à ses équipes).

Mardi 11 juin, en marge d'une conférence de presse pour présenter l'organisation des antennes pendant les Jeux olympiques, la dirigeante a assuré qu'il s'agissait, pour elle, désormais, d'« un vrai sujet de préoccupation ». « Disposer d'une recette affectée est un facteur imparable d'indépendance », insiste, pour sa part, Marie-Christine Saragosse.

Alors que le Rassemblement national prétend toujours privatiser l'audiovisuel public, il paraît peu probable que les députés, quelle que soit la composition de l'Hémicycle, le 8 juillet, au lendemain du second tour des législatives, se penchent sur l'avenir de l'audiovisuel public avant la rentrée. Il faudra alors faire très vite, une modification de la loi organique relative à la loi de finances étant impérative. Sans quoi la budgétisation deviendra inévitable. Une perspective « très insécurisante », euphémise l'un de nos interlocuteurs. ■

AUDE DASSONVILLE

CULTURES MONDE.



En partenariat avec
Le Monde

du lundi
au vendredi
11H – 12H

Julie Gacon

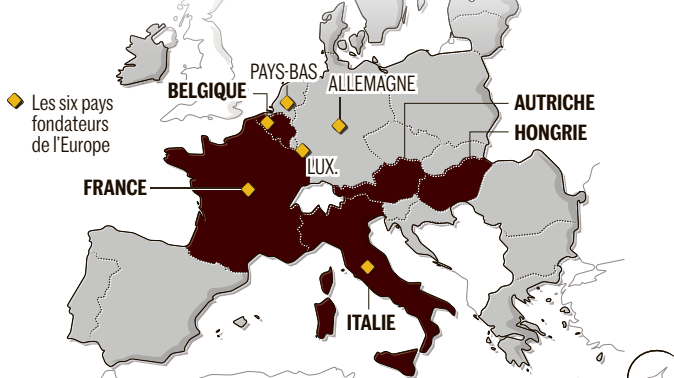
Mélanie Chalandon



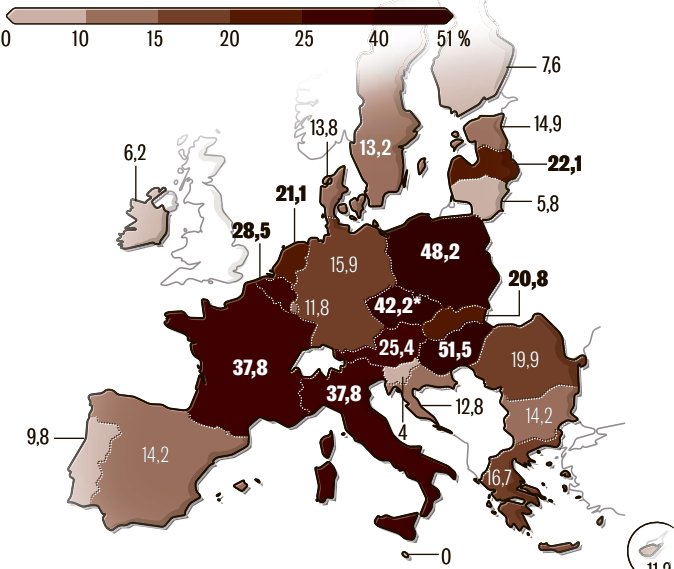
L'esprit
d'ouverture

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Pays où une liste d'extrême droite est arrivée en tête aux élections européennes de 2024



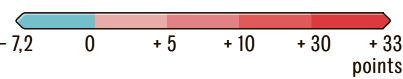
Score recueilli par l'ensemble des listes d'extrême droite, en 2024, en pourcentage des voix exprimées



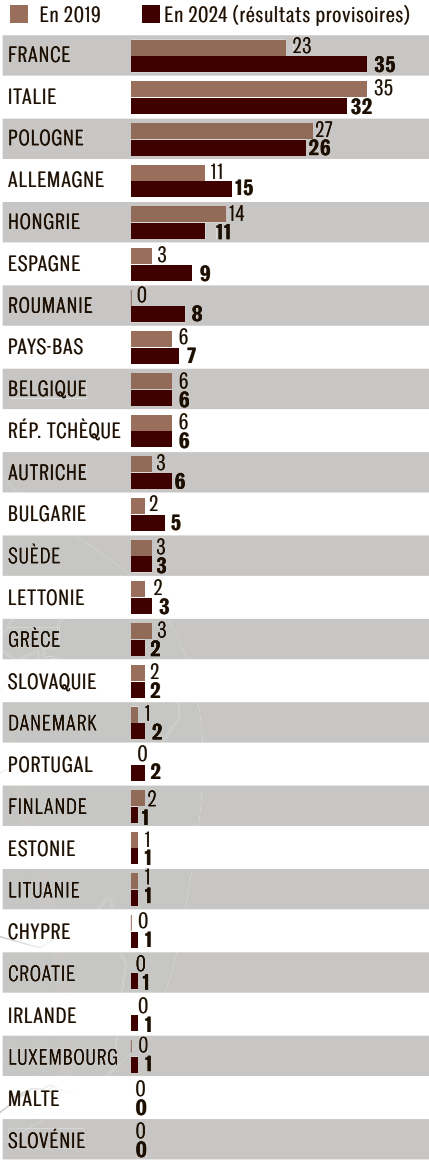
* République tchèque : coalition sur la liste Ensemble entre les conservateurs et l'extrême droite (ECR) : 22,27 %

Source : Parlement européen

Evolution du score de l'extrême droite entre les élections européennes de 2019 et de 2024, en points



Nombre de députés d'extrême droite au Parlement européen



L'extrême droite gagne les piliers de l'UE

La poussée nationaliste lors des élections européennes a surtout concerné les six pays fondateurs de l'Union

VIENNE - correspondant régional
BRUXELLES - bureau européen

Le résultat des élections européennes, au soir du 9 juin, est sans appel : dans l'Hémicycle strasbourgeois, où ils feront leur rentrée le 16 juillet, les nouveaux eurodéputés seront plus nombreux sur les bancs de l'extrême droite. Presque partout sur le Vieux Continent, les formations nationalistes y ont gagné des sièges. Aujourd'hui, seules Malte et la Slovénie n'ont aucun représentant d'extrême droite dans l'Hémicycle communautaire. Si tant est qu'on considère qu'à Ljubljana, le parti ultraconservateur de l'ancien premier ministre Janez Jansa, arrivé en tête dimanche et aujourd'hui affilié au Parti populaire européen (PPE) des droites européennes, ne soit pas d'extrême droite.

Mais, dans ce paysage où les droites radicales ont le vent en poupe, les pays fondateurs de l'Union européenne (UE) se distinguent avec une forte progression des partis nationalistes tandis qu'ils ont souvent fait moins bien que prévu ailleurs. En France, le Rassemblement national (RN) est le grand gagnant du scrutin, tout comme, en Italie, Fratelli d'Italia, le parti postfasciste de la présidente du conseil, Giorgia Meloni, et, en Belgique, le Vlaams Belang. En Allemagne et aux Pays-Bas, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et le PVV de Geert Wilders pointent à la deuxième position. Parmi les six signataires du traité de Rome, seul le Luxembourg échappe à cette percée. Mais, pour la première fois de sa histoire, le grand-duché enverra à Strasbourg un eurodéputé nationaliste.

Bien sûr, « les raisons du succès de l'extrême droite varient d'un pays à l'autre », comme le relève le chercheur Thierry Chopin, de l'Institut Jacques Delors. Mais cette convergence des grands pays fondateurs de l'UE n'en est pas moins troublante. Ils « sont les rentiers de l'Europe », juge l'eurodéputée (Horizons) Nathalie Loiseau. Notre génération a hérité de l'Union européenne, elle pense que tout est acquis et qu'on peut jouer avec le feu. »

Pour les pays qui ont rejoint l'Union au fil des élargissements qui ont suivi sa création, la mémoire des nationalismes est plus proche. En Espagne et au Portugal, le souvenir des dictatures franquiste et salazariste est encore vif. En Grèce, on n'a pas non plus oublié le régime des colonels. En Europe cen-

trale et orientale, le communisme a toujours un effet répulsif, même si l'extrême droite fait partie du paysage politique de pays comme la Hongrie et la Pologne. Dans cette région, la guerre en Ukraine, si proche, a sans aucun doute ravivé ce sentiment. En Roumanie et en Pologne, le conflit a été au cœur de la campagne et a participé du succès des partis pro-européens. « Ces pays ont peur de la Russie et savent que l'UE fait partie de leur sécurité », juge Andrzej Sadecki, chef du département Europe centrale du centre d'études orientales de Varsovie.

En Hongrie, le premier ministre, Viktor Orban, a aussi fait de l'Ukraine le sujet numéro un de sa campagne, mais avec un tout autre objectif : ce proche du Kremlin, qui se veut le leader du « camp de la paix », demande l'arrêt des livraisons d'armes à Kiev et des sanctions contre Moscou pour privilégier un hypothétique cessez-le-feu avec Vladimir Poutine. Cette stratégie ne lui a pas réussi puisque, même si le Fidesz est arrivé en tête aux élections européennes avec 44,9 % des voix, il a obtenu son plus mauvais score à un scrutin européen depuis l'adhésion de la Hongrie à l'UE, en 2004.

Que ce soit l'Irlande, le Portugal, la Grèce ou la Pologne, « ces Etats membres plus récents de l'Union ont conscience que l'adhésion les a transformés, enrichis », ajoute Sébastien Maillard, de l'Institut Jacques Delors. A l'inverse, poursuit-il, il n'y a pas trace d'un tel acquis dans « le récit national » des Six du traité de Rome. Emmanuel Macron a beau marteler que sans la construction communautaire, les Européens n'auraient pas eu accès aux vaccins contre le Covid-19, l'argument du président français ne fait pas mouche.

« En France, il y a un sentiment que l'Europe ne nous appartient plus, une nostalgie du projet initial », ajoute Sébastien Maillard. Une perte de sens, donc. Un temps, les ratés du Brexit au Royaume-Uni ont redoré le blason de l'Union, mais il semble que « ce moment soit passé », regrette un diplomate européen. « On peut se demander aujourd'hui si les représentations nationales qui, jusque-là, avaient donné un sens à l'appartenance de ces pays fondateurs à l'Union sont encore valables. Pour la France, c'était la projection de son modèle, pour l'Allemagne, il y avait une logique de rédemption... », poursuit Thierry Chopin.

« Les pays fondateurs ont adoré être six, faire un marché commun », souligne, par ailleurs, Nathalie Loiseau. La suite est moins

POUR LES PAYS
QUI ONT REJOINT
L'UNION AU FIL DES
ÉLARGISSEMENTS,
LA MÉMOIRE DES
NATIONALISMES
EST PLUS PROCHE,
COMME EN ESPAGNE,
AU PORTUGAL
OU EN GRÈCE

claire, comme l'a montré le non au référendum sur la Constitution en France et aux Pays-Bas, en 2005. « Il y a cette croyance que, quand ils étaient encore entre eux, ils étaient plus en sécurité, plus prospères », abonde Johannes Hahn, le commissaire autrichien au budget. Dans ce contexte, la guerre en Ukraine et la perspective d'un nouvel élargissement ont sans aucun doute donné des arguments à l'extrême droite.

De même, le fait que les migrants qui ont choisi de venir en Europe, ces dernières années, sont souvent arrivés en Italie, avant de s'installer en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique ou en France, a nourri les votes nationalistes du 6 au 9 juin dans ces pays. Le RN, Fratelli d'Italia, le Vlaams Belang, l'AfD et le PVV ont largement exploité le sujet.

DES RÔLES « UN PEU CHANGÉS »

« Ces extrêmes droites profitent de l'épuisement des partis traditionnels », juge, pour sa part, Yves Bertoncini, enseignant en affaires européennes à l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Elles ont aussi compris que les citoyens européens ne voulaient pas quitter l'Union, malgré tous les reproches qu'ils peuvent lui faire, et « elles ne se présentent plus comme europhobes », note-t-il. « Aujourd'hui, le plafond de l'extrême droite est sur l'Europe. Le Pen, Meloni, Wilders, ils ont tous renoncé à vouloir sortir de l'UE, ajoute un diplomate européen, mais c'est une imposture. Quand on est nationaliste, de fait, on est europhobe. »

« En Allemagne, la situation n'est pas bonne, en France, elle est dramatique. En Pologne, la démocratie triomphe. Nous avons montré que nous sommes une lueur d'espoir en Europe, et les leaders de l'Union européenne ! », s'est félicité le premier ministre polonais, Donald Tusk (PPE), au lendemain des européennes, qui ont consacré son avance (37 % des voix) sur le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS, 36 %).

« Regardez ce qui s'est passé en France, en Autriche, en Belgique et en Allemagne, l'extrémisme a le vent en poupe, mais cette tendance a été limitée en Roumanie », s'est également réjoui Marcel Ciolacu, le premier ministre (social-démocrate) roumain. Il est vrai que le parti AUR, une formation nationaliste et opposée au soutien à l'Ukraine, a, avec 15 % des voix, obtenu un score bien inférieur à ses attentes, loin derrière la coalition gauche-droite au pouvoir, qui frôle les 50 %.

Mais il va quand même faire son entrée au Parlement européen.

« Depuis l'élection, on parle plus d'illibéralisme en Europe de l'Ouest qu'en Europe centrale, les rôles ont été un peu changés », résume le chercheur Andrzej Sadecki, pour qui « la force d'attraction de Viktor Orban est devenue bien plus faible dans la région depuis la guerre en Ukraine ». Le premier ministre hongrois avait sa mine des mauvais jours, dimanche soir. Au-delà de sa piètre performance, ses alliés traditionnels dans la région n'ont pas non plus été à la hauteur de ses attentes. En Slovaquie, le premier ministre prorusse, Robert Fico, qui multiplie aussi les attaques contre la justice et les médias depuis qu'il est revenu au pouvoir en octobre 2023, n'est ainsi arrivé que deuxième derrière ses opposants pro-européens.

Désormais, Viktor Orban dit miser sur la France pour propager son modèle de démocratie limitée, en jouant sur le rejet de l'immigration, les attaques contre les ONG, les médias et la justice, et une forme de fascination pour Vladimir Poutine. Avec la victoire du RN, « nous menons 1-0 », a-t-il lancé, le 11 juin, lors d'un entretien au site progouvernemental Index. « Notre objectif était de ralentir le train européen qui fonçait vers la guerre, cela a été fait », a-t-il aussi estimé, en saluant la victoire du RN « sur les gens qui étaient plus engagés dans l'envoi de troupes occidentales en Ukraine ».

Dans les pays nordiques, les formations souverainistes anti-immigration n'ont pas non plus obtenu des résultats à la hauteur de leurs espérances. Elles ont reculé sèchement en Suède et en Finlande et, divisées, ont stagné au Danemark. Cet échec, selon les spécialistes de la vie politique nordique, serait dû à leur incapacité à convaincre leurs sympathisants à se rendre aux urnes, dans un scrutin où les votants ont été davantage motivés par le climat et l'environnement.

Alors que les Vingt-Sept doivent se retrouver à Bruxelles le 17 juin, pour tirer les conséquences des élections européennes et discuter des prochaines nominations à la tête des institutions communautaires, les pays d'Europe centrale et orientale feront sans aucun doute valoir leurs bons états de service pro-européens. Les pays fondateurs de l'Union ne pourront pas ne pas en tenir compte. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND
ET VIRGINIE MALINGRE

En Allemagne, le clivage politique entre l’Est et l’Ouest s’accentue

L’extrême droite s’impose dans les Länder de l’ex-RDA, loin devant la droite conservatrice

BERLIN - correspondant

Trente-quatre ans après sa réunification, l’Allemagne reste politiquement coupée en deux. Aux élections européennes du 9 juin, le parti d’extrême droite AfD est arrivé en tête dans l’ex-Allemagne de l’Est (29,7 %) mais seulement à la quatrième place (13 %) dans la partie du pays située jadis à l’ouest du rideau de fer. Première à l’échelle nationale (30 %), la droite conservatrice (CDU-CSU) l’a nettement emporté dans l’Ouest (31,5 %). Mais elle ne s’est placée qu’en deuxième position dans l’Est, près de neuf points derrière l’AfD. Les scores très élevés enregistrés par l’extrême droite dans l’ex-Allemagne de l’Est ne sont pas une surprise. Ils ne sont pas non plus limités à cette partie du territoire. « Dans l’ancienne Allemagne de l’Ouest, en particulier dans certaines zones de Bavière ou de Hesse, où la démographie est vieillissante et où l’industrie est chancelante, l’AfD a eu de très bons résultats », explique Hans Vorländer, professeur de sciences et d’histoire politiques à l’université de Dresde. « Mais il est vrai qu’à l’Est s’ajoute un autre facteur : un sentiment de manque de considération, l’idée que la réunification s’est faite sur le dos des gens, comme s’il y avait eu une sorte de colonisation faite par l’Allemagne de l’Ouest sur celle de l’Est », explique M. Vorländer.

Au vu des résultats obtenus par l’AfD, les déboires qui ont émaillé sa campagne (ouverture de deux enquêtes contre sa tête de liste pour financement illégal venant de sources russes et chinoises, déclarations de ce dernier minimisant le caractère criminel des SS, révélation d’un « plan de remigration » fomenté par le parti pour déporter vers l’Afrique du Nord des millions d’Allemands d’origine étrangère) ne l’ont guère desservi. « Peut-être que l’AfD, sans ces scandales, aurait obtenu quelques voix de plus, mais ce qu’il faut bien constater, c’est qu’il a nettement progressé par rapport aux européennes de 2019 [avec 15,9 % des voix, soit une hausse de cinq points], et que, pour toute une partie de l’électorat, le fait qu’il soit un parti d’extrême droite soupçonné d’être stipendié par le Kremlin n’est absolument pas un facteur de répulsion », explique Johannes Kiess, professeur de sociologie à l’université de Leipzig et spécialiste de l’extrême droite.

En Allemagne, les élections européennes ont également vu l’apparition d’une nouvelle formation, l’Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), du nom d’une ancienne dirigeante du parti de gauche Die Linke, qui a recueilli 6,2 % à l’échelle nationale et 13,8 % dans les seuls anciens Länder d’ex-Allemagne de l’Est. Ces dernières se-

maines, la grande question qui se posait était la suivante : avec son positionnement très à gauche sur le plan social mais très conservateur sur les questions sociétales, l’immigration étant au premier chef, ce nouveau parti allait-il endiguer la poussée l’AfD ?

Au vu des résultats de dimanche, la réponse est mitigée. « Il semble que le BSW ait plutôt attiré d’anciens électeurs du Parti social-démocrate [le SPD du chancelier Olaf Scholz], des gens qui ont voté autrefois pour Die Linke ou d’abstentionnistes, mais pas massivement des électeurs de l’AfD », explique M. Kiess. « Contrairement à ce que beaucoup de gens avaient pensé ou espéré, le parti de M^{me} Wagenknecht a attiré assez peu d’électeurs de l’AfD, mais il a surtout séduit des gens qui votaient pour Die Linke, le SPD, voire la CDU », explique Benjamin Höhne, professeur de science politique à l’université de Chemnitz (Saxe).

Même s’ils ne s’adressent pas aux mêmes électeurs – l’AfD ayant fait de meilleurs scores dans les petites villes et les zones rurales d’ex-Allemagne de l’Est, alors que le BSW a davantage séduit un électorat urbain et plus diplômé –, ces deux partis ont en commun une même rhétorique pacifiste, un commun refus de toute aide militaire à l’Ukraine et une proximité plus ou moins assumée avec Moscou. « Pour des raisons liées à l’histoire, le soutien à la Russie et l’attachement à la paix sont beaucoup plus forts en Allemagne de l’Est qu’en Allemagne de l’Ouest, ce qui explique pourquoi des partis comme l’AfD ou le BSW ont fait, dimanche, des scores aussi élevés », explique M. Vorländer.

« Potentiel quasiment atteint »
Dans trois Länder de l’Est, la Saxe et la Thuringe, le 1^{er} septembre, et le Brandebourg, trois semaines plus tard, se tiendront des élections régionales très attendues en raison de la percée inédite que pourrait effectuer l’AfD. Dimanche, dans les deux premiers de ces trois Länder, ont eu lieu des élections communales. Sans surprise, l’extrême droite a obtenu d’excellents scores. Mais dans les quelques cas où un candidat de l’AfD était en ballottage, celui-ci a généralement perdu. « Quand les partis démocratiques arrivent à s’allier pour faire front commun, l’AfD est perdant », explique M. Kiess, de l’université de Leipzig. « Dans ce genre d’élections très locales, la personnalité du candidat joue également un grand rôle. Or, dans bien des cas, les gens que présente l’AfD sont des inconnus qui ne font pas l’affaire », ajoute-t-il.

Pour M. Vorländer, « le potentiel électoral de l’AfD est quasiment atteint ». Selon lui, le bon score de l’extrême droite s’explique par la faiblesse des partis membres de la coalition d’Olaf Scholz (SPD, Verts et libéraux du FDP) et par la difficulté qu’a la CDU, dans l’opposition depuis le départ d’Angela Merkel, en 2021, à incarner une véritable alternative. « Les électeurs ont sanctionné les partis de la coalition de M. Scholz, mais ils ne sont pas forcément prêts à adouber la CDU, qui a dirigé le pays pendant de longues années. De ce fait, plein de gens insatisfaits se tournent vers d’autres partis, comme l’AfD, en se disant “pourquoi ne pas essayer” ». Pour les élections régionales de septembre, les derniers sondages donnent l’extrême droite en tête dans la Saxe (34 %) et la Thuringe (30 %) et le Brandebourg (25 %). ■

THOMAS WIEDER

« IL Y A, À L’EST, UN SENTIMENT DE MANQUE DE CONSIDÉRATION, L’IDÉE QUE LA RÉUNIFICATION S’EST FAITE SUR LE DOS DES GENS »

HANS VORLÄNDER
professeur de sciences et d’histoire politiques

Le premier ministre arménien inflexible face aux manifestations

Des milliers de personnes réclament la démission de Nikol Pachinian. Son entourage y voit une tentative de déstabilisation de Moscou

Depuis la dernière guerre dans le Haut-Karabakh, le dirigeant multiplie les gestes de défi vis-à-vis du Kremlin

comme principal slogan : « Arménien, Arménie, Patrie, Dieu. »

Au fil des semaines, les revendications de Bagrat Galstanian ont évolué. Il n’exige plus seulement l’arrêt du processus de démarcation, mais aussi la démission de Nikol Pachinian, lequel reste inflexible malgré une popularité en baisse. Lundi 27 mai, l’archevêque a temporairement renoncé à ses fonctions cléricales afin de pouvoir briguer le poste de premier ministre. Selon la loi arménienne, il ne peut toutefois pas se présenter en raison de sa double nationalité arménienne et canadienne. Rien ne l’empêche de renoncer à sa nationalité canadienne, mais le processus est long.

« Arrêter le cercle vicieux »
Selon Benyamin Poghosyan, chercheur à l’Applied Policy Research Institute of Armenia, à Erevan, « ce mouvement traduit la colère croissante de la société depuis la guerre des quarante-quatre jours au Haut-Karabakh », à l’automne 2020. L’annonce d’un accord pour la restitution des terres autour de Tavouch, sans contrepartie, a été « la goutte de trop » après la défaite écrasante de l’Arménie en 2020, suivie de l’occupation d’une partie de son territoire souverain, le blocus de neuf mois imposé au Haut-Karabakh, l’offensive militaire azerbaïdjanaise en septembre 2023, l’exode forcé des 120 000 Arméniens qui vivaient dans l’enclave et la chute de la République autoproclamée. « Les gens se disent qu’il faut faire quelque chose pour arrêter le cercle vicieux. Mais, comme ils n’ont pas confiance dans les partis politiques, Bagrat Galstanian fait figure d’alternative : il est là au bon moment, au bon endroit. »

L’entourage du premier ministre et une partie de la population ont une lecture différente. Selon

eux, ce mouvement est une nouvelle tentative de déstabilisation de la part de la Russie, au moment où Erevan se tourne vers d’autres partenaires – en particulier les Etats-Unis et l’Union européenne – pour essayer de se défaire de son emprise. Le mouvement bénéficie notamment du soutien politique de deux anciens présidents et ennemis de M. Pachinian, Serge Sarkissian et Robert Kotcharian, proches de Moscou, impopulaires et corrompus. Le porte-parole du Parlement, Alen Simonian, a accusé l’opposition et la Russie de travailler ensemble pour « créer un nouveau gouvernement en Arménie, et ce n’est un secret pour personne ». Des médias progouvernementaux et des alliés politiques de M. Pachinian ont été jusqu’à dire que Bagrat Galstanian était un agent du Kremlin. Le Service de sécurité nationale arménien, qui a examiné ces allégations, a affirmé début juin n’avoir trouvé aucune preuve en ce sens, mais le doute subsiste. « Les manifestants sont-ils soutenus par la Russie, ou juste les idiots utiles du Kremlin ? », s’interroge Areg Kochinyan, analyste politique et directeur du Research Center on Security Policy, à Erevan. En tout cas, l’élite politique du mouvement et le chef de l’Eglise armé-

nienne [le catholicos Garéguine II] sont lourdement connectés à la Russie. » Le chercheur constate également que « les exigences de Bagrat Galstanian sont tout à fait dans l’intérêt de la Russie, qui veut elle aussi le départ de Pachinian ». « Moscou vise à déstabiliser la situation pour ralentir le processus de normalisation avec l’Azerbaïdjan afin de maintenir le statu quo, qui lui est favorable, analyse-t-il, voire il cherche à remplacer Pachinian par des gens qui lui sont plus loyaux. »

Retrait d’une alliance
Les relations entre la Russie et l’Arménie n’ont cessé de se dégrader depuis la dernière guerre dans le Haut-Karabakh, en 2020. L’alliée historique, dont les troupes sont restées passives lors des attaques répétées de Bakou, est aujourd’hui considérée comme une « traîtresse » en Arménie. Furieux, Nikol Pachinian multiplie les gestes de défi vis-à-vis du Kremlin. Le dernier en date, et l’un des plus symboliques, est l’annonce, mercredi, du retrait de l’Arménie de l’Organisation du traité de sécurité collective, une alliance militaire dominée par la Russie et qui est restée, elle aussi, passive quand Erevan l’a appelée à l’aide. Le premier ministre n’a toutefois donné aucune date pour ce retrait. S’adressant aux députés, il a ajouté être prêt à signer un accord de paix avec Bakou « d’ici un mois ». De son côté, le ministère azerbaïdjanais de la défense a annoncé mercredi que les militaires russes déployés dans le Haut-Karabakh depuis l’automne 2020 avaient achevé leur retrait, près de neuf mois après la conquête par Bakou de cette enclave séparatiste, qui échappait à son contrôle depuis trente ans. ■

FAUSTINE VINCENT

Le nombre de personnes déplacées de force atteint des « niveaux historiques »

Le monde compte plus de 120 millions de déracinés, qui trouvent en majorité refuge au sein de leur pays ou dans un Etat voisin, selon le Haut-Commissariat de l’ONU pour les réfugiés

Le nombre de personnes déplacées de force dans le monde continue d’augmenter, suivant une tendance à la hausse depuis plus d’une décennie. Selon le rapport annuel du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) rendu public le 13 juin, le monde compte, début 2024, plus de 120 millions de personnes déracinées, qui ont fui la persécution, la violence ou des conflits. Il s’agit là de « niveaux historiques » qui reflètent « la naissance de nouveaux conflits, la mutation de certaines situations existantes, ainsi que l’incapacité à résoudre des crises persistantes », alerte le HCR. Une majorité de ces personnes demeurent dans leur pays, mais le HCR dénombre 43,4 millions de réfugiés.

« Affirmer qu’il s’agit d’une invasion, de personnes mal intentionnées qui viennent voler vos emplois, menacer vos valeurs, votre sécurité, et qu’elles doivent donc partir, que nous devons construire des barrières ne résout pas le problème », a dénoncé le chef du HCR, Filippo Grandi, dans un entretien à l’AFP. Alors que les élections européennes marquent la montée des formations politiques d’ex-

trême droite, hostiles à l’immigration, M. Grandi estime que ces mesures ne font qu’aggraver la situation car elle favorise l’immigration irrégulière, plus « difficile à gérer ». Il relativise les mouvements migratoires en direction du continent européen et rappelle, à titre d’exemple, que le Tchad a accueilli 600 000 Soudanais en 2023, « soit dix fois plus » que le nombre de personnes arrivées en Europe par la mer depuis le début de l’année. Le HCR sonne d’ailleurs l’alarme sur la situation au Soudan, décrite comme « l’une des plus importantes crises humanitaires et de déplacement au monde ». Depuis avril 2023, plus de 7,1 millions de nouveaux déplacements ont été enregistrés, auxquels s’ajoutent 1,9 million de déplacements au-delà des frontières du pays. L’année écoulée a aussi été marquée par des millions de déplacements à l’intérieur des frontières de la République démocratique du Congo et de la Birmanie, en raison de violents combats, de même que par l’aggravation de la situation au Proche-Orient. L’Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens estime que, entre octobre et décembre 2023,

1,7 million d’habitants, soit plus de 75 % de la population, de la bande de Gaza ont été contraints de se déplacer dans l’enclave « en raison de violences dévastatrices » dues à la guerre qu’y mène Israël depuis l’attaque du Hamas sur son sol en octobre 2023. **6,4 millions d’Afghans concernés**
Par ailleurs, le HCR souligne la persistance de situations difficiles comme en Afghanistan, où l’instabilité politique et la famine continuent de pousser des centaines de milliers de personnes à quitter leur lieu de vie. Au total, 6,4 millions d’Afghans sont déracinés, la plupart vivent dans les pays voisins tels que l’Iran et le Pakistan, ce qui fait d’eux, aujourd’hui, la plus importante population de réfugiés, juste devant les Syriens (6,4 millions de réfugiés), les Vénézuéliens (6,1 millions) et les Ukrainiens (6 millions). Si l’Allemagne est le quatrième pays qui accueille le plus de réfugiés (2,6 millions), la plupart des exilés se rendent dans des pays de leur voisinage immédiat tels que l’Iran, la Turquie, la Colombie ou le Pakistan, une situation sur laquelle le HCR alerte : « Les pays à

faible revenu ont continué d’accueillir une part disproportionnée des personnes déplacées dans le monde, souligne le rapport. Ces pays représentent 9 % de la population mondiale et seulement 0,5 % du PIB mondial, mais ils ont accueilli 16 % des réfugiés. » L’agence rappelle par ailleurs que le réchauffement climatique constitue une menace dans l’accélération du phénomène de déplacements forcés. Ainsi, en Somalie, en plus de l’insécurité persistante qui a déplacé à l’intérieur du pays 1,3 million de personnes, 1 million de réfugiés supplémentaires ont été déracinés du fait des conditions météorologiques extrêmes, « avec des inondations soudaines en avril 2023 », après une période de sécheresse prolongée. Le HCR s’inquiète enfin de la baisse de 22 % du nombre de réfugiés ayant pu retourner chez eux en 2023. La majorité d’entre elles sont des Ukrainiens ou des Sud-Soudanais. « La plupart des retours spontanés ont eu lieu dans des contextes qui ne sont pas entièrement propices au retour dans la sécurité et la dignité, et ils peuvent ne pas être durables ». ■

CAMILLE TAVITIAN

Volodymyr Zelensky est attendu au sommet qui se tient en Italie, où sont aussi invités quinze pays non alignés

Le Monde
CITIES

PODCAST

**Un quart d'heure
en ville**

saison 2

Organiser des Jeux olympiques et paralympiques dans un des espaces urbains les plus denses du monde représente un défi inédit en termes de mobilité. Comment faire coexister harmonieusement les déplacements de millions de personnes : membres des délégations sportives, touristes, spectateurs, habitants, professionnels ? Que restera-t-il, après les JOP, de ce laboratoire à ciel ouvert des mobilités innovantes ?

Sponsorisé par

À écouter ▼

Réduisons le volume



Au-delà de 5 médicaments par jour, surtout après 65 ans, demandez à votre médecin ou votre pharmacien si vous pouvez en prendre moins.*

*N'arrêtez jamais votre traitement sans avis médical.

⊖ DE MÉDICAMENTS,
C'EST MÉDICAMIEUX

en savoir + sur leem.org/medicamieux

leem
les entreprises
du médicament
SOIGNONS L'AVENIR

Bronchiolite : un vaccin pour femmes enceintes

La Haute Autorité de santé a validé l'utilisation d'un nouveau produit qui vient compléter l'arsenal préventif

Après le Beyfortus en 2023, un nouveau produit vient renforcer l'arsenal contre la bronchiolite. La Haute Autorité de santé (HAS) recommande, dans un avis publié jeudi 13 juin, l'utilisation du vaccin Abrysvo, de Pfizer, contre le virus respiratoire syncytial (VRS), responsable de trois quarts des cas de bronchiolite, cette obstruction des bronchioles, les ramifications les plus étroites de l'appareil respiratoire – une maladie particulièrement dangereuse pour les nourrissons.

Une alternative au nirsévimab (commercialisé sous le nom de Beyfortus) dont le mécanisme est différent, puisqu'il ne s'agit pas d'injecter directement des anticorps aux nouveau-nés, mais de vacciner la mère au huitième mois de grossesse, afin que cette dernière fabrique des anticorps, qu'elle transmettra à son enfant par le biais du placenta, le protégeant ainsi durant ses premiers mois de vie.

Les membres de la commission technique des vaccinations (CTV) de la HAS se sont appuyés sur les données d'efficacité vaccinale transmises par le laboratoire pour évaluer les bénéfices individuels et collectifs du produit : une réduction de 81,8 % des infections sévères à VRS et une baisse de 67,7 % des hospitalisations jusqu'aux 3 mois de l'enfant. Un enjeu de taille dans le cas de la bronchiolite, qui infecte 30 % des enfants de moins de 2 ans chaque année. En cas de forte épidémie, les services de pédiatrie, en crise structurelle depuis plusieurs années, peuvent se retrouver vite saturés, menant à des transferts de nourrissons dans d'autres départements, comme ce fut le cas récemment lors des hivers 2022-2023 et 2019-2020.

Les experts français se sont toutefois montrés plus prudents que l'Agence européenne des médicaments, qui a accordé une autorisation de mise sur le marché à Abrysvo en juillet 2023. Ils conseillent aux femmes enceintes de se faire vacciner entre leur trente-deuxième et leur trente-sixième semaine d'aménorrhée, c'est-à-dire au huitième mois de grossesse, alors que l'agence



Vaccination à l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart (Hauts-de-Seine), le 22 septembre 2023. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Vacciner la mère au huitième mois de grossesse permet à cette dernière de transmettre des anticorps

européenne donnait son feu vert dès le sixième mois de grossesse.

Une prudence qui s'explique par un fâcheux précédent. Il y a deux ans, le laboratoire GSK avait dû abandonner les essais cliniques d'un vaccin contre le VRS visant également les femmes enceintes, considéré comme le jumeau de celui de Pfizer. Pourquoi ? Un plus grand nombre de naissances prématurées et donc de décès ont

été observées chez les enfants nés de mères vaccinées que dans le groupe ayant reçu un placebo. Des résultats suffisants pour disqualifier le produit, sans que l'on en connaisse précisément les causes.

Surveillance renforcée

Du côté de Pfizer, les résultats montrent un nombre de naissances prématurées un peu plus important dans les pays à revenu moyen supérieur où les essais ont été menés, sans que cela soit considéré comme statistiquement significatif. Ce qui veut dire qu'on ne peut pas affirmer la responsabilité d'Abrysvo dans ces naissances prématurées.

Un signal que la HAS a tout de même décidé de prendre en compte. « Nous avons considéré que ce point de vigilance était suffisant pour prendre une précaution et limiter l'administration de

ce vaccin à la fin de la grossesse, ce qui limite l'impact d'un risque potentiel – car non démontré pour Abrysvo – sur le déroulement de la grossesse », explique Anne-Claude Crémieux, présidente de la CTV. Les experts insistent par ailleurs sur l'importance de mettre en place une surveillance renforcée post-vaccination pour documenter cet éventuel surrisque.

Dans ce contexte, pourquoi ne pas se contenter du Beyfortus, qui a largement prouvé son efficacité et sa sécurité chez tous les nouveau-nés, y compris prématurés ? « La volonté de pouvoir donner le choix aux parents a joué un rôle très important dans notre positionnement », avance Anne-Claude Crémieux, qui rappelle que, si plus de 80 % des parents ont adhéré au Beyfortus, la majorité des réticents ne souhaitent pas faire subir une piqûre à

leur nouveau-né dès ses premiers jours de vie.

« Jusqu'à peu, on n'avait aucun traitement préventif contre la bronchiolite ; aujourd'hui on en a deux, on ne va pas cracher dans la soupe », souligne de son côté François Vié Le Sage, pédiatre à Aix-les-Bains (Savoie) et responsable du groupe de vaccinologie au sein de l'Association française de pédiatrie ambulatoire.

In fine, pour Anne-Claude Crémieux, « l'idée est de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». Car le Beyfortus est plus vulnérable que le vaccin à d'éventuelles mutations du VRS. Le Beyfortus est un anticorps monoclonal, c'est-à-dire un anticorps de synthèse qui cible un seul site antigénique dans l'enveloppe du virus. « Pour un virus, ce n'est pas forcément très difficile d'échapper à un anticorps monoclonal, car il lui

La préparation permet de réduire de 81,8 % les infections sévères à virus respiratoire syncytial

suffit d'une mutation à un endroit très précis pour que l'anticorps perde son efficacité », explique Marie-Anne Rameix-Welti, responsable du Centre national de référence des pathologies respiratoires à l'Institut Pasteur. Et ce n'est pas un risque théorique : récemment, le suptavumab a dû être abandonné en raison de l'apparition de nouveaux variants du VRS. Abrysvo, lui, cible plusieurs sites du virus – il est dit « polyclonal ». Il serait ainsi une alternative solide si le Beyfortus devenait inefficace.

Fenêtre un peu étroite

Cela étant dit, la fenêtre de vaccination proposée par la HAS est un peu étroite. « Si on accouche plus tôt que prévu, le risque est que la vaccination n'ait pas eu le temps de faire son effet et que les anticorps maternels n'aient pas encore franchi la barrière placentaire », avertit M^{me} Rameix-Welti. Mais, dans ces cas-là, un rattrapage par le Beyfortus sera possible.

Enfin, la HAS recommande de procéder à la vaccination de septembre à janvier, en même temps que le Beyfortus est administré dans les maternités. Car l'efficacité optimale du vaccin étant dans les trois mois suivant la naissance, il ne protégerait pas au mieux les nourrissons nés entre février et août lors de leur première saison hivernale, lorsque sévit le VRS. « Cette recommandation est basée sur un souci de lisibilité, et aussi parce que l'acceptabilité du public aux vaccins augmente avec la perception du danger perçu », glisse M^{me} Crémieux. Les parents se tourneront plus volontiers vers les traitements préventifs quand la bronchiolite referra les gros titres, à l'hiver prochain. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Plus de la moitié des espèces menacées ne sont pas protégées

Sur les quelque 2 900 taxons qui risquent l'extinction en France, moins de 44 % bénéficient d'une protection réglementaire, révèle l'UICN

La France s'est engagée à mettre un terme, d'ici à 2030, à la disparition des espèces menacées connues sur son territoire. Aujourd'hui, pourtant, moins de la moitié d'entre elles sont couvertes par un arrêté de protection, le principal outil réglementaire permettant d'éviter leur destruction. Tel est le résultat de l'analyse détaillée que publie, jeudi 13 juin, le comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Pour la première fois, l'UICN a croisé deux bases de données : la Liste rouge des espèces menacées en France, qui évalue le risque d'extinction de la faune et de la flore, et l'Inventaire national du patrimoine naturel sur le statut de protection. Les arrêtés de protection définissent, pour chaque espèce concernée, une série d'interdictions telles que la destruction d'individus ou de nids, la collecte de plantes, la vente de spécimens ou la dégradation d'habitats.

Ce croisement révèle que plus de 56 % des 2 857 espèces menacées d'extinction, soit 1 610 espèces, ne sont inscrites dans aucun arrêté. « Nous entendons souvent

dire qu'il existe trop de mesures de protection de la biodiversité et qu'il y a un besoin de simplification de la réglementation, souligne Florian Kirchner, responsable du programme espèces du comité français de l'UICN, qui a coordonné cette analyse. Or, à l'inverse, nous faisons le constat qu'il y a des lacunes très importantes et que, au niveau de la protection, la France n'y est pas. Protéger des espèces crée des obligations mais, si nous n'agissons pas, nous risquons de voir des animaux et des végétaux disparaître. »

Des arrêtés trop anciens

Le niveau de protection est très variable selon les groupes. Les 18 espèces d'amphibiens menacées et la quasi-totalité des espèces de mammifères et de reptiles bénéficient d'un arrêté. Sur les 319 espèces d'oiseaux, 282 sont couvertes. La proportion s'inverse en revanche totalement pour les poissons, les invertébrés ou les plantes. Si la pêche de certains requins et raies est interdite, aucune des 11 espèces menacées n'est protégée par un arrêté. De même, seulement 3 espèces de crustacés menacées (sur 171), 9 de

poissons osseux (sur 98), 15 d'insectes (sur 92) ou 93 de fougères et plantes alliées (sur 288) sont couvertes. La disparité est aussi géographique, la Guadeloupe, la Martinique ou la Polynésie française comptant une très petite proportion d'espèces figurant dans un arrêté.

Ces divergences s'expliquent notamment par un manque d'attention porté à certains végétaux et animaux. « Des espèces, telles que les animaux marins, les mollusques, les araignées ou les plantes, sont beaucoup moins étudiées que d'autres. Le retard des politiques publiques est aussi lié à ce retard de connaissances », note Florian Kirchner. La première liste rouge des araignées de métropole n'a par exemple été publiée qu'en avril 2023, et celle sur les champignons qu'en avril 2024.

Certains arrêtés, trop anciens, ne sont également plus en phase avec l'état des lieux scientifique. « C'est le cas par exemple de l'arrêté sur les poissons d'eau douce, raconte Florian Kirchner. Il a été établi à un moment [en 1988] où l'on ne disposait pas encore de liste rouge et la liste des espèces connues en métropole

aujourd'hui n'est plus la même. » L'UICN appelle, dans son analyse, à remettre à jour ces textes réglementaires d'ici à 2026. Si les arrêtés ne sont pas le seul instrument de préservation de la biodiversité, ils ont permis, par exemple, d'enrayer le déclin de nombreux rapaces, tels que les buses ou les vautours, ou d'oiseaux d'eau tels que les hérons, qui ont longtemps été chassés.

Parmi ses principales recommandations, l'organisation propose également d'étendre la couverture des arrêtés de protection à toutes les espèces menacées, ainsi qu'aux espèces quasi menacées particulièrement vulnérables. Si la pêche de l'ange de mer, un requin méditerranéen en dan-

ger critique d'extinction, est bien interdite, cet animal est aussi victime de la destruction de son habitat, provoquée par exemple par l'aménagement côtier. Le romarin bord-de-mer, un arbrisseau aux fleurs blanches ou rose pâle, est lui considéré en danger d'extinction à la Guadeloupe, mais n'est toujours pas protégé.

Au-delà des arrêtés, l'objectif de cette analyse est surtout de poser le constat des insuffisances en matière de protection, afin que les différentes parties prenantes (Etat, entreprises, aménageurs, agriculteurs...) puissent ensuite réfléchir à la meilleure manière de combler ces lacunes. Pour certaines espèces, par exemple, la priorité peut être de protéger les habitats plutôt que les individus en particulier : la destruction de quelques insectes ou araignées a peu de chance de mettre en péril la survie de l'espèce, et sera dans tous les cas difficile à contrôler. Au contraire, préserver l'habitat d'un papillon très menacé pourra s'avérer plus efficace. De la même manière, la réduction de l'usage des pesticides est l'un des axes les plus importants pour préserver les insectes pollinisateurs.

Le niveau de protection est très variable selon les groupes (amphibiens, poissons, invertébrés...)

L'UICN rappelle bien que la protection réglementaire des espèces n'est, en soi, pas suffisante. Pour avoir un réel impact, elle doit être associée à d'autres mesures telles que des plans nationaux d'action, une meilleure préservation des espaces, un renforcement des contrôles et des conditions d'octroi de dérogations, des financements supplémentaires, mais aussi la réduction des principales pressions qui affectent la biodiversité.

A l'occasion de la prochaine conférence mondiale sur la biodiversité (COP16), prévue en octobre en Colombie, la France et quelque 190 autres Etats devront préciser comment ils entendent respecter l'engagement qu'ils ont pris lors de la COP15, en 2022, au Canada, de faire cesser les extinctions d'espèces connues. Dans sa stratégie nationale biodiversité pour 2030, adoptée fin 2023, la France prévoit de réviser les listes rouges nationales et les listes d'espèces protégées, notamment de la faune de la Martinique, de la Guadeloupe et de La Réunion, et de la flore de métropole. A un rythme qui paraît, selon l'UICN, encore largement insuffisant. ■

PERRINE MOUTERDE

Comment la question migratoire a pesé sur le scrutin européen

Des chercheurs analysent l'effet de l'hostilité à l'immigration sur le vote, mais relativisent l'idée d'un racisme croissant en France

En plébiscitant le Rassemblement national (RN), qui a fait campagne sur le concept de « double frontière », la promesse du « *refoulement systématique* » des bateaux de migrants, de l'externalisation du traitement de l'asile ou encore sur l'idée que la France est un « *guichet social* » pour étrangers, les électeurs français ont-ils signifié avant tout leur rejet de l'immigration ?

Près de la moitié d'entre eux (43 %) ont déclaré que l'immigration avait été un sujet déterminant de leur vote aux élections européennes, dimanche 9 juin, où le RN a capitalisé 31,4 % des voix. C'est ce qui ressort d'un sondage Ipsos réalisé à la sortie des urnes. Parmi les seize sujets proposés aux sondés, l'immigration arrive en deuxième position, derrière le pouvoir d'achat (45 %) et devant la protection de l'environnement (27 %). « On tient là une différence importante avec le scrutin européen de 2019, quand le pouvoir d'achat (38 %), l'environnement (38 %), la place de la France dans le monde (32 %) et l'immigration (32 %) étaient presque au même niveau », souligne Ipsos.

Chez les électeurs de droite et d'extrême droite, le poids du sujet « immigration » est encore plus fort : il est cité chez 79 % (première position) des électeurs de Jordan Bardella et chez 57 % (première place aussi) des électeurs de François-Xavier Bellamy, mais seulement chez 13 % des électeurs de la liste Parti socialiste-Place publique, de Raphaël Glucksmann.

« Les électeurs de la droite jusqu'à l'extrême droite ont une posture anti-immigration, alors que le sujet est mineur chez les électeurs de

gauche », constate Emmanuel Rivière, politologue et directeur associé de l'agence Grand Public. Cette posture s'est d'autant plus exprimée le 9 juin que le sujet est considéré comme un enjeu européen, plus encore qu'un enjeu national. L'étude Eurobaromètre du printemps l'illustre. A la question « Quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels fait face l'Union européenne ? », et parmi une liste de quinze choix, les Français étaient 19 % à répondre l'immigration, derrière la guerre en Ukraine (30 %) et le coût de la vie (23 %).

« **Trois mécanismes** »

La progression du vote RN sur le territoire démontre, en outre, le succès de sa stratégie de normalisation auprès d'une frange élargie d'électeurs. « Aujourd'hui, la xénophobie devient un moteur légitime du vote chez certains qui, avant, ne votaient pas en fonction de ce sujet, appuie Vincent Tiberj, sociologue et politiste, professeur à Science Po Bordeaux. C'est le résultat d'un processus, apparu dans les années 1980 avec le Front national, et qui s'est amplifié avec le temps. Avec la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy et son élection, l'immigration et l'islam entrent dans le champ des débats légitimes. Depuis les années 2010, on observe aussi la mise en place de tout un écosystème qui véhicule un discours anti-immigrés, dans certains médias et chez certains intellectuels. »

« Le RN a transformé les affects racistes en votes et donc on ne peut pas comprendre le vote RN sans regarder l'hostilité à l'immigration », corrobore Félicien Faury, auteur de *Des électeurs ordinaires. En-*

« **Aujourd'hui, la xénophobie devient un moteur légitime du vote** »

VINCENT TIBERJ
sociologue

quête sur la normalisation de l'extrême droite (Seuil, 240 pages, 21,50 euros). Mais le sociologue met en garde : « Il faut faire attention à la hiérarchisation des préoccupations [dans les sondages], car c'est faire comme si les individus votaient pour une seule raison. Or, ils mettent en lien l'immigration et d'autres sujets comme les questions économiques. »

« C'est la force du RN d'avoir fait de l'immigration un enjeu rouge, qui articule différentes inquiétudes, développe Gilles Ivaldi, chercheur au CNRS et au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). On peut identifier trois mécanismes : le lien établi entre immigration et insécurité économique ; la peur du déclassement social qui fait que certains voient dans l'immigré la cause de leur déclin, un concurrent dans l'accès à l'Etat-providence ; et un backlash [contrecoup] culturel fondé sur le sentiment que les élites voudraient imposer une France cosmopolite et multiculturelle, des valeurs qui ne sont pas partagées par le peuple. »

Est-ce à dire que la France est de plus en plus raciste ? L'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France », testée notamment par le baromètre annuel sur l'image du RN diffusé par *Le Monde* et Franceinfo, reste stable, autour de

50 %, depuis une vingtaine d'années. Elle est néanmoins remontée à 52 % en novembre 2023, contre 45 % en décembre 2022. « Ce qui est logique vu la mise à l'agenda du thème au travers de la loi "immigration" », explique M. Rivière.

« Il ne faut pas prendre la France qui vote comme l'ensemble de la France, relativise par ailleurs Vincent Tiberj. Un électeur sur deux ne s'est pas déplacé et on fait comme si ces silencieux n'avaient pas d'opinion. » Selon Ipsos, l'abstention a été supérieure à 60 % chez les moins de 35 ans, s'est établie à 52 % chez les cadres, à 54 % parmi les professions intermédiaires ou encore à 56 % chez les ouvriers, alors que seuls 32 % des retraités ne se sont pas déplacés. « Les réserves de voix se trouvent plutôt chez des personnes qui ne sont pas xénophobes, estime M. Tiberj. Derrière l'abstentionnisme des jeunes générations, il y a un abstentionnisme de diplômés qui sont plutôt favorables à la diversité mais qui pratiquent une citoyenneté distante. »

Le politiste travaille à l'élaboration du baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, conduit tous les ans depuis 1990 en face-à-face auprès de plus d'un millier de sondés. Et, selon ce dernier, la tolérance ne cesse de progresser au sein de la société française, à mesure que les générations se renouvellent. Ainsi, selon le baromètre d'avril 2022, 72 % des Français pensent que la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel, et 81 % estiment que les travailleurs immigrés doivent être considérés comme chez eux en France car ils contribuent à l'économie française. ■

JULIA PASCUAL

Mort de Steve Maia Caniço : le commissaire Chassaing n'a « pas tout maîtrisé »

A la barre, à Rennes, le prévenu a livré sa version des faits, mise à mal par la « police des polices »

RENNES - envoyé spécial

A quoi tient un destin judiciaire ? A quoi se joue une audience ? Mercredi, le procès de Grégoire Chassaing, commissaire en charge de la sécurisation de la Fête de la musique 2019 à Nantes, a paru basculer avant même que l'intéressé, jugé pour homicide involontaire, ne se présente à la barre du tribunal. La déposition de Marion Hidrio, commissaire divisionnaire, cheffe de la délégation de l'inspection générale de la police nationale à Rennes, a quasi tenu du réquisitoire.

Certes, M^{me} Hidrio juge « légitime » l'usage des armes employées par les forces de l'ordre lors de l'opération de dispersion de la soirée techno – émaillée de heurts dignes de « *violences urbaines* » – au cours de laquelle Steve Maia Caniço a péri dans la Loire. Mais, selon M^{me} Hidrio, le travail de M. Chassaing, cette nuit-là, « s'apparentait à une mission de surveillance générale » du quai Wilson visant « à s'assurer que la fête se déroulait bien ». En aucun cas, il ne s'agissait « d'une mission de maintien de l'ordre ».

M. Chassaing, qui avait déjà œuvré sur cinq éditions de la Fête de la musique à Nantes, avait connaissance des « *risques objectifs* » qui se posaient en matière de sécurité, remarque-t-elle. Et la dangero-

sité du quai Wilson, dénué de protection, était notoire. Une alerte sérieuse était survenue en 2017 : deux personnes étaient tombées, sans lien avec la présence policière, dans la Loire, et « *des troubles à l'ordre public* » avaient éclaté à 4 heures du matin, heure prévue de l'extinction des sons. A l'époque, les policiers avaient opéré un repli tactique, et attendu l'arrivée d'un escadron de gendarmes.

« **Mancœuvre « illisible »** »

Le 22 juin 2019, à 4 h 32 et 48 secondes, le scénario est différent : après qu'un DJ récalcitrant a relancé la musique et que la fête a dégénéré, les policiers amorcent « *une progression au pas* » sur le quai, ainsi que le relate M^{me} Hidrio. La manœuvre est « *incomprise des effectifs* » déployés sur le terrain, voire « *illisible* ». « Le seul agent qui fait état de l'instruction de Grégoire Chassaing de procéder à des interpellations est le chef de la CDI [compagnie départementale d'intervention], énonce M^{me} Hidrio. Et il fait le choix de ne pas répercuter l'ordre estimant que le contexte n'est pas adéquat. »

La conclusion apparaît implacable : « Un lien spatial entre la chute de Steve [à 4 h 33 et 14 secondes] et l'action de la police est acquis », ainsi qu'un « *lien indirect mais non exclusif* » entre cette intervention controversée et les sept personnes

tombées dans la Loire – dont Steve. A cet instant, M. Chassaing est sonné. D'autant que M^e Cécile de Oliveira, avocate de la famille de Steve Maia Caniço, donne lecture de son procès-verbal d'audition à l'issue de son passage devant la « police des polices ». Dans ce document, l'intéressé concède « *faire un lien entre les chutes dans la Loire et l'intervention policière* ».

« Je n'ai pas été irréprochable ce soir-là, observe M. Chassaing. Je n'ai pas tout maîtrisé. » Mais il réfute avoir commis des fautes. Et bénéficie du soutien sans faille de grands chefs de la police nationale, dont Frédéric Veaux, le directeur général de la police nationale, venu en personne dire qu'il juge le comportement de M. Chassaing « *exemplaire* » et ses états de service « *irréprochables* ».

Le prévenu déroule d'un ton posé sa version des faits. Il a abordé les DJ désireux de jouer les prolongations sans agressivité. Le son s'est arrêté puis a redémarré. « C'était de la provocation », fait valoir M. Chassaing. A 4 h 25, il annonce par message radio : « On va s'organiser, on va y retourner. » Ne pas voir en ces mots la moindre intention belliqueuse, expose-t-il : « Ce n'était pas pour charger mais pour signifier une difficulté. »

A 4 h 28 et 44 secondes, il signale une bouteille jetée dans sa direction pendant que ses effectifs

s'équipent de casque. Trois minutes plus tard, dix grenades lacrymogènes sont déjà lancées pour riposter à un « *orage* » de projectiles. Le commandant d'opérations aguerri, comptant à son actif une soixantaine de manifestations à Nantes, évoque « *une attaque vraiment imprévisible* » et lâche : « C'était la sidération. »

Sa demande de renfort est enregistrée sur les ondes à 4 h 33, mais il est convaincu d'avoir passé un message avant, expliquant : « Cette nuit-là, les communications radio étaient extrêmement dégradées. » A l'occasion, il n'hésite pas à charger des collègues qui ne risquent plus les foudres de la justice.

Ainsi, le directeur du service d'ordre – soit le directeur départemental de la sécurité publique qui officiait par intérim à l'époque – « *aurait dû déclencher les renforts CRS car ce n'était pas anodin d'utiliser des gaz, surtout à cet endroit-là* ». La compagnie de CRS, ajoute-t-il, « *aurait dû se tenir prête à intervenir en cas de difficultés* ». Lui était persuadé que « *la cavalerie arriverait très vite pour pacifier la situation* ». D'où le choix d'aller de l'avant pour éviter de se trouver trop exposé en position statique. « La situation était tellement dégradée que j'ai fait de mon mieux, conclut-il. J'ai fait ce que j'ai pensé être le plus adapté. » ■

YAN GAUCHARD

Vers une nouvelle prise en charge des violences sexuelles dans l'armée

L'inspection des armées alerte sur un « dispositif qui ne saurait satisfaire », et formule cinquante recommandations

Un peu moins de trois mois après la divulgation, dans *Le Monde*, de premiers témoignages de militaires dénonçant des faits d'agressions sexuelles et sexistes au sein des armées, le ministère des armées a décidé, jeudi 12 juin, de rendre public le rapport de la mission d'enquête diligentée sur le sujet, mi-avril, afin de faire le point sur les manquements de l'institution. Un rapport qui assume les failles du système de détection et de prise en charge des victimes, tout en listant cinquante recommandations pour y remédier rapidement.

Confié à un collège d'inspecteurs généraux des armées, ce rapport de 150 pages reconnaît ainsi, dès son préambule, que les violences sexuelles et sexistes dénoncées ces derniers mois ont « semé le doute » et que le « *dispositif actuel ne saurait satisfaire* ». « Toute violence sexuelle et sexiste menace la fraternité d'armes », avancent aussi les rédacteurs du rapport, qui militent pour un net durcissement de la politique de sanctions actuelles, afin, notamment, de se rapprocher du système en vigueur au sein de l'armée britannique, considéré comme plus vertueux.

Parmi leurs principales recommandations figure une profonde refonte de la cellule Thémis, ce service de moins d'une dizaine de personnes qui était chargé, depuis 2014 – date des premières affaires publiques de violences sexuelles au sein des armées –, de la centralisation des signalements des victimes. Considérée comme largement « *sous-dimensionnée* », Thémis devrait voir ses effectifs renforcés, afin d'en faire désormais une « *véritable tour de contrôle* » de la qualité du suivi des victimes et des procédures internes, prône le rapport. « *L'écart entre les ambitions et les moyens s'est creusé année après année* », soulignent les inspecteurs.

« **Homogénéisation des sanctions** »

Pour alléger la charge de Thémis, le travail d'écoute des victimes pourrait, à l'avenir, être délégué à une plate-forme distincte, avec des personnels spécialisés, préconise aussi le rapport. De même, il estime que devrait être créée une véritable cellule de suivi « *statistique* » des signalements, afin de mieux faire remonter les faits.

Il faut « *garantir la transparence* » sur les alertes et sur les sanctions, préviennent les rédacteurs du rapport, alors que, selon leurs estimations, environ 50 % des victimes et des auteurs sont des militaires du rang.

Les inspecteurs appellent aussi à une homogénéisation des sanctions et à une simplification du processus de pénalisation des auteurs. « *La majorité des sanctions délivrées appartiennent au premier groupe* », notent-ils, soit en pratique, un avertissement, une réprimande, ou encore un arrêt de moins de vingt jours.

L'un des blocages identifiés pour passer à des sanctions plus lourdes, dites « du troisième groupe »

« **La cellule de centralisation des signalements des victimes devrait être renforcée, afin d'en faire une « véritable tour de contrôle »** »

– soit jusqu'à quarante jours d'arrêt, un blâme du ministre ou une radiation –, concerne la convocation, au préalable, d'un « *conseil d'enquête* » chargé de rendre un « *avis* » sur les cas qui lui sont soumis. L'inspection des armées préconise d'alléger ce processus.

Le rapport rendu jeudi appelle aussi à une meilleure coordination entre les armées et la justice, afin d'harmoniser, autant que faire se peut, l'échelle des sanctions administratives et judiciaires. Entre 2020 et 2023, selon des chiffres réunis par l'inspection, onze militaires ont, par exemple, été condamnés à des peines de prison ferme ou avec sursis pour des faits de violences sexuelles. Mais la moitié n'ont pas quitté les rangs de l'institution par la suite.

Principale cause de ce hiatus : l'absence de leur condamnation, en parallèle, à des peines d'inéligibilité ou à l'inscription de leur peine dans leur casier judiciaire. Ce qui a rendu impossible leur radiation d'office, selon le rapport. L'inspection des armées estime ainsi qu'une révision du code de la justice militaire devrait être envisagée par voie législative, afin de permettre la perte automatique de grade en pareils cas.

Le rapport préconise, enfin, de muscler fortement la prévention des violences sexuelles et sexistes, notamment dans les écoles militaires, considérées comme un trou noir qui mériterait une exploration en soi. Ce travail de sensibilisation pourrait être externalisé à une structure associative spécialisée, propose le rapport. Jusqu'ici, c'est la poignée de personnels de la cellule Thémis qui devait en grande partie antenper la France pour assurer ce travail de prévention dans les régiments.

Alors que l'entourage du ministre des armées fait savoir que les violences sexuelles et sexistes ont été placées sur la liste des dossiers prioritaires à faire aboutir avant la nomination d'un nouveau gouvernement, en juillet, à l'issue des élections législatives, plusieurs recommandations de l'inspection pourraient trouver une traduction concrète dès les prochaines semaines.

Une convention avec le ministère de la justice visant à rapprocher Thémis de la section des affaires militaires du tribunal judiciaire de Paris pourrait ainsi être signée, ainsi qu'un partenariat avec une association à qui pourrait être délégué tout le travail de prévention et de sensibilisation des militaires de tous grades. ■

ÉLISE VINCENT

JUSTICE
Séquestration de Paul Pogba : le parquet demande un procès
Un procès correctionnel a été requis, mercredi 12 juin, pour six proches de Paul Pogba, dont son frère Mathias, après deux ans d'investigations sur la séquestration

et l'extorsion subies par le footballeur en 2022. Les braqueurs lui réclamaient 13 millions d'euros. Durant l'information judiciaire, tous ont nié, affirmant être aussi « victimes » des braqueurs et avoir été agressés car Paul Pogba refusait de payer. Une thèse écartée par le parquet. (– AFP)



Le cargo « BYD Explorer n° 1 » venant de Shenzhen (Chine), au terminal automobile de BLG, à Brême (Allemagne), le 26 février.

LARS PENNING/AFP

L'automobile chinoise sous pression de l'UE

BRUXELLES, PÉKIN - correspondants

C'est une décision qu'elle a longuement mûrie et dont elle a pesé chaque terme au trébuchet. Mercredi 12 juin, la Commission européenne a annoncé que les importations de véhicules électriques chinois se verraient dorénavant imposer entre 27 % et 48 % de droits de douane, selon les cas, contre 10 % aujourd'hui. Cela représente un total de 2 milliards d'euros par an.

En moyenne, a calculé la Commission, les constructeurs installés en Chine – on y trouve aussi des Européens, comme Renault ou BMW – bénéficient de subventions à hauteur de 21 % de leur chiffre d'affaires. Dès lors, elle propose d'appliquer un droit compensateur (en plus des 10 %) à hauteur de ces aides, lesquelles sont jugées anticoncurrentielles en Europe.

Le taux peut être ajusté pour les industriels qui sont en mesure de prouver qu'ils reçoivent moins de soutiens publics, ce qu'ont fait BYD (17,4 %) et Geely (20 %). Et ce à quoi travaille Tesla, qui a des usines en Chine et n'a pas encore fourni toutes les informations nécessaires. SAIC, qui commercialise en Europe sous la marque MG et dont l'exécutif communautaire pense qu'il reçoit beaucoup plus d'aides que le niveau moyen de 21 %, a refusé d'échanger des données et se voit donc soumis à un droit compensateur de 38,1 %.

Pour l'heure, les experts de la Commission européenne continuent à négocier avec Pékin. « Si les discussions avec les autorités chinoises n'aboutissaient pas à une solution efficace, ces droits compensateurs provisoires seraient introduits à partir du 4 juillet », mais ils « ne seraient perçus que si des droits définitifs sont institués » au plus tard le 2 novembre, a-t-elle précisé. Ce qui laisse donc encore du temps à la négociation.

« La concurrence doit être loyale. Nous n'avons pas d'autre choix que d'agir face à la montée en flèche des importations de véhicules électriques lourdement subventionnés en provenance de Chine. Notre industrie risque de subir un préjudice », explique Valdis Dombrovskis, le vice-président de la Commission. De fait, aujourd'hui, un quart des ven-

Bruxelles a décidé de relever les droits de douane jusqu'à 48 % sur les véhicules électriques importés de l'empire du Milieu. Pékin menace de représailles

tes de voitures électriques neuves en Europe sont de marque chinoise, quand cette part de marché était de 3,9 % en 2020. La Chine, qui a fait de ce secteur une priorité stratégique, lui a apporté un soutien massif. Les autorités centrales, les provinces et les villes ont toutes contribué au développement de la filière, dont les capacités de production dépassent actuellement ce que peut absorber la demande locale.

L'AFFAIRE N'EST PAS PLIÉE

Alors que les Vingt-Sept ont décidé d'interdire la mise sur les routes de voitures à moteur thermique neuves d'ici à 2035 et que l'industrie automobile européenne emploie des millions de personnes, ils ne peuvent prendre le risque de se laisser distancer, sur le secteur électrique, par la Chine. Dans le même temps, en surtaxant les voitures chinoises, les Européens prennent le risque d'infliger aux consommateurs des hausses de prix préjudiciables à leur pouvoir d'achat et de déclencher une guerre commerciale à haut risque avec Pékin.

Depuis que, sous pression de Paris, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a ouvert une enquête anti-subsidations contre les véhicules chinois, Olaf Scholz tente d'en minimiser les effets. Le chancelier allemand en redoute les conséquences pour la puissante industrie automobile germanique et craint des mesures de représailles chinoises. « Il serait très souhaitable de parvenir à une solution consensuelle, car nous n'avons pas besoin d'obstacles supplémentaires au commerce, mais de faciliter le commerce mondial », a déclaré mercredi Steffen Hebestreit, le porte-parole du gouvernement.

L'industrie allemande, aussi, est montée au créneau mercredi. Volkswagen a dit craindre

L'INDUSTRIE ALLEMANDE EST MONTÉE AU CRÉNEAU. VOLKSWAGEN DIT CRAINDRE UNE « DYNAMIQUE FATALE DE MESURES ET DE CONTRE-MESURES »

« une dynamique fatale de mesures et de contre-mesures ». Les barrières commerciales ne sont « pas ce dont nous avons besoin, en tant que pays exportateur », a commenté le PDG de Mercedes, Ola Källenius. « Les dommages des mesures annoncées aujourd'hui pourraient être plus importants que leurs avantages potentiels pour l'industrie automobile européenne », a réagi la présidente de la Fédération allemande des constructeurs automobiles, Hildegard Müller.

L'Allemagne n'est pas seule à s'inquiéter des conséquences d'une hausse des droits de douane pour les importations en Europe de voitures électriques chinoises. La Suède, dont le groupe Volvo appartient désormais à Geely, a également fait part de ses préoccupations à Bruxelles. Quant à la Hongrie de Viktor Orban, qui cherche à attirer les investissements chinois sur son sol, elle s'y oppose également.

A ce stade, les Etats membres n'ont pas les moyens de bloquer la décision de la Commission. Si celle-ci devait décider d'imposer des droits de douane supplémentaires de manière définitive, ils pourraient le faire, à condition qu'une majorité qualifiée d'entre eux y soit opposée. A n'en pas douter, Berlin cherche d'ores et déjà des alliés, mais l'affaire n'est pas pliée.

Dans le camp d'en face, Paris tient à ce que l'enquête de la Commission aille jusqu'au bout. Le président de la République, Emmanuel Macron, qui appelle l'Europe à être moins naïve, en fait une affaire personnelle. L'Espagne et l'Italie soutiennent également la démarche de la Commission.

« PRATIQUES ERRONÉES »

Cette décision constitue un revers sévère pour l'industrie automobile chinoise, qui s'est déjà vu fermer les portes du marché américain, le 14 mai, lorsque le président Joe Biden a passé de 25 % à 100 % les droits de douane imposés aux véhicules électriques chinois. « C'est une attitude protectionniste patente, qui mène à une escalade des tensions commerciales », a lancé mercredi un porte-parole du ministère chinois du commerce. La Chine appelle l'Union européenne à corriger immédiatement ses pratiques erronées. Elle suivra de près les développements européens et prendra résolument toutes les mesures nécessaires pour fermement

défendre les droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises. »

Pékin menace depuis des mois l'Europe de représailles. En janvier, elle a ouvert une enquête sur les eaux-de-vie européennes, qui concerne essentiellement le cognac français, envoyant ainsi un message à Paris. « Après le cognac, ce sera les vins de Bordeaux, puis l'agriculture, puis le luxe, puis Airbus », prévient un diplomate européen, dont le pays se range derrière l'Allemagne.

Au cours des dernières semaines, la presse officielle évoquait effectivement des mesures de rétorsion contre le porc et les produits laitiers, ou encore l'aéronautique et les gros cylindres. Des grands noms des produits laitiers néo-zélandais, pays qui a un accord de libre-échange avec la Chine, se sont d'ailleurs vu demander ces derniers jours par leur partenaire chinois s'ils seraient en capacité de monter en cadence dans l'hypothèse où Pékin choisirait de frapper ce secteur. A demi-mot, la Chine fait également valoir qu'elle pourrait priver les Européens des matières premières stratégiques dont ils ont un besoin capital pour mener à bien leurs transitions verte et numérique.

Pékin a dépêché à plusieurs reprises en Europe son ministre du commerce, Wang Wentao, qui a à la fois agité la menace de sanctions et appelé à trouver une solution de compromis. Première puissance exportatrice mondiale, la Chine aurait beaucoup à perdre à ce que les barrières commerciales soient érigées plus haut avec le marché européen. D'autant qu'elle est de plus en plus dépendante du Vieux Continent pour écouler ses surcapacités, alors que les Etats-Unis multiplient les barrières à son égard.

De plus en plus de pays ont décidé de se protéger et de remonter les droits de douane sur les importations de voitures électriques chinoises. Le Brésil, qui jusqu'ici les exonérait, a décidé de les taxer à hauteur de 18 % en juillet 2024, puis de 35 % en 2026. La Turquie, de son côté, a annoncé le 8 juin qu'elle les soumettrait à un prélèvement de 40 %. L'Inde, selon les modèles, les ponctionne de 70 % à 100 %. Pékin a probablement sous-estimé l'impact des photos de ces milliers de véhicules qui attendent de trouver preneurs dans les ports du monde entier. ■

VIRGINIE MALINGRE
ET HAROLD THIBAUT

Une menace relative pour les constructeurs de l'empire du Milieu

Les marques chinoises ont déjà mis en place diverses stratégies de contournement

L'efficacité de la hausse des droits de douane imposés par l'Europe aux importations de voitures chinoises risque de se révéler au mieux temporaire, au pire marginale. Cette barrière tarifaire allant jusqu'à 48 % ne devrait compenser qu'une partie des avantages concurrentiels dont bénéficient les constructeurs venus de Chine, lesquels ont déjà engagé des stratégies de contournement. Le dispositif annoncé par Bruxelles ne sera pas sans effet mais les coûts de production chinois sont tels qu'il faudrait relever les droits de douane de 50 % pour obtenir un vrai impact sur le marché européen, juge Rhodium Group. « Avec un taux de 30 %, plusieurs constructeurs chinois seront toujours en situation de générer de confortables marges bénéficiaires », assure ce groupe de réflexion américain.

Un véhicule chinois commercialisé en Europe dégage une marge bénéficiaire plus que confortable. La berline Seal U de BYD, proposée à un peu plus de 21 000 dollars (environ 19 500 euros) en Chine, est facturée près de 42 000 euros en France et en Allemagne, un tarif qui reste attractif. C'est une aubaine pour les constructeurs chinois, confrontés à d'importantes surcapacités et à un marché intérieur en proie à une intense guerre des prix. Profitant d'importantes subventions, ils peuvent d'autant plus facilement résister à l'augmentation des tarifs que leurs actionnaires ne leur imposent pas des conditions de rentabilité très exigeantes à court terme.

Encerclement

Bernard Jullien, professeur à l'université de Bordeaux et membre du réseau Expertises Climat, estimait que des droits de douane limités à 17 % suffisaient à mettre à l'abri les véhicules européens des segments B (Renault Clio) et C (Peugeot 308). « Cependant, l'effet de mesures protectionnistes risque de ne durer que deux ou trois années, car ce dispositif va accélérer le processus de fabrication de voitures chinoises en Europe, une concurrence directe bien plus redoutable », ajoutait l'économiste, rappelant que les marques japonaises et coréennes avaient vu leurs parts de marché décoller dès qu'elles avaient installé des usines sur le Vieux Continent.

Le relèvement des droits de douane n'est pas une surprise pour les groupes chinois, qui l'ont anticipé en s'organisant pour produire localement. BYD, numéro un mondial de la voiture électrique, va implanter une usine à Szeged, dans le sud de la Hongrie. Great Wall a racheté l'usine Nissansan de Barcelone, où il envisage de produire 150 000 véhicules par an en 2029 et MG (groupe SAIC) annoncera prochainement le lieu d'implantation de sa future unité de production européenne.

L'autre stratégie des marques chinoises est de multiplier les modèles et les marques. Contrairement aux véhicules thermiques, les électriques n'ont pas à se plier à des normes d'homologation différentes d'un continent à l'autre. Un modèle commercialisé en Chine peut être diffusé pratiquement tel quel en Europe. Ayant investi plus tôt que leurs rivaux, BYD, Great Wall, MG, Leapmotor ou Geely disposent d'une large gamme qu'ils peuvent écouler à l'exportation. Leur palette commence aussi à s'élargir : MG lance un hybride conventionnel et BYD prépare l'arrivée d'un hybride rechargeable.

« L'EFFET DE MESURES PROTECTIONNISTES RISQUE DE NE DURER QUE DEUX OU TROIS ANNÉES »

BERNARD JULLIEN
professeur et membre
du réseau Expertises Climat

Ces modèles sont, grâce à l'immense marché chinois, déjà largement amortis. Le catalogue BYD va passer de six à huit voitures d'ici au début de 2025, Great Wall annonce la sortie d'une nouveauté par an d'ici à 2030, Chery table sur huit SUV en deux ans pour ses deux marques Omoda et Jaecoo, alors que XPeng et Nio préparent plusieurs lancements.

En 2023, la plupart des quelque 100 000 véhicules livrés en Europe par les constructeurs chinois étaient des modèles de milieu de gamme, mais une myriade de marques spécialisées sur le segment premium émergent. Lynk & Co et Zeekr chez Geely, Denza et Fangchengbao chez BYD, Nio, XPeng ou HiPhi visent une clientèle plus jeune que celle des firmes allemandes. Des petits véhicules électriques bon marché – dès 2025 chez BYD – vont aussi venir tenter leur chance face aux Citroën ë-C3 et Renault 5 E-Tech.

Outre leur compétitivité en matière de prix et leur qualité de fabrication, les voitures électriques chinoises disposent d'atouts majeurs au niveau de la technologie. Leur architecture logicielle centralisée offre des prestations nouvelles et prépare le passage à la conduite autonome. De surcroît, leurs batteries sont en général très performantes. Ce différentiel amène les constructeurs présents en Europe à nouer des alliances avec des homologues chinois (Stellantis avec Leapmotor, Volkswagen avec XPeng, Renault avec un partenaire non encore précisé, pour développer la future Twingo). Une position qui explique l'entrain modéré que manifestent ces grands groupes occidentaux face au renchérissement des droits de douane destinés à les protéger.

Les constructeurs chinois savent aussi que leur arrivée attise des conflits au sein de l'Union européenne. Les groupes allemands sont très présents en Asie, alors que les autres ont renoncé pour l'instant à leur implantation sur le premier marché mondial. Tesla ou Dacia, qui importent certains de leurs modèles de Shanghai ou du Hubei (centre), seront pénalisés par les nouvelles mesures douanières. De même, la concurrence est perceptible entre les pays qui ont déjà attiré des investissements chinois (Europe centrale, Espagne) et ceux qui n'y sont pas parvenus (France ou Italie).

Pour nombre d'experts, la complexité des intérêts en lice et le caractère inéluctable de l'arrivée de constructeurs venus de l'empire du Milieu plaident en faveur d'une solution de compromis négociée tôt ou tard entre l'Europe et la Chine. Au dire de Philippe Hermine, directeur général de l'Institut Mobilités en transition, « ce pourrait être l'occasion, pour l'Europe, de définir des critères environnementaux communs, des écoscores à partir desquels seraient déterminés les droits de douane », sur le modèle des règles d'attribution du bonus écologique à la française. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

L'extension du métro rapproche Paris et la Seine-Saint-Denis

Le prolongement de la ligne 11 depuis Mairie-des-Lilas jusqu'à Rosny-Bois-Perrier est stratégique pour le territoire

Ce mois de juin, veille de Jeux olympiques et paralympiques (JOP) à Paris, reste la saison de toutes les inaugurations dans les transports franciliens. Celle-ci a même été lancée début mai, avec l'extension du RER E, Eole de son petit nom, à l'ouest, jusqu'à Nanterre-La Folie. En raison des retards de livraison des rames, seuls quatre trains par heure circuleront cet été sur le nouveau tracé, mais deux des trois nouvelles gares, celles de la porte Maillot et de la Défense, renforcent la desserte des sites de compétition.

C'est à la porte Maillot, ex-rond point routier transformé de manière spectaculaire en une place sur laquelle s'étend un espace vert, que s'arrête aussi, depuis début avril, le tramway des Maréchaux. Le prolongement de la ligne 14, la « colonne vertébrale des Jeux olympiques », l'« épine dorsale de l'Ile-de-France », comme elle est déjà rebaptisée, reliera, le 24 juin, la gare Saint-Denis-Pleyel, au nord, à l'aéroport d'Orly, au sud, en quarante minutes. Pour la première fois de son histoire, le deuxième aéroport de la région capitale aura une liaison directe avec Paris.

Trop permissifs

Et puis il y a ce qui se passe à l'est de la capitale, jeudi 13 juin. Moins spectaculaire, moins médiatique, car cela ne concerne pas directement les JOP et que le chantier a subi moins d'aléas, l'événement n'aura pas les honneurs de l'Elysée. Le prolongement de la ligne 11 depuis Mairie-des-Lilas jusqu'à Rosny-Bois-Perrier, qui traverse Romainville, Noisy-le-Sec, Montreuil, n'en est pas moins stratégique, voire est une « révolution », assure le directeur de la ligne, pour les habitants du territoire qu'il dessert, la Seine-Saint-Denis. Le département, faut-il le rappeler, le plus peuplé d'Ile-de-France après Paris compte encore des villes et des quartiers très denses, des hôpitaux, comme

c'était le cas pour André-Grégoire à Montreuil, accessibles seulement en bus ou en voiture.

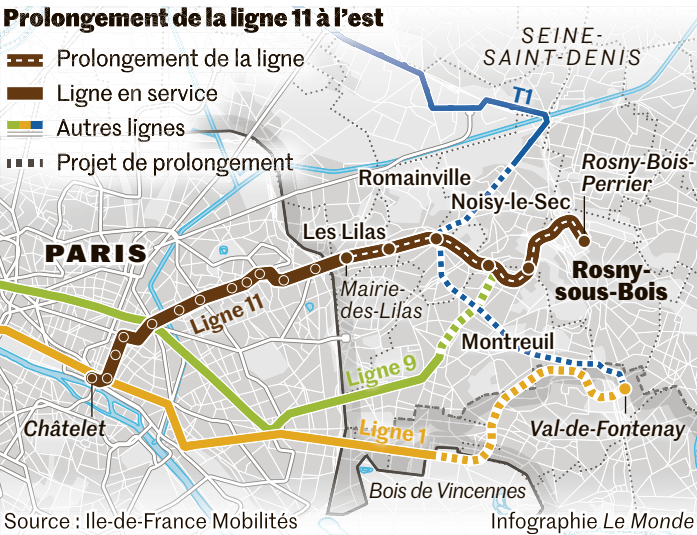
Ce prolongement est le deuxième projet le plus ambitieux de la RATP de ces dernières années : 1,3 milliard d'euros pour les seules infrastructures, auquel il faut ajouter les 380 millions pour les rames, financées par Ile-de-France Mobilités. Cette poussée vers la banlieue est planifiée, au moins jusqu'à Romainville, depuis 1937, rappelait, fin mai, le directeur du projet, Pierre Florent, lors d'une visite organisée par la régie. A cette date, la ligne 11 s'arrêtait Mairie-des-Lilas. La seconde guerre mondiale a éclaté. Il a fallu attendre plus de soixante ans pour que soient lancées de nouvelles études, en 2009.

« Ce sont les élus, qui, dans les années 2000, se sentant oubliés de l'Etat et de la région alors que leur territoire se transformait, ont monté une association et ont fait pression pour relancer le projet », rappelle Paul Lacroart, urbaniste à l'Institut Paris Region. L'association Villes & transports en Ile-de-France – la RATP, des urbanistes, puis des élus – soutient le prolongement. Une charte est rédigée. Il s'agit d'avoir une vision d'ensem-

Cette poussée vers la banlieue est planifiée - au moins jusqu'à Romainville - depuis 1937

ble sur l'avenir du plateau de Romainville, territoire hétérogène où de grands ensembles côtoient d'anciennes propriétés agricoles, des zones d'activité, et où subsiste un tissu pavillonnaire, source de toutes les convoitises. Sur la moindre parcelle, les promoteurs imaginent un programme de logements. Mais du service que celui-ci rendrait au quartier, ils n'ont bien souvent que faire.

« L'idée était d'anticiper l'arrivée du métro, de réfléchir aux opérations qui en tireraient parti sans pour autant densifier à outrance », poursuit Paul Lacroart. Les commerces et les logements sont arrivés. Avec le recul, les plans locaux d'urbanisme (PLU) étaient peut-être trop permissifs. Depuis, la plupart ont été révisés, freinant l'emballlement. Dans le nouveau règlement d'urbanisme d'Est En-



La SNCF va lancer ses TGV en Italie en 2026

La compagnie ferroviaire veut proposer treize allers-retours entre les villes transalpines

Déjà présente de diverses manières dans neuf pays européens, la SNCF s'attaque à un marché majeur à l'étranger, où elle vient concurrencer les opérateurs historiques et locaux dans le domaine de la grande vitesse. Mercredi 12 juin, Christophe Fanichet, le PDG de SNCF Voyageurs, a annoncé que l'opérateur ferroviaire tricolore vient de demander officiellement à Rete ferroviaria italiana (RFI), le gestionnaire du réseau ferré italien, de pouvoir faire rouler ses TGV en Italie à partir de 2026.

Précisément, la SNCF souhaite proposer treize allers-retours : neuf sur un axe nord-sud Turin-Milan-Rome-Naples, quatre d'est en ouest entre Turin et Venise. SNCF Voyageurs Italie, la société existante et opératrice des actuels TGV Paris-Milan (pour le moment quasiment à l'arrêt à cause d'un éboulement dans les Alpes), orchestre cette entrée sur le marché domestique italien. L'accord-cadre proposé aux autorités italiennes porte sur quinze ans.

Il reste un certain nombre d'inconnues dans cette aventure. Quels seront les « sillons », autrement dit les créneaux horaires, proposés par RFI en réponse à la

demande de la SNCF ? Quel sera le nom commercial de cette nouvelle offre face aux TGV Frecciarossa de Trenitalia (la compagnie nationale historique) qui détiennent les deux tiers du marché, et à l'Italo, le train concurrent de la société Nuovo trasporto viaggiatori (NTV) ? Quel sera le type d'offres ? Quel est le montant investi par la SNCF dans cette opération ?

Deux atouts

Ce qui est sûr, pour M. Fanichet, c'est que la SNCF y va « pour être profitable dans un délai de dix ans. La grande vitesse à l'étranger représente 30 millions de voyageurs par an contre 120 millions en France, mais un tiers du chiffre d'affaires et 40 % de la rentabilité de l'exploitation ». La SNCF a pour objectif de gagner 15 % du marché de la grande vitesse italienne (56 millions de voyageurs) et compte bien sur la Péninsule pour atteindre son objectif de 50 millions de voyageurs hors des frontières françaises en 2030. « Il y a encore du potentiel », affirme Alain Krakovitch, directeur de l'activité TGV-Intercités. Nous espérons à terme transporter 10 millions de voyageurs par an en Italie. »

La SNCF estime avoir deux atouts pour gagner son pari transalpin. D'abord, quinze rames neuves – déjà commandées – du fameux nouveau TGVm à double étage et très capacitaire fabriqué par Alstom, précisément destinées à l'Italie. Ensuite, le niveau des péages ferroviaires beaucoup plus bas en Italie qu'en France d'environ 30 % en moyenne.

Conséquence en partie du prix élevé des péages dans l'Hexagone, les TGV français de la SNCF ne sont pour le moment guère menacés par la concurrence dans leur pré carré. Trenitalia fait rouler son train rouge entre Paris et Lyon sans pour autant ébranler la position dominante de la compagnie nationale historique (cinq allers-retours par jour contre vingt allers-retours pour la SNCF) malgré ses billets à prix légers. La Renfe espagnole fait de son côté quelques incursions dans le sud de la France avec son train rapide AVE. D'autres concurrents français (Proxima, Le Train, Kevin Speed) n'en sont pour l'heure qu'à l'état de projets lointains.

A l'étranger, la SNCF est loin d'être partout en mode compétiteur agressif. En Europe du Nord,

semble, les élus ont pris le soin d'ajouter des mesures pour encadrer davantage les constructions.

Ces outils sont d'autant plus importants que de nouvelles stations de métro et de tramway doivent encore irriguer la banlieue est. Montreuil, 100 000 habitants, est concernée. Les élus refusent de voir leur commune se transformer au gré de ces « opérations champignon », comme les nomme Gaylord Le Chequer, l'adjoint à l'urbanisme du maire (Parti communiste), celles qui ont transformé la banlieue sud où des immeubles néohaussmanniens ont surgi sans ménagement, engoulissant pavillons et jardins, dont les espaces verts avaient le mérite de rafraîchir la ville et d'abriter un minimum de biodiversité.

Points de crispation

Sans vigilance des élus, la même mutation pourrait se faire à l'est, au vu de la future desserte. Le nouveau contrat de plan Etat-région (2024-2030) acte en effet les 5 kilomètres de prolongement de la ligne 1 jusqu'à Val-de-Fontenay, dans le Val-de-Marne. Le projet était en suspens depuis les réserves du secrétaire général à l'investissement sur la rentabilité du projet, mais aussi parce que l'enquête publique avait fait remonter deux points de crispation : le chantier empiétait sur le bois de Vincennes et sur une zone d'activité à Neuilly-sur-Marne, où des entreprises devaient être expropriées.

Cent millions d'euros sont désormais réservés aux nouvelles études, à l'acquisition foncière et au module qui connectera la ligne 1 à la ligne 15 du Grand Paris Express, à Val-de-Fontenay, futur hub de l'est parisien. Le même contrat de plan prévoit une enveloppe pour les études sur le prolongement de la ligne 9 au-delà de Mairie-de-Montreuil. A terme, elle pourrait ainsi relier la 11, ce qui créerait le barreau nord-sud qui manque au territoire. ■

ÉMELINE CAZI

elle a plutôt opté pour la coopération à travers des liaisons transfrontières opérées conjointement avec la Deutsche Bahn (DB) en Allemagne, les chemins de fer suisses, la SNCB belge (partenaire d'Eurostar), les chemins de fer néerlandais ou luxembourgeois, les Autrichiens dans les trains de nuit...

On le constate avec le projet italien, c'est en Europe du Sud que la compagnie nationale française a décidé d'attaquer frontalement. Elle avait lancé il y a trois ans ses Ouigo en Espagne, où elle revendique désormais 20 % du marché, grâce à ses tout petits prix ; 600 millions d'euros ont été investis et, pour le moment, l'entreprise a accumulé des pertes, même si elle promet de parvenir à l'équilibre en 2024.

Quant à l'Italie, la SNCF a déjà tenté d'y arriver en concurrent en prenant part, à hauteur de 20 %, à l'aventure Italo en 2012. Mais les fortes pertes financières – plus de 200 millions d'euros en trois ans – et la nécessité de remettre 100 millions au capital ont décidé la SNCF à se retirer du projet. Ce qui ne l'empêche pas, dix ans après, de repartir à l'assaut des Alpes. ■

ÉRIC BÉZIAT

Recul inédit de la surface agricole cultivée en bio

Le mouvement de déconversion des agriculteurs se poursuit. La tendance pourrait se détériorer en 2024

Pour la prochaine campagne, [à l'automne 2024], je vais sortir une partie de ma surface aujourd'hui certifiée en bio pour la cultiver en conventionnel. Pour le blé dur, c'est sûr, et la question se pose aussi pour le blé meunier», témoigne Pierrick Horel, à la tête d'une exploitation en polyculture-élevage qui se répartit entre la Saône-et-Loire et les Alpes-de-Haute-Provence. Pour le tout nouveau président des Jeunes Agriculteurs, qui s'est installé en agriculture biologique en 2010, la décision de cette déconversion partielle est difficile, d'autant que «[sa] mère avait gardé ces terres en bio pour qu'[il crée son] exploitation». Mais, souligne-t-il, «il lui faut préserver la performance économique» de sa ferme.

Après plus de deux années de crise, qui ont profondément secoué la filière bio française, le mouvement de déconversion s'enclenche. Les agriculteurs qui avaient fait le choix d'une agriculture respectueuse de l'environnement sans engrais ni pesticides de synthèse sont contraints de faire des choix douloureux. Parfois, ils tentent de limiter le retrait, en optant pour une déconversion partielle.

Les chiffres publiés jeudi 13 juin par l'Agence Bio démontrent l'ampleur du choc. Pour la première fois, en 2023, la surface agricole utile cultivée en bio recule dans l'Hexagone. «Nous avons perdu 54 000 hectares en un an, et [elle] est passée de 10,50 % à

10,36 % de la surface agricole totale», souligne Laure Verdeau, directrice de l'Agence Bio, une structure publique chargée de l'animation de l'écosystème du bio. La crainte de ce retrait exprimée il y a un an, alors que ce taux stagnait, pour la première fois, en 2022, s'est concrétisée.

En parallèle, le nombre de conversions a continué à reculer, alors que le mouvement de déconversion s'est poursuivi. Résultat, en 2023, le solde est encore resté positif, avec un accroissement de 2 % du nombre d'agriculteurs certifiés en bio, qui atteint désormais 61 163. «On a perdu des producteurs de grande culture, mais on a gagné des maraîchers», précise M^{me} Verdeau. Toutefois, la tendance pourrait se détériorer encore en 2024.

«Situation catastrophique»

Ce coup de frein brutal s'explique par un retournement de la consommation depuis deux ans. Entre une baisse du nombre de références dans les rayons des supermarchés, une confusion des labels aux yeux des consommateurs et l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages – obligés d'arbitrer dans leurs dépenses –, l'appétit des Français pour les produits estampillés de la feuille blanche sur fond vert s'est réduit.

En 2023, selon les chiffres de l'Agence Bio, les dépenses des consommateurs sont quasi stables en valeur, à près de 12 milliards d'euros. Néanmoins, ce montant englobe l'effet de l'infla-

tion des prix. En volume, la tendance est toujours à la baisse. D'ailleurs, la part du bio dans l'alimentation des Français, qui était de 6,4 % en 2021, puis de 6 % un an plus tard, est passée à 5,6 %.

Ce recul de la demande a déstabilisé de nombreuses filières, qui sont contraintes de réduire leur production ou de la vendre à des prix non rémunérateurs. La filière du blé bio est particulièrement touchée. «Les marchés des céréales bio sont en surproduction et les prix se sont effondrés. Nous avons perdu 150 euros la tonne en un an», affirme Philippe Henry, producteur en Meurthe-et-Moselle. Pierrick Horel, quant à lui, évalue la chute à 220 euros en trois ans, le prix de la tonne de blé étant passée de 500 à 280 euros.

La filière de la volaille bio est également mal en point. «La situation est catastrophique. Nous avons perdu près de la moitié de nos volumes. La production est passée de 15 millions à 8 millions de volailles sur les trois dernières années», redoute Benoît Drouin, éleveur de volailles bio de Loué, dans la Sarthe.

Il s'interroge sur les taux de marge de la distribution sur ces produits, dont les hausses tarifaires ont inquiété les consommateurs. La filière porcine bio est sous pression, tout comme celle du lait. Chez Biolait, coopérative qui collecte le lait bio sur l'ensemble du territoire, le nombre d'adhérents, éleveurs de vaches laitières, est passé, en l'espace d'un an, de 1370 à 1270.

Confusion des labels, impact de l'inflation... l'appétit des Français pour les produits de la filière s'est réduit

Après moult atermoiements, le gouvernement a accepté d'apporter un soutien limité. Il a fini par débloquer 104 millions d'euros en 2023. Cependant, les critères d'attribution – baisse de chiffre d'affaires de 20 % et repli du même ordre de l'excédent brut d'exploitation – ont limité la portée du dispositif. «Seules 4300 exploitations ont été aidées», souligne Philippe Camburet, président de la Fédération nationale d'agriculture biologique. En janvier, face à la colère des agriculteurs, le premier ministre, Gabriel Attal, avait promis 50 millions d'euros, un montant inscrit dans la liste des aides d'urgence aux différentes filières.

Levée de boucliers

Par la suite, le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, a annoncé l'ajout de 40 millions, portant le soutien à la filière bio à 90 millions d'euros pour 2024, avec un assouplissement des règles d'attribution. L'objectif est de verser les subsides avant la fin du mois de juin. «Près de 6 000 dossiers ont été déposés, avec un montant d'aide qui peut atteindre 30 000 euros. Il faudrait porter l'enveloppe à 104 millions d'euros», précise M. Camburet, qui ajoute que, pour l'heure, aucun chèque n'a encore été versé.

Mais au-delà de cette aide d'urgence nécessaire, la filière bio attendait une reconnaissance des autorités. Le dernier épisode en date, celui du projet de loi d'orientation agricole, n'a pas dissipé les

craintes. Bien au contraire. Lors de la discussion au Parlement, mi-mai, les députés avaient adopté un amendement de réécriture de l'article 1, qui faisait disparaître du code rural les objectifs chiffrés du développement des surfaces cultivées en agriculture biologique. Dans un premier temps, M. Fesneau assumait ce retrait, assurant que les objectifs figuraient toujours dans les différents plans et stratégies du gouvernement et qu'il était «vain de mettre des objectifs annuels dans la loi», avant de rétropédaler face à la levée de boucliers.

Finalement, l'objectif d'atteindre 21 % de surface en bio d'ici à 2030, fixé dans les orientations de la planification écologique, a été inscrit dans le texte adopté en première lecture. Le gouvernement s'est engagé à un objectif intermédiaire de 18 % de surface agricole en bio en 2027, dans le cadre du plan stratégique national, déclinaison de la politique agricole commune pour la France. Il l'a également repris dans le plan Ambition bio, présenté début 2024, alors qu'il devait initialement être dévoilé fin 2022.

La question du non-respect de la loi EGalim, qui fixe une obligation de 50 % de produits «sous signe d'identification de l'origine et de la qualité», dont 20 % de bio, dans la restauration collective, se pose également. «En 2023, le hors-domicile n'a pas pris le relais. Dans les plateaux de cantine, la part du bio recule à 6 %», affirme Laure Verdeau. Et dans les restaurants, elle n'est que de 1 %.

Pourtant, la directrice générale de l'Agence Bio perçoit des lueurs d'espoir dans la bonne tenue de la vente directe. Elle a crû de 9 % et représente 14 % des ventes de produits bio, alors que celles dans la grande distribution reculent de 3,3 % et pèsent 50 %. De même, les magasins spécialisés repassent dans le vert. Des signaux qui demandent à être confirmés pour rassurer les agriculteurs bio. ■

LAURENCE GIRARD

LES CHIFFRES

54 000

C'est, en hectares, la baisse enregistrée en un an de la surface agricole utile cultivée en bio. Celle-ci représente désormais 10,36 % de la surface agricole totale, d'après Laure Verdeau, directrice de l'Agence Bio, une structure publique chargée de l'animation de l'écosystème du bio.

5 %

C'est la part du bio dans l'alimentation des Français en 2023, contre 6 % en 2022 et 6,4 % en 2021. Ce recul de la demande a déstabilisé de nombreuses filières, contraintes de réduire leur production en conséquence.

90 MILLIONS

C'est, en euros, le montant du soutien apporté par le gouvernement à la filière bio pour 2024, avec un assouplissement des règles d'attribution. L'objectif est de verser les subsides avant la fin du mois de juin.

Les magasins entrevoient le bout du tunnel après trois années de crise

La réduction drastique de l'offre bio dans les grandes surfaces incite les consommateurs à revenir vers les enseignes spécialisées

Dix-huit mois et toujours là, bien en vie, plus que jamais motivés.» C'est en ces termes que Scarabée Bio-coop, la coopérative du bassin rennais qui exploite neuf magasins, deux restaurants et un salon de coiffure, a annoncé sur son site Internet le jeudi 23 mai la levée de sa période de redressement judiciaire, dans laquelle elle était entrée en octobre 2022. Le lendemain, Les Comptoirs de la Bio, l'enseigne bio du groupe ment Les Mousquetaires, annonçaient des négociations exclusives avec Naturéo, un réseau en procédure de sauvegarde depuis mai 2023, pour rallier ses trente points de vente en France.

Est-ce enfin le bout du tunnel pour les enseignes spécialisées dans la vente de produits biologiques après trois années difficiles marquées par la crise du pouvoir d'achat, la concurrence des hypermarchés et celle des autres labels ? Certes, en 2023, selon les données du cabinet d'analyse Biotopia, les réseaux spécialisés ont vu leur chiffre d'affaires diminuer de 1,5 %, après avoir plongé de 10 % en 2022 et 6 % en 2021. Et près de trois cents magasins bio ont mis la clé sous la porte, selon le décompte du magazine Bio Linéai-

res. Pour autant, «le marché de la bio reprend des couleurs et commence l'année 2024 sous le signe de la croissance», a souligné l'enseigne La Vie Claire (340 points de vente) en annonçant une hausse de son chiffre d'affaires de 7,6 % au premier trimestre. Chiffre d'affaires, panier moyen, fréquentation des magasins... tout progresse depuis l'orée de 2024, affirme ce réseau spécialisé.

Renouer avec la croissance

«Après trois années de baisse, le marché spécialisé a renoué avec la croissance en valeur au premier trimestre 2024 (+ 7 % sur un an, et + 12 % sur deux ans)», confirme Alexandre Fantuz Lemoine, cofondateur du panéliste Biotopia. Chez Biocoop, leader des enseignes spécialisées avec 44 % du marché, l'activité grimpe de 10 % depuis le début de 2024. La reprise s'est fait sentir dès 2023. «L'année a été rassurante, car on a stoppé la décroissance enclenchée en 2021», résume Frédéric Faure, le vice-président de ce réseau de 740 magasins.

M. Faure a vu arriver «de nouveaux clients», mais surtout revenir d'anciens fidèles qui avaient cédé aux sirènes des prix bas offerts par les hypermarchés, «et

que l'on voit revenir, car ils ne retrouvent plus la même offre». Car, selon lui, le rebond des ventes s'explique par le désengagement des grandes surfaces généralistes, qui captent environ 60 % des ventes de bio en France. Les Carrefour et consorts qui s'étaient précipités sur le créneau porteur du «bien manger» avec des produits bio à prix attractifs, avaient aspiré une partie de la clientèle des enseignes spécialisées.

Mais la forte inflation a rebattu les cartes. Au supermarché, les Français arbitrent depuis deux ans et remplacent ces articles plus sains par des produits de premier prix pour alléger la flambée du ticket de caisse. Les grandes surfaces généralistes se sont empressées d'accompagner le mouvement en réduisant leur offre : – 7 % chez certaines enseignes, jusqu'à – 24,9 % pour d'autres, selon les données du cabinet d'études Circana. Conséquence logique, les ventes de produits biologiques ont chuté de 3,1 % en valeur et de 12,6 % en volume en 2023 dans les supermarchés et hypermarchés. Et le déclin s'est poursuivi en début d'année (– 6,5 % en valeur et – 9,5 % en volume, à fin mars). ■

CÉCILE PRUDHOMME



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

« Je vois l’espace de liberté de création se rétrécir »

Arnaud Nourry, l’ancien patron d’Hachette Livre, lance son groupe d’édition indépendant, Les Nouveaux Editeurs

ENTRETIEN

Plus de trois ans après avoir été remercié de son poste de PDG d’Hachette Livre (de 2003 à 2021) pour s’être opposé à la fusion voulue par Vincent Bolloré entre Hachette et Editis, Arnaud Nourry lance son groupe d’édition indépendant, Les Nouveaux Editeurs. Dans un entretien exclusif au *Monde*, il explique les caractéristiques de cette nouvelle maison et les éléments de l’accord signé avec le groupe américain Simon & Schuster.

Comment après trois ans d’absence – liés à votre clause de non-concurrence qui expirait fin avril – observez-vous l’évolution du paysage français de l’édition ?

Les deux principaux groupes, Hachette Livre et Editis, ont des actionnaires – Vivendi et le groupe de Daniel Kretinsky – qui découvrent le métier. Les grands groupes familiaux comme Gallimard, Actes Sud ou Albin Michel effectuent en ce moment leur transition générationnelle. Et jamais autant de maisons n’ont été à vendre, entre Humensis, Michel Lafon ou Christian Bourgois. Les relations entre auteurs et éditeurs sont plus que jamais une source de tensions. Cela crée un concours de circonstances qui rend possible la création d’un nouveau groupe disruptif. C’est même une nécessité de le faire car je vois l’espace de liberté de création se rétrécir.

En quoi sera-t-il différent ?

Les Nouveaux Editeurs permettront aux éditeurs de développer leurs projets en toute indépendance. Nous sommes les seuls à leur offrir un statut d’entrepreneur, une participation au capital de leur maison et une liberté éditoriale inscrite dans les statuts. Le groupe financera ces maisons, et comme les patrons de labels dans la musique, les éditeurs seront propriétaires de ce qu’ils créent. Il n’y a pas de raison que leur rémunération soit déconnectée de la réalité. A 63 ans, j’ai aussi plus de liberté et je m’autorise à faire ce qui n’était pas possible dans une société cotée.

Qui détiendra le capital ?

J’aurai plus de 51 %, car j’ai passé l’âge de travailler pour les autres, pour me faire sortir à la fin, et le reste, ce sont de la famille et des amis. Par ordre de participation décroissante : l’éditeur de BD Olivier Sulpice, mon copain de l’ESCP Stéphane Distinguin, grand professionnel de l’innovation technique et de l’intelligence artificielle, Ronald Blunden – ex-directeur de la communication d’Hachette –, l’un de mes fils, Ugo Nourry, ESCP lui aussi, qui deviendra directeur des opérations, le banquier d’affaires Erik Maris et Emmanuelle Guilbart, qui a monté sa société de distribution et production de contenus audiovisuels. Pour l’instant, nous avons entre 5 millions et 10 millions d’euros, de quoi tenir deux-trois ans, c’est seulement dans un deuxième temps que je ferai une levée de fonds. J’en ai parlé avec tout le monde de l’édition et au-delà.

Quels éditeurs et quels auteurs vous rejoignent ?

Nous attendons entre deux et quatre éditeurs d’ici à la fin de 2024. Dans des domaines aussi variés que la littérature, la non-fiction, le savoir, les livres pratiques et les beaux livres. Mais ni scatolaire ni parascolaire, où il y a déjà trop de monde. Beaucoup d’éditrices –



A Paris, le 6 juin. JEAN-LUC BERTINI POUR « LE MONDE »

« A 63 ans, je m’autorise à faire ce qui n’était pas possible dans une société cotée »

c’est surtout un milieu féminin – ont souhaité me rencontrer.

Débauchez-vous les stars d’Hachette Livre comme Olivier Nora (Grasset), Manuel Carcassonne (Stock) ou Sophie de Closets (ex-Fayard), partie chez Flammarion ?

Ils ont bénéficié d’une réelle liberté, pu publier des livres à enjeux politiques ou sociétaux quand j’étais à la tête d’Hachette Livre. Je suis inquiet de voir cette liberté menacée. Ceux que vous citez sont des amis, ils incarnent des marques. Ma porte leur est ouverte.

Qu’offrez-vous de mieux que vos concurrents aux auteurs ?

Mieux, ce ne sera pas difficile... La France est le seul pays du monde où les auteurs signent un contrat pour un siècle, qui court soixante-dix ans après leur mort (auxquels s’ajoutent sept ans de plus par guerre). Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne, ce sont des contrats de dix ans.

En France, si un auteur veut reprendre ses droits, il doit prouver devant un tribunal que son éditeur n’a pas exploité son œuvre de façon permanente et suivie. Il faut un mécanisme plus équilibré pour les auteurs.

Leur accorder, par exemple, 10 % minimum du prix de vente de chaque livre ?

Ce n’est pas ce que je dis non plus, mais si les éditeurs ne bougent pas, les agents vont prendre de plus en plus de place à leur détriment.

Dans quels domaines utiliserez-vous l’intelligence artificielle ?

Surtout pas dans la génération de texte et le processus de création, c’est une blague, mais il y a beaucoup à faire dans l’optimisation des tirages, la mise en place dans les points de vente ou encore les pitches aux éditeurs internationaux.

En quoi consiste votre accord avec Simon & Schuster, que vous avez tenté d’acheter, en vain, puisque votre actionnaire, le groupe Lagardère, ne vous avait pas suivi ?

Je connais bien Jonathan Karp, le PDG de Simon & Schuster, c’est le seul très gros éditeur mondial qui ne publie qu’en langue anglaise, à raison de 1500 ouvrages par an. Il entame une stratégie d’expansion internationale, avec l’acquisition de l’éditeur néerlandais VBK. Dans ce contexte, nous avons signé un accord de préférence réciproque portant sur l’acquisition d’œuvres à venir par l’une ou l’autre maison. Pour nous, cet accord concernera entre 20 et 30 livres anglo-saxons par an. Nous participerons aussi ensemble à des enchères.

dais VBK. Dans ce contexte, nous avons signé un accord de préférence réciproque portant sur l’acquisition d’œuvres à venir par l’une ou l’autre maison. Pour nous, cet accord concernera entre 20 et 30 livres anglo-saxons par an. Nous participerons aussi ensemble à des enchères.

Quel est votre regard sur Hachette Livre aujourd’hui ?

Mes deux successeurs [Pierre Le-roy et Arnaud Lagardère] ont été mis en examen. C’est inhabituel, non ? Quand je suis parti, Sophie de Closets était à la tête de Fayard, c’est l’une des plus douées de sa génération. Elle a quitté le groupe. Je ne me prononce pas sur la santé ni sur le rayonnement de Fayard, mais quand je vois que l’on place à sa tête l’éditrice d’Eric Zemmour, j’ai une pensée pour Claude Durand [président de Fayard entre 1980 et 2009], qui avait traversé le rideau de fer pour récupérer le manuscrit d’Alexandre Soljenitsyne *L’Archipel du Goulag*.

Vous ne vous êtes jamais exprimé sur votre différend avec Vincent Bolloré, l’actionnaire de référence de Vivendi...

Je ne le connais pas et je n’ai de différend avec personne. J’ai toujours dit que la fusion envisagée entre Editis et Hachette n’avait aucun sens stratégique et serait interdite par Bruxelles. Cela s’est vérifié. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLE VULSER



PERTES & PROFITS | DÉFLATION

PAR PHILIPPE ESCANDE

La Chine a la tête à l’envers

Il fut un temps où les enfants en Europe se demandaient comment les Australiens faisaient pour marcher la tête en bas. La Chine n’est pas aux antipodes, mais elle donne l’impression de marcher la tête à l’envers par rapport à l’Europe et aux Etats-Unis. A l’heure où la Réserve fédérale américaine (Fed), choisit de maintenir ses taux d’intérêt élevés pour contenir une inflation qui peine à diminuer, la Chine se pose la question inverse : comment faire monter les prix ?

Pour le vingtième mois d’affilée, les prix à la production ont chuté, en mai 2024, de 1,4 % par rapport à 2023, après une baisse de 2,5 % en avril. Quant aux prix à la consommation, ils ont légèrement progressé, selon Pékin, de 0,3 %. Ce gain modeste serait dû en grande partie, d’après l’agence Bloomberg, à la hausse des prix des services collectifs (énergie, eau, transport), et non aux dépenses des ménages.

Ces derniers sont encore déprimés par la crise de l’immobilier et le ralentissement du marché de l’emploi. Les économistes sondés par Bloomberg estiment que l’inflation devrait s’établir en 2024 autour de 0,7 %, au lieu de 3 %, cible officielle du gouvernement. Des prix qui baissent, on en rêve-rait de ce côté-ci de la planète, mais la déflation est un processus aussi mortifère que l’inflation puisqu’il incite à repousser ses achats et mange les bénéfices des entreprises, donc, in fine, les salaires, ce qui grève à son tour le pou-

voir d’achat. Tout cela est mauvais pour la croissance et le moral des consommateurs.

Pour combattre cela, le gouvernement dispose de deux armes. La première consiste à aider les entreprises à exporter pour pallier la faiblesse de leurs ventes nationales et la deuxième est de relancer la consommation par un plan d’aide, comme les subventions à l’achat de voitures électriques, par exemple.

Désamorcer la colère

Toutefois, l’aide à l’export achoppe sur l’acceptabilité des clients. L’Amérique ne veut plus des produits chinois et l’Europe décide de taxer lourdement les voitures électriques qui débarquent dans ses ports. C’est pour désamorcer cette colère que le premier ministre, Li Qiang, s’est lancé dans une grande tournée chez ses voisins malaisien et océaniens, notamment en Nouvelle-Zélande et en Australie. Mais le pays devra aussi admettre que réduire la part de l’industrie exportatrice dans son économie au profit des services fait partie du cycle normal de développement.

Quant au stimulus des consommateurs, il faudrait d’abord purger la crise immobilière, qui ruine l’épargne des Chinois, et baisser les taux d’intérêt. Cependant, la Chine aimerait bien que la Fed baisse enfin les siens afin qu’un trop grand écart de taux ne déstabilise pas sa monnaie. Ces deux-là n’ont pas fini de se tenir par la barbichette. ■

Le Groupe Nice-Matin rachète l’agence de « Mimi » Marchand

Nice-Matin se diversifie dans le « people ». Propriété de Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du *Monde*), la marque de presse régionale a confirmé, mercredi 12 juin, racheter l’intégralité des parts de la société Chouet’Press, qui détient l’agence de paparazzi Bestimage. Si la direction ne souhaite pas dévoiler le montant de ce rachat, elle assure qu’au moins huit salariés, sur la dizaine qui constitue l’équipe, resteront. « Notre idée est de créer des contenus propres sur le people sur la Côte d’Azur, essentiellement sur le numérique, en réutilisant leur fonds photo pour favoriser le trafic gratuit sur notre site », explique Jean-Louis Pelé, le PDG du groupe. Bestimage possède « un fonds d’archives numérisé qui rassemble des millions de photos, images et documents depuis les années 1970 ».

A la tête de cette agence de presse qui couvre l’actualité des personnalités publiques dans « les grands événements de la mode, du sport, du cinéma, de la musique et de la télévision » ? Michèle Marchand, surnommée « Mimi », figure controversée et reine de la presse people, intime du couple Macron et du couple Sarkozy. Sa spécialité : monter des sujets qui ont tout l’air de photos volées.

LA SPÉCIALITÉ DE MICHÈLE MARCHAND EST DE MONTER DES SUJETS QUI ONT L’AIR DE PHOTOS VOLÉES

Sur la plage les pieds dans l’eau Au printemps 2016, Brigitte Macron l’avait rencontrée par le biais de Xavier Niel, quelques mois avant la campagne présidentielle. A cette époque des rumeurs circulaient sur son couple, prêtant à Emmanuel Macron une liaison avec le PDG de Radio France

de l’époque, Mathieu Gallet. En réponse, en août 2016, Brigitte et Emmanuel Macron faisaient la une de *Paris Match*, « en amoureux avant l’offensive », marchant sur la plage les pieds dans l’eau. Dix-huit pages du magazine leur étaient consacrées. La septuagénaire et cofondatrice de Purepeople, site Web d’information consacré aux vedettes, est soupçonnée d’avoir orchestré la rétraction médiatisée de Ziad Takieddine, l’un des accusateurs de l’ancien président de la République Nicolas Sarkozy dans l’enquête sur le supposé financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007. Pour cela, M^{me} Marchand a été mise en examen en 2021 et placée sous contrôle judiciaire pour subornation de témoin et association de malfaiteurs.

La patronne de Bestimage est aussi accusée d’avoir tenté de soutirer de l’argent à l’animatrice de M6 Karine Le Marchand, avec des photos volées de sa fille mineure, ce qu’elle dément dans un article de *Mediapart* publié le 9 mai. Dans cette enquête, *Mediapart* révélait que M^{me} Marchand cherchait activement des investisseurs ces dernières semaines pour éviter une cessation de paiements. Contactée, son avocate M^{re} Toby, n’a pas donné de réponse. « Une transition » va être prochainement mise en place afin que M^{me} Marchand cède sa place, « à terme », assure M. Pelé sans plus de précisions. ■

BRICE LAEMLE

Le « dépôt », prison oubliée de Paris

Cette gare de triage pour individus suspects, située dans l'enceinte de l'ancien Palais de justice, a vu passer entre ses murs des centaines de milliers de personnes. Pendant l'Occupation, elle a surtout été un haut lieu de la persécution des juifs

C'est une ligne minuscule dans un vieux registre. En haut de la page, une date a été inscrite au tampon encreur violet : « 18 juin 1942 ». Le reste est tracé à la plume. Tout en bas, à peine déchiffrables, les mots « service juif allemand » sont suivis de deux noms accolés, « Jalby-Jürgens ». Puis apparaissent un autre nom, « Dora Bruder », et une adresse, « 41, bd Ornano ». Enfin, dans la case « Décisions », une mention : « Tourelles ».

Dans son bouleversant récit *Dora Bruder* (Gallimard, 1997), où il suit les traces de cette jeune fille dans le Paris de l'Occupation, Patrick Modiano se demandait quel avait été le parcours de l'héroïne durant ces jours cruciaux de juin 1942. Le 15 juin, les policiers du quartier Clignancourt l'avaient apparemment remise à sa mère, boulevard Ornano, après une nouvelle fugue. Le 19, elle était entrée au centre d'internement des Tourelles, boulevard Mortier, le début de son chemin vers la mort. Et entre les deux ? « Peut-être Dora a-t-elle été emmenée du commissariat de Clignancourt au dépôt de la Préfecture de police », suggérait Modiano. « Alors, elle a connu la grande salle à soupirail, les cellules, les paillasses sur lesquelles s'entassaient pêle-mêle les juives, les prostituées, les "droits communs", les "politiques", poursuivait l'écrivain.

Elle a connu les punaises, l'odeur infecte et les gardiennes, ces religieuses vêtues de noir, avec leur petit voile bleu et desquelles il ne fallait attendre aucune miséricorde. »

Patrick Modiano avait vu juste. C'est ce que prouve la ligne repérée récemment par la chercheuse Johanna Lehr au bas d'un registre d'étrangers en situation irrégulière, conservé aux archives de la Préfecture de police. Après avoir été arrêtée seule dans Paris par la police française, Dora Bruder, 16 ans, a bien été envoyée au « dépôt », cette petite prison transitoire, cette gare de triage pour individus suspects, située dans l'enceinte du Palais de justice, sur l'île de la Cité. Elle y est emmenée par Henri Jalby et Alfred Jürgens. Pas n'importe quels policiers. « Ces inspecteurs généraux [RG] étaient des chasseurs de juifs aguerris et particulièrement redoutables, explique Johanna Lehr. Ils parlaient allemand et avaient été détachés, dès le printemps 1941, auprès de Theodor Dannecker, alors l'un des SS les plus puissants de Paris. Ils agissaient aussi bien au nom de la Gestapo que de la Préfecture de police de Paris. »

Une fois Dora Bruder arrivée au dépôt, d'autres inspecteurs règlent le cas de la jeune fugueuse. C'est là que tout se décide. Ils la voient à 18 h 40, ce jeudi 18 juin 1942. Elle est en infraction avec l'ordonnance allemande du 7 février précédent, qui impose aux juifs

DANS LES REGISTRES, DES ASSASSINS ET DES OPPOSANTS POLITIQUES, DES VOLEURS, DES MENDIANTS, DES PROSTITUÉES, QUELQUES « GILETS JAUNES »...

un couvre-feu entre 20 heures et 6 heures. Très vite, ils concluent qu'elle ne sera pas libérée, mais rejoindra le camp des Tourelles, à la porte des Lilas. Elle y part le lendemain, à 11 heures. De là, elle sera transférée plus tard au camp de Drancy, en banlieue parisienne. Puis à Auschwitz, où elle sera assassinée, comme des millions d'autres.

« C'ÉTAIT LA CROISÉE DES CHEMINS »

Le « dépôt ». Sans Patrick Modiano et quelques autres, qui connaîtraient les secrets de l'endroit par lequel ont transité des centaines de milliers de personnes au cours des deux cent trente années de fonctionnement du lieu, où s'est parfois jouée leur vie ? De l'escroc Pierre François Lacenaire à Chateaubriand, du dessinateur Daumier au militant communiste Guy Môquet, du « citoyen du monde » Garry Davis à Carlos et aux terroristes d'Action directe, de François Truffaut, encore adolescent, à Frédéric Beigbeder et

Alexandre Benalla, nombreux sont ceux dont le passage de quelques heures ou quelques jours a été consigné dans les registres. Quelques célébrités, et surtout une nuée d'inconnus. Des assassins et des opposants politiques, des voleurs, des mendiants, des prostituées et des mineurs, des communards et des versaillais, des résistants et des collabos, quelques « gilets jaunes ».

Au début des années 2010, les soixante-deux cellules du dépôt voyaient encore passer vingt mille personnes chaque année – sans compter les malades accueillis dans les neuf chambres-cellules de la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu, juste à côté. Jusqu'à ce que le déménagement du Palais de justice dans un immeuble neuf du 17^e arrondissement, en 2018, puis le chantier de réhabilitation des vieux bâtiments de la Cité, depuis 2023, aboutissent à une profonde transformation de l'endroit. L'ancienne partie réservée aux hommes a été réaménagée pour accueillir les prévenus des très grands procès, en particulier pour terrorisme, organisés encore dans le Palais. La partie dévolue aux femmes a été convertie en espace d'entraînement pour la brigade de recherche et d'intervention, la célèbre « antigang ». Le lieu est inaccessible au public comme aux journalistes, officiellement pour des « raisons de sécurité ». Totalement ignoré, ou presque.

Johanna Lehr, elle, n'a pas la mémoire qui flanche. Cette chercheuse indépendante, docteur en science politique et boursière pendant plusieurs années de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, travaille sur les lieux de persécution des juifs en région parisienne pendant l'Occupation. Elle termine un ouvrage sur ce thème, à paraître chez Gallimard. Elle a passé au crible les registres d'écrou du dépôt et en a tiré un premier article, paru fin 2023 dans une publication scientifique, le *Journal of Contemporary History*. Sa conclusion : « L'historiographie a oublié le dépôt, considéré comme un simple site logistique, alors qu'il s'agit d'un lieu majeur, affirme-t-elle au Monde. Quelque 110 000 personnes y sont passées lors de la seconde guerre mondiale, dont environ 15 000 juifs. Pour ceux arrêtés à titre individuel, comme Dora Bruder, c'était la croisée des chemins. »

Depuis 2012, le camp de Drancy, en Seine-Saint-Denis, est pleinement considéré comme un lieu de mémoire. Un petit musée y rappelle dans quelles conditions près de 63 000 juifs en sont partis vers les camps d'extermination. Rien de tel pour le dépôt. Pas de recherche universitaire, aucun musée, pas même une plaque. Aucun visiteur non plus. A quelques mètres de la Sainte-Chapelle et de la

Isidore Weyl, Parisien juif, citoyen modèle et victime de la barbarie

SON PASSAGE AU « DÉPÔT » a duré deux heures. Arrêté chez lui, le 23 octobre 1943 au matin, Isidore Weyl est amené au commissariat du 10^e arrondissement de Paris, qui jouxte la mairie, transféré à 13 heures sur l'île de la Cité, d'où il repart à 15 heures. Il sort de cette prison temporaire située sous le Palais de justice, menotté comme un criminel, lui qui, adjoint au maire de l'arrondissement, représentait un peu plus tôt l'ordre et la légalité. Destination fixée par les fonctionnaires de police : Drancy.

Isidore Weyl n'est pas seul dans le fourgon cellulaire qui le mène vers ce camp proche de Paris. Sa femme, Claire, et quatre autres membres de la famille ont été arrêtés par la police en même temps. Motif de l'arrestation : « Juif », est-il mentionné pour tous sur le registre du dépôt, retrouvé par la chercheuse Johanna Lehr. En deux heures, leur vie a basculé. L'histoire d'Isidore Weyl est celle d'un homme droit, qui, sous la pression, se résout à plier, et termine broyé. Un cas poignant, exemplaire, au point que la Mairie de Paris envisage d'apposer une plaque à la mémoire de cet entrepreneur, peut-être sur la façade du 12, rue de Valenciennes, où il vivait avec sa famille.

Quand survient la guerre, Samuel Isidore Weyl est déjà âgé. Né en 1872, à Dax (Landes), il a fait carrière à Paris dans le transport par bateau, puis la fabrication de bicyclettes. Ce juif assimilé, dont les parents et les grands-parents sont français, est très attaché à la justice et à la République. Il a pris position en faveur de Dreyfus, puis des républicains espagnols. Il admire Léon Blum, figure socialiste, deux fois prési-

dent du Conseil, entre 1936 et 1938. A 60 ans passés, il se fait élire dans son arrondissement et en devient adjoint au maire en 1935. Aussi se trouve-t-il aux premières loges lorsque les réfugiés commencent à affluer à la gare de l'Est et à la gare du Nord, situées dans son arrondissement. Au fil des mois, il voit aussi passer les textes, les mesures antisémites.

Règles révoltantes

A l'automne 1940, lui-même se trouve dans le viseur. La loi du 3 octobre 1940 sur le statut des juifs leur interdit toute fonction électorale. Isidore Weyl est ravalé. Ce poste d'adjoint est l'« orgueil de [sa] vie », dit-il. Alors il se bat. Le dossier retrouvé aux Archives nationales par Johanna Lehr en témoigne. Weyl écrit au préfet de la Seine, au commissaire général aux questions juives, Xavier Vallat, et à Fernand de Brinon, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés. Puisque la loi prévoit que certains juifs puissent rester à leurs postes en raison de « services exceptionnels » rendus à la nation, il demande à bénéficier de cette mesure. Des élus témoignent en sa faveur. Ils soulignent combien Weyl s'est montré dévoué, actif, efficace.

Cela ne suffit pas. « Les services rendus par M. Weyl ne sont pas de la nature de ceux qui permettent de relever les israélites de l'interdiction d'exercer des fonctions publiques », répond le préfet. Quant à Xavier Vallat, il en appelle à l'amour de la France et de la loi professé par Isidore Weyl : « Vous êtes actuellement l'objet d'une mesure d'intérêt général, et vous vous honorez en vous inclinant devant elle. »

L'argument est spécieux, mais l'ébranle. Dans une lettre extraordinaire, Isidore Weyl finit par se soumettre à ces règles qui le révoltent. « Respectueux des lois de mon pays, je n'élève plus la moindre réclamation contre cette mesure qui me frappe, c'est en silence que je souffre, écrit-il à Vallat, le 16 mai 1941. Citoyen sans reproche, ayant au cours d'une vie déjà longue accompli tout mon devoir, j'abandonne mon écharpe aux trois couleurs, symbole d'une patrie qui me sera toujours chère, symbole aussi de la loi qui considèrerait jusqu'à ce jour le crime ou le délit comme faute individuelle, et qui ne punissait pas collectivement et sans jugement un ensemble de citoyens. » Un blanc, puis il ajoute : « Au soir de ma vie, dans la douleur de voir ma patrie blessée, mais dans l'indicible espoir en ses destinées, de toute la force de mon être, je crie : "Vive la France". »

L'étau se resserre, d'autant que Weyl est aussi identifié comme franc-maçon. Sentant le danger, son petit-fils Jean Terquem part se cacher en province et le supplie de faire de même. Mais, pour Isidore Weyl, pas question de fuir. A ses yeux, Pétain, le « vainqueur de Verdun », ne peut que protéger les Français. « Il a donc répondu à son petit-fils, mon père : "Ne t'inquiète pas pour moi, le Maréchal est là" », rapporte l'avocat Francis Terquem.

En 1943, Isidore Weyl est toujours à Paris lorsqu'un délateur signale aux autorités qu'il continue à utiliser sa carte d'adjoint au maire. L'arrestation ne tarde guère. Des six membres de la famille passés par le dépôt ce jour-là, un seul est revenu d'Auschwitz. ■

DE. C.





A gauche, les préaux cellulaires au « dépôt » de la Préfecture de police de Paris, vers 1909. Ci-dessus, Dora Bruder entre ses parents, Cécile et Ernest. Ci-contre, le registre de police mentionnant Dora Bruder, à la toute dernière ligne, 18 juin 1942.

MAURICE-LOUIS BRANGER / ROGER-VIOLLET, MÉMORIAL DE LA SHOAH/COLL. SERGE KLARSFELD, ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

Conciergerie chères aux touristes, dans le cœur historique de Paris, l'ancienne prison est comme effacée du paysage. «*Il est temps de corriger cette omission*», plaide Johanna Lehr.

Retour en arrière. «*Le dépôt est un endroit ancien, une des trois prisons qui existaient dans l'enceinte du Palais de justice, avec la Conciergerie et la "souricière"*», explique Etienne Madranges, un ancien magistrat, spécialiste de l'histoire du Palais. Créé peu après la Révolution française, reconstruit dans la deuxième partie du XIX^e siècle, le dépôt de la Préfecture constitue un point hybride, à la jonction de la police et de la justice. Dans un Palais qui relève de la justice, c'est une enclave gérée par le préfet de police. On y amène les individus arrêtés à Paris, pour une durée qui ne doit pas dépasser un ou deux jours : après un interrogatoire sommaire, les détenus sont dirigés par un juge vers une prison ou remis en liberté. Dans ce centre de détention provisoire se retrouvent les malfaiteurs fraîchement arrêtés et «*toutes les épaves humaines ramassées sur le pavé de Paris*», rapporte l'écrivain Maxime Du Camp, en 1879.

Au fil des décennies, les conditions indignes de détention qui régnaient dans le dépôt ont souvent été dénoncées, la crasse, l'odeur infecte de soupe froide, de sueur et d'excréments, la promiscuité entre détenus. En 1934, la très décriée «*prison de la Préfecture*» est même officiellement supprimée. Cela ne dure guère. Pendant l'Occupation, elle fonctionne de nouveau à plein. Et de très nombreux juifs y sont envoyés. Ceux pris lors des rafles sont expédiés directement au camp d'internement de Drancy. Mais le dépôt constitue une étape obligatoire pour les autres, arrêtés individuellement.

LES MAILLONS DE LA PERSÉCUTION

Pour les juifs, «*c'est un lieu qui participe à l'invisibilisation de leur persécution*», analyse Johanna Lehr. Contrairement à Drancy, il ne leur est pas réservé. Tous les délinquants, tous les suspects y arrivent. Ramassés quotidiennement dans les commissariats d'arrondissement par les fourgons de la police, les fameux «*paniers à salade*», tous passent sous la voûte du quai de l'Horloge, entrent dans les locaux, sont fouillés, fichés, mesurés, photographiés, placés dans une salle commune ou dans une des cellules des trois étages de la prison, et interrogés.

Sur le papier, les juifs sont mis en cause non pour ce qu'ils sont, mais pour leurs actes : ils ne se sont pas fait recenser, utilisent des faux papiers, ou ne portent pas l'étoile jaune, par exemple. Pur formalisme. C'est ce que montre

l'histoire de Cyrla Szulewicz, la mère de l'écrivain Georges Perec. Un soir de janvier 1943, elle est interpellée parce qu'elle ne dort pas chez elle, au 24 de la rue Vilin, dans le quartier de Belleville, mais un peu plus bas dans la rue, au 1, chez ses parents. Or, une ordonnance allemande interdit aux juifs de passer la nuit hors de leur domicile. Les policiers chargés de venir la chercher, probablement sur la base d'une dénonciation, embarquent également son père, Aron, et sa sœur, Fanny, qui n'ont pourtant commis aucune infraction.

Après un passage au commissariat de quartier, tous trois sont transférés au dépôt à 2 heures du matin, le 23 janvier 1943. A l'issue de l'enregistrement et de la fouille, Aron doit rejoindre le quartier des hommes, à droite en entrant. Ses deux filles, celui des femmes, tenu depuis des décennies par des sœurs de la congrégation de Marie-Joseph et de la Miséricorde. Espèrent-ils être libérés, les fautes qui leur sont reprochées semblent infimes ? Pas de miracle. Dès l'après-midi, le trio est expédié à Drancy. Même si seule Cyrla peut être accusée, «*l'internement s'impose à sa famille*», affirment les policiers. De Drancy, tous les trois partiront pour Auschwitz par le convoi du 11 février 1943. Aucun n'en reviendra.

«*Ce qui frappe dans le cas des Szulewicz, c'est aussi qu'il s'agit d'une procédure entièrement française*», souligne Johanna Lehr. En croisant les fonds d'archives, l'historienne a identifié huit hommes impliqués dans cette arrestation. Tous français, y compris le fonctionnaire du dépôt ayant enregistré l'arrivée de la famille. Aucun Allemand n'y a d'ailleurs jamais travaillé. «*On le voit ici, la police tricolore a accepté de prendre en charge la répression des infractions aux ordonnances allemandes contre les juifs, allant au-delà de ce qui était prévu dans les conventions avec l'occupant*», relève la chercheuse. Chacun de ces huit hommes constitue un maillon de la persécution, sans forcément s'en sentir responsable, comme souvent dans les «*crimes de bureau*», pour reprendre l'expression utilisée lors du procès de Maurice Papon, un des hauts fonctionnaires ayant organisé la déportation des juifs vers Drancy : l'un recueille une dénonciation, un autre participe à l'arrestation, un troisième donne un coup de tampon. Aucun n'a tué de ses mains. Tous ont contribué à la mise à mort.

En arrivant au dépôt sous l'Occupation, les personnes arrêtées ne savent rien de ce qui les attend. Mais elles ne peuvent que s'inquiéter. Certaines profitent d'ailleurs des allées et venues permanentes entre la rue, le dépôt et les bureaux des juges, pour s'évader.

LE 15 AOÛT 1944,
LE DÉPÔT EST
« LIBÉRÉ ». CE SONT
DÉSORMAIS
DES COLLABOS
QUI Y TRANSITENT...
Y COMPRIS
D'ANCIENS AGENTS
DE LA PRÉFECTURE
DE POLICE

En juillet 1941, l'épouse et les amis d'un résistant communiste, Pierre Hervé, réussissent à ouvrir une brèche, et vingt et un militants s'enfuient en même temps. Un cas exceptionnel. Après leur passage au dépôt, les détenus sont soit libérés, soit emprisonnés, soit transférés à Drancy, l'issue la plus dangereuse. Tout dépend de ce qu'il leur est reproché et de leur nationalité. «*Les policiers pouvaient décider de ne pas interner les Français juifs sortant du dépôt*», constate Johanna Lehr. Mais les étrangers, eux, étaient assez systématiquement internés. »

ARROSEURS ARROSÉS

Le cas d'Hella Hartwich est symptomatique. A Berlin, cette jeune actrice allemande juive a vécu avec le cinéaste Samuel Wilder, le futur Billy Wilder. Le lendemain de l'incendie du Reichstag, ils ont fui ensemble à Paris. Wilder est parti pour Hollywood en 1934. Hartwich est restée sur place. En février 1942, elle est arrêtée avec Albert Modiano, le père de Patrick, dans un restaurant voisin des Champs-Élysées, et tous deux sont conduits au siège de la police antijuive, rue Greffulhe, dans le 8^e arrondissement. Albert Modiano s'échappe «*au moment où on allait le transférer au dépôt, profitant d'une minuterie éteinte*», consigne son fils dans *Un pedigree* (Gallimard, 2005). Hella Hartwich, elle, passe par le dépôt. Les inspecteurs l'y accusent d'être en infraction avec les règles sur le recensement des juifs et le séjour des étrangers en France. Deux textes français. Résultat : après le dépôt, elle est placée en détention préventive à la prison de la Petite Roquette et y reste quarante-cinq jours, jusqu'à son jugement. Condamnée à une amende, elle est libérée immédiatement... sur le papier. En réalité, elle est «*consignée*» en tant qu'étrangère et juive et ramenée au dépôt, dès le lendemain.

Comme Dora Bruder un mois avant elle, Hella Hartwich passe alors devant la branche administrative de la 5^e section des RG pour un «*examen de situation*». Là, coup de théâtre : au lieu d'être envoyée à la prison des Tourelles, comme Dora Bruder, elle est bel et bien libérée. «*Pour une juive étrangère, une telle libération était assez inhabituelle*, analyse Johanna Lehr. Dans un courrier de l'après-guerre demandant l'annulation des mesures prises contre elle durant l'Occupation, elle indique avoir bénéficié de l'aide d'un ou plusieurs fonctionnaires de la Préfecture à ce moment décisif. Hélas, elle ne les nomme pas... » Hella Hartwich fuit ensuite Paris, franchit clandestinement la ligne de démarcation, se réfugie à Limoges, où le secrétaire gé-

néral de la préfecture vient à son secours, puis part pour Marseille, où elle contracte un mariage blanc avec un Portugais, ce qui lui permet d'acquérir la nationalité de ce dernier et lui évite la déportation. Enfin, elle rejoint Megève, en Suisse, et survit à la guerre. Lors de ses deux passages au dépôt, le couperet n'est cependant pas tombé loin...

Pour les juifs arrêtés pour infraction aux ordonnances allemandes, la situation laissait moins d'espoir. «*Dans tous les registres que j'ai dépouillés, jamais je n'ai vu un seul juif dans cette situation sortir libre du dépôt*», souligne Johanna Lehr. Tous sont emmenés aux Tourelles ou à Drancy. » Le parcours était si automatique que des formulaires prêts à l'emploi avaient été imprimés pour envoyer les juifs du dépôt vers le camp situé au nord de Paris. Les archives du service spécial des affaires juives, la fameuse «*brigade Permillieux*», ont été détruites à la fin des années 1940, pour jeter un voile pudique sur l'activité du service. Johanna Lehr a néanmoins retrouvé miraculeusement un de ces formulaires, concernant un marquis français, marchand d'art, Paul de Cayeux de Senarport. Il n'est pas juif, mais sa femme, Judith Serf, est «*de race juive*», mentionne la fiche. Accusés, au dépôt, d'infraction à l'ordonnance allemande imposant le port de l'étoile jaune, l'un et l'autre sont conduits à Drancy, d'où ils seront libérés, semble-t-il, sur intervention d'un marchand d'art allemand.

A la fin de la guerre, le dépôt a beau avoir été un lieu d'horreur pour les juifs et les résistants, il ne disparaît nullement. Le 15 août 1944, il est «*libéré*», et on ouvre la porte aux «*patriotes*» qui s'y trouvaient. A la place, ce sont désormais des collabos qui y transitent... y compris d'anciens agents de la Préfecture de police. Symbole de la collaboration mondaine, le dramaturge Sacha Guitry y passe quelques nuits en août 1944. «*Il y avait là des préfets, des ministres, des écrivains, des magistrats, des savants – enfin, le dépôt regorgeait de notabilités marquantes*», se souvient-il, toujours léger, dans *Soixante jours de prison* (1949). En arrivant, on lui promet qu'il va être fusillé dès le lendemain matin. Une menace en l'air.

Un an après la Libération, une couronne de fleurs est déposée à la porte du dépôt, «*cette porte que tant de martyrs franchirent pour aller à la mort*», rapporte le journal socialiste *Le Populaire*. Une minute de silence ému, puis le dépôt retrouve pour des décennies son brouhaha habituel, avant d'être quasi désaffecté, et oublié. ■

DENIS COSNARD



Les répétitions avec les danseurs du Garage Dance Ensemble à Okiep (Afrique du Sud). le 4 mars. BIRGIT NEPPL

REPORTAGE

OKIEP (AFRIQUE DU SUD)

Pas de train. Pas de gare. Pour aller à Okiep, petite ville située dans le nord de l'Afrique du Sud huit heures de bus ou six heures de taxi à partir du Cap sont nécessaires. La route longue et droite comme un ruban semble se dérouler indéfiniment sous les pneus. Les kilomètres de townships en tôle ou en dur avec leurs montagnes de déchets étincelants à cause des débris de verre cèdent la place à des paysages arides et rocailleux à perte de vue, parfois aérés par des champs de citronniers. Peu de voitures, beaucoup de poids lourds. Surprise, une famille de babouins traverse soudain la chaussée.

Lorsqu'on débarque enfin à Okiep, on se frotte trois fois les yeux. Difficile de penser que ces maisons disséminées composent une ville. Quelque 6 000 habitants vivent dans ce paysage urbain clairsemé, découpé par des terriers noirs de cuivre abandonnés et des étendues d'eaux bleues toxiques. «*Okiep est la ville la plus ancienne et la plus riche en matière d'extraction de cuivre entre 1855 et 1918*», apprend-on en déambulant dans le petit musée du seul et unique Okiep Country Hotel, fondé en 1855. Sauf qu'aujourd'hui la misère règne.

Mais que vient-on faire dans cet endroit dont l'héritage social et géographique pèse comme un couvercle ? On suit à la trace Robyn Orlin, chorégraphe connue dans le monde entier. Née à Johannesburg (Afrique du Sud), installée à Berlin depuis 2000, cette

En Afrique du Sud, Robyn Orlin fait danser la jeunesse

La chorégraphe a choisi de collaborer avec le Garage Dance Ensemble d'Okiep pour le spectacle qui ouvre le Festival de Marseille, le 15 juin

artiste frondeuse travaille en freelance souvent avec des troupes sud-africaines, dont Via Katlehong ou Phuphuma Love Minus. Là, elle a choisi de collaborer avec le Garage Dance Ensemble, fondé en 2010 par Alfred Hinkel et John Linden, nés ici et qui y sont revenus pour leur retraite.

Collines arides et fleurs
«*J'ai du respect pour cette entreprise incroyable, la soutenir est important*, explique Robyn Orlin. *Je dois redonner à mon pays et à ses habitants ce que j'ai eu la chance d'apprendre. J'ai envie d'aider la nouvelle génération de danseurs qui a besoin de rencontres et d'expériences, notamment ceux du Garage Dance, qui sont assez isolés par rapport à ceux du Cap, dernier bastion colonial d'Afrique.*»

Avec cinq fabuleux interprètes, le spectacle intitulé... *How in Salts Desert is it Possible to Blossom...* («*comment peut-on fleurir dans un désert de sel*») ouvre les 15 et 16 juin, au Théâtre de la Criée, le Festival de Marseille, qui se déroule jusqu'au 6 juillet sous la direction de Marie Didier, et qui a

organisé ce déplacement de presse. Le titre, comme souvent chez Orlin, articule différentes couches de sens. Cette région du Namaqualand, du nom du peuple Nama, est connue pour l'aridité de ses petites collines, les *kopje*, qui se tapissent au printemps de fleurs multicolores. Par ailleurs, la communauté, «*confrontée à une pauvreté écrasante, beaucoup de chômage, d'inégalités abyssales et de marginalisation extrême*», selon Alfred Hinkel, auréole d'urgence la pièce.

Il fait plus de 30 °C, à 10 heures, le 27 mars. Robyn Orlin attaque sa dernière semaine de répétitions. Foulard sur la tête pour se protéger du soleil et de la poussière, elle file vers le studio situé à dix minutes à pied de l'hôtel Parmi les maisons plutôt chics autrefois habitées par les dirigeants des mines, une petite villa engoncée dans la végétation et son garage adjacent attirent l'œil. «*Dès que nous sommes revenus ici en 2010, nous avons décidé de transformer le garage en studio de répétitions*, précise Alfred Hinkel. *Nous avons créé une compagnie avec des jeu-*

nes gens d'ici que nous formons.» L'air circule bien dans ce «garage» de 80 mètres carrés, aussi beau que modeste. Des photos aux murs rappellent la carrière des deux artistes qui ont dirigé le Jazzart Dance Theatre, de 1986 à 2010, au Cap.

Les soupiraux ont été occultés avec des cartons scotchés pour pouvoir imaginer les lumières et les vidéos. Robyn Orlin rassemble la petite troupe autour d'elle. «*Comment vous sentez-vous aujourd'hui*, questionne-t-elle. *Comme Crystal [Fink, danseuse] s'est blessée, cela me déstabilise, et je ne sais plus comment avancer...*» Elle décide de revoir le planning. La scène du viol ne sera pas répétée. «*Pendant le confinement, les violences sexuelles, contre les femmes, les enfants, garçons ou filles, les trans, ont explosé*, souligne la chorégraphe. *L'Afrique du Sud n'a malheureusement pas eu besoin du Covid-19 pour aggraver ces troubles, sont ancrés dans sa culture.*»

Le tableau intitulé «*Now that her bones are gone I live with her dust*» («*maintenant que ses os ont disparu, je vis avec sa poussière*») est

«Robyn Orlin nous interroge sur ce que nous désirons faire et n'aime pas la simplicité»
BYRON KLASSEN
danseur et chorégraphe

choisi. Esmé Marthinus, dite «Miemie», s'empaquette, avec l'aide de la costumière Birgit Neppl, de dizaines de couches de vêtements aux couleurs jaune, orange et beige. Elle se pose telle une déesse au centre du studio, superbe image d'une *kopje* qui va bientôt accoucher de milliers de fleurs. Les musiciens et multi-instrumentistes Yogin Sullaphen et Anelisa Stuurman, établis à Johannesburg, invraisemblables improvisateurs, se déchaînent.

Leurs éclats stridents sont rythmés par les claquements secs de becs d'oiseaux qui tapent des baies sur le toit pour en extraire les fruits. Le danseur et chorégraphe Byron Klassen, également directeur artistique du Garage Dance Ensemble, s'élance furieusement. Torse nu en jupon orange et collerette verte, il tourne au gré d'acrobaties fulgurantes. «*J'ai redécouvert avec Robyn pourquoi je danse*», confie-t-il.

Byron Klassen se souvient du «choc» qu'a été la découverte de la méthode de travail de Robyn. «*Ça n'a rien à voir avec les techniques du ballet et de la danse contemporaine auxquelles j'ai été formé*, dit-il. *Elle nous interroge beaucoup sur ce que nous désirons faire et n'aime pas la simplicité. On doit toujours trouver un autre chemin en restant très ouvert.*» Autant dire que le spectacle est un «challenge» qui exige un seul mot d'ordre: «Don't play it safe» («ne joue pas la sécurité»), résume la danseuse Crystal Finck. Ce que confirme Esmé Marthinus: «*C'est nouveau pour nous cette façon d'improviser.*» A 48 ans, cette femme, dont le grand-père était

anglais et la grand-mère nama, est mariée, a une fille et une petite fille. A la suite d'une blessure au genou en 2016, elle se sent un peu fragile, mais révèle un tempérament tranquillement majestueux. «*Les paysages et les couleurs qui ont inspiré les costumes sont les nôtres*, résume-t-elle. *Je suis née ici, ces paysages sont les miens, et j'y suis heureuse.*»

«Mama Robs», comme l'appellent certains, aime discuter avec les interprètes. Si elle montre parfois des mouvements, inimaginable pour elle d'endosser le rôle de l'artiste autoritaire. «*Je ne fais pas partie des maîtres qui savent tout*», affirme celle qui progresse lentement. Signe particulier de cette région, on s'y exprime en anglais et en afrikaans, que Robyn Orlin, de Johannesburg, parle peu. «*C'est un afrikaans particulier, influencé par le néerlandais et le flamand, avec de l'arabe, du malaisien et les langues indigènes khoïkhoï, à cause du mélange des populations qui a cours depuis des siècles ici*», précise Alfred Hinkel.

«Coloured»
Certains des danseurs ont les yeux bleus, des cheveux clairs. «*Ce sont des gens très métissés que l'on appelle «coloured» en Afrique du Sud*, indique Robyn Orlin. *Ils sont mi-blancs, mi-noirs, avec du sang sud-africain, indien, allemand, hollandais...* *Ce qui explique les prénoms. Ils n'étaient pas assez blancs pour être reconnus et acceptés par les Blancs pendant l'apartheid, et maintenant, ils ne sont pas assez noirs pour faire partie de la communauté noire.*»

Pour valoriser leur histoire et leur humour, Robyn Orlin a demandé aux interprètes de parler de leurs ancêtres, mais s'est heurtée à un mur. «*Ils veulent simplement célébrer qui ils sont et croire en l'avenir.*» Dans le spectacle, Byron Klassen chante néanmoins une mélodie dédiée à sa grand-mère. «*Au Namaqualand, la langue nama n'est presque plus parlée*, commente-t-il. *Les danses traditionnelles se perdent aussi. Cela ne m'empêche pas de danser pour ma famille, ma communauté. Nous avons des choses à raconter, qu'ils nous ont confiées et que j'ai archivées dans mon corps.*» ■

ROSITA BOISSEAU
.....
...*How in Salts Desert Is It Possible to Blossom...*, de Robyn Orlin avec le Garage Dance Ensemble. Du 14 au 16 juin, Festival de Marseille; 22 et 23 juin au Festival de Montpellier Danse; 27 et 28 juin, au Théâtre Garonne, à Toulouse.

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Alfred Hinkel et John Linden, duo de danseurs activistes

PIEDS NUS. DANS LES RUES EN TERRE, son jardin hérissé de plantes grasses, son studio de répétitions. Le danseur et chorégraphe Alfred Hinkel, figure de la scène contemporaine sud-africaine depuis les années 1980, directeur du Garage Dance Ensemble, fondé en 2010 avec son complice de travail et compagnon John Linden, marche toujours pieds nus.

En voiture aussi. D'un coup de volant, il nous balade dans la région et livre un récit de sa vie entrelacé avec celui de son pays. S'arrêter pour marcher sur les terriers de cuivre entraîne un commentaire aussi agacé que fataliste sur le peu de considération pour l'environnement qui règne ici. Passer devant la maison familiale de John Linden, où sont hébergés parfois les danseurs, ouvre la porte à de multiples souvenirs. «*J'ai rencontré John en 1976 alors qu'il faisait du stop pour aller à Springbok, à quelques kilomètres d'Okiep*, raconte Alfred Hinkel. *Il avait une coupe afro et portait des lunettes de soleil à la Elton John. J'avais suivi des cours*

de danse classique. Je venais de finir mon service militaire et j'étais revenu chez moi sans emploi. J'ai commencé à enseigner aux enfants, et nous avons créé notre première troupe sans argent ni salaires.»

«White Street»
Alfred Hinkel, dont les grands-parents maternels étaient des missionnaires allemands installés en Afrique du Sud en 1800, a grandi dans une famille aisée. Le père, également d'origine allemande, est ingénieur pour les mines; la mère s'occupe des trois enfants. John Linden, lui, est né d'une mère khoïkhoï, peuple pastoral d'Afrique du Sud, dont le père était néerlandais. «*Pendant l'apartheid, John et moi n'avions pas de lieux où nous croiser*, se souvient Hinkel. *De la poste à l'épicerie, il n'y avait pas de place pour nous, mais on a réussi à en faire. Nous avions des amis à Springbok, et c'est là que nous avons pu nous voir.*»

Ecouter Alfred Hinkel évoquer sa vie fait surgir des pans brûlants de l'histoire. Ici, la

maison de son enfance, dans la «white street», de Nababeep, près d'Okiep, où les personnes de couleur entraient par derrière; là, le «social club», aujourd'hui en ruine, où John et lui ont un jour en cachette nagé puis pissé dans la piscine; plus loin, la banque où les Blancs et les Noirs pénétraient par deux portes séparées.

Revenir à Okiep, après de multiples aventures chorégraphiques, dont celles de la direction de la compagnie multiraciale Jazzart Dance Theatre, de 1986 à 2010, au Cap, reflète le tempérament activiste d'Alfred Hinkel et de John Linden. Au-delà de la création du Garage Dance Ensemble et de pièces qui sont présentées en plein air dans toute la région, mais tournent aussi à l'international, il s'agit d'éduquer et de former de jeunes artistes en revendiquant clairement que «chaque individu a le droit et la possibilité de vivre et de s'exprimer à travers la danse et le spectacle». ■

R. BU
(OKIEP, AFRIQUE DU SUD)

Chaumont-sur-Loire déploie son affiche artistique

Les créations de Miquel Barcelo, Prune Nourry, Vincent Bioulès jalonnent la visite du château et du parc

ARTS

CHAUMONT-SUR-LOIRE
(LOIR-ET-CHER)

**La tonalité de
cette saison 2024
est conforme
à l'angoisse
écologique
en train de
devenir générale**

Rituel de début d'été : aller au Domaine de Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher). Chaque année, depuis 2008, il présente une nouvelle Saison d'art, de nouvelles sculptures et installations dans le parc, et une ou plusieurs expositions dans le château. Chantal Collet-Dumond, qui en est la directrice, paraît infatigable dans cet exercice, qui n'est pas simple. Il lui faut en effet trouver des artistes qui sachent tirer parti des particularités du lieu, vastes pelouses, grands arbres, buissons, plates-bandes de fleurs ; ou prendre place dans d'anciennes écuries ou dans les salles basses du château, ce qui est aussi difficile.

Cette année, Miquel Barcelo a pris possession d'un bosquet, dans lequel, non sans quelques difficultés techniques, il a posé une céramique monumentale en forme de gueule de monstre ou de grotte. Les dents sont aussi des concrétions et le gosier devient paroi sur laquelle sont dessinées des figures animales et humaines en style préhistorique. Une langue s'avance hors de la gueule, à moins que ce ne soit pas une langue mais une proie en partie dévorée. L'allusion aux sculptures maniéristes des jardins du château de Bomarzo en Italie est explicite, mais tirée du côté d'un fantastique mi-sérieux, mi-grotesque qui est caractéristique de Barcelo.

Apparitions funestes

Parmi les animaux symboliques de Bomarzo se trouve une tortue géante portant sur sa carapace une statue de la Renommée. Celle que Gloria Friedmann a modelée dans une terre sombre est un peu moins grande. Elle soutient un globe terrestre en équilibre, mais un équilibre sur le point de rompre. Et si tel était le cas, si le globe tombait, tomberait avec lui celui que l'artiste appelle *Le Locataire* :

un homme assis les mains dans les poches de sa veste et qui regarde devant lui, dans la direction où il est près de chuter. Le symbole est clair. La planète Terre va très mal et l'humanité pourrait disparaître, l'ayant ravagée.

A la fin du XVI^e siècle, quand le parc de Bomarzo fut créé, cette peur n'existait pas. Aujourd'hui, elle est partout. Dans l'œuvre politique de Friedmann donc, mais aussi dans les deux bronzes de Prune Nourry, dessins des artères et veines du corps humain et de branches confondues, d'abord obtenus en tressant de la corde, puis fondus en métal. Ces apparitions se voient de loin sous les arbres, apparitions funestes.

Celles que Pascale Marthine Tayou a cachées dans une grange sont aussi peu encourageantes. Ce sont des branches, de nouveau, réelles celles-ci, suspendues à la charpente. Y sont enfilées par le goulot des dizaines de bouteilles en plastique ramassées par l'artiste à Yaoundé. Il les a parées de taches de couleur, si bien que, de loin, on dirait des fleurs ou des fruits. De près ce ne sont plus que des débris.

L'œuvre s'intitule *Oxygen*, titre là encore symbolique, comme l'est celui de l'installation d'Olga Kisseleva : *EDEN*. Pour elle, ce n'est pas seulement le nom du paradis perdu, mais aussi le sigle de son projet Ethics and Durability for an Ecology of Nature. Autour du tronc d'un grand cèdre, elle a placé, tel un bracelet, un bandeau de systèmes électroniques, l'un pour capter les signaux produits par l'arbre, l'autre pour les transmettre. Se manifeste de



« Oxygen », installation de Pascale Marthine Tayou au domaine de Chaumont-sur-Loire. ÉRIC SANDER

cette façon savante le désir de retrouver une communication entre la nature et l'homme, dont celui-ci apprendrait bien plus qu'il ne l'imagine.

Telle est la tonalité de cette saison, conforme à l'angoisse écologique en train de devenir générale. Elle affecte jusqu'à la façon dont se regardent les paysages de Vincent Bioulès, réunis pour une exposition au premier étage du château. Ils datent pour la plupart de la dernière décennie et prennent leurs motifs autour de Montpellier, où l'artiste est né en 1938 et où il vit. L'œuvre de Bioulès se distingue par sa trajectoire, de l'abstraction et de la géométrie les plus strictes au temps du groupe Supports/Surfaces,

dont il fut l'un des fondateurs, en 1969, à une figuration fermement structurée par cette première période et procédant par zones colorées découpées par des lignes. A l'intérieur de ces surfaces, Bioulès aime à se livrer à des variations chromatiques sur deux ou trois tons harmonisés ou dissonants.

Paysages inquiétants

Quand il prend pour sujet les étangs en bord de Méditerranée, les horizontales divisent la toile en zones de bleus marins différents, animés par les virgules des vagues comme les bleus du ciel le sont par quelques nuées légères. Quand il regarde vers les Cévennes ou dans son jardin, il lui

faut d'autres constructions, axes obliques parallèles des arbres, triangles et trapèzes des montagnes. Les couleurs ne sont pas moins fortes – mimosas, feuillages pourpres ou dorés, ombres violettes –, mais toujours contenues dans le réseau des lignes.

De ceux que l'exposition réunit, quelques-uns de ces paysages sont solaires et rivalisent d'intensité avec ceux que Bonnard peignait à Vernon (Eure) et au Cannet (Alpes-Maritimes). Mais plusieurs, de très grand format, sont crépusculaires, à quelques instants de la tombée de la nuit, leurs rougeoyantes, buissons outremer et vert presque noir. Dans d'autres, les nuages sont denses comme des silex et aussi

anguleux que les falaises et les crêtes rocheuses qu'ils surplombent. On dirait qu'il y passe un vent violent et froid.

C'est le Midi, toujours, mais celui des Grands Causses vides et du massif des Albères que Bioulès peint impénétrable et hostile. Il ne faut pas se fier au premier regard : si séduisants semblent-ils d'abord, ces paysages peuvent se révéler inquiétants et, parfois, presque menaçants. ■

PHILIPPE DAGEN

« Saison d'art 2024 », Domaine de Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher). Tous les jours de 10 à 20 heures jusqu'au 31 août, de 10 à 19 heures ensuite. Entrée de 6 € à 20 €. Jusqu'au 27 octobre.

A Annecy, Zhigang Yang, dit « Busifan », à la conquête du public international

Le deuxième long-métrage du cinéaste chinois est en compétition au Festival du film d'animation

CINÉMA

ANNECY - envoyée spéciale

Il est venu passer deux jours au 48^e Festival du film d'animation d'Annecy (qui se tient jusqu'au 15 juin) pour présenter son deuxième long-métrage, *L'Orage*, sélectionné en compétition officielle. Le voyage depuis la Chine, le décalage horaire, le manque de sommeil et son départ le lendemain pour Shanghai, où l'attend un autre festival, n'entament ni son sourire ni cet air de boné dont nous fait grâce son visage.

Zhigang Yang, dit « Busifan », grande figure de la création animée indépendante en Chine, n'était encore jamais venu en France, où ses séries et ses courts-métrages demeurent peu connus. Au même titre que son premier long-métrage, *Dahufa*. *The Gardian*, sorti en 2017, une référence en Chine dans l'animation adulte, et pourtant jamais distribué à l'international dans les salles.

Le film, en revanche, n'est pas passé sous les radars de Frédéric Puech, fondateur de la société de distribution Something Big. « J'ai vécu quinze ans en Asie et suis toujours à la recherche de projets. En Chine, parmi les nombreux films de

commande, émergent des voix créatives dont fait partie Busifan. Après avoir vu *Dahufa*, j'ai suivi son travail et, quand j'ai appris qu'il préparait un deuxième long-métrage, j'ai coaché les droits parce que je voulais m'occuper de la distribution à l'international. Je pense que *L'Orage* est une étape pour lui, l'occasion de montrer ce qu'il fait, en dehors des plates-formes. Sa présence à Annecy est importante. »

Tradition et modernité

Accueilli avec un enthousiasme fort mérité par le public, *L'Orage* s'écarte des sentiers battus, tant sur le fond que sur la forme, mêlant dans les deux cas tradition et modernité, mythologies chinoises et préoccupations universelles, à travers l'histoire d'un petit garçon, Bao, et de Grain, son père adoptif, confrontés à la séparation. Mais aussi à un terrible danger : les dragons de l'ombre qui infectent les hommes et les transforment en monstres. Un mal, symbole de l'avidité, du désir à toujours vouloir posséder plus qui gangrènent les êtres humains, jusqu'à leur perte et le déchainement des éléments. « Je voulais montrer que la nature reprend toujours ses droits », souligne Busifan, dont le

film s'achève sur une spectaculaire tempête.

Il faudrait voir *L'Orage* plusieurs fois pour pouvoir décrypter toutes les légendes qui le parcourent, relever toutes les idées, les subtilités et les trouvailles dont use le cinéaste, qui, dans ce voyage sensoriel et épique, mêle avec une infinie délicatesse techniques traditionnelles (dessin à l'encre de chine, peinture, aquarelle) et 3D. Quand on sait que Busifan est en la matière un autodidacte, la fascination que provoque son film se double d'admiration.

Il s'en amuse. Lui, qui s'est imposé seul, a su tracer son chemin là où la production commerciale (avec une prédominance des arts martiaux et du manga) a longtemps dominé le marché. « Les jeunes réalisateurs ont dû apprendre à se différencier des grands maîtres de l'animation [des années 1950 à 1960], briser la paternité et le moule. Puis, durant une vingtaine d'années, il a fallu se débrouiller avec un monopole de financement par l'Etat qui produisait des œuvres très classiques. L'arrivée de nouveaux producteurs dans le pays et celle de films en provenance du Japon, des États-Unis et d'Europe ont ensuite changé notre regard, pro-

duisent une influence. Depuis plus de 15 ans, une nouvelle génération, portée sur la création, émerge. »

Busifan appartient à ce courant de cinéastes qui se démarquent. A l'image de son parcours, peu ordinaire. Né à Hangzhou, capitale de la province du Zhejiang, où il vit toujours, le jeune garçon suit d'abord une école technique avant de travailler de 1995 (il est alors âgé de 19 ans) à 2008 chez China Telecom. L'animation l'ayant toujours intéressé, il poste en ligne des petites productions d'animation, reçoit l'encouragement d'amis qui lui conseillent de quitter son travail pour se consacrer à sa passion. « Mes parents s'y opposaient. Puis ma mère a fini par donner son approbation, cela a été le déclic pour que je franchisse le pas. »

La suite ressemble à nombre d'autres itinéraires. Busifan autofinance ses premiers projets, se décourage parfois et manque de tout abandonner. Il faudra un coup de pouce des producteurs de Beijing Enlight Media Co. pour lancer sa carrière et que soit distribué dans les salles, en Chine, son premier long-métrage. Sept ans plus tard, il est à Annecy, prêt à conquérir le monde. ■

VÉRONIQUE CAUHAPÉ

ENCHÈRES Double record mondial pour un tableau de Chardin

Une nature morte de Jean Siméon Chardin (1699-1779), *Le Melon entamé*, a été vendue à plus de 26 millions d'euros, mercredi 12 juin, chez Christie's, à Paris. Un double record mondial pour ce peintre et pour un tableau français du XVIII^e siècle, selon la maison de ventes. *Le Panier*

de fraises des bois, autre nature morte du même peintre, acquise fin février par le Louvre pour 24,3 millions d'euros, à la suite d'une campagne de dons, détenait auparavant ce double record. *Le Melon entamé* représente une tranche de melon en équilibre sur un melon entier. Il avait été présenté par Chardin au Salon de l'Académie en 1761. C'est la famille Rothschild qui détenait l'œuvre. – (AFP)

LA COLLINE
THÉÂTRE NATIONAL

AVANT
LA
TERREUR
de Vincent Macaigne
15 - 27 juin 2024

Le Monde | Télérama | TRANSFUGE | INROCKPTIBLES | MOUVEMENT
philosophie | NOVA

L'Euro 2024 en quête de records d'audience

Du 14 juin au 14 juillet, les matchs de la compétition de football seront diffusés sur M6, TF1 et BeIN Sports

TF1
VENDREDI 14 - 21 H 00
FOOTBALL

Le sport de haut niveau diffusé en direct reste l'atout majeur des chaînes pour enregistrer des audiences record. Le groupe France Télévisions attend donc avec impatience le coup d'envoi des Jeux olympiques à Paris, fin juillet, espérant des audiences estivales élevées. De leur côté, TF1 et M6, chaînes privées ne disposant pas des droits de diffusion des JO, ne se lamentent pas. Car, avec l'Euro 2024, le championnat d'Europe de football organisé en Allemagne du 14 juin au 14 juillet, les deux chaînes vont se partager la diffusion de 25 matchs sur les 51 de cette compétition traditionnellement spectaculaire, d'un niveau technique souvent supérieur à une phase finale de Coupe du monde, et pro-

pice à des audiences élevées en l'absence de décalage horaire. Comme lors des éditions précédentes, il faudra être abonné à la chaîne payante BeIN Sports pour regarder l'intégralité de la compétition. TF1 retransmet 12 matchs, M6 en propose 13 (dont la finale, attribuée par tirage au sort) et BeIN l'ensemble des rencontres, dont 26 en exclusivité. **Tirage au sort** La phase de groupes se déroulera du 14 au 26 juin, et, sur les trois rencontres de l'équipe de France, deux seront visibles sur TF1 (contre l'Autriche, le 17 juin, face à la Pologne, le 25 juin) et une sur M6 (contre les Pays-Bas, le 21 juin). Après avoir gagné le droit, par tirage au sort, de diffuser la finale de l'Euro en 2016 et en 2021, M6 a de nouveau remporté le gros lot et retransmettra le match, qui aura lieu à Berlin dimanche 14 juillet. Les di-

rigeants de la chaîne espèrent un parcours sans faute des Bleus, car une présence française en finale assure une forte d'audience. En 2016, la rencontre France-Portugal disputée à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) avait attiré 20,8 millions de fidèles sur M6 alors qu'en 2021, pour la finale remportée par l'Italie face à l'Angleterre à Wembley, ils étaient 11,8 millions. Le record d'audience absolu d'un match à la télévision française reste la finale de Coupe du monde 2022 entre la France et l'Argentine (24 millions sur TF1). Les précédentes éditions du championnat d'Europe ont enregistré des audiences élevées et cet Euro 2024 s'annonce encore très prometteur pour les diffuseurs. Car, outre l'équipe de France, TF1, M6 et BeIN Sports savent que les rencontres de certaines sélections (Portugal, Italie, Espagne) assurent des audiences élevées,

comme on a pu le constater en 2016 ou en 2021. Des exemples ? La demi-finale Portugal-Pays de Galles en 2016 sur M6 (20,8 millions de téléspectateurs !) ou la demi-finale Italie-Espagne sur TF1 en 2021 (8,5 millions). En début de compétition, trois matchs seront programmés par jour (à 15 heures, 18 heures et 21 heures). Les huitièmes et quarts de finale seront visibles à 18 heures et à 21 heures. Les demi-finales

des 9 et 10 juillet à 21 heures, ainsi que la finale, à Berlin, le 14 juillet. Au-delà des rencontres, des magazines sont programmés, sur les chaînes détentrices des droits et sur la chaîne L'Equipe, qui, en plus de ses habituelles émissions de talk, a ajouté « L'Equipe foot » en milieu de journée. ■

ALAIN CONSTANT
.....
Allemagne-Ecosse, le 14 juin à 21 heures en direct de Munich.



L'équipe nationale italienne lors d'une séance d'entraînement, à Iserlohn (Allemagne), le 11 juin. ALBERTO PIZZOLI/AFP

Un classique du polar adapté avec brio par David E. Kelley et J.J. Abrams

Les créateurs d'« Ally McBeal » et de « Lost » s'infiltrèrent dans les couloirs du système judiciaire américain. Un condensé de tension

APPLE TV+
À LA DEMANDE
SÉRIE

Ils sont de retour et ça fait du bien. Eux, ce sont David E. Kelley et J.J. Abrams, à qui tout sériophile doit beaucoup : *Ally McBeal* et *Big Little Lies* pour le premier, *Felicity*, *Alias* et *Lost* pour le deuxième, entre autres merveilles. Les deux se sont alliés pour dépoussiérer un classique du polar signé Scott Turow (Albin Michel, 1988), déjà adapté en long-

métrage par Alan J. Pakula en 1990. Il en résulte une série comme on en voit de moins en moins : un condensé de tension au découpage millimétré, une fiction bavarde et sinueuse dont chaque épisode se termine sur un cliffhanger. Bref, un pur objet de télévision qui nous rappelle que, lorsque la série ne perd pas son temps à regarder du côté du cinéma, elle produit parfois le meilleur. On n'en demandait pas tant à un pitch aussi poussiéreux, qui prend racine dans une vision profondé-

ment conservatrice, voire puritaine, du mariage. A peine quardras, Rusty (Jake Gyllenhaal) et Barbara (Ruth Negga) forment un couple dont la réussite sociale masque mal l'usure amoureuse : il est magistrat, elle est galeriste. Cette façade se lézarde un peu plus lorsqu'une collègue de Rusty, qui fut également sa maîtresse, est retrouvée sauvagement assassinée. Rapidement démasqué et placé en tête de liste des suspects, Rusty fait pourtant valoir que la mise en scène du cadavre de Carolyn rap-

pelle un autre meurtre tout aussi sordide, mais dont l'auteur a été mis en prison par la jeune femme elle-même. Lancé sur la piste d'un *copycat* ou d'une vengeance par procuration, Rusty tente également de repousser les soupçons des deux procureurs ayant repris l'enquête après sa mise en cause, et qui ne lui veulent aucun bien. Le problème du livre et du film est évidemment qu'on en connaît la fin, mais, durant les sept épisodes que l'on a pu voir, le suspense est maintenu de façon que suffi-

samment de portes restent ouvertes jusqu'à un dénouement qu'Apple TV+ a malicieusement choisi de ne pas dévoiler à la presse. On appréciera d'autant mieux l'impeccable fluidité du récit, surtout si l'on aime arpenter les couloirs du système judiciaire américain. Il s'incarne ici dans une rivalité entre magistrats qui donne à la série une couleur supplémentaire, plus politique et plus contemporaine. Puriste jusqu'au bout, la série s'appuie en outre sur des seconds

rôles qui en élèvent encore le niveau (Peter Sarsgaard en sbire pas net, Lily Rabe dans le rôle un peu ingrat de la psy...), et refuse les effets de mise en scène au profit d'une narration qui va droit au but, implacablement efficace. ■

AUDREY FOURNIER
.....
Présumé innocent, série créée par David E. Kelley et J.J. Abrams. Avec Jake Gyllenhaal, Ruth Negga, Bill Camp, Peter Sarsgaard (EU, 2024, 8 × 45 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 138
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 137

HORIZONTALEMENT **I.** Probabilités. **II.** La. In. C-à-d. Ti. **III.** Electrochocs. **IV.** Bêchions. **V.** Incombe. Web. **VI.** Sténos. Marin. **VII.** Ci. Nr. Visage. **VIII.** Irréalizable. **IX.** Tavelas. Blés. **X.** Es. Séculier.

VERTICALEMENT **1.** Plébiscité. **2.** Ralentiras. **3.** Ecce. RV. **4.** Bichonnées. **5.** Antimorale. **6.** Robs. Lac. **7.** Icône. Visu. **8.** Lacs. Mis. **9.** Idh (Idaho). Wasabi. **10.** Opérable. **11.** Etc. Bigler. **12.** Sise. Nées.

HORIZONTALEMENT

I. Elevée pour mieux nous opposer. **II.** Article. Habitué aux mauvais coups. **III.** Bien fatigué. Très vif sur la partition. Personnel. **IV.** Tours d'appel. Prépare rapidement au travail. **V.** Attachée au pied du champignon. Coincer par les flics. **VI.** Comme des cuirs retournés. Changera de timbre. **VII.** Même chez les Anglais. Quart de tour. Belle essence indienne. **VIII.** Triplé romain. Mieux vaut la manger que la prendre. Ouvre des possibilités. **IX.** Dans l'erreur. Douces et parfois insultantes. **X.** Amusante, voire jubilatoire.

VERTICALEMENT

1. Est souvent de la revue. **2.** Que l'on retrouvera en dépôts. **3.** Ses intentions ne sont jamais bonnes. **4.** Possessif. Récite la lyre à la main. Ruban de la Botte. **5.** Partie ailleurs. Venu des Pyrénées pour rejoindre l'Adour. **6.** Belle Italienne du Piémont. Monté comme un caillou. **7.** Protections marines. Eliminas. **8.** Eliminations des reliefs. **9.** Travail postal. Cours élémentaire. Etêta sans TT. **10.** Chez Nini. Humeurs dans les grilles. L'étain. **11.** Passeras le temps. **12.** L'art de ne pas se mouiller.

SUDOKU

N°24-138

1	5	8	9	7	4	6	3	2
6	4	7	5	2	3	1	9	8
2	3	9	6	8	1	5	7	4
4	7	2	3	6	9	8	1	5
8	1	6	2	5	7	3	4	9
3	9	5	1	4	8	2	6	7
5	6	4	7	3	2	9	8	1
9	8	3	4	1	5	7	2	6
7	2	1	8	9	6	4	5	3

Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

Chaque jeudi, le meilleur de la presse étrangère

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendes-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue
Pierre-Mendes-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

Epris de Capri, Jacquemus défile à la villa Malaparte

C’est en Italie que Simon Porte Jacquemus a présenté ses collections femme et homme pour l’automne-hiver 2024-2025. Un tournant stylistique vers l’élégance minimaliste

MODE
CAPRI (ITALIE)

Une marque adolescente » : c’est ainsi que Simon Porte Jacquemus décrit la griffe qui porte son nom et qu’il a fondée il y a quinze ans. Et comme chez un humain, la puberté correspond à une phase de transformation. « Quand j’ai débuté, j’essayais de faire du neuf. Depuis quelques mois, je me préoccupe plutôt de longévité. J’essaie de définir l’essence de Jacquemus », affirme le designer de 34 ans.

Il faut dire que sa maison, qu’il possède entièrement et qui n’est donc pas soutenue par des investisseurs extérieurs, a connu une poussée de croissance extraordinaire : son chiffre d’affaires, qui avait déjà atteint 11,5 millions d’euros en 2018, est passé à plus de 20 millions en 2021, puis a bondi à 200 millions en 2022. Pour Simon Porte Jacquemus, qui en est à la fois le directeur artistique et le directeur général, il s’agit de manœuvrer finement pour ne pas dégringoler de ce sommet atteint si vite, surtout dans le contexte économique défavorable actuel.

Lui qui a toujours su se servir de ses défilés pour briller a réitéré cette performance, lundi 10 juin à Capri (Italie), où il a présenté ses collections automne-hiver 2024-2025 pour homme et femme. « J’ai toujours rêvé de défiler à la villa Malaparte », explique-t-il, faisant référence à l’œuvre architecturale moderne d’Adalberto Libera, construite entre 1938 et 1943 pour l’écrivain italien Curzio Malaparte.

Cette villa à flanc de falaise, dans l’est de Capri, a servi au tournage de films tel *Le Mépris* (1963), de Jean-Luc Godard, que Simon Porte Jacquemus cite toujours comme source d’inspiration, mais n’avait jamais accueilli de défilé jusqu’alors. Le créateur raconte que c’est à force d’envoyer aux propriétaires des messages sur Instagram, où il faisait aussi état de son

amour pour la maison, qu’il a fini par les convaincre. Dans un secteur où les marques se livrent une concurrence féroce pour mettre en scène leur collection dans des lieux singuliers, c’est indéniablement un joli coup.

Ce défilé souligne aussi un virage esthétique entrepris lors de la collection précédente, « Les Sculptures », mise en scène à la Fondation Maeght en janvier : alors que Jacquemus s’était jusqu’à présent illustré par son vestiaire estival léger, facile à porter et peu couvrant, il cherche désormais à rendre son offre à la fois plus sophistiquée et plus minimale. A Capri, les tenues féminines adoptent des formes géométriques très reconnaissables, avec des cols déployés en V autour des épaules, des robes coniques, des jambes de pantalon arrondies, des bustiers trapézoïdaux. La dimension très graphique n’exclut pas une dose de sensualité, notamment grâce aux dos dénudés ou à des drapés surprenants, comme cette robe longue dont on découvre qu’elle dévoile hanche et cuisse quand on la regarde de côté.

Bleu Klein et vert gazon

Pour l’homme, Jacquemus s’éloigne aussi de l’esthétique déconstruite. Il troque les chemisettes estivales et les shorts à poches plaquées pour des pantalons amples et à pinces, associés à un pull col bateau ou à une chemise à rayures rose pâle. Quelques silhouettes monochromes dans des tons vifs (bleu Klein, vert gazon, rouge piment) apportent une touche plus mode. Simon Porte Jacquemus compare à raison le résultat à de l’« *Armani des années 1990* », Giorgio Armani symbolisant une forme d’élégance minimaliste indépassable.

« On n’a jamais vendu autant de vêtements que depuis le défilé de

La dimension très graphique n’exclut pas une dose de sensualité, notamment grâce aux dos dénudés



Jacquemus. JACQUEMUS

janvier, s’enthousiasme Simon Porte Jacquemus. On se rend compte que l’on séduit un client plus luxe, qui ne veut pas porter les mêmes choses que tout le monde. » Jusqu’à présent, la croissance de la marque reposait essentiellement sur la vente d’accessoires, en particulier les sacs Chiquito (550 euros) et Bambino (620 euros), ainsi que le bob Artichaut (130 euros) : des articles écoulés en grande quantité, dont les prix demeuraient bien au-dessous de ceux pratiqués par les marques de luxe.

Jacquemus veut désormais aussi vendre des vêtements, plus travaillés, et de meilleure qualité. « Cela veut dire augmenter les prix, concède le designer. Mais cela ne

signifie pas que je vais arrêter de faire des robes simples en jersey, plus accessibles. » En période de crise économique et en l’absence d’investisseurs, il est raisonnable de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

D’autant que monter en gamme ne se fera pas d’un claquement de doigts : il faudra plusieurs saisons à Jacquemus pour trouver les bons fournisseurs et fabricants, qui sont déjà préemptés par les grands groupes du luxe. Le designer admet qu’il lui « reste beaucoup de savoir-faire à acquérir », mais, avec l’art du storytelling qui le caractérise, promet aussi qu’il va « passer tout le reste de [sa] vie à faire de meilleurs produits ».

« Je ne me considère pas comme une marque de luxe, mais peut-être que mes enfants la verront ainsi », devisait-il sur le toit de la villa Malaparte, devant ses quarante invités, parmi lesquels Gwyneth Paltrow, Dua Lipa et Laetitia Casta. Il est difficile de prédire si le repositionnement de Jacquemus suffira à assurer la longévité de sa marque dans un univers aussi concurrentiel.

En tout cas, à Capri, le designer a encore témoigné de sa capacité à mettre en scène des défilés hors du commun. Un talent convoité qu’il pourrait toujours proposer à la concurrence si jamais ses rêves de grandeur ne se réalisaient pas comme prévu. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

Ian Griffiths, l’homme de l’ombre de Max Mara

Le créateur pimente de sa fantaisie britannique un vestiaire italien intemporel, comme dans la collection croisière 2025 présentée à Venise

VENISE (ITALIE)

Avoir Ian Griffiths, 62 ans, installé dans l’un des salons de l’Hôtel Monaco, à Venise (Italie), vêtu d’un costume beige impeccable fait sur mesure par le tailleur de Savile Row Timothy Everest, on a du mal à s’imaginer qu’il fut, dans les années 1980, une figure de la scène clubbing de Manchester (Royaume-Uni).

Le 11 juin au soir, cet Anglais pur jus – directeur artistique de Max Mara depuis 2009, mais dans l’entreprise italienne depuis trente-sept ans – présentait sa collection croisière 2025 sous les arcades du palais des Doges. L’occasion de revenir sur le parcours atypique de cet ancien punk, peu mis en avant par la marque, qui

confesse avoir rejoint le prestigieux Royal College of Art de Londres afin de ne pas être enrôlé pour la guerre des Malouines, en 1982.

« Je venais d’abandonner mes études d’architecture, et j’étais très heureux d’être au chômage, de toucher 36 livres sterling par semaine et de passer mes nuits en boîte avec mes amis. Puis, un matin, en rentrant d’une soirée l’esprit encore embrumé, j’entends à la radio la première ministre, Margaret Thatcher, annoncer le recrutement des personnes sans emploi dans l’armée ! Cela m’a donné le coup de pied nécessaire pour faire enfin ce que je voulais depuis toujours », se rappelle-t-il, lui qui confectionnait déjà des habits de fête pour lui et sa bande d’amis.

C’est par hasard qu’il rejoint Max Mara à la fin de ses études, en 1987, après avoir remporté un concours de création. Il a alors 25 ans. « Je ne pensais pas y faire toute ma carrière, raconte-t-il. Mais je me souviens que Luigi Maramotti [fils du fondateur, Achille Maramotti, et PDG de l’entreprise] m’a dit, lorsque je suis arrivé : “C’est le travail de toute une vie !” D’ailleurs, il y a quelques années, ma mère m’a dit que, si un jour je quittais Max Mara, elle me déshériterait ! »

Comment, dès lors, faire coïncider le grain de folie de la culture britannique avec la noblesse et la rigueur de la mode Italienne ? « J’ai toujours pensé que c’était un bon contraste. La mode italienne peut être en effet assez rigide. Il existe,

par exemple, des règles de conduite assez strictes sur ce qu’il faut ou ne faut pas faire, comme couvrir ses épaules et ses genoux dans les églises, ce genre de chose. C’est comme lorsque vous commandez un cappuccino après 11 heures, les gens pensent que vous êtes fou ! »

Motifs orientaux et occidentaux

Pourtant, il lui suffit de peu d’éléments pour bousculer les codes d’une maison familiale créée en 1951, à Reggio d’Emilie (Emilie-Romagne), et réputée pour son travail traditionnel des belles matières, son excellence de la coupe, ainsi que ses silhouettes simples et élégantes. Chez Max Mara, Ian Griffiths insufflé ainsi régulièrement de subtiles références British, telles que la maille torsadée

ou les vestes façon bleu de travail, clin d’œil à la *working class*, pour le printemps-été 2024.

La collection croisière présentée à Venise, elle, s’inspire des voyages du marchand aventurier Marco Polo le long de la Route de la soie, au XIII^e siècle. Si l’on retrouve ici les grands manteaux beiges en poil de chameau, les vestes courtes sanglées en cachemire blanc, les pantalons fluides façonnés dans de la laine écrue ou encore les impeccables trenchcoats aux manches amples, la nouveauté se niche cette saison dans les imprimés jacquards des manteaux longs et des vestes, inspirés d’un mélange de motifs orientaux et occidentaux.

Il y a également les broderies de sequins dorés sur les pull-overs

en maille épaisse et des chemisiers aux manches bouffantes. Quelques chapeaux façon turban, signés du chapelier britannique Stephen Jones, accentuent l’exotisme de l’ensemble, tout comme les longues ceintures en cordon de soie, avec des pompons géants noués sur le devant.

« J’imagine ici un Marco Polo féminin qui, au lieu de se rendre à la cour de l’empereur mongol Kubilay Khan, irait à New York pour un rendez-vous d’affaires avec le PDG d’une multinationale. » Si, à la naissance de Max Mara, Achille Maramotti voulait « habiller les épouses des médecins et des avocats locaux », c’est une belle garde-robe pour la femme active actuelle que taille désormais Ian Griffiths. ■

MAUD GABRIELSON



en vente
actuellement



En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Nos services

Lecteurs



Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)



Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

WWW.SOUFCEPROTECH.BU



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ **carnet@mpublicite.fr**
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Charlotte et Alice Auxenfants, ses filles,
Laurence Roubaud, son épouse,
Sylvia Roubaud Bénichou, sa belle-mère,

ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric AUXENFANTS,

âgé de cinquante-cinq ans, le vendredi 31 mai 2024, entouré de tous ses amis et des médecins et infirmiers de l'hôpital Lariboisière, Paris 10^e, qui l'ont soigné avec un constant dévouement.

Il a eu le courage au moment de mourir de tous les saluer et de dire adieu à ses filles, en souriant.

Ses obsèques se tiendront le samedi 22 juin, à 16 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, suivies, selon ses volontés, de la dispersion complète de ses cendres.

Saint-Vigor (Eure).

Dominique de Talancé, son épouse,
Anne, Jacques et Arnaud Beauvois, ses enfants
et leurs conjoints,
Simon et Jeanne de Gliniasty, ses beaux-enfants
et leurs conjoints,
Nicolas, Claire, Elodie, Julie, Coline et Robin Beauvois, ses petits-enfants
et leurs conjoints,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Roger BEAUVOIS,
magistrat honoraire,
ancien président
de la 3^e chambre civile
de la Cour de cassation,

survenu le 6 juin 2024,
à Lézignan-Corbières (Aude),
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La crémation a eu lieu le jeudi 13 juin, à 11 heures, au crématorium d'Evreux, suivie d'un hommage au Mesnil-Anseume, à Saint-Vigor.

Florence (Italie).

Son frère,
Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Michel CARASSO,

survenu le samedi 8 juin 2024,
à Florence.

Il est inhumé dans sa terre de Toscane qu'il aimait tant !

*Ciao fratello !
Salut, mon frère !*

Michel, Frédéric, Jean-Yves et Geneviève,
ses enfants,
Sylvain, Juliette, Louise et Aristide,
ses petits-enfants,
Danielle et Anna,
ses belles-filles,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Chantal CHEMLA,
ENS Sèvres (1955),
agrégée de grammaire,
DDEN,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,
ancienne présidente
de Rencontres culturelles,
ancienne secrétaire générale
des Amis d'Alexandre Dumas,
membre du Grand Orient de France,
survenu à Paris, le 9 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Un dernier hommage aura lieu au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e, le mardi 18 juin,
à 13 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le 7 juin 2024,

Marianne FRANCHEO,
lectrice puis maître de conférences
en études germaniques
à l'École normale supérieure
(Fontenay-Saint-Cloud, Lyon,
1969-2003).

Tu resteras dans nos cœurs.

Maya, Olivier, Jeanne, Arthur,
Aris, Simon, Ivan, Emile.

Le Havre. Nidda. Chambéry.

Manuelle Sautereau,
son épouse,
Adrien et Clélia,
ses enfants,
leurs conjoints, Judith et Jurek,
Merlin, Carmen, Sébastien, Benjamin,
ses petits-enfants
Et toute la famille Garino, Capuçon,
Alves Costa, Legrand,
ont la douleur de faire part du décès de

Marc GARINO,
survenu le 8 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le lundi
17 juin, à 10 h 30, au complexe funéraire,
155, rue Maryse-Bastié, au Havre.

Nous avons la tristesse, la douleur
d'annoncer le décès de

Patrice GARLOT,
cinéaste formats spéciaux,
survenu le 30 mai 2024.

Yoan et Paul,
ses fils,
Elodie Desclozeaux,
sa compagne,
Christine Juhel
Et tous ses proches.

Gaspar Billette,
son petit-fils,
a la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Claudine MEYER,
née BISMUTH,
survenu le 9 juin 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie aura lieu le lundi
17 juin, à 11 h 30, au cimetière de
Montparnasse, Paris 14^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claire Inguenaud,
sa mère,
Eric Plessz,
son père,
Violette Plessz,
sa sœur
et son conjoint, Maciej Ryba,
Marie-Thérèse Inguenaud,
sa grand-mère,
Marc Inguenaud et Bénédicte
Emmanueli,
ses oncle et tante
et leur fils, Eliott,
Lucile Délye et Danaé Délye,
ses demi-sœurs,
Marie-Paule Lecourt et Anne
Chapuis,
ses grand-tantes
ainsi que leurs conjoints et enfants,
Catherine Plessz et Anne Plessz
Glatz,
ses tantes
ainsi que leurs conjoints et enfants,
Les familles Garrigou, Goellner et
Topet,
ont la douleur de faire part du décès
subit, de

Lucas PLESSZ,
survenu à Ecqueville, le 4 juin 2024,
à la veille de ses trente-neuf ans.

Les obsèques ont lieu ce jeudi
13 juin, à 15 h 15, au cimetière de
Montrouge, 18, avenue de la Porte de
Montrouge. Paris 14^e.

Antoine, David, Nicolas et Thomas

Roux,

ses fils,

Valentine, Alice, Clémence et Elsa,

ses belles-filles,

Ses petits-enfants,

Véronique Dreyfus,

sa nièce,

ont le chagrin de faire part du décès

de

M. Charles ROUX,

PU-PH d'embryologie

à la Faculté de médecine

de Saint-Antoine,

survenu le 7 juin 2024, à Paris,

à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans,

sereinement à son domicile, entouré

de sa tribu.

Odile Saglio,

son épouse,

Marie-Caroline et Nicolas

Yatzimirsky,

Marc-Antoine et Dounia Saglio,

Pierre-Olivier et Charlotte Saglio,

ses enfants et leurs conjoints,

Alexandra, Leyth, Irène, Yanis, Pierre,

Maxime et Clara,

ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part de la mort

de

Jean-François SAGLIO,

ingénieur général des Mines,

officier de la Légion d'honneur,

croix de la Valeur militaire,

le 7 juin 2024, dans sa quatre-vingt-

huitième année.

La célébration religieuse aura

lieu le vendredi 14 juin, à 10 h 30,

en l'église Notre-Dame-des-Champs,

Paris 6^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière

du Montparnasse, Paris 14^e.

Le Monde

Abonnement

Quotidien

+ numéri

100,58 €

(prix de vente

au numéro)

19

€/mo

pendant 3

✓ Le journal et ses suppléments

✓ Tous les contenus numériques



Abonnez-vous en li

A compléter et

OUI, je m'abonne à l'offre **Quotidien + numéri**

> 6 quotidiens + « M le magazine du Monde

1944 + l'application La Matinale + plus de 2

Je complète le mandat de prélèvement SEPA

E-mail : _____

Important : merci de préciser votre adresse e-m

la confirmation de votre abonnement

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Société édit

instructions de la Société éditrice du Monde. Vous bénéficiez du

remboursement doit être présentée dans les huit semaines sui

Référence unique du mandat : _____

NOM DU TITULAIRE DU COMPTE ☐ M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TYPE DE PAIEMENT **PAIEMENT RÉPÉTITIF**

Fait à : _____

Date : _____

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installati

informations contenues dans le présent mandat, qui doit être compl

de ses droits d'opposition, d'accolés et de rectification tels que prévus

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 6769, AVENUE PIERRE-MEND

métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Au delà des 3 premiers mois, à

consultables et téléchargeables au lien suivant : [www.lemonde.fr](https://moncompte,</small></div><div><small>représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que</small></div><div><small>en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et s</small></div><div><small>vous saluez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partena</small></div><div><small>du 27/04/2016), vous disposez d'un droit d'accolés, de rectificati</small></div><div><small>données du Monde en cliquant à l'adresse suivante : 6769, avenue</small></div><div><small>confidentialité sur le site <a href=) ou sur le site de la CNIL.

Asta SCHUWER,
née LAUNIS,

surnvenue le 8 juin 2024, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Martine Schuwer,
6, boulevard Franklin-Roosevelt,
35200 Rennes.
Marc Merlin,
103, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

Thaï Vu-An Binh,
son père
Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du rappel
à Dieu de

Eric VU-AN BINH,
officier de la Légion d'honneur,
directeur artistique
du ballet Nice Méditerranée,

le 8 juin 2024, à l'âge de soixante ans,
muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'obsèques sera célébrée
en l'église Notre-Dame-du-Port de Nice,
le vendredi 14 juin, à 15 h 30, par Mgr
Jean-Louis Gazaniga, archiprêtre.

L'inhumation se fera ultérieurement
au cimetière de Giverny où il rejoindra
son époux,

Hugues R. GALL,

décédé le 25 mai.

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

Assemblée générale

**L'assemblée générale
de la Société des Employés
du Monde**
**aura lieu le jeudi 20 juin 2024,
à partir de 14 heures,**
dans l'auditorium du Monde,
67-69, avenue Pierre-Mendès-France,
Paris 13^e.




BULLETIN D'ABONNEMENT

Envoyer à : Le Monde - Service Abonnements - AT100 -

Le Monde pendant 3 mois pour seulement 19€

tous les contenus numériques sur le site et le

O grilles de jeux en ligne.

dessous

@ _____ Tél : _____

afin de recevoir

J'accepte de recevoir des offres de mes partenaires

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Le Monde à envoyer des instructions à votre banque pour débloquer vos droits réservés à l'abonnement. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles à nos partenaires sont destinées à être utilisées pour le créancier que pour la gestion de sa relation commerciale avec vous. Vous pouvez exercer vos droits de rétractation en envoyant un courrier écrit au Monde ou par voie électronique à l'adresse suivante : droits@lemonde.fr. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles à nos partenaires sont destinées à être utilisées pour le créancier que pour la gestion de sa relation commerciale avec vous. Vous pouvez exercer vos droits de rétractation en envoyant un courrier écrit au Monde ou par voie électronique à l'adresse suivante : droits@lemonde.fr. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles à nos partenaires sont destinées à être utilisées pour le créancier que pour la gestion de sa relation commerciale avec vous. Vous pouvez exercer vos droits de rétractation en envoyant un courrier écrit au Monde ou par voie électronique à l'adresse suivante : droits@lemonde.fr.

☐ Mme **IDENTIFICATION DU COMPTE BANCAIRE**

IBAN — Numéro international d'identification bancaire

BIC — Code international d'identification bancaire

N'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire (RIB).

Signature obligatoire :

Colloque

L'Institut Pierre Mendès France organise un colloque **1954-17 juin-2024** **Il y a soixante-dix ans le gouvernement de Pierre Mendès France ; une démocratie en actes,**

le lundi 17 juin 2024,
9 heures - 19 heures,
salle Victor Hugo,
101, rue de l'Université, Paris 7^e.

Organisé par Françoise Chapron,
Vincent Duclert, Robert Frank,
Sabine Jansen.

Avec Marc-Olivier Baruch,
Gérard Bossaut, Alain Chatriot,
Joan Mendès France, Guïa Migani,
Emilia Robin, Eric Roussel,
Perrine Simon-Nahum,
Jean François Sirinelli,
Georges Henri Soutou,
Frederic Turpin, Philippe Vial.

*Inscription impérative
avant le 13 juin 2024*
sur [**www.mendes-france.fr**](http://www.mendes-france.fr)
Actualités colloque /
formulaire de contact.

IPMF, 60, rue des Francs Bourgeois,
75003 Paris.
[**contact@mendes-france.fr**](mailto:contact@mendes-france.fr)

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la
publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Marilyne Baumard, Philippe Broussard,
Nicolas Chapius, Emmanuelle Chevalereau, Alexis
Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services
abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel
Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel
Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux
(cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe
Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Cargnon
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum,
présidente, Gilles Paris, vice-président

23IEMQAPA

66 Arras Cedex 9

Pour moins de 24,90 €/mois
Abonnements + les archives du Monde depuis

<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
--	--

Compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux
convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de

Sera rempli par la Société éditrice du Monde

NOM PRENOM

RUE

CITE DE LA SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE

CP : FR182ZZ134031

169 Av. Pierre-Mendès-France

11469 - 75707 PARIS CEDEX 13

Document qui vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les
avec son client. Elle pourrait donner lieu à l'exercice, par ce dernier,
aux fichiers et aux libertés.

348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France
ement de durée. Les COV applicables à l'abonnement souscrit sont
ous données personnelles doivent être faites avec l'accord de votre
nelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et,
ons et sollicitations par voie postale, cochez cette case [X] Si vous ne
nt à la loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD
qui vous pouvez exercer après de la Délégation à la protection des
des/livraison/contact. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de

Alexandra de Hoop Scheffer Emmanuel Macron prend le risque d'isoler la France en Europe

La progression du RN en France contraste avec la tendance inverse observée en Europe centrale, où l'extrême droite est en recul, notamment en Pologne, en Hongrie, ou en Slovaquie, analyse la politiste

L'Union européenne est confrontée à une double polarisation qui met à l'épreuve sa cohésion interne et sa position sur la scène internationale. D'une part, la polarisation sociétale et politique fragilise nos démocraties, exacerbée par les récentes crises : pandémie de Covid-19, guerres en Ukraine et à Gaza, et tensions économiques (prix de l'énergie, inflation). D'autre part, la polarisation géopolitique, amplifiée par la compétition entre les Etats-Unis et la Chine, redessine les équilibres mondiaux, souvent au détriment des intérêts industriels et stratégiques européens.

Ce que révèlent les élections européennes n'est pas tant une « crise de la démocratie » qu'une expression de celle-ci, à l'heure où les citoyens européens s'inquiètent du décrochage européen et contestent les politiques ou l'insuffisance des politiques pour y remédier. La progression confirmée de l'extrême droite en France et en Europe traduit en réalité une « crise de performance » des gouvernements en place, face aux enjeux qui préoccupent en premier lieu les citoyens européens : le coût de la vie, le changement climatique, l'immigration et le retour de la guerre sur le continent.

En France, le triple déficit (commercial, public et financier), la chute de productivité et la délocalisation des entreprises vers les Etats-Unis pour des raisons de coût de l'énergie moindre et

d'attractivité du marché lié à l'inflation Reduction Act *[promulgué en août 2022]* entérinent chez les Français le sentiment d'une mauvaise gestion et d'une fuite en avant non maîtrisée.

Sur ces sujets, l'Union européenne (UE) est souvent perçue comme un problème plutôt qu'une solution. Une UE excessivement réglementaire, voire punitive en matière de transition écologique, par un pacte vert qui exacerbe les fractures territoriales et notre dépendance à la Chine. Une UE trop laxiste sur la politique migratoire. Une UE trop naïve et sous-outillée sur le plan géopolitique et géoéconomique, renforçant ainsi notre double dépendance et vulnérabilité à l'égard des Etats-Unis et de la Chine. La réponse à ces défis réside en réalité dans la mise en œuvre de l'agenda de Versailles *[fixé lors de la présidence française du Conseil de l'UE en 2022]* sur la souveraineté européenne, qui peine pourtant à prendre racine en France.

Nouveau clivage Est-Ouest

Plusieurs tendances lourdes émergent indépendamment des résultats des élections législatives anticipées : la crise du leadership franco-allemand va s'approfondir et accélérer la recomposition des équilibres politiques en Europe ; la scène politique française va poursuivre sa transformation par la normalisation du Rassemblement national (RN) et affai-

blira la place de la France en Europe ; l'agenda européen va connaître des ajustements pour répondre aux préoccupations manifestées lors de ces élections.

La crise de performance se cristallise à travers la crise du leadership franco-allemand : Paris confirme sa singularité, avec un groupe d'extrême droite représentant 40 % de l'électorat français et l'affaïssement du front républicain. En Allemagne, les sociaux-démocrates du SPD du chancelier Olaf Scholz ont réalisé la pire performance de son histoire, la CDU et l'AFD apparaissant désormais comme les deux principales forces politiques allemandes. En Italie aussi, le parti Fratelli d'Italia est arrivé en tête, confortant l'assise de la présidente du conseil, Giorgia Meloni.

Ces évolutions redessinent le paysage politique européen, contrastant avec la tendance inverse observée en Europe centrale où l'on note un recul des partis d'extrême droite, notamment en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie ou encore en Roumanie. L'inconnue française incite le premier ministre polonais, Donald Tusk, à dire qu'elle « *fait peser sur nos épaules une responsabilité de plus en plus grande pour l'avenir de l'Europe* ». Ce nouveau clivage Est-Ouest va redéfinir les dynamiques au sein du Conseil européen où l'influence de Scholz et de Macron sera réduite et inciter à des réflexes d'autonomisation par rapport à un tandem franco-allemand décrédibilisé.

Le pari de Macron est à cet égard très risqué, puisque les scénarios qui se profilent pour les législatives ont le fort potentiel de conduire à la paralysie politique de la France, avec pour conséquence une impossibilité de gouverner et donc de peser sur la scène européenne. L'instabilité chronique de la politique française affaiblirait durablement la confiance entre Berlin et Paris.

L'INSTABILITÉ CHRONIQUE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE AFFAIBLIRAIT DURABLEMENT LA CONFIANCE ENTRE BERLIN ET PARIS

Les élites politiques allemandes se trouvent confortées dans leur diagnostic d'une France en décrochage, leur propension à court-circuiter Paris sur tous les sujets et à forger des alliances avec d'autres pays européens – à l'instar du *[projet de bouclier antimissiles à l'initiative de Berlin]* Sky Shield. Cette perception allemande de la France sera difficilement réversible à moyen terme. L'influence de Paris à Bruxelles se trouvera aussi affectée : 35 des 81 députés français du Parlement européen viendront de l'extrême droite et ne pourront pas peser sur la prochaine coalition.

Emmanuel Macron prend le risque d'isoler la France en Europe, et de mettre dans la balance sa politique de soutien à l'Ukraine. Cette mise hors jeu contraste avec les importantes avancées obtenues par Paris ces dernières années au sein de l'UE : plan de relance post-Covid-19, réhabilitation du nucléaire comme source propre d'énergie électrique, élaboration (avec Berlin) d'une po-

litique industrielle commune, priorité à l'autonomie stratégique européenne.

Ce sont sur ces grands sujets européens, finalement peu abordés pendant la campagne, que se joue l'avenir de la France et de l'UE. Car l'ampleur des enjeux fait que la France ne peut agir seule. Macron a, à cet égard, raté l'occasion d'articuler les enjeux de la souveraineté européenne (agenda de Versailles) avec les enjeux de la souveraineté française qui se renforcent mutuellement.

La reconfiguration du paysage politique européen induira des ajustements des politiques européennes : le pacte vert sera partiellement suspendu au profit d'un agenda plus axé sur l'économie et des politiques industrielles plus agressives, notamment dans le secteur de l'automobile et des technologies vertes. La politique migratoire poursuivra son tournant sécuritaire déjà entamé avec l'adoption du pacte européen sur la migration et l'asile le 14 mai.

Les ambitions géopolitiques fixées par la Commission européenne d'Ursula von der Leyen et la politique de soutien de l'UE à l'Ukraine pourraient être revues à la baisse. Enfin, l'UE restera tributaire des événements et des chocs extérieurs, en particulier de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, qui devra l'inciter à reprendre l'initiative là où Washington pourrait être plus en retrait. ■

Alexandra de Hoop Scheffer est senior vice-présidente chargée des questions de géopolitique au sein du groupe de réflexion German Marshall Fund of the United States

Camille Froidevaux-Metterie Voter RN pour les femmes, c'est braquer une arme contre soi

Le parti de Marine Le Pen séduit de plus en plus les femmes, analyse la philosophe, alors même que ses députés sont absents sur la lutte contre le harcèlement, les droits reproductifs ou l'égalité femmes-hommes

Si le Rassemblement national (RN) est arrivé en tête dimanche 11 juin et espère renforcer encore son succès électoral aux législatives anticipées, les femmes y sont pour quelque chose, et cela pose question. Entre les élections européennes de 2019 et celles de 2024, le parti de Marine Le Pen a gagné dix points dans l'électorat féminin, passant de 20 % à 30 % (Ipsos). Un autre sondage (IFOP) avance même le chiffre de 32 %, les plaçant devant les hommes.

Nous en avons bel et bien terminé avec le *gender gap*, cet écart genré longtemps observé entre les comportements électoraux féminins et masculins. En France, la science politique repère quatre moments : la période d'apprentissage, de 1944 aux années 1970, où les femmes votent moins que les hommes et choisissent plutôt la droite – elles seront par exemple 61 % à voter pour le général de Gaulle en 1965 ; la période de stabilisation, des années 1970 au mi-

lieu des années 1980, où la participation et l'orientation politique des femmes et des hommes se rapprochent ; la période d'inversion, depuis la fin des années 1980, où les femmes participent plus que les hommes et font des choix politiques plus progressistes – ainsi, ce sont elles qui assurent à François Mitterrand sa réélection en 1988, en lui donnant 51 % de leurs voix contre 47 % pour les hommes.

Un « effet Marine »

Un fil rouge traverse toutes ces décennies, celui du rejet de l'extrême droite, c'est le *radical right gender gap*, théorisé par la chercheuse afro-américaine Terri E. Givens en 2005. Toutes les élections prises en compte, l'écart moyen entre le niveau de vote Front national (FN) des Françaises et des Français est de quatre points entre 1984 et 2002. Le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen recueille 26 % des suffrages masculins contre seulement 11 % des

suffrages féminins. Si seules les femmes avaient voté ce jour-là, le leader frontiste n'aurait pas été présent au second tour de l'élection présidentielle. L'antilepnisme s'avère alors maximal chez les femmes jeunes et diplômées, d'une part, et chez les électrices âgées et catholiques, de l'autre.

Comme l'a montré la politologue et sociologue Mariette Sineau, on a pu parfois expliquer la réticence des femmes à voter pour le FN par un argument psychologique (et essentialisant) : la socialisation des filles, éduquées à l'obéissance et au souci pour autrui, expliquerait qu'elles soient plus réticentes, à l'âge adulte, à voter pour des extrêmes. On a plus souvent mobilisé l'argument socio-économique : plus précaires, les femmes sont les premières bénéficiaires des aides sociales et, conséquemment, plus favorables aux partis qui les soutiennent. S'est ajoutée à cela l'idée que ces mêmes partis sont aussi ceux qui sont les plus ouverts aux thèmes et aux combats féministes.

Ces explications ont cependant volé en éclats lors des élections de 2012 qui ont ouvert une quatrième période : elles ont vu les femmes aussi nombreuses que les hommes à voter pour Marine Le Pen, une tendance qui ne s'est pas démentie depuis lors.

Il y a eu là, pour la politiste et sociologue Nonna Mayer, un évènement « *effet Marine* ». Outre sa politique de dédramatisation du parti, qui a très certainement contribué au ralliement des femmes, c'est surtout sa stratégie « féminine » qui a payé. Tenant à distance l'héritage viriliste et sexiste

de son père, Marine Le Pen se présente comme une femme moderne, mère de famille, divorcée, travaillant, affichant sa « *sensibilité à la cause féminine* », mais prenant le prétexte de la défense des femmes pour pointer la principale menace qui pèserait sur elle, l'islam.

Contre les droits des LGBTQIA+

C'est ainsi dans la rubrique « sécurité » que le RN abordait la question des violences faites aux femmes dans son programme de 2022, quand ses représentants s'étaient abstenus de voter la loi de 2018 visant à renforcer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. A l'échelle européenne, les députés du parti de Marine Le Pen ont tous voté (sauf une absente) contre la résolution de 2021 créant des formations contre le harcèlement au sein des institutions de l'Union européenne (UE).

Concernant les droits reproductifs, les positions sont assez claires. Non seulement le droit à l'avortement n'est pas une mesure défendue historiquement par le RN, mais Marine Le Pen s'est clairement opposée à l'allongement de l'accès à l'IVG tout comme à l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, les eurodéputés RN ayant par ailleurs massivement voté, en 2020, contre la condamnation européenne de l'interdiction de l'avortement en Pologne. Il faut y ajouter l'hostilité assumée du RN vis-à-vis des droits LGBTQIA+, comme en témoigne, au niveau européen, son vote contre la condamnation des discours de haine envers les personnes LGBTQIA+ en 2019 et con-

tre le fait de déclarer l'Europe zone de liberté pour ces mêmes personnes en 2021.

Enfin, si l'on peut penser que son obsession pour la hausse du pouvoir d'achat constitue un aspect d'attractivité du RN pour les femmes en situation de précarité, il faut bien remarquer qu'aucune mesure un peu précise n'est envisagée, à l'exception de la revalorisation des salaires des personnels soignants. A Bruxelles, la totalité des eurodéputés d'extrême droite se sont dûment abstenus de voter la résolution de l'UE s'inquiétant d'un « *recul de l'égalité hommes-femmes et des droits des femmes* ».

Le parti de Marine Le Pen constitue donc une menace tangible et massive pour les droits des femmes. Il va falloir travailler chaque jour à le rappeler et à en donner les preuves d'évidence si l'on veut convaincre les femmes que voter pour le RN les 30 juin et 7 juillet, c'est braquer une arme contre soi. Et parce que la politique macroniste n'a cessé de nous décevoir, quand ce n'est pas de nous révolter, c'est peu de dire que nous, féministes, comptons sur le « front populaire » pour placer la défense de nos combats au cœur de son programme. ■

Camille Froidevaux-Metterie est philosophe et professeure de science politique, spécialiste de la pensée féministe. Elle a publié « Patriarcat, la fin d'un monde » (Seuil, « Libelle », 60 p., 4,90 €)

Jérémie Moualek

« La notion de "vote protestataire" tend à infantiliser l'électeur »

Le sociologue rappelle que parler de vote contestataire fait oublier que l'essentiel de la contestation s'effectue hors du cadre imposé par les élections

ENTRETIEN

Enseignant-chercheur au Centre Pierre-Naville de l'université d'Evry et à l'Institut national de l'audiovisuel, le sociologue Jérémie Moualek, qui mène actuellement une étude sur les soirées électorales de 1956 à nos jours, analyse la façon dont l'expression « vote contestataire » a pu être utilisée par le passé pour expliquer les résultats électoraux du Rassemblement national (RN), et les raisons pour lesquelles elle est aujourd'hui délaissée.

Lors des élections européennes de 2019, comme à l'occasion d'autres scrutins, l'existence d'un vote contestataire avait parfois été avancée pour analyser les scores du RN en France. La notion a-t-elle connu un succès similaire ces derniers jours ?

Il me semble que la victoire du RN le 9 juin – plus de 30 % des suffrages exprimés mais, je le rappelle, seulement 15 % des inscrits – tend à montrer aux acteurs politiques et médiatiques que ce choix des électeurs ne peut être interprété uniquement comme un geste de protestation sans fondement sociologique ou idéologique. Cette explication a été moins mobilisée dimanche qu'à d'autres

moments politiques durant lesquels elle était devenue une sorte de valeur refuge : la progression constante du RN et la publication de travaux battant en brèche cette analyse ont eu raison de cette grille de lecture. Ceux qui l'utilisaient ne peuvent aujourd'hui plus en rester là.

Par qui cette notion a-t-elle été principalement employée, et depuis quand est-elle mobilisée ?

La notion de vote contestataire, ou protestataire, est une catégorie d'entendement électoral qui a commencé à être utilisée dans les années 1980 parallèlement à la hausse des scores du Front national [FN], en particulier après les élections européennes de 1984 [la liste d'extrême droite avait récolté 10,95 % des suffrages exprimés]. L'émergence de cette expression reflète une rupture d'intelligibilité dans la sphère politique et médiatique : elle tente d'expliquer un phénomène qu'on ne s'explique pas – c'est-à-dire l'« apparition » de ces voix en faveur du FN.

D'abord employée par les autres partis politiques pour minimiser la montée en puissance de cette organisation, la notion a ensuite été reprise dans la sphère médiatique, où elle s'est installée au gré des élections, en particulier lors des européennes, jusqu'à devenir un lieu

commun, sans que ce qu'elle recouvre soit clairement explicité.

Pourquoi cette grille de lecture prête-t-elle le flanc à la critique ?

Très vite surmobilisée, cette interprétation a été sujette à des usages totalement incontrôlés dans les médias et dans le champ politique, malgré le fait qu'elle soit simpliste et souvent disqualifiante. Simpliste, parce qu'elle regroupe ensemble des gestes différents, voire contradictoires – vote pour des partis étiquetés extrême droite, pour des partis étiquetés extrême gauche, abstention, vote blanc, etc. –, là où les sciences

« EN EXPLIQUANT DES COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX DE CETTE FAÇON, ON LES CANTONNE À L'IRRATIONALITÉ OU À UN GESTE D'HUMEUR »

sociales et politiques, si elles ne nient pas le fait qu'il y ait parfois des comportements électoraux d'opposition, montrent qu'il est impossible d'attribuer une seule signification à un vote.

Disqualifiante, parce qu'elle a très souvent été employée pour décrire le comportement des électeurs membres des classes dominées, populaires – alors même qu'on sait qu'un nouveau rapport critique à la politique transcende aujourd'hui les classes sociales. En expliquant des comportements électoraux de cette façon, on les cantonne finalement à l'irrationalité ou à un geste d'humeur lié aux circonstances : certains voteraient seulement pour « envoyer un signal » – un geste « en deçà » du politique. Une telle lecture tend à infantiliser l'électeur, à dépolitiser son geste, et à faire fi des facteurs sociologiques qui tentent d'expliquer les pratiques électorales sur le temps long. Finalement, son usage instaure un clivage entre des partis suscitant des votes d'adhésion (légitimes et souhaitables) et d'autres partis suscitant des votes de contestation (illégitimes et irresponsables) : ainsi, elle crée une hiérarchie entre les comportements électoraux.

L'idée d'un vote contestataire aurait donc accordé trop peu de crédit à certains gestes politiques...

Oui, mais, paradoxalement, elle participe également au mythe démocratique rattaché à l'élection et au vote : elle suppose qu'une véritable contestation politique peut avoir lieu par le vote. Or, peu importent la signification et l'investissement que l'électeur met dans son vote. Premièrement, il n'est pas possible d'y mettre de l'« intensité » : l'acte électoral demeure un instrument à la forte pauvreté expressive. Deuxièmement, voter, c'est toujours se conformer au moyen d'action politique le plus légitime selon l'Etat. Pourtant, la contestation politique – en particulier celle des générations les plus récentes – passe surtout par un ensemble de moyens d'action distincts, notamment par l'abstention, qui devient régulièrement majoritaire lors des échéances électorales. Se concentrer sur des votes dits « protestataires » fait alors oublier que l'essentiel de la contestation s'effectue hors du cadre imposé par l'élection.

Cet abandon progressif de la notion de vote contestataire s'est-il fait au profit d'une autre catégorie d'interprétation ?

Par un glissement terminologique, il semble que la notion soit aujourd'hui souvent supplantée par celle de « vote populiste », sujette également à de nombreux usages incontrôlés. Si elle conduit souvent, elle aussi, à agréger des voix en faveur de partis aux socles idéologiques très différents et/ou éloignés dans le paysage politique, contrairement au vote protestataire, elle sous-entend que le vote a été guidé par un ensemble d'idées (ou de prêt-à-penser) politiques.

Car ce qui est dérangeant avec la qualification de vote protestataire, c'est qu'elle désarme la critique : en réduisant ces votes à des gestes d'humeur ou à des signaux envoyés de façon conjoncturelle, on essaye de régler un comportement quasiment considéré comme déviant. Au minimum, parler de vote populiste – même si cela demeure souvent peu pertinent scientifiquement – correspond à une tentative de changer la nature apparente du clivage politique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION DUPONT

Vanessa Codaccioni Le RN au pouvoir serait un désastre du point de vue répressif et des libertés publiques

Le programme du parti d'extrême droite prévoit la mise en place de la présomption de légitime défense des policiers, explique la politiste

Comme à son accoutumée, le Rassemblement national (RN) a fait campagne sur ses deux « thématiques fonds de commerce » que Jordan Bardella n'a cessé de lier : la lutte contre l'immigration et la sécurité pour tous.

Parmi un ensemble de mesures rangées sous cette catégorie, on retrouve la présomption de légitime défense des policiers, déjà dans le programme de Marine Le Pen en 2017, en 2012, mais aussi dans celui de son père, Jean-Marie Le Pen, en 2007. Plus récemment, en 2022, les députés RN déposaient une proposition de loi en ce sens, rejetée par les commissions de l'Assemblée nationale. Reconquête ! n'est pas en reste, Eric Zemmour et Marion Maréchal réclamant depuis cette même date une présomption de légitime défense pour les policiers. Pourquoi cette insistance, si ce n'est cette obsession, de l'extrême droite sur la légitime défense policière ?

Déjà parce que, sans les empêcher, elle limiterait les poursuites contre des policiers. La présomption de légitime défense ne changerait pas les conditions d'utilisation des armes par les policiers, toujours encadrées par les trois critères permettant d'être consi-

déré comme « ayant tué en état de légitime défense » : la simultanéité, la proportionnalité et la réalité de la menace. Depuis 2017, ils peuvent également tirer pour mettre fin à un « périple meurtrier » ou encore lors d'un refus d'obtempérer, lorsqu'ils sont physiquement menacés.

Mais la présomption de légitime défense reviendrait à considérer immédiatement le policier comme ayant agi en état de légitime défense. Non seulement les policiers ne seraient plus placés en garde à vue (cela est symbolique, mais important pour les syndicats et les policiers eux-mêmes), mais cette disposition inverserait la charge de la preuve : ce ne serait plus au policier de prouver qu'il a agi dans le cadre légal, mais aux enquêteurs et aux juges de prouver le contraire.

Travail de justice plus ardu
Il suffit de discuter avec des juges pour savoir que les procédures judiciaires dans les affaires de violences policières sont complexes, aussi parce que dans certains cas les policiers font corps, se protègent entre eux, parfois même alignent leurs versions des faits, résistent à fournir les preuves nécessaires à l'établissement de la vérité. Cette mesure

compliquerait ainsi encore davantage le travail de la justice et serait défavorable aux victimes et à leur famille, dont le RN n'a, de toutes les façons, cure.

Surtout, il est aisé d'imaginer que des policiers se sentiraient davantage légitimés à utiliser leurs armes, ou tout au moins se sentiraient plus facilement protégés. Les modifications de la législation sur la légitime défense, qui créent une confusion au sein des forces de l'ordre quant aux conditions d'usage des armes, peuvent également entraîner la multiplication

« CE NE SERAIT PLUS AU POLICIER DE PROUVER QU'IL A AGI DANS LE CADRE LÉGAL, MAIS AUX ENQUÊTEURS ET AUX JUGES DE PROUVER LE CONTRAIRE »

des tirs et des homicides policiers. A la suite de la loi relative à la sécurité publique (2017) qui a introduit la possibilité de tirer en cas de refus d'obtempérer, le nombre de tirs dans ces circonstances est passé de 137, en 2016, à 202, en 2017, et cinq fois plus de personnes ont été tuées.

Cette insistance de l'extrême droite sur la présomption de légitime défense est bien sûr une main tendue aux forces de l'ordre et un moyen de soutenir l'une de leurs revendications. En effet, celle-ci est réclamée depuis au moins une dizaine d'années et cycliquement par les syndicats de police, Alliance Police nationale en tête, comme en 2012 au moment de l'affaire Amine Bentounsi, abattu d'une balle dans le dos à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) par un policier. Les syndicats de police les plus à droite ne s'arrêteraient d'ailleurs jamais de réclamer « plus de légitime défense », ne voulant tout simplement pas de procédures, pas de procès, pas de justice qui viendrait se mêler de « leurs affaires ».

Il y a donc bien une stratégie politique, celle de consolider une base électorale déjà acquise. Lors de l'élection présidentielle en 2022, plus de 51 % des policiers et des militaires ont voté pour

Marine Le Pen, contre 30 % en 2012. Quant aux élections européennes de 2019, les policiers avaient été 52 % à choisir le RN. Mais il y a plus. La légitime défense est insérée dans la « mesure n° 3 » de son programme, aux côtés du rétablissement des peines planchers, de la suppression des possibilités de réduction de peine ou de l'établissement de la perpétuité réelle. Elle est donc aussi, il ne faut pas s'y tromper, une mesure punitive, qui vise à lutter si ce n'est à éliminer les auteurs de crimes ou de délits.

Car les propositions de modifier la légitime défense policière ont aussi une histoire qui, comme celle du RN, compte. Celle-ci a été portée conjointement par le FN et une association d'extrême droite, Légitime Défense, créée en 1978, qui soutenait sans condition les policiers auteurs de bavures, réclamait que les citoyens s'arment pour « éradiquer la racaille », et voyait la légitime défense comme un moyen de pallier la suppression de la peine de mort. Cela avait notamment entraîné la multiplication des crimes sécuritaires et racistes, tandis que certaines mairies votaient la création de milices armées. La promotion de la légitime défense est au cœur de l'histoire de l'extrême droite, des

liens qu'elle noue avec la police, de son rapport à la violence, à la justice et à la répression des « indésirables ». Certains pensent que la victoire du Rassemblement national ne changerait finalement pas grand-chose ou sont tentés de la voir comme un désastre du point de vue répressif et des libertés publiques, notamment pour les plus précarisés face à la police, dont les violences seraient légitimées par le pouvoir en place. Et que dire des possibles milices et groupuscules encouragés par celui-ci ? Ce serait ça, le chaos. ■

Vanessa Codaccioni est professeure au département de science politique de l'université Paris-VIII. Ses travaux portent sur la politisation des procès, de la justice et du droit, et sur la répression du militantisme, des mouvements sociaux et du terrorisme. Elle a notamment écrit « La Légitime Défense. Homicides sécuritaires, crimes racistes et violences policières », CNRS, 2018

La politique sanitaire, oubliée de la « guerre contre la drogue »

ANALYSE

Y a-t-il encore une politique sanitaire en matière de drogue ? Peut-on réussir à prendre en charge les consommateurs qui en ont besoin, tout en martelant leur responsabilité dans les trafics et les violences qui en découlent ? Dans ce jeu d'équilibre entre santé et sécurité, aussi vieux que la lutte contre la drogue, le gouvernement penche d'un seul côté. C'est en tout cas ce qui est affiché dans une communication politique toujours plus offensive.

Des opérations « *place nette XXL* », défendues par le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, au « *pétard du samedi soir* [qui] a le goût du « *sang séché* » sur les trottoirs », dénoncé par son homologue à la justice, Eric Dupond-Moretti, la rhétorique autour de la « *guerre contre la drogue* » déclarée par Emmanuel Macron, en 2021, s'est imposée. Sans qu'elle soit contrebalancée, au ministère de la santé, par un discours audible sur la prévention, l'accompagnement, le soin.

Il existe bien une Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) intégrant la dimension sanitaire, une stratégie sur cinq ans (2023-2027), des actions, des programmes déclinés localement, mais ils ne sont guère portés politiquement. Les travailleurs sociaux, les acteurs du soin, les professionnels des addictions racontent un « effacement », une « invisibilisation » de ce volet de l'action publique. Non sans conséquence.

Un sujet en est devenu le symbole : la valse-hésitation autour de l'ouverture de nouvelles salles de consommation à moindre risque (communément appelées « salles de shoot ») destinées aux personnes qui s'injectent ou inhalent des drogues. Il s'agit du dernier maillon, le plus visible, de la politique dite « de réduction des risques » en direction des usagers de crack, d'héroïne, souvent les plus marginalisés. Deux de ces salles sont expérimentées, depuis 2016, à Paris et à Strasbourg, mais la montée en puissance du dispositif, soutenue durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron et envisagée récemment à Marseille, à Lille, ou à Paris, est restée lettre morte.

L'ancien ministre de la santé Olivier Véran avait pourtant inscrit leur développement, sous l'appellation de « haltes soins addictions », dans la loi budgétaire 2022. Mais chaque projet a, depuis, mobilisé contre lui les « riverains », et échoué, au grand dam des acteurs qui dénoncent le blocage récurrent des préfectures. Les successeurs de M. Véran Avenue de Ségur n'ont guère pris de position officielle. Sur le terrain, c'est pourtant bien cette politique de réduction des risques, déployée dans le sillage des « années sida » (décennies 1980 et 1990), et des contaminations parmi les usagers de drogues qui a constitué un tournant majeur dans la réponse sanitaire. Elle s'est imposée par à-coups, depuis trente ans, bouleversant les mentalités et les approches – y compris parmi les médecins.

Après des décennies où régnaient le « dogme de l'abstinence » et l'« injonction

thérapeutique » pour faire « décrocher » le drogué de son addiction, cette autre stratégie vise à prévenir les risques et les effets négatifs de la consommation de drogue (overdose, infections, dommages sociaux, psychologiques...), notamment par la prescription de produits de substitution ou la distribution de seringues. Une petite révolution.

Mais cette politique de réduction des risques heurte les approches judiciaire et sécuritaire. Pour l'inscrire dans le code de la santé publique, en 2016, sous l'impulsion de la gauche, il a fallu introduire une exception à l'« interdit pénal » pour autoriser la consommation de produits stupéfiants dans ce cadre.

Sentiment d'un statu quo

Un tournant, après un quinquennat Sarkozy marqué par le renforcement de la pénalisation des usagers de stupéfiants : en 2008, les lois Perben avaient consacré cette approche sécuritaire. On assiste alors à la multiplication des infractions. Dix ans plus tard, la dimension répressive domine de nouveau, avec l'action de Gérard Darmanin. L'amende forfaitaire délictuelle généralisée à l'aube des années 2020, et qui sanctionne l'usager en possession de drogue, critiquée pourtant à l'époque par la droite et l'extrême droite comme un premier pas vers la dépénalisation, n'en est que le dernier exemple.

Un aller-retour permanent ? Les acteurs de l'addictologie convoquent, eux, l'image de l'« élastique », pour dire qu'une avancée, en la matière, même importante, n'est jamais ac-

quise. Ni que la loi suffit à faire bouger les lignes. Le sentiment d'un statu quo – voire d'une régression – est aujourd'hui partagé, sur le terrain, avec la crainte que la tonalité vait-en-guerre du discours politique freine les investissements nécessaires, à l'heure où la consommation de certaines drogues, comme la cocaïne, s'envole, et où l'apparition de substances de synthèse inquiète.

La question est aussi celle des moyens, même si on assure, à la Mildeca, qu'ils n'ont pas diminué. Les centres de soins en addictologie, centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues et autres centres d'aide poursuivent leurs actions. Mais à l'hôpital, où les fermetures de lits ont été nombreuses en addictologie pendant l'épidémie de Covid-19, les soignants ne voient rien venir pour inverser la tendance, alors que les listes d'attente s'allongent. « *Faire du consommateur un délinquant, c'est en soi un échec de la politique sanitaire, et ça rend celle-ci difficile à mener* », juge l'universitaire Yann Bisiou, spécialiste du droit des drogues et militant de la réduction des risques. A la tête de la Mildeca depuis 2017, le médecin Nicolas Prisse écarte toute remise en cause du volet sanitaire. Un « *faux débat* », dit-il : « *Il faut faire respecter les lois, les interdits protecteurs, et, en même temps, accompagner les personnes dépendantes*. » Un credo largement partagé par les acteurs de terrain, mais qui, dans le discours public, reste à l'arrière-plan. ■

MATTEA BATTAGLIA ET CAMILLE STROMBONI (SERVICE SOCIÉTÉ)



CHRONIQUE | PAR MARIE CHARREL

Taxer les ultrariches, une idée qui progresse

Certains montrent du doigt la mondialisation libérale des années 1990, qui poussa les Etats à s'abîmer dans la course au moins-disant fiscal. D'autres accusent le lobbying d'une poignée d'ultrariches, menaçant les dirigeants politiques de plier bagage s'ils augmentent la fiscalité les concernant. Le constat est attrayant : alors que les finances publiques de nombreux pays sont exsangues, alors que le désordre climatique exige des investissements colossaux pour préparer nos sociétés aux ravages qui vont l'accompagner, la plupart des gouvernements renoncent à imposer les ultrariches – qui jouissent donc de leur fortune sans verser une juste contribution aux pays et à leurs services publics dont, pourtant, ils profitent. Juste contribution, car on ne parle pas, ici, d'un impôt exceptionnel et vexatoire justifié par l'urgence de la situation, mais bien d'un impôt « normal », comme celui payé par l'ensemble des contribuables imposables.

Aujourd'hui, les milliardaires ne paient quasiment pas d'impôts, parce qu'une grande partie de leurs revenus proviennent du capital (comme les dividendes) et sont moins imposés, voire quasi pas, grâce aux diverses techniques d'optimisation qu'ils déploient. Le rapport sur l'évasion fiscale mondiale publié le 23 octobre 2023 par l'Observatoire européen de la fiscalité estime ainsi de 0 % à 0,5 % l'impôt sur le patrimoine qu'ils versent. Tous impôts confondus, ils sont donc moins imposés que les classes moyennes.

Les travaux de l'Observatoire montrent en outre que la richesse des plus aisés a augmenté de 6 % à 9 % par an à l'échelle mondiale depuis 1995, contre 3 % pour la richesse moyenne. Dit autrement, cette fiscalité injuste contribue au creusement des inégalités. Et alimente le ressentiment d'une partie des citoyens à l'égard des classes dirigeantes.

Le rapport publié le 5 juin par Capgemini ne dit pas autre chose. Il estime que le nombre de très fortunés dans le monde, soit ceux dont l'argent disponible (hors résidence principale) dépasse le million de dollars, s'est établi à 22,8 millions de personnes en 2023 (5,1 % de plus qu'en 2022). Leur fortune a elle aussi progressé, avec un patrimoine total estimé de 86 800 milliards de dollars, en hausse de 4,7 % sur un an. Un record, alimenté par l'envolée des Bourses.

Concurrence fiscale

Pour attirer ces fortunés, les Etats se livrent, depuis quinze ans, à une concurrence fiscale rappelant celle à laquelle ils se sont longtemps adonnés pour séduire les entreprises : certains multiplient les régimes ultra-favorables pour attirer des particuliers aux hauts revenus. Il en existe aujourd'hui vingt-huit en Europe, contre cinq en 1995, et ils amputent d'autant les recettes budgétaires.

Par chance, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une plus juste taxation des ultrariches. Aujourd'hui à la tête du G20, le Brésil a ainsi repris la proposition de l'économiste Gabriel Zucman : instaurer un impôt minimum mondial de 2 % sur la fortune des 3 000 milliardaires de la planète. Cela rapporterait environ 250 milliards de dollars. Une série de pays, dont la France, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Belgique, soutiennent déjà la mesure. Les habitués Cassandra assurent qu'elle sera impossible à mettre en œuvre, pour des raisons tant techniques que pratiques – les ultrariches pourraient toujours fuir vers les pays n'appliquant pas un tel accord.

Certains sans doute, mais pas tous. D'autres seraient même ravis. « *Je suis riche, taxez-moi ! Je veux payer autant d'impôts que les autres pour éviter que la société implose* », déclarait au Monde, le 23 octobre 2023, le Britannique Phil White, 71 ans, qui a revendu sa société de consultants pour une poignée de millions il y a quelques années. Comme lui, de plus en plus de millionnaires se réunissent dans des collectifs (Patriotic Millionaires, Millionaires for Humanity, Ressources en mouvement, Tax Me Now...) afin de monter actions ou conférences, dans un même but : convaincre les gouvernements de les taxer plus. Si même eux le réclament... ■

L'EUROPE, ENTRE IDENTITÉ ET ALTÉRITÉ

LIVRE



DANS LA FORGE DU MONDE. COMMENT LE CHOC DES PUISSANCES FAÇONNE L'EUROPE de Pierre Haroche, Fayard, 224 pages, 21,50 euros

Quand les Européens se rendent aux urnes pour renouveler le Parlement de l'Union européenne, ils s'engagent à faire vivre la démocratie sur le continent et s'adressent également à l'ensemble de la communauté internationale. Le message est simple : l'Europe est une somme d'idées, de forces et de valeurs qu'il faut partager, diffuser et connaître. Mais c'est avant tout une longue histoire que les Européens veulent maintenir au gré des épreuves que le Vieux Continent traverse. Cette histoire est celle d'une Europe qui domine le monde, celle d'une Europe qui subit le monde ou encore celle d'une Europe qui se marginalise dans le monde.

Ces trois itinéraires, Pierre Haroche les rassemble dans un essai éclairant (*Dans la forge du monde. Comment le choc des puissances façonne l'Europe*, Fayard, 224 pages, 21,50 euros) sur l'éternelle quête de l'Europe, partagée entre deux questions : qui suis-je ? Et qui est l'autre ? Entre identité et

altérité, l'Europe évolue dans un monde en perpétuel mouvement. Mais son corps social et son visage n'ont, quant à eux, jamais cessé de changer : « *L'Europe a fait le monde et le monde a fait l'Europe* », écrit l'universitaire.

Trouver sa place

Divisée en trois parties (l'Europe puissance, l'Europe vassale et l'Europe marginale), la démonstration retrace la longue odyssée du Vieux Continent, toujours à la recherche de lui-même et exposé au regard aléatoire de l'autre. Le tout en soulevant trois interrogations majeures : quand l'Europe impériale s'impose dans l'arène internationale, accrédite-t-elle la thèse d'un monde multipolaire ? Quand l'Europe vassale est sortie de la cour des grands, subit-elle les secousses d'un système international qui lui échappe ? Enfin, quand l'Europe marginale devient un angle mort des affaires du monde, quelle marge de manœuvre lui reste-t-il pour peser sur les enjeux mondiaux ?

Pierre Haroche ne répond pas à ces trois questions, car chacune

des épreuves (empire, vassal, marginal) s'est finalement retournée contre l'Europe. Ses guerres successives l'ont détruite, son passé colonial est devenu une arme de destruction massive entre les mains du reste du monde et sa démocratie ne jouit plus de cette force attractive face au modèle illibéral en pleine croissance. Faut-il pour autant s'inquiéter de ce sombre tableau ? Pas vraiment, pour peu que les Européens tirent les leçons de ces trois modèles en les surpassant, car le continent jouit d'une particularité : quelle que soit leur épreuve du moment, les Européens retombent toujours sur leurs pieds. Comment ? Par l'intégration institutionnelle et sociale et par l'adaptation à un ordre mondial sans cesse en mouvement.

Aux Européens, donc, de trouver leur place dans ce monde sans chercher à le dominer, à le subir ou à se lamenter, mais juste à l'habiter, à l'observer et à le comprendre. Bref, à elle de passer de l'Europe humiliante ou humiliée à l'Europe pleine d'humilité. ■

GAÏDZ MINASSIAN

Voyage jusqu'au bout de la droite | PAR SERGUEI





**FACE AUX AUTRES
BLOCS DE
PUISSANCE,
L'UNION
EUROPÉENNE
RESSORT AFFAIBLIE
DES ÉLECTIONS**

**POUR EXISTER
DANS LE MONDE
ACTUEL,
IL FAUDRAIT
UNE EUROPE
RENFORCÉE**

Pas si simple, réplique le patron de la Fondation pour l'innovation politique. Habituellement plutôt pessimiste, non sans quelques raisons, le politologue Dominique Reynié commente et publie une enquête d'opinion intitulée « Les Européens abandonnés au populisme ». Réalisée par Ipsos, pour la Fondation pour l'innovation politique, dans les 27 pays de l'UE et au Royaume-Uni, l'enquête ne cache pas l'essor de la droite europhobe. Elle souligne cependant que ce phénomène masque l'essentiel : plus de 80 % des Européens veulent que leur pays reste dans l'Union. Encore un paradoxe! ■

Samanta Schweblin entre effroi et émerveillement



La nuit, à Rosario (Argentine). SEBASTIAN LOPEZ BRACH POUR « LE MONDE »

NEIGE SINNO
écrivaine

Dans ce recueil de nouvelles, *Sept maisons vides*, il y a bien sept histoires, mais ce ne sont pas vraiment des histoires de maisons et, s'il y a des maisons, elles ne sont pas vides. Il s'agit donc d'autre chose, et c'est toujours le cas dans les livres de l'écrivaine argentine Samanta Schweblin, il s'agit d'autre chose que de la trame visible, et c'est la recherche de ce double du récit qui rend la lecture à la fois palpitante et inquiétante, car, évidemment, on ne saura pas à la fin avec certitude de quoi il s'agissait exactement.

« *On s'est perdues* », dit la mère de la première nouvelle. On arrive dans un récit qui a déjà commencé depuis longtemps. Une mère et sa fille se sont perdues, et il va falloir qu'elles retrouvent leur chemin dans un quartier qui n'est pas le leur, un quartier plus riche, avec des villas et des jardins, habité par des gens qui ont des vies plus rangées, moins chaotiques que les leurs. Qu'est-ce qu'elles font là ? Elles regardent. Elles regardent des maisons, pendant leur temps libre, comme si c'était le passe-temps de tout le monde, et elles vont même un peu au-delà, bravant l'interdiction de pénétrer chez les gens. Mais pourquoi font-elles cela ? se demande-t-on. Et la fille le demande à sa mère, qui ne répond pas, car ce n'est pas à

Neige Sinno, autrice de « Triste tigre » (prix littéraire « Le Monde » 2023), qui vit en Amérique latine, est une fervente admiratrice de l'Argentine Samanta Schweblin. Elle a lu « Sept maisons vides », recueil de nouvelles hantées par les spectres de l'histoire. Critique et rencontre

elle de répondre, c'est à nous, lecteurs, qui sommes en train de regarder ce qui se passe chez les voisins en essayant de comprendre pourquoi ils agissent si bizarrement.

On situe souvent cette écriture dans une tradition de la nouvelle fantastique ou allégorique, Cortazar, Borges, Kafka, dont l'héritage est une piste de lecture intéressante. Mais on perçoit aussi dans les textes de Schweblin une attention extrême aux détails de la réalité sociale, qui disent le désarroi des personnages devant les menaces de notre monde contemporain, peur de l'autre, de l'agression, de la violence, du déclassement social, de la solitude. S'il y a toujours une sensation d'étrangeté, c'est au cœur de notre réalité qu'on la trouve.

Tant de possibilités de chaos

Schweblin nous fait percevoir à quel point toute normalité est fragile, toujours menacée d'effondrement, prête à se fissurer et laisser voir la cruauté, la folie, les abîmes. Mais ce qu'on voit aussi, quand on commence à regarder autre-

ment ce qu'il nous semblait connaître, c'est à quel point il est merveilleux que tout cela tienne ensemble, qu'on puisse vivre quand même au milieu de tant de possibilités de chaos. Cette rencontre entre l'effroi et l'émerveillement, au détour du chemin, en cours d'histoire, est une constante dans ces narrations qui produisent des moments d'épiphanie chez le lecteur, qui ne sait pas où on l'emmène, qui comprend que le monde qu'il avait configuré dans son esprit est en train de perdre de sa solidité, sans pour autant savoir ce qu'il va en advenir, et qui doit faire confiance à une voix douce et inquiétante qui va lui dire où on va maintenant.

On arrive souvent à un point où le réalisme devient légèrement onirique, comme si on était dans un rêve inhabituel, comme si on se promenait dans le rêve de quelqu'un d'autre, où les symboles n'ont pas le sens qu'on a l'habitude de leur donner, où tout a un double sens, un sens caché, certainement un peu sombre, mais aussi espiègle et songeur. Est-ce qu'il est bien raisonnable de confier la garde de deux petits enfants à des

grands-parents excentriques qui s'arrosent avec un tuyau d'arrosage, tout nus dans le jardin ? Est-ce que cette jeune fille ne ferait pas mieux de ne pas suivre cet étrange monsieur qui l'emmène s'acheter une culotte dans une grande surface quand il se rend compte qu'elle n'en porte pas ? Bien sûr que ce serait mieux, mais quand l'histoire est lancée il est toujours trop tard pour faire marche arrière.

Etranges aventures intérieures

Samanta Schweblin est née en Argentine en 1978 et vit en Allemagne depuis une dizaine d'années, deux pays qui ont des fantômes (mais quel pays n'en a pas ?), et on a souvent la sensation que ces histoires d'enfants qui ne comprennent pas leurs parents, d'objets qui ont appartenu à des personnes disparues et dont on ne sait que faire, de mémoires défaillantes, de traumatismes enfouis sont hantées par les spectres de l'histoire, sans qu'il y soit fait référence directement. Et c'est là toute l'habileté d'une écriture qui nous fait vivre d'étranges aventures intérieures, dont les niveaux de sens se démultiplient de manière vertigineuse au fil de la lecture.

Dans un monde de signes équivoques, il est normal qu'on se sente perdu. Nous sommes perdus dans l'Univers, dans la ville, dans notre époque et, bien sûr, « *entre la salle à manger et la cuisine* », dans notre propre maison. ■

SEPT MAISONS VIDES
(*Siete casas vacías*),
de **Samanta Schweblin**,
traduit de l'espagnol (Argentine)
par **Isabelle Gugnion**,
Grasset, « *En lettres d'ancre* »,
176 p., 18 €, numérique 13 €.

2

LA UNE, SUITE
► Rencontre avec
Samanta Schweblin



3

MOTS DE PASSE
► Giordano Bruno,
ce génie moderne



4|5

LITTÉRATURE
► Aki Shimazaki,
Julie Estève et
Agnès Vannouvong,
Doireann Ní Ghriofa,
Sylvie Schenk

6

**HISTOIRE
D'UN LIVRE**
► « L'Oiseau rouge »,
de Zitkala-Sa



7

ESSAIS
► Camping
résidentiel; Saint
Louis et la justice...

8

CHRONIQUES
► **LE FEUILLETON**
Tiphaine Samoyault
a lu « Poésie du
gérondif », de Jean-
Pierre Minaudier

9

ENTRETIEN
► La Grèce, invitée
d'honneur du Marché
de la poésie

10

RENCONTRE
► Timothée de
Fombelle: « Le livre,
c'est la vie
en "too much" ! »



Le temps d’une conversation à Paris, Samanta Schweblin livre les sources de sa vocation littéraire : l’héritage de la dictature argentine et « l’entraînement de l’artiste » prodigué par un admirable grand-père

« Ma littérature est proche des peurs et des angoisses du quotidien »

RENCONTRE

ARIANE SINGER

Le bruit de la perceuse fait planer un doute sur la qualité de notre rencontre avec Samanta Schweblin. Dans l’hôtel parisien de cette rue germanopratine où l’on retrouve l’autrice argentine, l’une des plus en vue d’Amérique latine, les travaux vont bon train. On s’en inquiète et s’en amuse à la fois. Par une drôle de coïncidence, c’est le même vrillement, au même endroit, qui avait accueilli, deux ans plus tôt, notre entretien avec une autre romancière, la Mexicaine Fernanda Melchor. Les deux autrices, qui font partie des cheffes de file de la littérature latino-américaine contemporaine, ont en commun d’appartenir à une génération d’écrivaines, romancières et nouvelles et revisitent, chacune à sa façon, le genre horrifique, appliqué à leur continent.

Au sein de cette vague féminine récente se distinguent notamment la romancière argentine Mariana Enriquez et les Equatoriennes Monica Ojeda et Maria Fernanda Ampuero. « *Nous sommes toutes filles de parents qui ont dû survivre sous une dictature. Les silences de ces familles engendraient des monstres, des fantômes, des sujets dont on ne pouvait pas parler. Nous comblons ces blancs* », avance, en guise d’explication, Samanta Schweblin, née à Buenos Aires en 1978, installée à Berlin depuis onze ans.

Si sa famille, issue de la classe moyenne (mère universitaire, père ingénieur informatique), a été épargnée par la dictature (1976-1983), l’écrivaine multiprimée à l’international porte le trauma de l’histoire récente de l’Argentine. Tous ses livres, depuis son premier à avoir été traduit en France, le recueil de nouvelles

Des oiseaux plein la bouche (Seuil, 2013), jusqu’à celui qui paraît aujourd’hui, *Sept maisons vides*, jouent avec une sensation d’effroi. Ici, on ne trouve rien d’ultraviolet ni de sanglant. L’horreur se niche ailleurs. « *Elle se produit dans l’esprit du lecteur, dans ce qu’il ressent dans son corps. Ma littérature est proche du réel, des peurs et des angoisses du quotidien. Elle est sur cette ligne étrange que l’on dessine parfois entre la réalité, ce qui peut arriver et ce qui ne peut pas se produire* », explique l’écrivaine, affable et volubile.

Samanta Schweblin, désormais traduite dans plus de vingt langues, dit avoir commencé à écrire des nouvelles « *avant de savoir écrire* » : « *Je les dictais à ma mère, qui les notait* », se souvient-elle. Mais c’est à son grand-père maternel, Alfredo de Vincenzo, qu’elle doit vraiment sa vocation. Elle a 7 ans quand cet artiste, graveur très réputé, un temps éloigné de sa famille, lui propose de passer régulièrement des après-midi avec lui. Ensemble, ils arpègent Buenos Aires, vont au cinéma, au théâtre et dans les galeries d’art.

« J’ai vécu le National Book Award pour “Sept maisons vides” comme une double reconnaissance : c’était la première fois qu’on remettait ce prix à un recueil de nouvelles et à une autrice latino-américaine »

Ce grand-père, ami de toute l’avant-garde latino-américaine, l’initie à ce qu’il nomme « *l’entraînement de l’artiste* » : prendre le métro ou entrer au musée sans payer, voler des livres à la librairie, jouer son argent aux courses et, surtout, consigner toutes leurs péripéties dans un



Samanta Schweblin, à Milan, en 2019. BASSO CANNARSA/OPALE.PHOTO

carnet. « *Il y avait une règle, impensable pour une enfant de cet âge : je n’avais pas le droit de dire “j’ai beaucoup aimé, je me suis amusée, c’était très beau”*. Ce qui n’évoquait pas une sensation précise n’était pas partageable avec d’autres, c’était donc inutile. Il fallait raconter ce qui s’était passé avec une extrême précision : qu’avais-je vu ? Pourquoi cela m’avait-il marquée ? » Elle participe aussi aux soirées qu’organise Alfredo de Vincenzo dans son atelier avec d’autres artistes, et y lit ses nouvelles à voix haute. Sa voie est tracée.

Pas question pour autant d’opter pour des études de littérature. Les jugeant trop théoriques, la jeune femme choisit délibérément d’étudier le cinéma. « *Contrairement aux autres étudiants, qui voulaient tous devenir réalisateurs, je souhaitais seulement apprendre à raconter des histoires*. » Elle décide de compléter cette formation en s’inscrivant parallèlement à des ateliers d’écriture : une activité très répandue en Argentine, que proposent, selon elle, « *plus de la moitié des écrivains* » de son pays. Raison pour laquelle, estime-t-elle, beaucoup de ses compatriotes excellent dans le genre court qu’est la nouvelle, chacun devant lire sa production en public devant les autres participants.

Ce talent lui a d’ailleurs valu, avec *Sept maisons vides*, le prestigieux National Book Award pour une œuvre de fiction traduite, décerné aux Etats-Unis en 2022. « *J’ai vécu cela comme une double reconnaissance : c’était la première fois qu’on remettait ce prix à un recueil de nouvelles et à une autrice latino-américaine*. » Parmi les auteurs qui l’ont influencée, on compte de nombreux nouvelles : Julio Cortazar, dont elle a « *dévoré* » les œuvres complètes à 14 ans, Jorge Luis Borges, Silvina Ocampo, mais aussi, plus tard, les Américains Raymond Carver, John Cheever, Flannery O’Connor ou encore Lucia Berlin.

Les histoires de Samanta Schweblin se tiennent à la lisière du fantastique, nous poussant à interroger notre rapport au réel. Dans *Kentukis*, son deuxième roman (Gallimard, 2020), elle raconte l’histoire de l’invasion du monde par

d’étranges gadgets technologiques : de petites peluches connectées et dotées de caméras qui, pilotées à distance par des internautes, s’immiscent dans l’intimité de leurs propriétaires jusqu’à dominer leur quotidien. Les situations qu’elle décrit sont d’autant plus terrifiantes qu’elles sont parfaitement plausibles. Un même sentiment se dégage de *Toxique* (Gallimard, 2017), son premier roman, paru en 2014, qu’elle a contribué à adapter au cinéma en 2021. Une estivante, venue seule avec sa fille dans une maison de vacances, s’y lie avec sa voisine, dont le jeune fils, dit-elle, a vu son esprit remplacé par celui d’un autre, après qu’une guérisseuse l’a soigné d’un mal mystérieux. Le comportement du garçon, devenu étrange, est-il dû à cette opération surnaturelle ou bien à l’épandage de glyphosate dans la campagne voisine ?

Samanta Schweblin se plaît à semer le trouble, à mettre le doigt sur les « *préjugés* » avec lesquels nous abordons un texte littéraire et à reconsidérer notre vision de la normalité, de la folie ou du danger. Dans « *Un homme malchanceux* », sans doute la plus forte des nouvelles de *Sept maisons vides*, une petite fille suit un homme qui lui propose de lui acheter une culotte dans un magasin. L’individu est-il forcément malintentionné ? L’autrice recourt souvent, comme dans ce texte, à des personnages d’enfant ou d’adolescent, pour la candeur avec laquelle ils envisagent les différentes situations.

Elle incite ainsi le lecteur à changer de point de vue, en même temps que ses personnages font des rencontres inhabituelles. Elle les fait sortir de chez eux, comme son grand-père l’emmenait parcourir Buenos Aires à la recherche de l’inconnu, de l’inattendu, du surprenant. « *C’est à l’extérieur des sept maisons, dans un lieu inattendu, qu’ils trouvent le moyen d’opérer le changement qu’ils cherchaient jusque-là sans y parvenir* », explicite-t-elle. Ce déplacement, elle le vit aujourd’hui avec bonheur à Berlin, ville ouverte, sur le plan géographique comme sur le plan culturel et mental. Dans la cosmopolite capitale allemande, dont elle parle et comprend mal la langue, Samanta Schweblin vit tournée vers son pays et son continent. Comme dans une bulle, dit-elle. Loin du vrombissement menaçant des perceuses. ■

Repères

1978 Samanta Schweblin naît à Buenos Aires.

2001 *El nucleo del disturbio* (« le cœur de la perturbation »), premier recueil de nouvelles (non traduit).

2008 *Des oiseaux plein la bouche* (Seuil, 2013).

2010 Elle est distinguée par la revue britannique *Granta* comme l’une des meilleures jeunes écrivaines de langue espagnole.

2012 Elle s’installe à Berlin et y crée un atelier d’écriture. Prix Juan Rulfo de la meilleure nouvelle pour « Un homme malchanceux ».

2014 *Toxique* (Gallimard, 2017) est finaliste du Booker Prize.

2015 *Sept maisons vides* (Grasset, 2024), National Book Award en 2022.

2018 *Kentukis* (Gallimard, 2021).

EXTRAIT

« *Où sont les vêtements de tes parents ?* » demande Marga. Bras croisés, elle attend ma réponse. Elle sait que je l’ignore et que j’ai besoin qu’elle me pose une autre question. De l’autre côté de la baie vitrée, mes parents courent, nus, dans le jardin qui s’étend à l’arrière de la maison. “Il est bientôt 6 heures, Javier. Que va-t-il se passer quand Charly rentrera du supermarché avec les enfants et qu’ils verront leurs grands-parents se courir après ? – Qui est Charly ?” demandé-je. Je crois savoir qui est Charly : le grand-nouvel-homme de mon ex-femme, mais j’aimerais qu’elle me l’explique à un moment donné. “Ils seront morts de honte à cause d’eux, voilà ce qui va se passer. – Ils sont malades, Marga.” Elle soupire. Moi, je prends une grande inspiration et compte jusqu’à trois pour ne pas être désobligeant, m’armer de patience et lui laisser le temps nécessaire. “Tu voulais qu’ils voient leurs grands-parents. Tu voulais que je les amène parce que tu trouvais que c’était bien qu’ils passent leurs vacances ici, à trois cents kilomètres de chez moi.” »

« MES PARENTS ET MES ENFANTS », DANS SEPT MAISONS VIDES, P. 31-32

NICOLAS WEILL

Philosophe italien de la Renaissance, Giordano Bruno, dit le « Nolain », du nom de la ville de Nola, près de Naples, où il naquit en 1548, est surtout connu en France comme une victime emblématique de l’Inquisition papale, qui le livra au bûcher pour hérésie en 1600. Ancien dominicain défroqué et excommunié, Bruno a erré à travers l’Europe de l’humanisme, mais aussi des guerres de religion, passant du catholicisme à la Réforme, critique féroce de l’un et de l’autre, comme de la cruauté à l’œuvre dans la conquête des Amériques, et professant une religion naturelle, supposée être celle des Egyptiens, où Dieu se confond avec la nature.

La réception de ce penseur de génie, auteur d’une cinquantaine d’ouvrages en latin et en italien, dont trente-huit furent publiés de son vivant (moins de 10 % de ce corpus impressionnant a été traduit en français, en particulier aux Belles Lettres), a été obérée par son supplice final, commémoré spectaculairement à Rome en 1889 avec l’érection d’une statue en son honneur sur le Campo de’ Fiori. Ce monument, dont le Vatican demanda en vain le déboulonnage, affirmait l’existence d’une Italie séculière et libérale face à la tutelle politique de la papauté sur les esprits de la Péninsule.

Bruno, prodige de la mémoire, impressionnait les doctes et les puissants par l’étendue de ses connaissances et des textes qu’il pouvait réciter de tête. Ecrivain de talent, mêlant dans une écriture savoureuse poésie, concepts et burlesque, comme le faisaient ses contemporains Rabelais, Erasme ou Luther, il exige du lecteur l’attention que porte un bon joueur d’échecs à sa partie, résume le chercheur Tristan Dagron (CNRS), qui vient de traduire chez Vrin la première partie, inédite en français, des *Ombres des idées* (1582).

Le processus de remémoration constitue bien un des thèmes principaux de ce corpus foisonnant, et l’on ne s’étonne pas que la spécialiste du sujet, la Britannique Frances Yates (1899-1981), lui ait consacré plusieurs chapitres de son classique *L’Art de la mémoire* (1966 ; Gallimard, 1987), Bruno étant pour elle un auteur de prédilection. Elle met en évidence le lien que le philosophe établissait entre les procédés mnémotechniques et les figures magiques. Mais d’autres érudits ont regretté que Yates ait excessivement tiré le personnage vers l’hermétisme et l’occultisme, empêchant de saisir la dimension essentiellement rationaliste, scientifique et philosophique de son parcours. Voici quatre notions pour l’éclairer.

Infini

L’un des traits qui ancrent la pensée de Giordano Bruno dans la modernité tient à son adoption sans réserve de la révolution copernicienne et de la réfutation du géocentrisme (l’idée qui veut que la Terre soit au centre de l’Univers). Mais, pour lui, pas question de substituer à cette tradition un héliocentrisme érigeant le Soleil en nouvel axe du tout. Il reproche à Copernic de s’attacher encore à l’idée d’un monde fini et hiérarchisé, à laquelle il oppose celle d’une infinité et d’une pluralité d’univers. Dieu, pense Bruno, n’est pas extérieur à la matière. Il parle d’une « âme du monde ». Contrairement à la vision véhiculée dans *La Physique*, d’Aristote, d’un cosmos divisé entre un « ciel des étoiles fixes » et un espace sublunaire, le nôtre, Bruno adhère à une conception unifiée du réel, peuplé de mondes innombrables, dépourvu de sens, de hiérarchie comme de limites.

Panthéisme

Dans l’histoire de la philosophie, l’idée que l’ensemble de la nature soit en Dieu et non pas en dehors de lui est généralement rapportée à Spinoza (1632-1677) et à sa thèse selon laquelle l’ensemble des choses est contenu dans une substance unique et divine (« *Deus sive Natura* », « Dieu c’est-à-dire la nature »). Or on trouve cette théorie en germe chez Bruno dès la veille du XVII^e siècle. Elle sera plus ou moins reprise au début du XIX^e par les auteurs de l’idéalisme allemand, et il n’est pas surprenant que l’un des leurs, Schelling (1775-1854), ait intitulé en hommage au Nolain *Bruno ou du principe divin et naturel des choses* (1804 ; L’Herne, 1987) un dialogue où il tente de résoudre le taraudant problème philosophique de l’articulation entre l’un et le multiple.

Si Dieu et l’Univers se confondent, que faire de la religion ? Le rôle dévolu à celle-ci doit être purement moral, et destiné aux « *ignorants* ». La théologie n’a rien à voir avec la science, et doit être strictement détachée de la philosophie. « *Les vrais philosophes honnêtes et de bonnes mœurs, écrit Bruno dans De l’infini, de l’univers et des mondes* (1584 ; Les Belles Lettres, 2006), *ont toujours favorisé les religions ; car les uns et les autres savent que la foi est requise pour l’institution des peuples grossiers, qui doivent être gouvernés.* » Quant à l’usage de la raison, il doit être réservé aux « *contemplatifs, qui savent se gouverner et gouverner les autres* ».



Détail de la statue de Giordano Bruno, œuvre d’Ettore Ferrari (1889), à Rome. F. MARTIN/LEEMAGE VIA AFP

Giordano Bruno, ce génie moderne

Le philosophe, brûlé vif pour hérésie en 1600, reste mal connu en France, où son œuvre n’est encore que peu traduite. La parution des « Ombres des idées » (1582) permet de découvrir la dimension rationaliste et scientifique de sa pensée. Notions clés

Ombre

Dans l’allégorie de la caverne développée par le Platon de *La République*, l’ombre des figurines défilant sur la paroi de la grotte où les prisonniers sont enchaînés représente les images sensibles à travers lesquelles la réalité des idées est à la fois saisie et occultée. L’ombre est ainsi une notion dévalorisée. Chez Bruno, au contraire, l’imagination et l’ombre sont les outils privilégiés de la connaissance du vrai, laquelle sera toujours et irréductiblement indirecte.

« Bruno donne au terme d’“ombre” une signification particulière, explique au “Monde des livres” Tristan Dagron. En fait, l’ombre, c’est plus généralement le visible, la rencontre de l’objet sensible avec la lumière. Pour Bruno, l’homme ne peut jamais sortir de la caverne. Son accès au vrai est toujours conditionné par les ombres, les images, les signes. » Penser, « *intelliger* », signifie réfléchir sur les images. « Quel meilleur nom donner que celui d’“ombres des idées” à celles qui sont dans les sens internes de l’homme, précise le Nolain dans Les Ombres des idées, puisqu’elles sont aussi distantes de la réalité des choses naturelles que le sont les formes naturelles des êtres métaphysiques ? »

Dans *Le Seuil de l’ombre* (Les Belles Lettres, 2003), brillante introduction à l’œuvre de Bruno, l’historien italien Nuccio Ordine (1958-2023) parlait de lui comme d’un « philosophe-peintre », jugeant que ses œuvres en italien – la comédie *Chandelier* (1582 ; Les Belles Lettres, 1993), visant méchamment les aristotéliens d’Oxford, ou l’ample dialogue intitulé *Des fureurs héroïques* (1585 ; Les Belles lettres, 1954) – insistent sur l’importance de la contemplation, sur le modèle de la peinture. « L’auteur cherche à peindre avec les yeux de l’esprit ce que peu d’hommes ont réussi à voir », affirme ainsi Ordine. La tension entre l’essence limitée de nos facultés et l’infini du vrai transforme chez Bruno le philosophe moins en sage qu’en amant rendu « *furieux* » par le désir du savoir.

Mémoire

La renommée de Giordano Bruno durant son existence était liée à sa maîtrise des techniques mnémotechniques. Frances Yates y a même repéré les prémices des « *cerveaux électroniques* ». Cette renommée, comme celle de « magicien », va pourtant le perdre, puisqu’elle va pousser un noble vénitien, Giovanni Mocenigo, à le faire revenir en Italie avant de le livrer à l’Inquisition en 1592 (son procès s’étendra sur plus de sept années). Pourtant, l’apport de Bruno au problème de la mémoire, très discuté depuis l’Antiquité, se révèle moins technique que théorique.

Il tient, précise Tristan Dagron, à une compréhension du phénomène qui ne se cantonne plus à limiter la mémoire à un simple enregistrement du passé mais, à la suite cette fois du *Philebe* de Platon, en fait une opération active dans laquelle une sensation présente se double de celle d’une absence, qu’elle suscite. Elle étend le savoir autant qu’elle réplique le réel, anticipant les conceptions modernes de l’imagination pensée comme productrice et non seulement reproductrice, dont Paul Ricœur (*L’Imagination*, Seuil, lire « Le Monde des livres » du 29 mars) faisait la caractéristique des modernes. Sur ce point encore, la modernité trouve en Giordano Bruno un précurseur trop méconnu. ■

L’hérétique qui ouvre la voie

DE 1582 – date de la parution de son premier ouvrage, *Les Ombres des idées*, dont la première partie vient d’être traduite en français – jusqu’à son exécution en 1600 pour hérésie, le philosophe italien Giordano Bruno a fait montre d’une productivité difficilement imaginable, puisqu’il laisse à sa mort des dizaines de traités et de cours. En réalité, ce spécialiste des arts de la mémoire avait sans doute élaboré bien avant bon nombre de ces travaux, concevant avant de rédiger, comme on le faisait à la Renaissance.

La notion d’« ombre », au cœur de ce traité, se révèle un élément fondamental de cette pensée. A condition de l’entendre non comme une réalité seconde, mais comme une activité mentale à travers laquelle nous appréhendons le vrai. Dans la longue et utile introduction de Tristan Dagron, spécialiste français et traducteur de Bruno, ce dernier est présenté comme

un philosophe à part entière qui en Italie appartient au canon de la discipline, comme Descartes chez nous, plutôt que comme un occultiste. Ne découpe-t-il pas son texte en « *intentions* » (raisonnements) et « *concepts* » ?

L’originalité propre à Giordano Bruno consiste moins en effet à développer des procédés de réminiscence et des cartographies magiques qu’à ériger les images et la mémoire en pierre de touche de la connaissance humaine. Son rationalisme est donc bien réel, mais complexe. Une complexité qui va devenir le terreau de la science moderne, dont ce contemporain de Galilée ouvre la voie. ■ N. W.

LES OMBRES DES IDÉES
(*De umbris idearum*),
de Giordano Bruno,
traduit du latin par
Sébastien Galland et Tristan Dagron,
Vrin, « De Pétrarque à Descartes »,
196 p., 23 €.

JULIETTE EINHORN

Aki Shimazaki, Québécoise née au Japon, en 1954, qui écrit en français, est une romancière perspectiviste. Dans chacun de ses cycles romanesques, elle prête à ses personnages une physionomie différente d'un volume à l'autre, dessinant une constellation familiale, amoureuse et amicale cubiste. On se promène dans *Le Poids des secrets*, *Au cœur du Yamato* et *L'Ombre du chardon* (Actes Sud, 1999-2004, 2006-2013, 2014-2018) comme autour d'un tableau, en une palette de reflets et de points de fuite, de clair-obscur et de profondeur.

Le cycle *Une clochette sans battant*, qui se clôt ici avec *Urushi*, s'ouvrait sur *Suzuran* (Actes Sud, 2019) : la fleur du titre, dont la toxicité lui permet d'éclore, faisait figure de miroir à la vie d'Anzu, une céramiste divorcée, avant d'entrer en résonance avec celle de ses parents, de sa sœur, puis de son frère, les personnages secondaires du premier tome se profilant chacun à son tour au-devant de la scène dans les suivants. Suzuko, l'héroïne de ce cinquième tome, est la fille d'Anzu, qui est sa « nouvelle maman », sa mère biologique, la sœur d'Anzu, étant morte peu de temps après sa naissance. A 15 ans, la jeune fille ne vit que pour Tōru, son frère : fils d'Anzu, il est en fait le cousin de Suzuko, qui rêve de l'épouser depuis qu'elle est enfant, tout en le considérant comme sa « troisième maman ».

Il lui apprend alors que pour dissimuler son homosexualité il a fait du karaté, donnant de lui-même une image de virilité créée de toutes pièces, qu'il a fini par interioriser. Edictée par les autres, cette personnalité fictive a circulé comme une balle de ping-pong entre eux et lui, fabriquant une chaîne de désirs réels, mais fondés sur une chimère. Exponentiel, irradiant, le mensonge a induit tout le monde en erreur, à l'image de ces torsions de la réalité transmises d'une



JACK GUEZ/AFP

Comment rafistoler une famille ? En en recollant les morceaux cassés. Chez Aki Shimazaki, le roman tient du « kintsugi », l'art de réparer la céramique

Les siens comme une constellation cubiste

génération à l'autre dans leur famille.

Chacun des membres de celle-ci est attaché métaphoriquement à un motif poétique, figure tutélaire qui préside à sa destinée et tisse, avec celle de ses proches, une arborescence : une généalogie faite d'échos et de substitutions, de transferts de sentiment et de rôle. Suzuko, elle, est représentée par deux totems : l'*urushi* du titre, sève de l'arbre à laque, qui sert de colle dans l'art du *kintsugi*, technique utilisée au Japon pour faire renaître les céramiques endommagées ; mais aussi par un

moineau à l'aile déchirée, qu'elle recueille en espérant pouvoir lui appliquer, comme à tout dans sa vie, le *kintsugi*.

Une filiation non subie

Reliés rétrospectivement par la même confidente (leur grand-mère), Suzuko et Tōru apprendront, à force de se parler, à confectionner, à partir des illusions ou mythologies familiales, autre chose que du leurre. Une version d'eux-mêmes et des autres restaurée – brisée et recollée. Avant de s'éteindre, leur aïeule est devenue dépositaire de leurs révélations contraires : Suzuko lui a dit qu'elle aimait son frère, Tōru qu'il aimait les garçons. La grand-mère, même disparue, est devenue le trait d'union entre leurs vérités contraires. Aki Shimazaki invente des relations familiales qui ne seraient pas le fruit du hasard. Une lignée que l'on ne fait pas que rafistoler, mais que l'on crée à sa guise : une parenté, une filiation non subie, que l'on peut pétrir pour la transformer en choix ; des liens à sculpter pour faire de la famille un artisanat. Un art. Les identités, ici, tournoient, réversibles et cumulables. Partageables. Suzuko est née juste avant la mort de sa mère ; sa grand-mère, elle, est morte juste après les confi-

dences de sa petite-fille. *Urushi*, ou comment réconcilier les bribes de destin, les morts et les vivants, pour en faire la ligne brisée d'une histoire intime que l'on se réapproprie. La « clochette », dans les romans de ce cycle, est le symbole de ce qui vibre, de ce qui est là sans l'être. D'une pulsation qui visite les personnages et les relie : chacun entend un son semblable et différent. Aki Shimazaki fait frémir une écriture de l'effleurement intense, aspirant souterrainement une sève qui vient de loin, mais n'en exprime que le calice, tout en légèreté.

Les parents de Suzuko, pour lui donner son nom, ont choisi les caractères signifiant « enfant de la clochette » : à eux le choix d'un des sens de son nom, à elle la latitude de le faire résonner à sa manière, de faire de sa vie un horoscope détourné, de leur famille une création collective. Pour recomposer, à partir de ce qui est cassé, une forme neuve, un palimpseste existentiel. Lui apprenant à parler, Suzuko transformera même son moineau en perroquet. La preuve que tout est possible. ■

URUSHI, d'Aki Shimazaki, Actes Sud, 144 p., 16 €, numérique 12 €. Signalons, de la même autrice, la parution en poche de Sémi, Babel, 150 p., 7,40 €.

APARTÉ

La Réunion d'en bas

OÙ QU'ILS HABITENT, les personnages du premier roman de Victor Constantin sont cernés. Par le relief escarpé et chaotique du cirque de Mafate comme par les vagues des plages de Saint-Paul, à La Réunion. « *Mi resse la case monmon, dann battant d'lame, dann pays la sabe blanc' ec la brise sale* » / « *J'habite chez maman, près du battant des lames, dans un pays de sable blanc et de brises salées* », dit Irina, avant que sa mère ne la jette dehors quand elle la découvre enceinte à 12 ans. Elle déménage chez son père, dans les hauts de l'île, où elle accouche seule d'un fils, Herivelo.

Dans le battant des lames balaie l'espoir avec l'efficacité d'un cyclone. L'isolement du cirque de Mafate – où le ravitaillement est assuré par hélicoptère – oppresse ces victimes de violences familiales, relatées à travers trois perspectives, comme trois cols menant au fond d'une même ravine : celle d'Irina, rendue folle par son bannissement ; celle de son fils, Herivelo, violé par sa mère dès l'âge de 6 ans ; celle d'Ikala, la petite voisine d'Herivelo, qui tente de protéger sa mère des coups de son père.

Pour dire l'impuissance et l'emprise, Vincent Constantin se tient au plus près de ses personnages et de leurs croyances. Né en 1980 à La Réunion, il a écrit d'abord en français, avant de passer au créole en 2011, inventant une graphie phonologique accessible au plus grand nombre. Glissant de la page gauche (en créole) à la page droite (en français), notre œil s'exerce à saisir les rouages du créole réunionnais, qui raconte le peuplement de l'île. On y entend le gallo et le normand des colons français, le malgache, l'indoportugais et le tamoul des travailleurs indiens arrivés au XIX^e siècle, les parlers des marins et des négriers. Le créole réunionnais est une langue de relief.

Sombre quotidien

Dans *Le battant des lames*, les journées sont rythmées par la prière. Le psaume de David fait écho au sombre quotidien : « *Mon Dieu, j'appelle tout le jour et tu ne réponds pas ; même la nuit, je n'ai pas de repos* », récite le petit Herivelo. La cosmogonie hindoue et la Bible se superposent au relief de la réalité, la brouillant un peu plus (« *Maman dit qu'on est comme Dieu et la Vierge : je suis son papa, son homme et son fils, elle est ma fille, ma femme et ma maman* », relate Herivelo).

Les enfants voient les yeux des adultes comme des couteaux, le visage de la mère incestueuse au-dessus de la marmite est celui d'une sorcière veillant sur son chaudron. Ils ont beau crier « *C'est pas normal !* », ceux qui pourraient les aider regardent leurs pieds. Après la mort de sa mère, Ikala place une Vierge contre la porte de sa maison pour qu'elle ne revienne pas la hanter. Dans ce roman, les enfants apprennent à survivre. ■

GLADYS MARIVAT

► Dans le battant des lames. Dann battant d'lame, de Victor Constantin, traduit en créole réunionnais par l'auteur, édition bilingue, Le Panseur, 280 p., 18 €, numérique 10 €.

Les aventures de Julie et Agnès dans les mondes invisibles

« Tout ce que le ciel promet », de Julie Estève et Agnès Vannouvong, est un drôle de récit à quatre mains qui mêle amitié et ésotérisme

FLORENCE BOUCHY

Julie Estève et Agnès Vannouvong sont toutes les deux romancières. La première a publié trois livres chez Stock. La seconde, quatre au Mercure de France. Elles sont aussi amies et, si l'on en croit ce qu'affirme cette dernière dans le livre à quatre mains qu'elles publient au Seuil, elles peuvent s'appeler une dizaine de fois par jour et discuter « jusqu'à ce que mort de batterie s'ensuive ».

Tout ce que le ciel promet est un livre d'amitié, qui laisse entendre la voix de

l'une et l'autre aussi bien que la présence constante de l'une pour l'autre. Si dissemblables soient leurs vies respectives – l'une vit à Paris avec son fils et son compagnon, l'autre est constamment à l'étranger et se désole de ne pas encore avoir rencontré la femme de sa vie –, elles ont en commun un même sens de l'humour un peu foutraque et une tendance remarquable à l'autodérision. L'une et l'autre savent bien que ces traits qui les unissent ne sont que des solutions élégantes – et provisoires – pour vivre avec leurs fantômes.

Farfelu au premier abord

Le projet dans lequel elles s'engagent est à leur image, et à celle de leur relation. Farfelu au premier abord, mais poursuivi avec le plus grand sérieux.

Enoncé avec légèreté et une apparente nonchalance, mené avec la conscience que quelque chose d'essentiel, qui n'a pu se dire, pourra s'écrire. « *On va écrire un livre ensemble*, propose Julie à Agnès, *un livre sur les mondes invisibles, sur les devins, sur les médiums, sur les passeurs d'âmes. On aura chacune notre quête, moi le secret de famille, et toi l'amour – ton obsession. On va tout dire, tout raconter, l'amitié, l'écriture, la merde : tout. T'en penses quoi ?* » De chapitre en chapitre, l'une et l'autre relatent ainsi les rencontres qu'elles font avec les spécialistes de la communication avec l'au-delà, qu'elles consultent dans l'espoir de découvrir ce qui, dans leurs histoires familiales, doit être mis au jour pour les aider à mieux vivre, à « se réparer ».

Une telle confiance placée dans les

secours de l'ésotérisme est rare dans les cercles amicaux, familiaux ou professionnels qu'elles fréquentent, les deux écrivaines ne l'ignorent pas. « *J'imagine la consternation de mes parents (et de certains lecteurs) lisant ces lignes* », écrit ainsi Julie Estève. Peu importe. « *Dans le réel, j'ai un peu honte, reconnaît-elle. Ici, je n'ai honte de rien. La littérature me sauve de la honte, elle l'annule. Elle est mon lieu sacré – territoire de liberté et de vérité, à l'abri de la morale.* » La croyance dans le pouvoir de la littérature est peut-être du même ordre, semblent nous dire les deux écrivaines, que celle qui pousse à aller consulter des devins ou des médiums. L'essentiel est de vouloir y croire pour se laisser une chance d'être ébranlé dans ses certitudes et dans ses résistances. Et de faire advenir des mots

longtemps tus, des vérités étouffées, des images pétrifiées.

Un acte de confiance absolue

En commençant un dialogue avec leurs morts, tout en entretenant les liens d'une amitié bien vivante, Agnès Vannouvong et Julie Estève se livrent à un acte de confiance absolue l'une envers l'autre. L'espace commun de l'écriture devient le terrain de jeu où les plus grands périls peuvent être affrontés, sans danger et sans rivalité. Et la fiction, le lieu où l'histoire de chacune peut se dire, et se partager. « Tout ce que le ciel promet », le roman le permet. ■

TOUT CE QUE LE CIEL PROMET, de Julie Estève et Agnès Vannouvong, Seuil, 192 p., 19,50 €, numérique 14 €.

Avec « Un fantôme dans la gorge », Doireann Ni Ghriofa fait le splendide récit de sa proximité avec une compatriote, la poète du XVIII^e siècle Eibhlin Dubh Ni Chonaill

Une filiation littéraire irlandaise

ARIANE SINGER

On craint un peu d'être tombé sur un livre de *tradwife* : ce mouvement très en vogue, venu des Etats-Unis, qui prône un retour du modèle de la femme au foyer des années 1950. Les premières pages d'*Un fantôme dans la gorge*, premier roman de la poète irlandaise Doireann Ni Ghriofa, ont tout d'un manuel à l'usage des bonnes épouses et mères dévouées : « *Ceci est un texte féminin, composé en pliant les vêtements de quelqu'un d'autre* », écrit en préambule l'autrice et narratrice, née en 1981 à Galway.

Elle continue en déroulant, dans une écriture hypnotisante quasi automatique, à la façon du slam, la liste de ses gestes quotidiens, une fois son mari adoré parti travailler. « *D'abord, je donne à manger à nos fils, puis je remplis le lave-vaisselle, je ramasse les jouets, je nettoie les liquides renversés, je jette un coup d'œil à la pendule, j'emmène notre aîné à l'école, je rentre avec le petit et le bébé, je soupire et je réprimande, je ris et j'embrasse...* » Qu'on ajoute à ces précisions liminaires le goût de la narratrice pour les listes de choses à faire et la satisfaction qu'elle éprouve à cocher chacune des tâches accomplies, et le tableau semble complet.

Mais on serait bien loin du compte. S'il célèbre les joies de l'enfantement à répétition (quatre bébés en six ans !), le texte, splendide, de Doireann Ni Ghriofa est avant tout une longue déclaration d'amour à une autre femme et poète : Eibhlin Dubh Ni

Chonaill, autrice, au XVIII^e siècle, de *Lamentation pour Art O Laoighaire*, l'un des plus célèbres poèmes irlandais. Dans ce long *caoineadh* (mélopée funèbre), chef-d'œuvre de la tradition orale, cette aristocrate exprime son amour désespéré pour son mari, tué par un noble anglais, sous le régime « *de terreur et de cruauté* » des lois pénales imposées par le gouvernement britannique, qui étaient tout pouvoir à la majorité catholique du pays.

Après s'être passionnée pour le poème à l'adolescence, Doireann Ni Ghriofa le redécouvre adulte et le relit à l'aune de sa maternité : son autrice, dont le bien-aimé est enterré près de chez elle, dans les environs de Cork, y évoque elle aussi ses fils, et une nouvelle grossesse. Une intimité que Ni Ghriofa n'avait pas soupçonnée se dessine alors avec la poète.

La nuit, quand tout le monde dort, elle se replonge dans le *caoineadh* entre deux tétées, deux grossesses, deux séances de tirage de lait, et jusque dans la salle des

Ce roman hybride, à la fois subtile autobiographie, essai littéraire intimiste et geste féministe élégant, captive par sa tentative acharnée de rendre corps et voix à une poète qui fut sans cesse ramenée à des hommes

couveuses de l'hôpital où son quatrième enfant, une petite fille, lutte pour survivre. Convaincue que « *nul n'atteindra jamais [s]on niveau de ferveur* », elle n'a plus qu'une idée en tête : traduire le texte du gaélique à l'anglais, lui redonner vie et souffle. Mais, pour



Doireann Ni Ghriofa, en 2023. AL HIGGINS

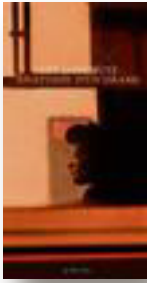
cela, il faut se rapprocher le plus possible de Ni Chonaill, comprendre comment elle écrivait et qui elle fut, elle dont on ignore tout, jusqu'à la date de sa mort.

Doireann Ni Ghriofa livre ici le récit fébrile et fascinant de cette quête obsessionnelle dans les archives et dans les pierres, entre le terrain où se dressait la maison de la mère d'Eibhlin Dubh Ni Chonaill et la demeure où elle-même vécut : une décevante attraction touristique. Ce roman hybride, à la fois subtile autobiographie, essai littéraire intimiste et geste féministe élégant, captive par sa tentative acharnée de rendre corps et voix à Ni Chonaill, laquelle fut sans cesse ramenée à des hommes : ses illustres époux et neveu (Daniel O'Connell, un éminent homme politique), et ses frères, les seuls à l'évoquer dans leur correspondance.

Prenant appui sur les vers du poème, et sur le peu d'informations qu'elle récolte, elle ressuscite tout ce qu'elle peut, sans jamais surjouer l'érudition, mais avec l'humilité de celle qui sait l'échec probable : n'a-t-elle pas

déjà connu le ratage, avec l'abandon de ses études supérieures ?, semble suggérer le livre. Plutôt que de dresser des parallèles artificiels, la narratrice fait joliment chanter les échos entre son existence et celle de son modèle, sans les appuyer outre mesure. Sa jeunesse agitée et douloureuse résonne avec celle de Ni Chonaill, qui s'enfuit pour épouser son bien-aimé contre l'avis de sa famille ; l'amour qu'elle éprouve pour son mari, avec celle de la poète pour le sien. L'écriture de Doireann Ni Ghriofa, qui allie la poésie intime de son introspection et la prose précise de l'enquête littéraire, rend un hommage d'une profondeur et d'une sincérité bouleversantes à son aînée. Sa traduction in extenso du poème, en fin d'ouvrage, elle-même superbement restituée en français, est bien plus qu'une réussite littéraire : la célébration, éperdue de reconnaissance, d'une filiation. ■

UN FANTÔME DANS LA GORGE (*A Ghost in the Throat*), de Doireann Ni Ghriofa, traduit de l'anglais (Irlande) par Elisabeth Peellaert, *Globe*, 348 p., 23 €, numérique 17 €.



Destins accidentés

Le 22 décembre 1939, un train express filant à pleine vitesse entre en collision avec un autre dans la petite ville de Genthin, à l'ouest de Berlin. C'est la plus terrible catastrophe ferroviaire de la Reichsbahn, les chemins de fer allemands de l'époque. Elle cause des centaines de morts et de blessés, les trains étant bondés à cause des restrictions de circulation imposées par l'effort de guerre – l'invasion de la Pologne a eu lieu trois mois plus tôt. A partir de ce fait divers, Gert Loschütz (né à Genthin, justement, en 1946) imagine, dans *Anatomie d'un drame*, le destin d'une passagère, Carla : miraculée de la catastrophe, elle voyageait en compagnie d'un bel Italien mort dans l'accident. A l'hôpital où elle est soignée, elle dit être l'épouse de cet Italien, alors qu'elle est fiancée à Richard, un juif qui cherche à fuir l'Allemagne. Pourquoi cette usurpation d'identité ? Puisant dans ces contradictions, Loschütz invente des hypothèses de vie qui combinent la petite et la grande histoire. Le narrateur, journaliste, se rend compte que le travail de sa mère a pu l'amener à rencontrer Carla à l'époque. En posant à cette dernière des questions sur cette rencontre, il découvre que sa génitrice a eu, elle aussi, une vie amoureuse compliquée, et qu'il est nécessaire pour lui de s'interroger sur l'identité de son père. Si le parti pris d'objectivité empêche parfois le roman de se déployer, il souligne néanmoins fort bien la froideur tragique de ces destinées. ■ P. DS

► *Anatomie d'un drame* (Besichtigung eines Unglücks), de Gert Loschütz, traduit de l'allemand par Jacqueline Chambon, Actes Sud, 300 p., 22,80 €, numérique 17 €.



Depuis l'enfer sri-lankais

Basculer dans l'au-delà pour mieux saisir les atrocités de la vie terrestre : c'est ce que propose *Les Sept Lunes de Maali Almeida*, de l'écrivain sri-lankais Shehan Karunatilaka (né en 1975), pour rendre compte de la guerre civile qui a ensanglanté son pays de 1983 à 2009. C'est dans l'« *Entre-Deux* », antichambre du paradis (ou de l'enfer) qu'on rencontre Maali Almeida. Ce photographe de guerre, homosexuel discret et joueur invétéré avant son assassinat, en 1989, au plus fort des combats, dispose d'une semaine pour résoudre le mystère de sa mort et, surtout, trouver le moyen de rendre public les clichés qu'il a pris aux prémices du conflit, lors des pogroms contre les Tamouls, à Colombo, en 1983. Après quoi ce héros cynique pourra « méditer sur ses ossements », se soumettre « au contrôle des oreilles » destiné à lui faire oublier son passé et se baigner dans la « *rivière des Naissances* » où son âme sera enfin laissée en paix. Comme dans son premier roman, *Chinaman* (lauréat du Commonwealth Prize, 2010, non traduit), où il enquêtait sur une disparition, Shehan Karunatilaka livre ici un récit haletant et ironique. Récompensé en 2022 par le Booker Prize, *Les Sept Lunes...* donne la mesure du conflit sri-lankais, « *inextricable et irrémédiable* », qui fut, selon son protagoniste, inspiré par des divinités dont « *le job consiste à inventer des problèmes pour l'humanité* ». ■

GUILLAUME DELACROIX
► *Les Sept Lunes de Maali Almeida* (The Seven Moons of Maali Almeida), de Shehan Karunatilaka, traduit de l'anglais (Sri Lanka) par Xavier Gros, Calmann-Lévy, 450 p., 23,90 €, numérique 17 €.

Dans le palais des miroirs de la fiction de soi

La Franco-Allemande Sylvie Schenk signe un très beau roman sur le pouvoir des mots – et de l'amour

PIERRE DESHUSSES

Française installée en Allemagne depuis près de soixante ans, Sylvie Schenk a laissé de côté sa langue maternelle pour écrire dans une autre, qui lui était au départ étrangère. Cet écart correspond à la définition que l'écrivain suisse Denis de Rougemont (1906-1985) donnait de l'amour : un décentrement vers l'autre. C'est sans doute ce choix, à la fois raisonné et déraisonnable, cette part d'étrangeté assumée, qui donne au style de Sylvie Schenk sa concision et sa précision. Ce détour par une autre langue, non pas imposée mais choisie, procure également la distance nécessaire pour rappeler au lecteur que l'on ne peut jamais saisir par les mots le cœur des choses qui toujours

échappent. C'est cette fragilité qui, paradoxalement, donne sa force à *L'Éclat de rire* : le roman s'ouvre comme une noix dont la brisure révèle des formes insoupçonnées.

Tout commence par une conversation entre une journaliste et une autrice, Charlotte, dont le nouveau roman va être présenté dans un petit festival de littérature du nord de l'Allemagne. Il reste quelques heures avant le début de la rencontre, et c'est dans cette parenthèse temporelle que s'inscrit le récit. Il prend de prime abord des allures de roman sur un roman, avant que la conversation ne tourne au duel entre la journaliste, qui tente de fouiller dans la vie personnelle de Charlotte, et cette dernière, qui défend les privilèges de la fiction.

Intitulé dans l'édition originale allemande *Roman d'amour*, le roman écrit par Charlotte offre bien des similitudes entre une histoire vécue par cette dernière et celle de son héroïne, Klara, insiste la journaliste. Mais plus l'une

s'évertue à établir des parallèles entre le réel et l'imaginaire, plus les résistances de l'autre s'affirment. Elle ne met pas seulement en avant des coquetteries et dénégations de façade, mais de véritables impératifs narratifs. Car, plaide-t-elle, quel meilleur recours, pour parler de la réalité, que le détour de la fiction ? Comment mieux dire ce qui est advenu que par la transformation du vécu ? Au risque d'agacer Charlotte, la journaliste continue pourtant de creuser : Klara, directrice d'une école en Irlande, a eu une liaison avec un professeur marié et père de famille – liaison rompue qui a failli lui coûter la vie. Charlotte n'a-t-elle pas fait elle-même, quelques années plus tôt, une escapade en Irlande avec un professeur dont elle était éperdument amoureuse et qui l'a brusquement abandonnée pour aller retrouver sa femme, qui s'est soudain évaporée ? Une disparition aussi brutale qu'une porte claquée, dont, étrangement, la journaliste semble détenir la clé.

Ce livre qui danse au-dessus des mises en abyme pose avec force et simplicité la question du pouvoir des mots. La littérature peut-elle aider à surmonter un chagrin d'amour ? Peut-elle toucher au mystère de la passion ? La réponse se cache entre les lignes de ce récit qui est bien plus qu'un simple « *roman d'amour* ».

Sylvie Schenk – autrice d'une dizaine de romans, et dont *L'Éclat de rire* est le deuxième à être traduit, après *L'Instant d'une vie* (Slatkine & Cie, 2019) – fait montre d'une belle maturité dans le mariage virtuose des styles, d'une sensibilité dans la réflexion qui ne se paie pas de mots, d'une vraie sérénité, enfin, dans l'évocation du temps perdu. Elle s'impose comme une passionnante écrivaine. ■

L'ÉCLAT DE RIRE (*Roman d'amour*), de Sylvie Schenk, traduit de l'allemand par Olivier Le Lay, Gallimard, « Du monde entier », 190 p., 21 €, numérique 15 €.

Découverte d'une militante dakota

Les étonnants textes autobiographiques de Zitkala-Sa, pionnière de la cause amérindienne (1876-1938), sont enfin traduits – grâce à une émission de radio

GLADYS MARIVAT

Le travail en silence est surestimé. Ces dernières années, combien de formidables livres devons-nous à l'écoute de podcasts au bureau ? En 2022, Flora Boffy-Prache et Zoé Monti-Makouvia écoutent l'émission « Toute une vie », sur France Culture. Il est question d'*American Indian Stories* (« histoires amérindiennes »), de l'écrivaine, enseignante, musicienne et militante Zitkala-Sa, également connue sous le nom de Gertrude Simmons Bonnin, que lui avaient donné les missionnaires. Née en 1876 dans la réserve indienne de Yankton (Dakota du Sud), elle est morte en 1938 à Washington.

Les récits, traduits et lus à l'antenne, captivent ces deux sœurs. En 2021, elles ont fondé Les Prouesses afin de « publier des textes de femmes pionnières, d'écrivaines militantes, qui ont fait bouger les lignes – que ce soit pour la condition des femmes, la justice sociale, l'égalité des droits ou les luttes pour les minorités », confient-elles au « Monde des livres ».

Elles se procurent l'édition américaine d'*American Indian Stories*, recueil de textes autobiographiques, de poèmes et de contes dakotas traditionnels. Puis elles apprennent l'existence de quatre récits publiés en 1900 et 1902 dans la revue *The Atlantic Monthly*. « Ils formaient une œuvre de mémoire magnifique et cohérente, où l'on suit le parcours d'une enfant dans une réserve, marquée par un passage dans un pensionnat chrétien, qui devient enseignante et mûrit son regard



Zitkala-Sa, vers 1898. GERTRUDE KÄSEBIER

Sorbonne Paris-Nord, intervenante dans l'émission sur France Culture, les conseille, puis signe la préface. « *Zitkala-Sa fait partie d'une sorte d'élite autochtone que l'on trouve parmi la première génération d'enfants issus des pensionnats* », nous explique l'universitaire. Ecoliers à la fin des guerres indiennes (1778-1890), certains de ces jeunes gens se sont emparés des outils du colonisateur pour défendre les droits des Amérindiens, et enseigner à leur tour.

Engagée dans la Société des Indiens d'Amérique (Society of American Indians, créée en 1911), Zitkala-Sa se distingue par « la dimension politique et juridique de sa voix », précise Céline Planchou. Sa critique de l'expansionnisme des Etats-Unis et de l'ambivalence des politiques fédérales assimilationnistes transparaît à la fois dans ses textes pour *The Atlantic Monthly* et lors d'une joute oratoire remportée en 1897, alors qu'elle est encore étudiante au Earlham College (Indiana).

En 1926, elle crée, avec son mari, le Conseil national des Indiens d'Amérique (National Council of American Indians). Rejointe par de nombreuses tribus, cette organisation lutte pour la souveraineté autochtone, combat repris dans les années 1960-1970 par le mouvement Red Power.

EXTRAIT

« Pour les Ecritures des Blancs, j'avais abjuré ma foi en le Grand Esprit. Pour elles encore, j'avais oublié la guérison puisée dans les arbres et les ruisseaux. Parce qu'elle avait une vision de l'existence simpliste et que je manquais de jugement, j'abandonnai ma mère aussi. Je ne me fis aucun ami chez les gens dont je détestais la race. Comme un arbre gracile, on m'avait déracinée de ma mère, de la nature et de Dieu ; on avait coupé mes branches, agitées de mouvements d'amour et d'amitié envers ma famille et les miens (...). A présent, je ressemblais à un bâton dénudé et sans vie, planté en terre étrangère. Je continuais cependant d'espérer que le jour viendrait où je pourrais faire jaillir de ma tête muette et douloureuse un éblouissant éclair, tourné vers le ciel. »

L'OISEAU ROUGE, PAGE 111

Zitkala-Sa croit au pouvoir des légendes qui ont bercé son enfance. Pour la militante, les peuples autochtones doivent s'adapter au changement, tout en conservant leur héritage avec fierté. Ainsi, de retour à la réserve de Yankton après sa démission du pensionnat de Carlisle, elle recueille des histoires dakotas traditionnelles (publiées sous le titre *Old Indian Legends* – « vieilles légendes indiennes ») afin de les « préserver pour les générations futures », explique Céline Planchou.

Dans *L'Oiseau rouge*, ce souci se déploie dans une langue singulière, décrite par la traductrice, Marie Chuvin, comme le théâtre

d'une lutte. Alors qu'on lui avait interdit de parler sa langue maternelle au pensionnat, Zitkala-Sa « a fait de cet arrachement une force dans un retournement pétri de volonté, en maîtrisant un anglais ciselé ». En travaillant sur ce texte, Marie Chuvin a dû lever deux craintes. Une question de légitimité, d'abord ; la difficulté de traduire un texte « majeur mais coloré par le temps » ensuite. « *Zitkala-Sa était, je pense, bien consciente de s'adresser à un lectorat d'hommes blancs dans un contexte particulier qui est celui de la colonisation : elle parle d' "Indien" et d' "Indienne", de "Visages-Pâles" et de "Dakotas de bronze". Nous avons choisi de conserver ces termes, qui aujourd'hui sont très datés. Je devais respecter à la fois le texte et les personnes dont il était question. Véritable gageure de toute traduction, mais particulièrement sensible ici.* »

Si les textes de *L'Oiseau rouge* sont les premiers à avoir été écrits par une Amérindienne témoin du tournant du XX^e siècle, son autrice tombe dans l'oubli après sa mort, en 1938. Cette année-là, *The Sun Dance Opera*, l'opéra dont elle a écrit le livret en 1913 sur une partition de William F. Hanson, est joué à New York, sans que sa collaboration soit mentionnée. Il faut attendre le travail de spécialistes, avec des rééditions dans les années 1980-2000 outre-Atlantique, pour que le caractère rare et précieux de Zitkala-Sa et de son œuvre soit enfin rétabli. ■

Alors qu'on lui avait interdit de parler sa langue maternelle au pensionnat, Zitkala-Sa « a fait de cet arrachement une force dans un retournement pétri de volonté, en maîtrisant un anglais ciselé », explique Marie Chuvin, la traductrice

sur le monde – jusqu'à l'affirmation de soi dans le texte qui clôt l'ouvrage : "Pourquoi je suis païenne" », se souviennent-elles.

Les éditrices réunissent ces quatre récits sous le titre *L'Oiseau rouge* – signification de « Zitkala-Sa » en langue lakota – et le sous-titre *Mémoires d'une femme dakota*. Céline Planchou, maîtresse de conférences en histoire des Etats-Unis à l'université

de la réserve indienne de Yankton (Dakota du Sud). Dépossédés de leurs terres, les siens ont été « rabattus comme des bisons ». Pourtant, c'est une enfance heureuse qu'elle décrit, entre la broderie de perles, enseignée par sa mère, et les légendes transmises par les aînés. Première autobiographie d'une femme autochtone, passée par l'un de ces pensionnats créés par Richard Pratt pour « tuer l'Indien et sauver l'homme », les quatre textes réunis ici disent l'écartèlement entre deux cultures. Zitkala-Sa désire partir pour l'est, au « *Pays des Merveilles* », pour aller à l'école, comme son frère. Dès son voyage à bord du « *cheval de fer* », tout la révolte dans cette « *machine à civiliser* » : les tresses coupées de force ; la Bible et l'anglais inculqués à coups de châtiments. A propos des visiteurs blancs, elle remarque que « *très peu d'entre eux s'arrêtaient pour se demander si, derrière cette apparence de civilisation, se cachaient une vie véritable ou une mort programmée* ». Entre témoignage et récit d'apprentissage, c'est une critique sans appel de la violence expansionniste américaine.

De retour dans ses collines,

l'écrivaine renoue avec le vagabondage paisible, avec sa mère (qui jette une malédiction sur les colons blancs), ainsi qu'avec l'espace et le temps de son peuple, habités par les ancêtres. Elle en tire « Pourquoy je suis païenne », dernier texte du recueil et sublime leçon de résistance. ■ GL. M.

L'OISEAU ROUGE. MÉMOIRES D'UNE FEMME DAKOTA (*Impressions of an Indian Childhood. The School Days of an Indian Girl. An Indian Teacher Among Indians. Why I am a Pagan*), de Zitkala-Sa, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie Chuvin, préface de Céline Planchou, Les Prouesses, 128 p., 18 €.



D'UN BOUT À L'AUTRE DE L'OISEAU ROUGE, Zitkala-Sa (1876-1938) court. Après les nuages, son ombre ou un coyote, elle s'élance à travers les plaines

de la réserve indienne de Yankton (Dakota du Sud). Dépossédés de leurs terres, les siens ont été « rabattus comme des bisons ». Pourtant, c'est une enfance heureuse qu'elle décrit, entre la broderie de perles, enseignée par sa mère, et les légendes transmises par les aînés.

Première autobiographie d'une femme autochtone, passée par l'un de ces pensionnats créés par Richard Pratt pour « tuer l'Indien et

Lucidité d'Elizabeth von Arnim

En juillet 1919, une femme revient chez elle, en Suisse, après s'être exilée pendant la première guerre mondiale. Au moment de fouler l'herbe de son chalet retrouvé, elle s'écroule et se souvient : « *Nous baignions dans la paix. Bien sûr, même ici, il y avait eu ce léger froissement provoqué par l'assassinat de l'archiduc (...). Mais [il] s'était évanoui dans ce qui semblait le solide et éternel confort de la vie.* » Ainsi pense la narratrice, jusqu'à ce que sa réflexion soit perturbée par l'arrivée de deux sœurs, porteuses d'un étrange secret. Autrice d'*Avril enchanté* (Salvy, 1990), Elizabeth von Arnim (1866-1941) – qui était par ailleurs la cousine de la nouvelliste Katherine Mansfield (1888-1923) – continue d'étonner par la maturité, la lucidité et la finesse de ses analyses psychologiques. Traduit pour la

première fois en français, *Un été en montagne* réchauffe et glace le dos tout à la fois. ■

FLORENCE NOUVILLE
► *Un été en montagne* (In The Mountains), d'Elizabeth von Arnim, traduit de l'anglais par Paul Decotignies, Arfuyen, 236 p., 17 €.

Seuls dans les ruines

En exergue de son troisième roman, *Tremble la nuit*, la Sicilienne Nadia Terranova a placé ce vers de Giovanni Pascoli (1855-1912) : « *Là où l'histoire a presque été détruite, reste la poésie.* » C'est le cas dans ce récit situé après la tragédie du 28 décembre 1908, lorsque la terre trembla, rasant Messine et Reggio de Calabre. Revenant sur ces terres meurtries, l'écrivaine parvient à conjuguer chronique et fable. Elle le fait par le biais de deux jeunes personnages malmenés par l'existence, Barbara et Nicola, restés seuls au monde à errer parmi les ruines, mais à qui ce drame va offrir des possibilités insoupçonnées – dont une « *confiance inattendue et inconcessable qui avait germé au milieu de l'horreur* ». Avec brio et rythme, ces deux voix alternent et grandissent sur fond de désenchantement et de blessures : cel-



les, toujours à vif, de tout un peuple du Sud qui a vécu une apocalypse. ■ FLORENCE COURRIOL-SEITA
► *Tremble la nuit* (Trema la notte), de Nadia Terranova, traduit de l'italien par Romane Lafore, Quai Voltaire, 180 p., 22 €, numérique 16 €.

Meurtres idylliques

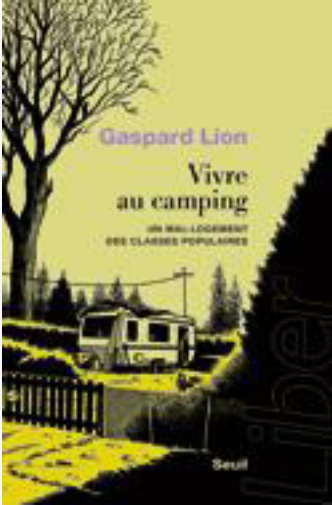
Un café, une cigarette de CBD. Telle est la routine de Jacqueline, 74 ans, depuis qu'elle a tué Madeleine par une nuit de blizzard. Atteinte de la maladie de Parkinson, sa seule voisine dans ce coin de forêt voulait vendre pour s'installer en ville. Jacqueline en a eu des sueurs froides : et si les acheteurs venaient ruiner « la sainte paix » que les deux veuves partagent depuis trente ans de part et d'autre de la Mastigouche ? Le Québécois André Marois parcourt cette nature idyllique, où cohabitent bernaches et cerfs de Virginie, pour livrer un polar ludique sur notre rêve de grands espaces. En ma-



quillant son meurtre en suicide, Jacqueline espère rendre invendable le bien de sa voisine. Tandis que le sergent détective Mazenc mène l'enquête, les cadavres s'accumulent, et une affaire de braconnage complique l'équation. Jacqueline masque mal son excitation. Et si son vrai mobile était la lutte contre l'ennui ? Voilà une héroïne criblée d'arthrose et de mystères... ■ GL. M.
► *La Sainte Paix*, d'André Marois, Héliotrope, « Noir », 208 p., 19 €, numérique 13 €.

Dans « Vivre au camping », le sociologue Gaspard Lion porte un regard fin sur les nombreuses personnes que la précarité contraint à résider à l'année en caravane ou en bungalow

Le camping des déclassés



CAMILLE MARGERIT

Au camping de l'Étang, à quarante kilomètres de Paris, une trentaine de parcelles sont occupées à l'année. La caravane de Didier, chauffeur routier, côtoie celle de Claudine, déménageuse, ou celle de Guillaume, au chômage. Le loyer y est abordable, un peu plus de 200 euros par mois pour un espace de 90 mètres carrés. Le terrain, apprécié des résidents, borde une rivière et un étang. Mais l'équipement reste sommaire, les caravanes sont exiguës et ne disposent pas toutes d'un raccordement à l'eau courante. Le sociologue Gaspard Lion, maître de conférences à l'université Paris Nord, a vécu entre 2012 et 2017 dans l'une d'entre elles. Pendant ces trois années, puis entre 2018 et 2022, il a observé au total cinq campings du Bassin parisien, s'est immergé dans le quotidien des résidents, a mené auprès d'eux de très nombreux entretiens. Il restitue cette enquête de longue haleine dans un livre captivant, *Vivre au camping*, qui permet de s'approcher au plus près de réalités sociales méconnues.

Différents styles de vie

En France, plus de 100 000 personnes vivent à l'année dans des campings. Mais le sujet reste très peu documenté. Dans le sillage des sociologues Pierre Bourdieu (1930-2002) et Olivier Schwartz, régulièrement cités, l'auteur choisit de l'explorer en partant du point de vue des premiers concernés. Il entend rompre ainsi avec un regard « univoque et uniformisant », celui des « bien-logés », qui

verraient le camping résidentiel uniquement comme un problème.

Ce faisant, il saisit avec subtilité les différents styles de vies de ses enquêtés, ainsi que leurs manières de se représenter leur situation, déclassement social pour certains, simple étape d'un parcours résidentiel déjà heurté pour d'autres. Contrairement aux idées reçues, le camping est agréable à nombre d'entre eux, qui ont le sentiment « d'être en vacances toute l'année », le considèrent comme un lieu de sociabilité ou comme une sphère protégée des rapports de domination sociale. Vivre en caravane, pour beaucoup, surpassera toujours les situations déshumanisantes qu'ils ont pu subir.

Le sociologue échappe ainsi au misérabilisme, sans relativiser la grande précarité dans laquelle vivent de nombreux résidents. Tandis que Nicolas a choisi son mobile home après un « coup de cœur », Yann, qui habite une caravane avec son fils, considère que « ce n'est pas une vie ». Par des photographies et des descriptions précises des intérieurs de ces logements, Gaspard Lion met en avant le manque de place, d'équipements sanitaires, le froid et l'humidité qui les caractérisent.

Manque de reconnaissance

Il souligne aussi la précarité juridique dans laquelle ces habitants se trouvent. Témoin d'un épisode dramatique de délogement par la mairie de la commune

où se situe le camping de l'Étang, qui a mis plusieurs personnes à la rue, il déroule en détail cet événement dans un dernier chapitre. Ce récit, clair et fourni, éclaire l'ensemble de l'enquête. Il rappelle à la fois le manque de reconnaissance de ces habitants par les pouvoirs publics et l'existence de forces de résistance individuelles et collectives.

Gaspard Lion consolide ses observations et ses analyses en les replaçant dans l'histoire des politiques du logement. Qu'il soit subi, choisi ou les deux à la fois, le camping résidentiel est en partie, explique-t-il, la conséquence des « déstabilisations structurelles du marché de l'emploi, mais aussi de la dégradation des politiques sociales », auxquelles il répond par l'affirmation renouvelée d'un droit au logement pour tous. Mais, surtout, il oppose à cet abandon d'une partie de la société sa manière fine et sagace de mettre en lumière la détresse et la complexité d'existences humaines qui se déploient dans des sphères éloignées de la norme, et du regard des autres. ■

VIVRE AU CAMPING. UN MAL-LOGEMENT DES CLASSES POPULAIRES, de Gaspard Lion, Seuil, « Liber », 320 p., 24 €, numérique 17 €.

Louis IX, une haute idée de la justice

Au XIII^e siècle, en France, un puissant appareil judiciaire se constitue sous l'impulsion de son souverain, pour qui la lutte contre l'iniquité est un devoir moral. L'essai collectif « La Justice de Saint Louis » le montre brillamment

FRANÇOIS OTCHAKOVSKY-LAURENS

Assis en majesté sous un chêne, le roi Saint Louis prend le parti d'une femme et de son enfant contre un noble. Consacrée par le roman national au XIX^e siècle, mille fois reproduite, cette représentation de Louis IX (1214-1270) orne toujours le palais de justice de Paris. En elle-même, la scène est sans doute anecdotique – dans les faits, Saint Louis ne siège en personne que dans un nombre très limité d'affaires. Mais, pour autant, cette figure de justicier n'est en rien usurpée, comme le démontrent les auteurs du collectif *La Justice de Saint Louis*.

En ce XIII^e siècle, la quantité de cas traités par la justice souveraine s'accroît en effet irrésistiblement. Des officiers représentent partout le roi dans des assises locales de justice. Parallèlement se constitue peu à peu le Parlement de Paris, une cour devant laquelle les justiciables peuvent faire appel de tout jugement défavorable d'une autre juridiction.

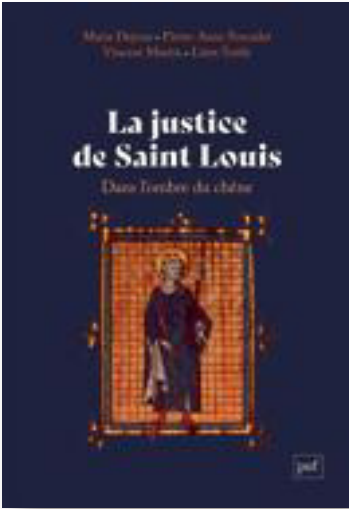
Dans les universités, la maîtrise du droit progresse et adapte le droit romain

Par la justice, Louis IX entend purifier le royaume de ses péchés. Au premier chef, l'administration du roi est tenue à l'exemplarité

aux mutations de la société médiévale. Cet essor de la culture juridique fournit à la justice un personnel de juges royaux nombreux et qualifié, garant de professionnalisme. Le succès des tribunaux de Louis IX, auxquels les sujets recourent de plus en plus, est éclatant. Eclipsant les juridictions locales, ils marginalisent les pouvoirs seigneuriaux et confortent l'autorité du souverain français.

La justice royale se veut impartiale. Elle sait frapper les forts, tel Enguerrand de Coucy, un puissant baron menacé de la peine capitale pour avoir pendu trois hommes sur ses terres, sans jugement. Ainsi Louis IX, qui peut punir comme accorder sa miséricorde, bâtit une souveraineté nouvelle. Par son impressionnante machine judiciaire, il intervient dans le destin individuel de ses sujets sans les rencontrer physiquement.

Toutefois, la protection royale ne s'offre pas à tous les habitants du royaume – la multitude indigente, qui ne peut s'acquitter des importants frais de



procédure, en est exclue. C'est que la lutte du souverain contre l'injustice n'est pas d'ordre social mais moral, mue par un pieux dessein : par la justice, il entend purifier le royaume de ses péchés. Au premier chef, l'administration du roi est tenue à l'exemplarité, soumise à un contrôle de plus en plus strict, au moyen d'enquêtes visant les mœurs et les finances des officiers.

Les échecs rencontrés par Louis IX, tel celui de la septième croisade (1248-1254), sont interprétés comme le signe d'une purification insuffisante, redoublant son ardeur rédemptrice. Afin d'éradiquer le mal qui corrompt le royaume, il ordonne à ses tribunaux de réprimer cruellement les blasphémateurs, les prostituées et les hérétiques. Les juifs surtout sont persécutés, menacés d'être expulsés du royaume – avant de l'être au siècle suivant –, contraints de porter la rouelle (un signe distinctif) sur leur vêtement, tandis que le Talmud est brûlé en public.

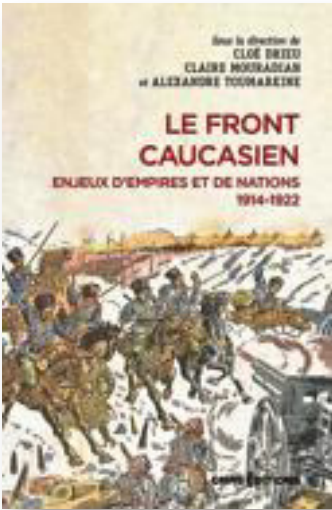
Marie Dejoux*, Pierre-Anne Forcadet, Vincent Martin et Liêm Tuttle synthétisent brillamment les avancées récentes de l'histoire du droit et du gouvernement médiévaux, qu'ils confrontent à l'abondante production écrite quotidienne de l'administration judiciaire. Ainsi se fait jour un tableau novateur, tout en nuances, du règne de Saint Louis. La justice, vouée à conduire le royaume vers le salut chrétien, y joue un rôle politique et religieux central. C'est elle qui fait accéder Louis IX au rang de saint en 1294. ■

* Marie Dejoux collabore au « Monde des livres ».

LA JUSTICE DE SAINT LOUIS. DANS L'OMBRE DU CHÊNE, de Marie Dejoux, Pierre-Anne Forcadet, Vincent Martin et Liêm Tuttle, PUF, 398 p., 28 €, numérique 22 €.

La longue première guerre mondiale du Caucase

Le livre collectif « Le Front caucasien » détaille l'intensité des affrontements dans cette région charnière entre Europe et Asie, de 1914 à 1922



MARC SEMO

C'est l'une des autres faces du grand carnage de la première guerre mondiale. Mais, là, le conflit ne s'est pas arrêté, comme dans l'ouest de l'Europe, par l'armistice du 11 novembre 1918 dans la clairière de Rethondes, se poursuivant des années encore en Russie, avec la guerre civile, dans les pays Baltes, dans les Balkans comme dans le Caucase. C'est à ce dernier que s'intéresse le livre collectif *Le Front caucasien*, qui a l'immense mérite de mettre au jour cette histoire méconnue.

Les montagnes et plateaux du Caucase, où s'affrontèrent pendant près d'une décennie d'abord les armées du tsar et

celles du sultan ottoman puis des bandes et des embryons des nations surgis de l'effondrement des empires, ont en effet été volontiers considérés comme un front périphérique. Il fut pourtant un laboratoire géostratégique où se forgea une partie de notre modernité, y compris dans ce qu'elle a de pire. Le découpage des frontières et le redéploiement des peuples effectués à l'époque nourrissent encore un siècle plus tard les conflits en lisière de l'espace ex-soviétique.

« C'est là, relèvent Cléo Drieu, Claire Mouradian et Alexandre Toumarkine, les trois maîtres d'œuvre de cette somme, que se joua en grande partie le sort de deux empires continentaux, russe et ottoman, qui ne survivront pas au conflit, alors que sur leurs cendres naissent en Anatolie comme au Caucase les Etats-nations que l'on connaît aujourd'hui ; c'est là aussi que se nouèrent certaines des grandes tragédies et violences de masses du XX^e siècle, dont le génocide des Arméniens

(...) et des déplacements forcés, massifs et sans précédent de populations. »

Au fil de ces quelque 600 pages se mêlent l'histoire de batailles oubliées, dont la terrible défaite des troupes ottomanes à Sarikamich, en janvier 1915, et le récit des massacres croisés de populations civiles, tels les Assyro-Chaldéens et les Grecs pontiques. On peut y lire nombre de documents diplomatiques mais aussi des témoignages, dont le journal d'un cosaque du Turkestan, jusqu'ici inédit, qui permet de saisir le quotidien de l'armée tsariste en campagne. Raconter la guerre et l'immédiat après-guerre dans cette zone comprise entre les mers Noire et Caspienne, dans les montagnes du Caucase du nord et dans la riche Transcaucasie, c'est d'abord évoquer un immense chaos. L'Empire russe s'effondre et Arméniens, Géorgiens, Azéris s'affrontent dans des combats sanglants. Tous seront ensuite rapidement mis au pas par les bolcheviques.

L'Empire ottoman vaincu est menacé d'être dépecé par les Alliés vainqueurs, comme le prévoit, en 1920, le traité de Sèvres. Un général héros de la défense des Dardanelles, Mustafa Kemal (1881-1938), le futur Atatürk, refuse le diktat et lance la guerre d'indépendance avec notamment le soutien en armes, munitions et argent du pouvoir bolchevique. « La nouvelle carte du Moyen-Orient aujourd'hui en pleine recomposition a été dessinée par la guerre au Levant mais aussi au Caucase », soulignent les auteurs. C'est aussi par ses analyses sur le bouleversement des sociétés par la guerre et sur les difficiles chemins de sortie des conflits que cet ouvrage est passionnant. ■

LE FRONT CAUCASIEN. ENJEUX D'EMPIRES ET DE NATIONS, 1914-1922, sous la direction de Cléo Drieu, Claire Mouradian et Alexandre Toumarkine, CNRS Editions, 570 p., 28 €, numérique 20 €.



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

Le théâtre des langues



SYLVIE SERPRIX

JEAN-PIERRE MINAUDIER COLLEC-TIONNE LES GRAMMAIRES. Depuis la première édition de *Poésie du gérondif*, en 2014, plus de trois cents sont venues garnir ses rayonnages : 1454 livres sur 1015 langues rares forment ainsi aujourd’hui sa bibliothèque d’érudit et de fou littéraire – les deux pouvant aller parfois fort bien ensemble. Il le recon-naît d’ailleurs plaisamment au début de son livre, dont paraît une nouvelle édi-tion : sa collectionnite est une manie, et sa passion d’autodidacte peut avoir de quoi exaspérer les scientifiques. La sueur qui l’inonde alors qu’il est sur le point d’acheter à un bon prix la grammaire tagalog de Paul Schachter sur le site d’une librairie califor-nienne lui fait rater l’affaire et menace de le faire sombrer.

Minaudier ne se contente pas d’accumuler les grammaires rares : il les lit, et en tire un savoir qu’il restitue avec un enthousiasme communicatif. Non, les grammaires ne sont pas en-nuyeuses et elles ne font pas que fixer des normes établies pour décourager les enfants. Elles sont une voie d’accès à la diversité du monde et des cultures. Elles racontent des manières de vivre et des façons de faire. Elles tiennent de l’épopée en évoquant les grandes migrations, comme celle des langues austronésien-

nes, famille ne comptant pas moins de 1255 langues, originaire de Taïwan et dis-séminée du côté de Madagascar et à l’île de Pâques, très au large du Chili.

Les idiomes se déplacent par bateau. Ils sont mis à mal par la colonisation et la fièvre productiviste – c’est l’effet de la culture délirante de l’hévéa dans l’Ama-zonie occidentale à la fin du XIX^e siècle, détruisant ensemble les Araonas et leur langue. Ces grammaires tiennent aussi du roman à énigme lorsqu’on s’inter-robe sur leurs origines ou sur les raisons de leurs structures. Elles ouvrent à tou-tes les formes de poésie et de chant : variations des tons et des sons, poésie lettriste, élégie aux langues disparues ou sur le point de l’être, pouvoirs de la métaphore, des allongements et de la ritournelle.

La posture d’autodidacte revendique la diversité et le désordre. Ce livre témoi-gne d’un goût prononcé pour l’anecdote et pour le rarissime, pour les records et pour les exceptions, et il s’extasie sur les isolats (on appelle ainsi les langues sans parentes), pour « *les idiomes les plus im-probables de la planète* » – la formule est fort peu scientifique, on en conviendra. Il ne s’intéresse guère aux langues euro-péennes, ni aux asiatiques, bien étu-diées. Il a appris le basque et l’estonien parce que ce sont des langues « *bizarres* ».

Il dit s’intéresser non à l’unité et aux centres, mais aux périphéries et aux mi-norités : « *Les idiomes les plus captivants sont à mon goût non les plus parlés mais les plus lointains, génétiquement et géo-graphiquement, et surtout les plus isolés, ceux qui ont été le moins longtemps ou le moins intensément en contact avec les nôtres.* » Tout cela constitue une géogra-phie quelque peu déformée des langues parlées dans le monde (soumises à une véritable hiérarchie), mais fait plonger dans l’anarchie du développement et de la multiplication des langues. Ce qui est génial, c’est que cette méthode de l’ama-teur passionné et obstiné finit par rejoindre des positions scientifiques que l’on ne peut que suivre : en matière de lan-gue, toutes les recherches universalistes se sont révélées infécondes.

Examinant les langues en ethnologue plus qu’en linguiste (il est lui-même his-torien), Jean-Pierre Minaudier reste vo-lontairement prisonnier de l’hypothèse relativiste de Sapir et Whorf selon la-quelle langue et représentation du monde seraient intimement liées – hy-pothèse critiquée depuis longtemps et peu vérifiée dans les faits. Mais en retour, c’est peu dire qu’il nous emmène en voyage et qu’il sait partager son amour des grammaires en faisant de son livre un vrai théâtre des langages. Le récit est tenu par un marionnettiste qui manie ses objets avec dextérité et humour. Les longues notes offrent un contrechamp à cette scène réjouissante et chaque page comporte en marge la citation d’un proverbe issu de langues différentes (comme ceux-ci, traduits du bambara et du jamsay, des langues d’Afrique de l’Ouest : « *Si tu ne peux t’empêcher de te noyer, noie-toi en eau profonde* » et « *Tu ne peux pas du tout quitter ton champ* »).

Ce faisant, il pose de vraies questions auxquelles il ne donne pas de réponses : pourquoi y a-t-il autant de langues in-ventées (on en dénombre au moins

Jean-Pierre Minaudier ne se contente pas d’accumuler les grammaires rares : il les lit, et en tire un savoir qu’il restitue avec un enthousiasme communicatif

40 000 sur Internet), alors que nous en avons tant à notre disposition ? Pourquoi a-t-on aussi peur aujourd’hui qu’une lan-gue disparaisse alors que le choix relève des locuteurs et de changements histori-ques bien précis qui ont éteint au cours des âges des milliers de parlars dont il ne reste pas la moindre trace ? Il montre qu’en matière de politique des langues, il ne sert à rien d’être conservateur et que les grammaires, lorsqu’on ne s’en tient pas à quelques-unes, éloignent de la norme plus qu’elles n’en définissent les règles. Il montre qu’il peut être fûté et fécond d’explorer le monde en prenant des grammaires pour guides. ■



FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

Comment l’indifférencié déshumanise

ILS NE SONT PAS NOMBREUX, les philosophes sans attaches uni-versitaires, poste d’enseignant ou de chercheur. Cette liberté, qui ja-dis était la norme, est à présent rarissime. Jacques Dewitte, né à Bruxelles en 1946, appartient à cette espèce en voie de dispa-rition. Auteur de très nombreux articles de revues et de cinq ouvrages, ce penseur discret éla-bore une œuvre singulière et lucide. A contre-courant des flux dominants et des aveugle-ments à succès, l’ensemble vaut d’être lu.

Son nouveau livre, *La Texture des choses*, rassemble des textes publiés dans les années 2000 et d’autres plus récents qui tous analysent la déshumanisation

LA TEXTURE DES CHOSES. CONTRE L’INDIFFÉRENCIATION, de Jacques Dewitte, postface de Fabrice Hadjadj, *Salvator*, « *Philanthropos* », 208 p., 20 €, numérique 13 €.

contemporaine. Selon Jacques Dewitte, le choix fondateur de la pensée occidentale consiste en une attention spécifique prêtée aux formes de la réalité et à leur distinction. Dans le registre natu-rel, ces visages du monde sont par exemple les plaines et les montagnes, les rades ou les presqu’îles, les sil-houettes spécifiques des espèces animales ou végé-tales. Dans le domaine des choses issues de l’activité humaine, ce sont notam-ment les figures distinctes des œuvres d’art, ou celles des bâtiments d’une ville, reconnaissables, autrefois, au premier coup d’œil.

Ces formes ne sont pas arbi-

traires, pas plus qu’elles ne sont situées dans quelque arrière-monde, comme le croyait Platon. « *Elles sont incarnées dans les choses sensibles* », indépendam-ment de nos jugements et de nos phrases. Dans cette structuration préalable du monde, le philoso-phe discerne une beauté et une diversité que nous avons à décou-vrir et à expérimenter, renouant ainsi avec Aristote.

Un monde sans qualités

Longtemps, en Occident, ces formes furent considérées comme plus réelles et plus inté-ressantes que le fond indifféren-cié de la matière du monde. Ce n’est plus le cas. Est jugé primor-dial, désormais, un monde sans qualités ni distinctions, une uni-formité première. Les choses n’auraient pas de substance, leurs formes et leur diversité ne se-raient qu’illusoires. Seul l’indiffé-rencié existerait véritablement. On reconnaît là un choix fonda-teur des pensées asiatiques, en particulier du bouddhisme, que rejoint à sa manière la croyance contemporaine en un continuum en évolution. Mais en quoi cela contribue-t-il à la déshumanisa-tion du monde ?

La réponse de Jacques Dewitte est radicale : si tout change con-tinûment, sans repères stables ni différences fixes, l’humain perd sa spécificité, la pensée ses catégo-ries, le réel sa consistance. La ten-tation de l’indifférencié, souligne-t-il à la suite de Freud, est « *une at-tirance pour la mort* ». Voilà donc une pensée résolument aux anti-podes de la vision de Nietzsche, comme de la postmodernité, et des analyses de Foucault. Ce der-nier soutient que « *le monde ne tourne pas vers nous un visage lisi-ble* ». Seul le discours découperait, dans le chaos général, des figures contingentes et passagères.

Jacques Dewitte aboutit à des conclusions exactement inver-ses, au terme d’un long parcours où son chemin a croisé celui d’auteurs importants. Il fut en ef-fet l’élève, l’ami, le traducteur ou l’interlocuteur de grands con-temporains fort dissemblables : Leszek Kolakowski, Hans Blu-menberg, Hans-Georg Gadamer, Hans Jonas, Cornélius Castoria-dis, Benny Lévy, Simon Leys... sans oublier nombre d’architec-tes, écrivains et artistes. Qu’on partage ou non ses convictions, ce navigateur en solitaire est à découvrir. ■



LES YEUX DANS LES POCHES
FRANÇOIS ANGELIER

NE JOUONS PAS LES ÉTONNÉS ! Quand on apprend que Sam J. Miller, star montante de l’imaginaire américain, fils de boucher new-yorkais et boucher de formation tourné conteur végétarien, auteur d’un livre pour enfants intitulé *The Art of Starving* (« L’art d’être affamé », non traduit) et du roman dystopique *La Cité de l’orque* (Albin Michel, 2019), avec sa mégapole marine en dérive et son héroïne inuite, quand pareille plume se saisit du New York des gangsters des années 1920, seul le pire peut en résulter.

Dont acte avec le court roman *Kid Wolf et Kraken Boy*, traduit excellemment par Mi-chel Pagel, qui nous offre un détonant mé-lange de romance gay haute énergie et de vision ésotérique de l’art du tatouage, d’évo-cation scorsésienne de la Mafia et de l’univers du ring. A ma gauche, Kraken Boy, tatoueur virtuose, gé-nie de l’encre à la cool, à ma droite Kid Wolf, cham-pion du monde de boxe en bouton. En marraine du couple d’amoureux, Hinky Friedman, reine de la truande.

Alors que la crise de 1929 sort du bois, que les grèves se brisent comme les jambes et que les familles ma-fieuses se dessoudent en rangs serrés, on as-siste à l’ascension mondiale de Kid Wolf, qui disperse ses adversaires comme un rang de quilles. De victoires dues à son punch rad-i-cal, mais également aux tatouages qui l’or-nent du crâne aux reins, glyphes magiques générateurs d’hyperpouvoirs. La fin du récit amplifie encore, jusqu’à l’hallucination, l’apparat magique : contrôle à distance, massacre ludique et transportation d’un corps à l’autre. Avec les aventures du Kraken et du Wolf, Sam J. Miller célèbre les noces rouges d’Al Capone et d’Hermione Granger. Gloire à lui !

UN MOMENT DE FOLIE qui rendrait pres-que la geste sanglante et cavalcadante de Bonnie & Clyde paisible, à tout le moins pré-



visible. Mise en forme par la journaliste et roman-cièrre Jan Isbell Fortune (1892-1979), narrée par la mère de la jeune fille, Emma Parker, et la sœur du pistolero, Nell Barrow Cowan, la geste de sueur et de sang du « *bébé aux yeux bleus* » et de son chevalier-flinguant qui fit, entre jan-vier 1930 et mai 1934, qua-

torze morts et les choux gras de la presse américaine mêle témoignages familiaux di-rects, poèmes, correspondances, donnant à l’ensemble une vitalité insensée.

Avant que les tourtereaux ne soient pul-vérisés par les cent cinquante projectiles, plomb et acier, de la police louisianaise, on suit cette traînée de poudre, de prisons en guichets dévastés, de planques précaires en routes à l’infini, par la voix de leurs proches. A l’issue de cette lecture, ce qui reste de la ro-mance d’acier des Tristan et Isolde de la sul-fateuse est un mélange troublant de senti-mentalité et de balistique, d’émoi panique et de banco permanent, et, surtout, un extra-ordinaire déferlement d’énergie suicidaire.



tre odieuse. Un quotidien peu supportable que certaines révélations surnaturelles vont aider à tolérer. Un chef-d’œuvre du réalisme magique. ■

► *Kid Wolf et Kraken Boy* (Kid Wolf and Kraken Boy), de Sam J. Miller, traduit de l’anglais (Etats-Unis) par Michel Pagel, Le Béliat, « Une heure-lumière », inédit, 184 p., 12,90 €, numérique 8 €. ► *La Véritable Histoire de Bonnie & Clyde* (Fugitives. The True Story of Clyde Barrow and Bonnie Parker), édité par Jan Isbell Fortune, postface de Nelson Algren, traduit de l’anglais (Etats-Unis) par Max Roth, Libretto, 320 p., 10,50 €. ► *Les Infortunées d’Alice* (The Vet’s Daughter), de Barbara Comyns, traduit de l’anglais par Suzanne V. Mayoux, éd. Robert Laffont, « Pavillons poche », 236 p., 9 €.

Au Marché de la poésie, «une autre vision de la Grèce»

La manifestation parisienne, du 19 au 23 juin, se met à l’heure hellénique. Clio Voisin-Mavroeidakos, des Editions Desmos, et plusieurs des poètes grecs contemporains qu’elle publie en seront

PROPOS RECUEILLIS PAR
FLORENCE NOIVILLE

La Grèce est l’invitée d’honneur du 41^e Marché de la poésie, qui se tient place Saint-Sulpice (Paris 6^e) du 19 au 23 juin. Directrice de la collection «Desmos/poésie» aux Editions Desmos, l’éditrice et traductrice Clio Voisin-Mavroeidakos évoque la vitalité de la scène poétique néohellénique.

Quelle est la place de la poésie dans le quotidien des Grecs aujourd’hui ?

Elle est diffuse et pas toujours là où on l’attend ! Lors de mon dernier séjour à Athènes, je suis allée dans un salon de coiffure et j’ai passé un moment enchanteur, car le jeune coiffeur était fêru de poésie. Capable de débattre avec fougue d’auteurs classiques comme de talents d’aujourd’hui. Cette anecdote reflète bien l’exception grecque !

Evidemment, tous les Grecs ne lisent pas de la poésie, et beaucoup n’auront retenu que les vers appris à l’école. Mais sa place dans l’imaginaire collectif est moins élitiste qu’en France, par exemple. La poésie populaire a été présente à

toutes les étapes de l’histoire de la Grèce moderne, notamment lors de ses soubresauts. Les chants en quinze syllabes [*dits aussi « vers politiques » ou « décasyllabiques »*] racontaient la vie quotidienne, mais aussi les événements majeurs – prise de Constantinople, grandes batailles, etc.

Dans ce corpus connu de tous se distinguent à mon sens les *mirolôia*, chants funèbres improvisés par des femmes lors des enterrements. J’ai pu observer, dans les années 1990, dans la région assez traditionaliste du Magne, des lamentations de ce type, improvisées par de vieilles paysannes, parfois illettrées, et j’avoue avoir été éblouie. Les octosyllabes parfaits, les rimes, les métaphores et les images poétiques y étaient extraordinaires.

Quel est le lien entre la poésie et ce que vous appelez les soubresauts de l’histoire ?

Au siècle dernier, dans les périodes très dures pour le peuple grec, un phénomène d’identification massive à des poètes a eu lieu. D’abord lors de la guerre civile qui a vu les résistants à l’occupation nazie exécutés ou déportés. Parmi eux, plusieurs poètes ont su exprimer le sentiment de défaite qu’une grande partie des Grecs ressentaient, toutes classes sociales confondues. Pendant la dictature des colonels [*1967-1974*], une des œuvres les plus fédératrices du sentiment de révolte a été un recueil de poésie écrit par Yannis Ritsos [*1909-1990*], en déportation sur l’île de Leros. Les *Dix-huit petites chansons sur la patrie amère* [*Bruno Doucey, 2012*] ont été « exfiltrées » de l’île, diffusées clandestinement et adulées par de très nombreux lecteurs.

Dans l’Antiquité, les poèmes étaient souvent chantés ou accompagnés de musique...

En effet, et cela ne s’est pas tari depuis. Pensons à la poésie populaire qui vit toujours dans les *paniyiria*, ces fêtes de village qui jalonnent l’été grec. Mais aussi, depuis les années 1950, à la musique dite « entechno », principalement initiée par les compositeurs Mikis Theodorakis [*1925-2021*] et Manos Hadjidakis [*1925-1994*], qui ont eu des poètes – Yannis Ritsos, Odysseus Elytis, Nikos Gatsos, Tasos Livaditis – pour paroliers. Ce courant musical proposait une réinterprétation des traditions tout en évoquant le destin de la Grèce et de ses classes populaires. Ces poèmes mis en musique ont eu un énorme succès et sont encore aujourd’hui très largement connus en Grèce.

La langue grecque elle-même n’est-elle pas génératrice de poésie ?

Elle a en effet une forte musicalité et une plasticité syntaxique qui favorisent l’expression poétique.

Comment décririez-vous la scène poétique contemporaine ?

On n’y observe pas de phénomène de « génération » comme cela a pu exister par le passé, par exemple avec la génération des années 1930 qui a introduit le modernisme en littérature et dont [*le Prix Nobel*] Georges Seféris [*1900-1971*] est un représentant. Mais on a vu apparaître, il y a une vingtaine d’années, de jeunes poètes talentueux, déterminés, mûrs dès leurs premiers recueils.

Leurs écritures sont extrêmement diverses, mais leur point commun réside dans l’ouverture à des influences étrangères contemporaines avec lesquelles elles développent un dialogue fécond et décomplexé. Marquées par la crise économique qui a ravagé le pays de 2008 à 2015, ces œuvres portent toutes le stigmate du trauma. L’angoisse existentielle y est souvent exprimée, avec une nuance politique, un lyrisme mélancolique ou encore le recours à l’aphorisme. Par ailleurs, une attention au paysage,

un attachement à la nature dessinent une écologie poétique salutaire. Enfin, il faut souligner qu’il y a beaucoup de femmes reconnues en poésie et que, parmi les plus jeunes, plusieurs déploient une parole féministe offensive très réjouissante.

Ces jeunes poètes ont-ils une visibilité ?

Sans appartenir à un même courant, ils se sont souvent constitués en communautés, notamment autour de revues, de maisons d’édition ou d’événements d’ampleur (sur scène, mais aussi sous forme de déambulations urbaines, de performances pluridisciplinaires). S’ils ne sont pas connus des masses, ils ont néanmoins une notoriété importante et leurs œuvres sont diffusées, lues, commentées dans la presse généraliste et partagées sur les réseaux sociaux.

Quels sont les poètes contemporains publiés chez Desmos ?

J’ai envie de dire : tous ! Je plaisante, mais l’ADN éditorial de Desmos, c’est la poésie. La librairie a ouvert en 1983 et, en 1996, elle a renoué avec la tradition des libraires-éditeurs pour publier un guide de la littérature néohellénique que nous demandaient beaucoup de clients, bibliothécaires, libraires généralistes. Cela a donné l’envie à mon père [*Yannis Mavroeidakos*], qui a fondé Desmos, d’éditer les auteurs qui manquaient en traduction française, et il a spontanément choisi les poètes en premier. Il s’agissait de ceux de la « génération de la défaite » d’après-guerre et de ceux des années 1970 qui ont marqué l’histoire de la poésie grecque.

Par la suite, il a également publié des recueils qui venaient de paraître en Grèce, comme ceux de Christophoros Liondakis ou d’Andonis Fostiéris. Enfin, à l’occasion d’un numéro de notre revue *Desmos/Le Lien* paru en 2014, nous avons découvert le renouveau poétique évoqué plus haut. J’ai alors pris la direction de la collection « Desmos/Poésie », désormais consacrée à l’extrême contemporain.

Quelle est votre ligne éditoriale ?

Comme je l’ai dit, cette nouvelle poésie s’est déployée avec force, mais sans que se constituent des courants ou des chapelles. Les auteurs que nous publions sont donc très différents, mais nous les éditons tous en bilingue. Cette année, nous sortons le très beau recueil *Fauve*,

de Lena Kallergi, autrice marquée par une double sensibilité écologiste et féministe, ainsi qu’une anthologie critique des poètes postsymbolistes des années 1920, préfacée par Jean-Yves Masson. Elle sera au Marché de la poésie, avec d’autres auteurs de la maison, Dimitri Angelis, Katerina Iliopoulou ou Thomas Tsalapatris,

Qu’attendez-vous de ce Marché de la poésie ?
C’est l’occasion de diffuser une autre

vision de la Grèce, souvent réduite à des clichés – ni Antiquité fantasmée ou dégénérée, ni décor de vacances, ni réduite à la crise économique. Ce voisin européen est aussi, et surtout, une culture vive et singulière, dont la poésie est depuis toujours un fer de lance. Le ministère grec de la culture permet la venue à Paris d’une belle délégation. Le coup de projecteur sur ces auteurs favorisera, je l’espère, leur diffusion en France et dans l’aire francophone. ■



Les couvertures de quatre recueils récents des Editions Desmos, d’auteurs qui seront présents au Marché de la poésie. DESMOS

Proximité de l’humus

« Je voudrais entrer dans chaque atome, circuler dans la matière, être matière moi-même pour savoir ce qu’elle pense », écrivait Flaubert. Cette tentation se lit dans chaque poème de *Fauve*, le troisième recueil de la poète grecque Lena Kallergi (traduit du grec par Laurence Campet, Desmos, 104 pages, 19 euros). Ici, l’autrice rêve de faire avec des coquillages « un autel/ à ce qui subsiste dans les profondeurs de la nature ». Là, qu’il sorte d’elle, à la place du langage, « un tournesol, du thym, des cyclamens épouvantés, des tamaris bruisants ». L’édition bilingue permettra aux chanceux qui entendent le grec moderne de goûter en VO l’animisme tendre d’une œuvre qui se distingue surtout par son humilité – au sens propre, dans la proximité de l’humus. « Et dans le petit/ coin de terre sauvage/ où j’ai vu la couleur de l’eau et des insectes frères/ je fus cellule/ qui n’examinait ni ne différenciait/ fleurs, larves ou herbe/ mais respirait la mission ancestrale/ au ras du sol. » Fl. N.



FRANZ KAFKA L’INSAISSABLE

Un hors-série du « Monde »
120 pages - 11 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Timothée de Fombelle

« Le livre, c'est la vie en "too much" ! »

L'auteur jeunesse, l'un des plus lus, défend hardiment, de livre en livre, la liberté offerte par la fiction : nombreux personnages, intrigues au long cours, ampleur narrative... Nouvelle démonstration avec le très attendu dernier tome de la trilogie « Alma »

RAPHAËLE LEYRIS

D e ce petit espace dépouillé sortent des univers foisonnants. Timothée de Fombelle appelle « atelier » ce local dont les vitrines donnent sur une rue du Marais, à Paris. Il y a peut-être une touche de coquetterie dans l'insistance que cet authentique bricoleur met à recourir au vocabulaire de l'artisanat – il sera aussi question de sa « boîte à outils » d'auteur, des « coups de rabot » donnés aux phrases... Mais on y entend surtout le besoin de « dédramatiser » l'acte d'écrire pour celui qui l'admet : se ranger du côté de la « littérature jeunesse » est une sorte de « stratégie pour pouvoir travailler dans [son] coin sans penser trop à la littérature tout court » et à l'écrasante admiration qu'il lui voue.

Dans ladite catégorie jeunesse, Timothée de Fombelle s'est imposé comme l'un des auteurs français les plus lus et les plus reconnus, y compris à l'étranger. Ses diptyques *Tobie Lolness* et *Vango* (Gallimard Jeunesse, 2006-2007 et 2010-2011) ont été traduits dans le monde entier ; *Céleste ma planète*, *Le Livre de Perle*, *Capitaine Rosalie* (Gallimard Jeunesse, 2008, 2014 et 2018) se passent de main en main à travers les fratries, les cours de récréation ou les médiathèques ; la parution d'*Alma. La liberté*, avec lequel il clôt une trilogie sur la traite transatlantique, est un événement éditorial, orchestré comme tel par Gallimard. Son lectorat, il

peut le constater à chaque rencontre en librairie, ne se limite pas aux adolescents et compte une large proportion d'adultes auxquels la production contemporaine ne fournit pas « l'ampleur narrative, géographique ou chronologique » à même de les combler – en clair, les amateurs de sagas portées par une langue inventive. « Je crois que nous ne sommes pas tant d'auteurs que cela, aujourd'hui, en France, à proposer des livres qui offrent des intrigues au long cours, pleines de rebondissements, qui se saisissent de la liberté unique offerte par la fiction : multiplier sans restriction les personnages, les décors, les intrigues... Pourtant, ma pente m'entraînerait naturellement plutôt vers des textes resserrés. »

Sous l'ironie amusée

Avant de creuser une veine dumasienne, Timothée de Fombelle fut ainsi un dramaturge minimaliste. Le quin-quagénaire (il est né en 1973) moque aujourd'hui avec tendresse le jeune homme qui « écrivait des pièces de théâtre jouées dans les catacombes avec ni trop d'acteurs ni trop de spectateurs ». Il enseignait alors les lettres dans le secondaire, avait cocréé la compagnie Le Phare – dans son enfance et son adolescence, il disposait, avec ses quatre frères et sœur et sa palanquée de cousins, d'une troupe prête à l'emploi. On devine, sous l'ironie amusée qu'il affiche aujourd'hui, l'intensité qui devait l'habiter à ses débuts et dont témoigne son premier texte publié, *Je danse seul* (Actes Sud, 2003).

Il en a fini avec l'avant-garde et l'Education nationale à peu près en même temps, pour se consacrer à une écriture à destination de la jeunesse qui l'a « libéré » : « Je me permettais tout à coup un lyrisme que l'auteur de théâtre contemporain en moi méprisait. Je m'autorisais à prendre des routes déjà empruntées par d'autres, comme celle de l'épopée... »

Aujourd'hui, son éditeur chez Gallimard, Thierry Laroche, lui fait peu de remarques, mais, « de temps en temps », il note dans la marge d'une métaphore ou d'une envolée un lapidaire : « Too much ? » L'écrivain concède lui donner parfois raison tout en défendant, avec une fougue rieuse : « Mais le livre, c'est la vie en "too much" ! » Dans *Tobie Lolness*, s'il a choisi d'avoir des personnages lilliputiens vivant dans un arbre, « c'est parce que leur taille permettait que tout soit démesuré ». Dans *Vango*, où l'on suit un jeune homme traqué, qui cherche à comprendre qui il est, c'est la période choisie, les années 1930, qui « agrandit » la portée des actes de chacun, dans l'héroïsme comme dans la lâcheté ; même principe dans *Capitaine Rosalie* avec la première guerre mondiale.

La trilogie *Alma* remonte à une autre époque de tumulte, à la fin du XVIII^e siècle. En 1786, la jeune héroïne quitte sa vallée africaine pour partir à la recherche de son frère, enlevé par des marchands d'esclaves ; le troisième tome s'ouvre trois ans plus tard, dans une France en pleine Révolution, et nous entraîne en Louisiane et à Saint-Domingue, avant



Timothée de Fombelle, à Paris, en 2022. STÉPHANE LAVOUÉ/PASCO&CO

d'offrir (attention, on divulgâche) une conclusion optimiste, qui voit la famille d'Alma réunie. Timothée de Fombelle reconnaît que cette fin relève d'une forme de « fantastique » après les épreuves endurées par les uns et les autres, de bateaux en plantations, sur 1300 pages. « Je savais depuis le début que je voulais aller vers cette lueur des retrouvailles. » Celui qui dit ne pas s'imposer grand-chose, « à part la clarté », pour s'adapter à l'âge de son lectorat, cite la loi de 1949 sur les publications jeunesse et le devoir de ne pas « désespérer la jeunesse » (la loi mentionne précisément « des publications de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse ») : « S'il y a une chose à laquelle je tiens, dit ce catholique à la foi assumée, c'est à maintenir une forme d'espérance. Mais, avant cette fin, je ne gomme rien de ce que les personnages endurent. »

Scrupules d'auteur

Voilà presque quatre décennies que l'écrivain porte le projet de « décrire la machine de la traite dans tous ses aspects ». Il avait 13 ans, vivait en Côte d'Ivoire, où une mission du père, architecte, avait emmené les Fombelle ; lors de vacances au Ghana, il a découvert les forts où étaient parqués les esclaves avant de partir en mer. Il a commencé à lire et à mener « une sorte de veille » sur le sujet, qui lui a permis de se constituer une vaste bibliographie au fil des années.

Il assure qu'il n'a pas attendu qu'en 2020, dans la foulée du mouvement Black Lives Matter, son éditeur

Parcours

1973 Timothée de Fombelle naît à Paris.

2001 Création de sa pièce *Le Phare*, au Théâtre du Marais.

2006 Parution du premier tome de *Tobie Lolness* (Gallimard Jeunesse). Le second paraît l'année suivante.

2010-2011 *Vango* (deux tomes, Gallimard Jeunesse).

2016 Sélectionné pour le « Nobel jeunesse », le prix Astrid-Lindgren. Il l'est depuis chaque année.

2017 *Neverland* (L'Iconoclaste).

2020 Premier tome d'*Alma* (Gallimard Jeunesse).

américain renonce à publier *Alma*. Le vent se lève, en tant que roman écrit par un Blanc sur la traite des Noirs, pour se rendre compte que cette histoire était racontée « à 95 % par des Blancs, que ce soit les capitaines de navire, les patrons de plantation ou les historiens qui se sont penchés sur le sujet ». « Il y a un immense silence, celui des esclaves, et j'en ai eu

conscience très tôt. » Si bien que les questions soulevées par le choix de cet éditeur américain (une maison britannique a finalement publié le roman dans le monde anglophone) sur sa légitimité n'ont pas « fondamentalement modifié [sa] démarche », même si elles ont aiguisé son attention et nourri ses scrupules d'auteur. Ceux-ci l'ont poussé à se documenter toujours plus, à intégrer des apports récents de la recherche historique à la réflexion sur son roman – il cite par exemple la biographie de Toussaint Louverture signée Sudhir Hazareesingh (Flammarion, 2020), puisque l'ancien esclave devenu gouverneur de Saint-Domingue est l'un des personnages de ce troisième tome d'*Alma*.

Au moment de quitter son héroïne et l'histoire qui l'habite depuis si longtemps, il dit ressentir une « forme de nostalgie » : « Plus jamais je ne pourrai faire bouger Alma, la faire exister. » Il éprouve aussi « un soulagement » à avoir mené tous ses personnages à bon port. Pour la première fois depuis vingt ans qu'il publie, il n'a pas d'idée arrêtée sur le livre à venir. Il avance que ce sera peut-être « quelque chose de bref », puis rigole et se reprend : « D'un peu bref, en tout cas. J'ai envie d'une certaine immobilité pour mes personnages. Après les avoir tellement baladés entre les océans et les continents, j'ai envie de trouver d'autres ressorts dans la construction. D'avoir une histoire qui tienne dans une petite maison, un petit jardin où se jouent de grandes choses. » ■

EXTRAIT

« La ville [New York] est un chantier. C'est la jeune capitale des Etats-Unis [1785-1790]. Le président Washington y a prêté serment sur la Bible il y a trois mois. Alma et Sirim se sont aventurées dans les rues pendant les deux jours d'escale. Mais elles ne s'éloignaient jamais du Franklin, amarré au quai dans le prolongement de la rue Goldenhill. Elles ont appris tous les noms des rues par cœur pour ne pas se perdre. Elles ne veulent pas être oubliées ici. Il y avait pour l'équipage des papiers à remplir auprès des douanes, du courrier à décharger. Le capitaine du Franklin a prévenu qu'il n'attendrait personne quand le bateau serait prêt. Il doit aussi faire des réserves d'eau douce et quelques réparations dans les mâts pour pouvoir repartir vers le sud, en Virginie, seconde étape avant le retour à Bordeaux. »

ALMA. LA LIBERTÉ, PAGE 225

Vers l'abolition de l'esclavage

EN CE MOIS DE JUILLET 1789, quand s'ouvre *Alma. La liberté*, voilà trois ans qu'Alma a quitté sa vallée d'Afrique pour chercher son petit frère, Lam, enlevé et vendu comme esclave, et qu'elle a embarqué à bord de *La Douce-Amélie*, où elle a rencontré Joseph Mars, jeune chasseur de trésor. Les deux amis sont à Paris alors que gronde la Révolution, mais ils vont se séparer, l'une pour remonter la piste de Lam jusqu'en Louisiane, l'autre pour poursuivre sa quête d'or. On continue bien sûr de suivre aussi les aventures de

l'héritière Amélie Bassac, du capitaine Gardel, du cheval Brouillard, de l'ambitieux et amoureux Jean Saint-Jean, cependant que surgissent des personnages historiques, de l'abolitionniste anglais Thomas Clarkson au héros de Saint-Domingue Toussaint Louverture.

Tout en orchestrant avec une énergique précision le ballet de ses créatures imaginaires ou réelles à travers les continents, Timothée de Fombelle poursuit la description du fonctionnement de la traite transatlantique et de ses acteurs, marins servant

sur les navires négriers ou banquiers en tirant profit. Il donne aussi à voir la longue histoire de l'abolition, les rendez-vous manqués des Lumières avec ce combat. La part didactique du texte n'écrase cependant jamais la vivacité du récit. C'est à regret que l'on referme, avec ce dernier tome, l'histoire d'Alma et de tous les autres. ■ R. L.

ALMA. LA LIBERTÉ, de Timothée de Fombelle, illustrations de François Place, Gallimard Jeunesse, 480 p., 21 €, numérique 15 €. Dès 11 ans.